

• VENTS DE RÉFORME EN ALGÉRIE – Pages 15 à 17

LE MONDE diplomatique

N° 391 - 33ᵉ année — OCTOBRE 1986

36 pages - 15 F

Algérie : 6 DA ; Antilles fr., Réunion : 19,00 F ; Belgique : 85 FB ; Canada : 2,25 $ C ; C.-d'Iv. : 870 F CFA ; Espagne : 270 P ; E.-U. : 2,10 $ US ; Gr.-Bret. : 1,10 £ ; Irlande : 1,70 £ ; Italie : 3 500 lires ; Maroc : 14,50 dir. ; P.-Bas : 5,00 Fl. ; Sénég. : 900 F CFA ; Suisse : 3,80 FS ; Tunisie : 1 700 m

Abonnements : voir tarif page 20

Publication mensuelle — 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Le Michigan laboratoire de l'économie-territoire

(Pages 11 à 13.)

VIOLENCES NATIONALISTES ET CONFLITS ÉCONOMIQUES

Le sang des autres

Par CLAUDE JULIEN

CE regain de vigueur que connaissent les passions nationalistes, nul ve veut donc en percevoir toute l'ampleur ? Parce qu'ils pratiquent *le terrorisme*, des mouvements – basque ou palestinien, libanais ou arménien, irlandais ou tamoul – retiennent toute l'attention. Braqués sur chacun de leurs actes, les projecteurs de l'actualité réussissent un véritable tour de prestidigitation en laissant *dans une douce pénombre le seul* nationalisme qui compte vraiment : celui des grandes puissances, qui mettent au service de leurs intérêts les plus redoutables moyens de destruction.

En toute circonstance, le nationalisme exaspéré, désespéré, des faibles inspire de hautaines condamnations. Les méthodes criminelles auxquelles il recourt tombent sous le coup du droit commun, et la multiplication des attentats provoque l'indignation (1). Au contraire, le nationalisme arrogant que les États *les plus forts pratiquent* en toute bonne conscience bénéficie de l'indulgence des médias et, malgré son caractère ostentatoire, finit par passer à peu près inaperçu. Beaucoup plus déstabilisateur que les spectaculaires attentats dont l'information, hélas ! se repaît, *il se soustrait facilement* aux sanctions du droit international (2). Lorsqu'il n'est pas couvert d'éloges, il ne suscite que de timides réprobations, formulées du bout des lèvres, vite oubliées. Et pourtant, comme la nuée porte l'orage, il porte en lui la violence absolue : la guerre.

La guerre ? Mais elle est impensable... Une nouvelle fois en ce siècle, la même illusion trouble les esprits. Ce serait en vue d'une pacifique partie d'échecs que les nations emplissent leurs arsenaux. Elles ne veulent pas la guerre. Elles ne la feront pas. Leurs dirigeants le répètent à l'envi : ils veulent la paix. Si chacun d'eux gonfle son propre budget militaire, c'est uniquement pour dissuader tout autre de déchaîner la foudre... En quarante ans, *les opinions publiques se sont* accoutumées à ce discours, comme aux prouesses combinées de la technologie nucléaire et de l'informatisation de vecteurs toujours plus précis. Savamment conditionnées, elles ont moins peur de la guerre qu'elles ne redoutent le cambrioleur ou le terroriste.

Quatre décennies de folle course aux armements n'ont-elles d'ailleurs pas apporté au monde quatre décennies de paix ? Au monde ? *Vous voulez dire* à l'Europe, pendant qu'à sa périphérie *plus de cent* trente confrontations armées faisaient des millions de victimes. Mais ces guerres bénies n'ont *pas dépassé de strictes limites* territoriales, elles n'ont jamais directement atteint ni les Deux Grands ni l'Europe. Si absurde qu'il soit, le grand jeu des conflits locaux peut donc se poursuivre impunément. Ne craignez rien : les Grands, dans leur sagesse, en conservent la parfaite maîtrise...

Ainsi va la croyance la plus largement répandue. Croyance naïve : trop d'événements montrent en effet que les grandes puissances contrôlent de moins en moins les convulsions de la planète. Les dissensions et rivalités entre parti, KGB et armée qui, sous la fragile houlette *d'un vieillard fatigué, conduisirent* à l'intervention soviétique en Afghanistan n'ont pas disparu, comme par magie, sous la direction d'un fringant sexagénaire. Sur un ton nouveau, M. Gorbatchev a multiplié, en direction des Etats-Unis, d'inhabituelles ouvertures *(voir pages 3, 4 et 5, l'article de Paul-Marie de la Gorce)*. La *solidité* de son pouvoir dépend, dans une large mesure, des résultats qu'il *obtiendra dans cette grande partie* diplomatico-stratégique. Un échec en ce domaine condamnerait M. Gorbatchev, pour préserver son autorité, à revenir aux intransigeances d'antan. La cohésion du système se fonderait alors moins sur un appel à l'idéologie, bien incapable de mobiliser les foules, que sur un nationalisme toujours prêt à se manifester avec vigueur.

Ranimée par M. Ronald Reagan après les humiliations subies au Vietnam et lors de la prise d'otages en Iran, la fierté nationale n'est pas moins vive aux Etats-Unis, où elle aide à supporter *les déboires économiques. Encore bon* enfant, elle explosa à l'occasion des Jeux olympiques, puis s'enflamma avec des accents cocardiers pour la glorieuse conquête de la Grenade, enfin se teinta de chauvinisme lors du raid sur la Libye. Deux actes terroristes ont porté à son zénith la popularité du président. La tentation est vive de récidiver, soit pour *renforcer son prestige déclinant*, soit pour indiquer aux Soviétiques les limites d'une négociation bilatérale. Les cibles éventuelles d'une telle démonstration de force sont tout indiquées : Nicaragua, Angola, Libye à nouveau, Afghanistan... *(voir pages 1 et 6, l'article d'Ignacio Ramonet)*. Les crédits officiels votés par le Congrès, les ressources officieuses de la CIA et de divers organismes privés, les fournitures de missiles Stinger, etc., constituent autant d'indices d'une volonté de parler fort et, au besoin, de frapper. Le sang a coulé ; il coulera encore.

Les sentiments d'échec

LA fierté humiliée suffit rarement à porter au paroxysme la fièvre nationaliste. Il y faut aussi de puissants motifs matériels qui touchent à l'avenir même d'un peuple : refus d'une patrie, comme pour les Palestiniens ; *destruction* avancée du pays, comme pour le Liban ; menace aux frontières, ce qui n'est aujourd'hui le cas ni pour l'URSS ni pour les Etats-Unis ; constat d'échec mettant en cause le sort de la nation. L'aventurisme militaire offre alors un utile dérivatif, souvent *acclamé* par un public inconscient. Surtout qu'il s'agit non pas de déclencher l'Apocalypse mais de lancer des opérations limitées qui, le bon peuple aurait tort d'en douter, resteront strictement circonscrites, sans danger majeur...

Les hommes au pouvoir à Moscou et à Washington sont eux-mêmes assez peu convaincus de pouvoir contrôler, sans la moindre bavure, tous les foyers *d'incendie qu'ils ont allumés* ou laissé s'allumer sur les divers continents. Ovations spontanées et louanges organisées ne sauraient les berner : dans les replis de leur conscience, ils subodorent que leur pouvoir est moins assuré qu'il n'y paraît. Tous deux ont de bonnes raisons de sentir grandir en eux un *désagréable sentiment d'échec que pourrait* compenser un facile succès militaire.

Echec économique en URSS : selon le rapport publié par la CIA peu après la mort de Brejnev, le niveau de vie a doublé en vingt-cinq ou trente ans ; mais les rodomontades de Khrouchtchev, qui promettait de rattraper l'Occident à bref délai, n'ont éliminé ni les retards ni les scléroses.

(Lire la suite page 8.)

(1) Sur le terrorisme et l'antiterrorisme, voir *le Monde diplomatique* de janvier et février 1986.

(2) Ainsi les Etats-Unis ont-ils contesté par avance la décision de la Cour internationale de justice de La Haye condamnant l'acte de terrorisme par lequel ils avaient miné les ports du Nicaragua.

LA FRANCE ENTRAINÉE DANS UN CONFLIT DE FAIBLE INTENSITÉ ?

La harpe de la terreur

Par IGNACIO RAMONET

LE sang dans les rues. Le sang des enfants gisant, disloqués, près du corps de leurs mères. Mortes elles aussi. Les chairs déchiquetées par le souffle des bombes. L'effroi. Et les sanglots muets des survivants. Encore choqués par la violence de ce groupe terroriste qui, ce matin-là, s'est abattu sur le paisible village de Camabatela, au *sud* de l'Angola. La horde sauvage laisse derrière elle une longue traînée de cadavres. Plus d'une centaine. Tous des civils. Parmi eux, le pasteur méthodiste et quatre de ses enfants. Passés au couteau, tranchés à la machette.

Qui sont ces massacreurs de l'aube ? Pour le compte de qui sont-ils venus tuer tant d'innocents ? Quel Etat arme, entraîne, manipule ces terroristes ? Ailleurs qu'en France, d'autres citoyens, également bouleversés par la brutalité de telles agressions, s'interrogent ; ils veulent comprendre à quelle logique politique répond cette terreur qui menace de broyer leurs corps.

Les réponses à ces questions ne sont pas toujours aisées. Mais, dans le cas du massacre de Camabatela, on sait maintenant – la presse américaine l'a révélé (1) – que les terroristes agissaient sous la bannière de l'UNITA et *sur ordre du chef de cette organisation* anticommuniste, M. Jonas Savimbi ; lui-même soutenu par l'Afrique du Sud et considéré par M. Ronald Reagan – malgré le sang des enfants – comme un *« héroïque combattant de la liberté »*.

Le président des Etats-Unis admire à tel point ce « héros » qu'il a obtenu du Congrès américain, en avril dernier, une aide de 15 millions de dollars en sa *faveur et au profit de sa guérilla, dont* la terreur reste pourtant l'arme favorite.

D'autres guérillas, pratiquant de semblables *méthodes de violence* – comme les « contras » au Nicaragua – font l'objet, à travers le tiers-monde, d'une semblable sollicitude. Fermant les yeux sur les atteintes aux droits de l'homme, Washington ne retient de l'action de ces mouvements contre-révolutionnaires que son aspect stratégique : *elle met sur la défensive* des régimes « marxistes-léninistes » alliés de l'Union soviétique et pourrait même, dans un deuxième temps, en provoquer la chute. Ainsi serait démontré que ces régimes ne sont point irréversibles, que le communisme n'est pas une fatalité historique, et que cette doctrine politique, après avoir atteint son maximum d'expansion, doit désormais amorcer son reflux avant de disparaître...

Telle est la thèse. Tel est le bon usage de la terreur. Cela fait de chacune de ces guerres de guérilla un conflit certes de faible intensité militaire (2) *mais de forte rentabilité* stratégique dans la confrontation globale avec l'URSS. D'autant plus forte que les moyens d'action des guérillas seront grands. D'où le besoin de l'aide américaine et l'intérêt pour les Etats-Unis de s'accorder. Quitte à passer sur les *carnassières* formes de combat (3).

Cette politique, dite « de soutien ouvert », est récente. Elle rompt avec la politique suivie par le président Reagan *lui-même au cours de son premier* mandat (1980-1984). L'Amérique était alors encore marquée par les séquelles de la défaite au Vietnam (1975), par l'invasion soviétique de l'Afghanistan (1978), et par la chute en 1979 de deux régimes amis : celui *d'Anastasio Somoza au Nicaragua* et celui du chah d'Iran. Dans ce dernier cas, à la perte de l'allié venait s'ajouter l'humiliation politique lorsque les membres de l'ambassade américaine furent gardés comme otages avec l'assentiment du nouveau régime.

(Lire la suite page 6.)

(1) *International Herald Tribune*, 1ᵉʳ août 1986.

(2) Cf. Michael T. Klare, « La nouvelle doctrine d'intervention américaine », *le Monde diplomatique*, mars 1986.

(3) « New US Aid Will Produce Violence but no Victory », *Newsweek*, 25 août 1986.

M 2136 - 391 - 15 F

« POUR L'AFRIQUE, J'ACCUSE », DE RENÉ DUMONT

Un continent qui se meurt

Par CLAIRE BRISSET

LORSQUE, en 1962, René Dumont publia *L'Afrique noire est mal partie*, le livre et son auteur furent interdits dans toute l'Afrique francophone. Rarement, pourtant, livre fit une plus belle carrière. C'est avec quelque mélancolie que René Dumont rappelle aujourd'hui cet étrange épisode. Mal partie dès le début des années 60, dit-il, mal partie malgré l'euphorie qui baigna son accession à l'indépendance, l'Afrique, aujourd'hui se meurt.

Tel est le titre qu'il eût voulu donner à ce livre, devenu *Pour l'Afrique, j'accuse* (1). Un livre où le constat des échecs techniques de l'agriculture africaine se mêle aux éclats de la rage impuissante de ceux qui savaient, et qui avaient prévenu, vainement. Nous sommes à la veille, écrit René Dumont, d'une catastrophe sans précédent. *« Le plus étonnant, quand on écrira son histoire, sera le petit nombre de ceux qui l'auront prévue, alors que sa probabilité était si éclatante. »*

Catastrophiste ? Le mot ne gêne pas René Dumont. Je ne l'ai pas été assez, écrit-il, tout l'a montré (2). Cassandre ? Peut-être. C'est, certes, un rôle ingrat, tant pis. Culpabilisé ? Oui, dit-il, et comment ! *« Notre prospérité est construite sur de monstrueuses pyramides de cadavres d'enfants... »*

Il ne s'agit là ni d'éclats de voix ni d'écarts de langage, mais de l'enchaînement d'une analyse serrée. Pourquoi l'Afrique est-elle aujourd'hui plongée dans ce que René Dumont dénomme *« une spirale descendant vers l'enfer et la faim »*. Pourquoi *« ce continent perdu est-il menacé de mort »* ? Parce qu'il y a là *« trop d'hommes, trop de bétail, une politique agricole absente, le mépris des sociétés paysannes, le désert qui avance... »* Trop d'hommes ? René Dumont n'a pas de mots assez durs pour ceux qui continuent de dire l'Afrique sous-peuplée : *« Avec trois cent cinquante millions d'habitants, et onze millions supplémentaires chaque année, l'Afrique noire bat le record du monde. »* La population du continent, à ce rythme, devrait tripler en quarante-cinq ans et s'élever à un milliard et demi d'habitants en l'an 2025. *« Il est évident*, écrit René Dumont, *que ces chiffres ne seront jamais atteints, car il y aura augmentation de la mortalité — inévitable si l'on ne sait pas réduire les naissances. »*

De la surpopulation, du surpâturage et de la sécheresse naît inévitablement la désertification. *« Les déserts ne cessent de gagner. »* D'environ 200 000 kilomètres carrés par an, à l'échelle mondiale. L'Afrique se dessèche. Pour la première fois, en 1985, le Niger a cessé de couler à Niamey. En Mauritanie, le couvert végétal n'occupe plus que 5 % du territoire (15 % en 1960). D'où le gonflement démesuré des villes, ces villes au profit desquelles la bourgeoisie possédante mène une politique à courte vue. *« Ce sont les paysans qui doivent payer les frais de la paix sociale en ville. »* Car, au nom de cette paix sociale, les prix au producteur restent dérisoires. En outre affluent vers les villes les céréales importées, bradées ou vendues pour des francs symboliques et qui, ballons d'oxygène, permettent aux bidonvilles de ne pas exploser.

C'est donc toute une politique antipaysanne que dénonce René Dumont. L'Europe et l'Amérique du Nord, qui protègent si jalousement leurs agricultures, pourtant devenues pléthoriques, ont oublié qu'elles avaient fondé leur décollage industriel sur le développement agricole.

La fin du règne de l'homme blanc

OR ce développement agricole, le modèle imposé notamment par la Banque mondiale l'interdit *de facto* aujourd'hui au continent noir, estime René Dumont. Dans les rapports de l'institution de Washington, écrit-il, *« pas un mot des gaspillages et des somptuosités des villes délirantes, des gratte-ciel portant leur ombre sur les bidonvilles »*. Certes, la Banque émet elle aussi des prévisions pessimistes. Elle dit par exemple que les flux nets de capitaux vers l'Afrique tomberont d'environ 11 milliards de dollars par an en 1980-1982 à 5 milliards de dollars en 1985-1987. Il ne suffit pas, poursuit René Dumont, de dire : *« Il s'agit là de chiffres très inquiétants. »* Il faut aussi *« libérer la paysannerie africaine de son asservissement éducatif, économique et politique »*.

Cette libération est-elle réalisée par les régimes qui se réclament du marxisme ? Jusqu'à présent, non : *« Les modèles soviétique, chinois, cubain se révèlent fort peu efficients en économie et développent une nouvelle classe dominante, appuyée sur l'armée et la police, qui finit vite, comme en Ethiopie, par faire regretter l'ancienne. »*

Le mimétisme pro-occidental est-il une meilleure formule ? Il a à l'évidence multiplié les échecs. Dans plusieurs chapitres, René Dumont insiste sur le cas du Sénégal, qui, certes, est la seule démocratie réelle de cette partie du monde, mais n'a pu éviter les pièges de la domination économique extérieure. Le meilleur exemple en est celui des énormes barrages construits sur le fleuve Sénégal (3) grâce à des capitaux étrangers, travaux irréalistes, démesurés, entrepris à des coûts exorbitants, pour le bénéfice des pays « donateurs ». *« Les marchands de béton et les intérêts tant stratégiques que matériels des bailleurs de fonds les ont incités à contraindre les responsables politiques d'accepter ces projets de barrages — action d'autant plus facile que ces responsables étaient aux abois, — mais ces barrages compromettent l'avenir de ces pays. »* Ils le compromettent, car seul le financement des travaux eux-mêmes — presque terminés — a été prévu. Non pas celui des aménagements agricoles qui devraient suivre. Inconséquence, voire incurie !

Ainsi le Sénégal s'enfonce-t-il lui aussi dans la dépendance alimentaire. Et René Dumont publie le menu d'une soirée de réveillon, le 31 décembre 1984, dans un grand hôtel de Dakar, au pire moment de la sécheresse, menu à 30 000 CFA (600 francs français), dont on hésite à reproduire le détail. Les pays avoisinants, dont René Dumont analyse les situations respectives ne sont pas mieux lotis, bien au contraire. Le Mali, dit-il, *« risque d'être rayé de la carte »*, mais tout espoir n'y est pas perdu, *« car il recèle un large Sud arrosé, qui n'existe pas au Niger »*. Le Niger, justement, malgré la courageuse recherche d'une stratégie nouvelle, piétine. Le Burkina-Faso, engagé dans sa « révolution », résiste difficilement à la tentation d'une *« collectivisation agricole qui mènerait inéluctablement, si on la poursuivait, à la faillite agricole et à celle de l'économie en général »*.

De ces faillites, l'ex-colonisateur, les pays industrialisés, doivent-ils se sentir coresponsables ? Malgré tous les sarcasmes qui, ces temps derniers, se sont abattus sur les tiers-mondistes, René Dumont répond « oui ». Cette fin de siècle, dit-il, *« risque fort de marquer la fin du règne de l'homme blanc, inscrite dans l'évolution démographique. Le bilan de sa gestion est si désastreux qu'il est grand temps de lui soustraire les leviers de commande qu'il utilise à des fins destructrices »*.

Ainsi ce livre apparaît-il comme le constat déchiré d'une immense enquête, menée pendant plus de cinquante ans par un homme qui n'a à aucun moment épuisé sa faculté d'indignation, indignation *« devant les deux guerres mondiales, les guerres coloniales et post-coloniales, celles du fanatisme et du chauvinisme, et enfin le génocide de la faim »*. Coupables, nous le sommes tous, insiste-t-il. Tous, solidairement. Car *« les guerres, répressions, famines et destructions ne sont pas des phénomènes naturels : ils prennent racine en nous, les hommes »*.

(1) *Pour l'Afrique, j'accuse. Le journal d'un agronome au Sahel en voie de destruction*, en collaboration avec Charlotte Paquet, postface de Michel Rocard, Plon, Paris, 458 pages, 150 F.

(2) *« En 1978*, écrit René Dumont, *l'ambassadeur des Etats-Unis à Addis-Abeba indiquait que les hauts plateaux d'Ethiopie perdaient plus d'un milliard de tonnes par an de sol superficiel par érosion. Cela signifiait plus d'un million de morts à la prochaine sécheresse : c'est fait. Demain au Sahel, il faudra peut-être les compter par millions. J'ai quelque honte à le souligner, mais pas le droit de me taire. »*

(3) Dont l'un est sur le territoire malien. Ces barrages doivent fournir en eau et en électricité le Sénégal, le Mali et la Mauritanie.

TRIBUNE

Une nouvelle approche de la paix israélo-arabe

par OVADIA SOFFER, ambassadeur d'Israël en France

LA recherche de la paix israélo-arabe a, depuis quarante ans, abouti à l'impasse. Peut-être est-il temps de changer de méthode.

Au lieu de chercher à réaliser des plans et des projets rigides de règlement, tentons de modifier le climat. Car chaque plan, chaque projet suscite de nouvelles polémiques au lieu d'apaiser les esprits. Il faut inverser la vapeur, désamorcer la tension, instituer un nouveau climat.

Nous sommes au seuil du vingt et unième siècle ; les peuples arabe et israélien ont besoin de paix. Ils ont gaspillé trop de ressources, perdu trop de temps en affrontements stériles. Ils ont consacré le meilleur de leurs énergies et le sang des plus courageux de leur fils à s'entre-déchirer, au lieu de consacrer leurs forces, leur passion, à construire, à développer. Pendant ce temps, d'autres nations ont accru leur avance technologique et progressent plus rapidement que le Proche-Orient. Les juifs et les Arabes sauront-ils rattraper le retard, combler le fossé ? N'est-il pas temps de s'apercevoir que leur lutte est non seulement fratricide mais suicidaire ? Il y a là convergence de leurs intérêts. C'est à partir de cette convergence qu'il faut bâtir la paix !

La genèse du traité israélo-égyptien confirme cette approche. La négociation a pu démarrer après que le président Sadate, en 1977, aient rompu avec un tabou qui durait depuis trois décennies. C'est grâce au bouleversement psychologique opéré par son voyage révolutionnaire à Jérusalem que les négociations ont pu démarrer.

Il faut faire sauter tous les blocages psychologiques. Les peuples israélien et arabe n'ont pas d'autres choix.

En tant que fils de la région, je crois que les parties en conflit sont acculées à chercher d'autres perspectives. C'est l'intérêt de tous, et c'est dans cet esprit que je formule mes propos.

Sans doute peut-on objecter que ce ne serait pas l'intérêt de certaines puissances et superpuissances, qui précisément soutiennent les extrémistes, et pour qui le conflit est une occasion de vendre des armes et de pénétrer la région politiquement.

Mais ce raisonnement, ce calcul même, relèvent d'une mentalité dépassée. L'avenir, le vingt et unième siècle, seront caractérisés par un épanouissement technologique où Israël s'inscrit d'ores et déjà en bonne place — en avance sur la plupart de ses voisins, — et par des coopérations régionale et internationale intenses.

Des hommes politiques arabes visionnaires en ont tiré des conséquences depuis longtemps déjà. Je vous citerai les paroles du roi Abdallah de Transjordanie en 1948 : *« Je crois que c'est la divine Providence qui vous a ramenés ici... Si nous ne conjuguons pas nos efforts pour nous aider nous-mêmes, personne ne nous aidera. »*

Dans le même esprit, le président Bourguiba, dans les années 50, invitait le monde arabe à plus de réalisme à l'égard d'Israël, et plus récemment, le roi du Maroc, Hassan II, préconisait une étroite collaboration entre le génie israélien et les ressources arabes.

La rencontre récente du roi Hassan II et du premier ministre israélien, M. Shimon Pérès à Ifrane ; le voyage de M. Shimon Pérès au Cameroun et la reprise des relations diplomatiques entre Jérusalem et Yaoundé ; le dialogue d'Helsinki entre Israéliens et Soviétiques, constituent une victoire de l'esprit de paix. Deux se sont produits sur le sol africain, ce qui paraît dans la nature des choses. Car les pays et les peuples en voie de développement sont peut-être plus conscients que les nantis de l'importance réelle des défis auxquels l'humanité est confrontée. Les fléaux majeurs de cette fin du vingtième siècle sont géographiques et économiques, et certains conflits politiques sont des luxes dont on ne peut plus admettre qu'ils drainent nos ressources insuffisantes pour paralyser nos efforts de développement.

JE crois d'ailleurs que cette évolution est en bonne voie. La nécessité finit toujours par faire loi. Le Proche-Orient a pu longtemps gaspiller ses ressources en affrontements, en guerres, en récriminations, parce qu'il était peut-être trop richement doté. Mais le pétrole à moins de 10 dollars le baril, c'est-à-dire, en valeur réelle, moins cher qu'avant le choc pétrolier d'il y a treize ans, c'est un avertissement sérieux. Le retour de centaines de milliers d'expatriés qui n'ont plus de travail dans les pays du Golfe en est un autre aussi. Les véritables problèmes du Proche-Orient sont économiques, culturels, humains : la pénurie d'eau, des ressources inexploitées, un niveau de vie insuffisant, des déserts à défricher.

Quant aux superpuissances, il est probable qu'elles ne permettront pas, étant donnés leurs propres intérêts stratégiques, l'élimination de l'une des parties au profit de l'autre. Après chaque guerre arabo-israélienne, on revient à la case zéro. L'expérience de cette répétition lassante devrait enfin porter ses fruits.

ON a déjà perdu trop de temps, trop d'argent, trop de sang consacrés à de faux problèmes. La quintessence de mon appel, c'est d'inviter tous les hommes de bonne volonté, Israéliens, Arabes, comme spectateurs du conflit, à s'attaquer chacun pour sa part et tous ensemble au seul véritable problème, à notre seul véritable ennemi commun : le sous-développement.

Même le problème des Arabes palestiniens pourrait être désamorcé si nous l'abordons dans cet esprit.

L'OLP a, jusqu'ici, échoué. Les Arabes palestiniens sont plus divisés que jamais, Israël n'est pas entamé.

D'autre part, la plupart des Arabes palestiniens vivent aujourd'hui dans ce qui fut la Palestine : Israël, la Jordanie, la Judée-Samarie, Gaza. Palestiniens juifs et arabes y coexistent en relativement bonne intelligence. Ne pourrait-on pas concevoir, pour l'ensemble de ces quatre territoires, des formes de coopération sur les plans économique, social, éducatif, technologique, etc., faisant délibérément l'impasse sur le domaine politique et le contentieux, qui seraieñt laissés en dehors et réservés pour plus tard ?

Il ne faut pas perdre l'occasion, pour les Arabes et les Juifs palestiniens, de consolider ce qui est acquis et de s'en servir comme point de départ d'un élargissement de leurs relations et d'un aplanissement de leur conflit.

Faisons la guerre à la guerre !

Si nous percevons bien notre intérêt commun, incontestable sur ce plan-là, notre regard modifié sera capable d'apercevoir toutes nos autres convergences. Voilà ce que j'appelle une approche révolutionnaire de la paix.

Ne nous affrontons pas sur les termes exacts d'un difficile règlement, mais donnons à la vie la chance de réaliser les modalités de notre coexistence. Nous trouverons demain, sinon aujourd'hui, la solution de tous nos problèmes. Une nouvelle méthode, une nouvelle approche opéreront ce miracle que nos peuples attendent depuis quarante ans.

CORRESPONDANCE

Sous le signe des pavillons de complaisance

A propos de l'article de Bruno Jezequel, paru dans le Monde diplomatique *d'août 1986 sous le titre « La restructuration des transports maritimes : sous le signe des pavillons de complaisance », M. Jean-Luc Le Cleac'h, contrôleur des affaires maritimes, apporte d'intéressantes précisions sur le statut social du marin français :*

« L'âge normal de la retraite des marins de la pêche et du commerce est fixé en France à cinquante-cinq ans. Toutefois, les marins ont la faculté de prendre leur retraite à cinquante ans, mais le nombre d'annuités est alors plafonné à vingt-cinq.

En ce qui concerne la protection sociale des marins, la principale disposition résulte de l'article 79 du code du travail maritime (CTM) : *« Le marin blessé ou tombé malade à bord du navire (navires de plus de 25 mètres — 50 tonneaux avant le 1er janvier 1986) est pris totalement en charge, pendant quatre mois, par son armement, tant en ce qui concerne les salaires que les soins. »*

En cas de maladie survenue en dehors de la navigation, le marin perçoit 50 % du salaire forfaitaire servant de base aux calculs des cotisations sociales, lequel salaire forfaitaire est très largement inférieur aux salaires réels.

Lorsque les armateurs remettent en cause le statut actuel du marin, c'est essentiellement le nombre de jours de congé, le niveau des salaires et les dispositions de l'article 79 du CTM qui sont visés.

Un dernier mot sur les salaires : à qualification égale, les salaires pratiqués dans la marine marchande sont bien supérieurs aux salaires « terrestres ». Ce fait explique le grand nombre de maisons actuellement en vente appartenant à des marins au chômage ou en cours de licenciement : même s'ils parviennent à retrouver un emploi à terre, leur salaire ne leur permettra plus de continuer à payer les mensualités de leur habitation [...]. »

Immigration et crise économique

M. Anatole Ayissi Ngah, de Yaoundé (Cameroun), nous fait part de certaines réflexions suscitées par l'article de Philippe Videlier, « Une certaine France est de retour » (le Monde diplomatique, *août 1986*) :

« Le problème de la France, c'est celui du vieillissement et, par conséquent, de l'obsolescence de son tissu industriel, voire de tout son appareil économique. Dans un environnement où la concurrence entre firmes et nations est la règle et où l'innovation continue et entretenue devient le seul moyen de jouer les porte-flambeaux, toute entreprise, tout pays qui se complait dans ses bonnes vieilles méthodes de production et se cramponne irréductiblement à ses vieilles structures économiques, est voué à la faillite. [...]

Fermant les yeux sur cette claire et cruelle vérité, on crie haro au chômage provoqué par les immigrés... « Il suffirait de les renvoyer tous chez eux pour que... » La fin est trouvée, on ne lésine pas sur les moyens. Il est tout à fait déplorable que ce soit la patrie des Descartes, Voltaire et autres Montesquieu qui fasse preuve d'une telle platitude dans le raisonnement. Dieu merci cependant, ce n'est qu'une « certaine France » et non la France qui raisonne ainsi [...] »

Calendrier des fêtes nationales

1er-31 octobre

1er CHINE	Procl. de la Rép. pop.
1er CHYPRE	Fête nationale.
1er NIGERIA	Fête de l'indépendance.
3 RÉP. DE CORÉE	Fête nationale.
4 LESOTHO	Fête nationale.
7 RÉP. DÉM. ALLEMANDE	Procl. de la Rép.
9 OUGANDA	Fête nationale.
12 ESPAGNE	Fête nationale.
14 RÉP. DÉM. POP. YEMEN	Fête de la révolution.
21 SOMALIE	Fête nationale.
24 ZAMBIE	Fête de l'indépendance.
26 AUTRICHE	Fête nationale.
29 TURQUIE	Procl. de la Rép.

Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André FONTAINE, directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS

Imprimerie du « Monde » 7, rue des Italiens 75009 PARIS

Commission paritaire des journaux et publications : nº 57 438
ISSN : 0026 - 9395.

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.



LES PRÉPARATIFS DE LA RENCONTRE DE MM. REAGAN ET GORBATCHEV

Ambitions stratégiques et calculs économiques

Le sommet américano-soviétique semble décidément en bonne voie. Malgré le tangage provoqué par les affaires Zakharov et Daniloff, aucun des deux Grands ne souhaite *« faire chavirer la barque »*, pour reprendre l'expression de M. Ronald Reagan. Une avancée significative a été effectuée à la conférence sur le désarmement en Europe, puisque l'accord signé le 22 sepembre à Stockholm prévoit un véritable droit d'inspection des mouvements de troupes. Si elles constituent un tournant significatif dans la doctrine soviétique sur le contrôle des armements conventionnels, ces « mesures de confiance » ne sauraient dissimuler que le désaccord de fond reste entier entre les deux Super-Grands sur l'Initiative de défense stratégique (IDS), M. Reagan ayant lui-même reconnu, devant l'assemblée générale des Nations unies, qu'il existait effectivement un *« usage offensif potentiel des systèmes défensifs »*. Les enjeux de la négociation à venir sont énormes pour l'économie, la technologie et la sécurité des Etats-Unis et de l'Union soviétique et, par ricochet, pour le reste de la planète. Dans l'immédiat, les conflits dits « de faible intensité », dans lesquels chacun des camps évite d'apparaître trop ostensiblement en première ligne, continuent, sur des théâtres extérieurs à leur sécurité directe, de causer la mort et la destruction.

Par
PAUL-MARIE DE LA GORCE

UN sommet américano-soviétique que préparent les négociations en cours et notamment la rencontre entre le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, et le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Nicolas Chevardnadze, ne saurait avoir lieu, admet-on de part et d'autre, sans de sérieuses chances de succès. Du côté soviétique, on insiste particulièrement sur ce point en refusant à l'avance de se prêter à un « coup médiatique » qui renforcerait la popularité du président Reagan sans comporter de résultats concrets. Ceux-ci, on ne les attend, en réalité, que sur un problème dont l'importance semble éclipser tous les autres : celui du désarmement ou, plus précisément, du contrôle et de la limitation de la course aux armements.

L'opinion européenne paraît avoir quelque mal à mesurer l'attention presque exclusive que les négociateurs américains et soviétiques accordent à l'enjeu suprême de leurs efforts. Son intérêt s'oriente davantage sur les événements spectaculaires au Proche-Orient et en Méditerranée avec les activités terroristes qui en sont, en quelque sorte, le prolongement. Mais la préparation du futur sommet ne laisse place, à cet égard, à aucune illusion ni pour les négociateurs eux-mêmes ni pour les observateurs les plus attentifs. On ne peut s'attendre à aucun accord ni sur le Cambodge ni sur l'Afghanistan ni sur l'Afrique australe ni sur le conflit israélo-arabe, et il n'est d'ailleurs pas sûr que les deux plus grandes puissances aient, sur tous ces sujets, une telle maîtrise des événements qu'il suffirait d'un arrangement entre elles pour les régler.

En revanche, elles portent, à elles deux, le poids de la plus grande partie des efforts d'armement qui pèsent aujourd'hui sur le monde ; c'est entre elles que se déroule la compétition décisive pour la multiplication et le progrès de tous les systèmes d'armes, et le rythme de cette course dépend d'elles seules. On admet aujourd'hui que leur intérêt commun est de ralentir ce rythme, de rationaliser et d'organiser cette course, d'en réduire la charge financière écrasante. Nul n'en doute pour l'Union soviétique, dont les retards économiques constituent la préoccupation principale de ses dirigeants actuels. Mais l'on sait aussi que la relance de l'activité économique américaine passe par de nouvelles baisses des taux d'intérêt ; celles-ci supposent la réduction du déficit géant du budget fédéral, que l'on n'obtiendra jamais, sans une réduction suffisante des projets actuels de dépenses militaires. Projets si formidables qu'ils dépassent, dès maintenant, en dollars constants, les dépenses des années les plus dures de la guerre du Vietnam.

Tel est bien, naturellement, le fondement réel des tentatives faites en vue d'une éventuelle rencontre entre le président Reagan et M. Gorbatchev pour parvenir à un accord de désarmement. Mais les propositions avancées de part et d'autre s'efforcent évidemment de préserver, et éventuellement d'améliorer, les intérêts stratégiques de chacune des deux plus grandes puissances. C'est sous cet aspect qu'il faut les apprécier. La phase actuelle des négociations permet de le vérifier plus précisément. Le président de la République française, M. François Mitterrand, remarquait à l'issue de ses entretiens avec M. Gorbatchev à Moscou, en juillet dernier, que le point central de ces négociations, en même temps que l'obstacle qui s'opposait encore à leur aboutissement, c'était l'initiative de défense stratégique (IDS), c'est-à-dire le projet américain de déploiement d'un système spatial antimissile. *Nul ne saurait* s'en étonner car ce projet vise à un changement radical des équilibres stratégiques. Ses initiateurs, du reste, ne le contestent pas, même s'ils hésitent à en formuler exactement l'enjeu.

Comme on le sait, ce système antimissile dans l'espace aurait pour effet, s'il était réellement étanche, d'interdire aux missiles soviétiques de frapper les objectifs en territoire américain, tandis que les missiles américains pourraient encore atteindre le sol soviétique. Il en résulterait une sorte de retour à l'ère du monopole ou du quasi-monopole nucléaire américain, du moins pour tout ce qui concerne les missiles balistiques à longue portée, ceux qui pourraient être détruits en un point quelconque de leur trajectoire par un système antimissile basé dans l'espace (les missiles à moins longue portée et dont la trajectoire décrit une orbite plus basse seraient justiciables d'un autre traitement).

On n'évoquera pas ici la question de savoir si l'Union soviétique a des projets identiques à l'IDS américaine, comme on le dit naturellement à Washington, en se bornant, avec la presque totalité des observateurs, à constater qu'elle aurait de toute façon, à cet égard, un très notable retard technologique et que l'insistance passionnée qu'elle met à tenter d'obtenir une interruption commune de ces systèmes *d'armes suggère qu'elle n'est pas prête.*

Quoi qu'il en soit, les conséquences stratégiques d'un éventuel déploiement du système américain seraient telles que le comportement soviétique se comprend. Demeurer vulnérable à la frappe nucléaire américaine sans pouvoir riposter sur le sol des Etats-Unis, c'est courir le risque d'un déséquilibre si formidable que les dirigeants soviétiques ne peuvent évidemment accepter. Sans doute la compétition continuerait-elle dans l'infini domaine des armements conventionnels ou des armes nucléaires anti-forces à courte et moyenne portée. Sans doute aussi les conflits régionaux, où chacune des grandes puissances soutient l'un des camps en présence, pourraient-ils se poursuivre : mais la supériorité décisive que les Etats-Unis auraient au niveau suprême, leur accorderait évidemment un avantage stratégique et politique qu'on ne saurait mesurer.

Il ne resterait donc à l'Union soviétique d'autre issue que de s'engager à son tour dans un effort massif pour déployer un système comparable au système américain, en même temps que, d'autre part, elle chercherait naturellement *les moyens de neutraliser* et de détruire le système adverse.

Une double compétition, d'un poids financier très élevé, s'ajouterait ainsi à celles qui se déroulent déjà pour toute la gamme des armes conventionnelles et nucléaires. On comprend que l'URSS, dont l'économie est singulièrement plus fragile que celle de la puissance rivale, veuille éviter d'en venir là, mais on comprend aussi qu'une telle perspective fasse réfléchir bon nombre de responsables américains.

Le déploiement du système spatial antimissile

C'EST à partir de là que se posent les questions qui sous-tendent toutes les propositions américaines et soviétiques de désarmement : faut-il maintenir les équilibres stratégiques actuels et comment y parvenir ? Est-il possible ou souhaitable de limiter de part et d'autre les forces conventionnelles ou d'en freiner le développement ?

On sait que toutes les propositions de limitation des armements nucléaires ont achoppé, jusqu'à ce jour, à la question cruciale du déploiement, par les Etats-Unis, d'un système spatial antimissile, autrement dit sur l'IDS. Et l'on a vu quelles en étaient les raisons, du point de vue soviétique. A cet égard, la proposition américaine d'ajourner de deux ans le déploiement du système lui-même était à peu près dénuée de signification : aucun spécialiste occidental n'imagine qu'un système antimissile efficace puisse être effectivement installé dans l'espace avant deux ans, les prévisions portant sur un délai de quinze, vingt ou vingt-cinq ans, réserve faite de l'efficacité réelle qu'il aurait.

Tout au plus peut-on dire que les négociateurs américains suggéraient par là que, si rien ne peut empêcher, de part et d'autre, la poursuite des études, la date, ou tout simplement l'éventualité, du déploiement du futur système antimissile pourrait être discutée. On entrait désormais dans le champ des négociations.

A la vérité, la question porte davantage sur les intentions réelles des Etats-Unis : sont-ils décidés à mener à bien, coûte que coûte, le projet du président Reagan ? Si tel est le cas, en effet, on peut déjà considérer que les négociations n'auront que de très faibles chances d'aboutir, les Soviétiques ne pouvant, au moins dans un premier temps, parer à un système défensif américain que par l'accroissement de leurs moyens offensifs. De la même manière les *Etats-Unis*, songeant sans doute à la menace de futurs systèmes antimissiles soviétiques, développent de nouveaux systèmes nucléaires offensifs avec leur missile MX, leur bombardier stratégique Stealth et toute la gamme des missiles de croisière dont ils dotent en ce moment leurs bombardiers stratégiques et leurs sous-marins nucléaires.

En pratique, une controverse est en cours à Washington sur la réalisation de l'IDS. Elle porte à la fois sur les délais de réalisation du système, sur son étanchéité et sur sa vulnérabilité. Controverse scientifique pour une large part, dans laquelle savants et techniciens sont déjà intervenus en très grand nombre et avec une richesse d'argumentation et une vivacité que l'on imagine difficilement en Europe.

Pour l'essentiel, il s'agit surtout de savoir si un adversaire éventuel, ou n'importe quelle puissance désirant préserver l'efficacité de ses armes nucléaires stratégiques, pourrait faire échec à un barrage antimissile : les hypothèses portent sur la réduction de la sensibilité radar des missiles, l'emploi de missiles à très basse altitude, la *diminution de la sensibilité* au laser par rotation des missiles eux-mêmes, etc.

(Lire la suite page 4.)

La sécurité est indivisible

Par RADOMIR BOGDANOV *

L'HISTOIRE de la lutte de l'humanité contre le danger d'éclatement d'une guerre compte à peu près autant de siècles que l'histoire des guerres elles-mêmes. Depuis des temps immémoriaux, dont les chroniques les plus anciennes ne parlent pas, l'homme chercha à se protéger et à protéger les siens contre les incalculables malheurs de la guerre. Alors, il créa soit une arme plus redoutable que celle de l'ennemi, soit des moyens de défense plus efficaces ; ou, se cachant dans des abris sûrs, il essayait d'éviter l'affrontement.

Des millénaires se sont écoulés, des milliers de guerres, grandes ou petites, ont eu lieu, emportant des millions de vies, mais la sagesse de l'humanité – opposée à la guerre – mise toujours sur l'épée, le bouclier et l'abri. Il est vrai qu'en notre siècle technologique, électronique et nucléaire, ces moyens classiques de guerre contre la guerre sont devenus méconnaissables. L'arme d'attaque, par exemple, que les théoriciens militaires et les politiciens actuels qualifient d'« arme de maintien de la paix » *(peace keeper)*, est en mesure – grâce à la fusion nucléaire et aux ordinateurs – de détruire en quelques minutes toute la vie sur Terre.

Dans les années à venir, le bouclier défensif menace d'atteindre les altitudes spatiales, couvrant à partir de l'espace les moyens du premier coup nucléaire. Les abris se sont perfectionnés également. Selon les journaux américains, dans un lieu désertique de l'Arizona on a commencé la construction d'un système écologique fermé, « Biosphère-2 », destiné à devenir le prototype des futures stations habitées sur d'autres planètes, ou un abri en cas de guerre nucléaire. D'après les auteurs de ce projet, qui doit être achevé d'ici à 1989, une centaine de systèmes de la société post-nucléaire (qui ont reçu le nom de « refuges »), permettraient aux formes de vie supérieures spécialement cultivées et aux personnes sélectionnées à l'avance de survivre à l'« hiver nucléaire », inévitable après une catastrophe atomique, et même de repeupler la Terre (désignée par ces auteurs sous le nom de « Biosphère-1 ») réadaptée à la vie.

L'humanité n'a, semble-t-il, pas remarqué que l'évolution des moyens de guerre contre la guerre se trouve dans une impasse et que ces moyens se contredisent eux-mêmes. En effet, s'il est possible de survivre à l'« hiver nucléaire », la guerre nucléaire devient parfaitement admissible.

C'est avant notre siècle nucléaire, siècle des ordinateurs, qu'on a vu apparaître les signes montrant que nous sommes entrés dans une étape dangereuse de notre histoire, créant des moyens de destruction de plus en plus puissants, des moyens de défense de plus en plus soumis au contrôle du matériel technique et non pas de l'homme. Mais aujourd'hui, également, tout le monde ne prend pas partout – loin de là – conscience des réalités nucléaires. L'inertie de la mentalité politique et militaro-stratégique traditionnelle empêche de comprendre que le fait de miser sur la technologie, la mise au point, ou les tentatives de mettre au point, des moyens toujours nouveaux de défense, d'attaque, de protection contre la guerre ne conduisent pas à la solution du problème de la sécurité de l'humanité. Les moyens d'endiguement de la guerre déjà créés par les hommes sont tels qu'ils posent d'une manière tout à fait nouvelle le problème du danger qui pèse sur la civilisation.

L'un des paradoxes du développement technologique réside dans le fait que ce n'est plus le matériel militaire mais un matériel tout à fait civil, des installations et des systèmes énergétiques civils, qui rendent la guerre inconcevable du point de vue de la conservation de toute la vie. Les tragédies de Bhopal, de Three Miles Island et de Tchernobyl l'ont mis en évidence. Au Japon, il y a des villes à proximité desquelles plus de vingt centrales nucléaires sont situées. On peut se demander si le Japon et ses voisins les plus proches pourront permettre qu'une bombe – même pas nucléaire, mais classique – ou qu'un obus éclate dans les endroits où sont situées ces centrales. Tout pays hautement développé d'Europe, d'Asie et d'Amérique dans lequel il y a également beaucoup de centrales nucléaires pourrait-il permettre qu'une guerre (non pas nucléaire, mais classique), analogue à la seconde et même à la première guerre mondiale, éclate sur son territoire ?

Une nouvelle mentalité politique

LE monde dans lequel nous vivons est devenu trop petit et trop fragile pour les guerres et la politique de force, pour les prétentions impérialistes, la course débridée aux armements, l'intolérance idéologique, politique, religieuse, raciale et entre nations. A la veille d'un nouveau millénaire de l'histoire humaine, il nous faut une nouvelle mentalité politique, une nouvelle approche des problèmes de la sécurité.

Il est temps pour tous de prendre conscience du fait que le militarisme (quels que soient ses enrobages théoriques et sa présentation) cause un énorme préjudice à la morale humaine, multipliant la cruauté et la violence dans le monde, semant l'animosité et la haine entre les peuples. Il ne faut pas que les relations entre Etats soient caractérisées, à l'avenir également, par une compétition pour la supériorité militaire, compétition infinie et dépourvue de tout sens aussi bien militaire que politique.

Les réalités de notre siècle nucléaire rendent indispensables la concertation des intérêts, les concessions mutuelles et les compromis dans les rapports entre les Etats au nom des objectifs nationaux et globaux suprêmes.

La conception soviétique de la nouvelle mentalité, de l'approche nouvelle des problèmes de la sécurité, est connue. Elle a été formulée par M. Gorbatchev le 15 janvier 1986, dans le rapport politique au XXVII[e] Congrès du PC d'Union soviétique, dans de récents documents et déclarations. L'essence de cette approche renferme les points suivants :

1. – L'humanité doit se débarrasser des armes nucléaires. Il importe de comprendre qu'une quantité plus grande d'armes ne signifie pas davantage mais moins de sécurité. La guerre nucléaire ne peut pas être la suite d'une politique raisonnable, car une telle guerre mettrait un terme à toute politique. C'est pourquoi il faut détruire les mythes nucléaires, prendre conscience du fait que la guerre nucléaire serait une guerre contre toute l'humanité, y compris contre celui qui porterait le premier coup.

2. – Le caractère des armes modernes ne laisse à aucun pays l'espoir de se protéger à l'aide des seuls moyens militaires et techniques. C'est pourquoi la garantie de la sécurité apparaît de plus en plus comme une tâche politique qu'il faut réaliser par des moyens politiques.

3. – Dans le contexte actuel, les notions de sécurité nationale et internationale sont devenues synonymes. Face à un éventuel conflit nucléaire, l'interdépendance de la survie et l'unité des destinées historiques de tous les pays du monde deviennent une condition très importante des relations politiques entre les peuples. Aujourd'hui, aucun pays ne peut se permettre de se séparer du reste du monde. Aujourd'hui, il est impossible de résoudre le problème de sa propre sécurité en ne partant que de ses propres intérêts nationaux, et d'autant plus au détriment des intérêts des autres pays et peuples.

L'Union soviétique a été la première à montrer l'exemple d'une nouvelle attitude envers le problème de la sécurité. Elle n'effectue pas depuis plus d'un an d'essais d'armes nucléaires, cela dans le strict respect du moratoire qui vient d'être prorogé jusqu'au 1[er] janvier 1987. Bien que la décision de proroger de nouveau le moratoire n'ait pas été facile, comme M. Gorbatchev l'a souligné dans sa réponse au message des dirigeants de l'Argentine, de la Grèce, de l'Inde, du Mexique, de la Suède et de la Tanzanie. Les Etats-Unis poursuivent les essais nucléaires et, par conséquent, accroissent leurs arsenaux nucléaires. Néanmoins, nous considérons que notre moratoire unilatéral est justifié, car il doit contribuer à résoudre le problème des essais nucléaires, à libérer l'humanité du danger nucléaire.

Si lent et difficile que soit le processus de compréhension des nouvelles réalités politiques, les peuples et la communauté mondiale doivent comprendre et condamner, tôt ou tard, le caractère amoral et inhumain de la politique des adeptes de la mentalité d'antan.

Le 12 août 1986, les pays socialistes ont proposé d'inclure dans l'ordre du jour de la quarante et unième session de l'Assemblée générale de l'ONU la question de « *la création d'un système universel de sécurité internationale* ». Cette proposition contient des approches nouvelles et des idées nouvelles : il faut prendre conscience du fait qu'une sécurité efficace de tous les pays et de tous les peuples, leur développement et leur progrès en paix ne peuvent être assurés que par des moyens politiques, par les efforts conjugués de tous les Etats, grands et petits, développés ou en développement, indépendamment de leur système politique et social. Cela exige le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force, un règlement pacifique des différends entre Etats. Dans le monde actuel, complexe et contradictoire, mais interdépendant, la sécurité est indivisible, elle ne peut être qu'universelle et égale pour tous.

* Directeur adjoint de l'Institut des Etats-Unis et du Canada de l'Académie des sciences de l'URSS.

LES PRÉPARATIFS DE LA RENCONTRE

Ambitions stratégiques

(Suite de la page 3.)

Mais d'autres recherches, prometteuses, portent aussi sur la vulnérabilité des plates-formes porteuses des armes antimissiles, et, à cet égard, des indications plus précises nous viennent sur l'état d'avancement des travaux soviétiques. M. Gorbatchev lui-même et le chef d'état-major des armées soviétiques, le général Serge Akhromeev en ont fait état.

L'attention des spécialistes américains a été attirée le 16 août dernier par la chute dans l'océan Indien du satellite Cosmos-1767, auquel, suivant les experts, « *on n'a pu attribuer aucune fonction scientifique* » (1). Il pourrait s'agir, selon les experts, d'un satellite « tueur » susceptible d'être déployé en grand nombre par l'URSS pour saturer le futur « bouclier » spatial américain. Un autre spécialiste, le professeur James Oberg, estime que l'arme antisatellites soviétique pourrait être un satellite capable de cribler sa cible d'éclats métalliques ou de la neutraliser avec un rayon laser.

Quoi qu'il en soit des hypothèses faites à ce sujet, on est très loin déjà des premiers satellites antisatellites que l'URSS avait testés et qui devaient projeter des billes d'acier sur leurs objectifs, mais qui devaient décrire au moins une révolution autour de la Terre avant de se trouver en position favorable pour l'interception. Aujourd'hui, on admet que la vulnérabilité des « plates-formes satellites » porteuses d'armes antimissiles pourrait être un jour assez grande pour que l'on ait des doutes sur leurs possibilités d'emploi.

Les deux approches américaines

AU-DELA de ces controverses, qui sont naturellement très loin d'être tranchées, on discerne, dans le comportement de l'administration américaine, deux approches qui se retrouvent dans le contenu des propositions ou contre-propositions que le département d'Etat avance jusqu'ici dans les négociations américano-soviétiques sur le désarmement. Il est évident que, pour un bon nombre de responsables, l'IDS doit s'inscrire dans la négociation, qu'elle est à cet égard un instrument essentiel et que, s'il ne faut naturellement pas y renoncer avant qu'un accord éventuel puisse intervenir. Il convient d'y voir davantage un moyen de pression pour amener les Soviétiques à un arrangement convenable : son abandon pourrait alors être négocié au meilleur prix.

Pour d'autres, au contraire, il faut, envers et contre tout, mener à bien le projet historique du président Reagan car les *Etats-Unis ont en ce domaine* une avance significative, et ils peuvent ainsi imposer à l'Union soviétique une très grave épreuve qui l'obligerait à de gigantesques et ruineux efforts, soit pour concevoir et construire un système semblable, soit pour tenter de le mettre en échec, soit encore pour le « saturer » par l'accroissement indéfini de leurs efforts en matière d'armes nucléaires stratégiques.

Rien n'indique qu'entre ces deux écoles le président Reagan lui-même ait fait son choix. Et le plus probable est qu'il s'en abstient soigneusement, gardant en réserve les possibilités qui s'offrent d'un côté comme de l'autre. Mais il est clair que la résolution de construire, en tout état de cause, un système spatial antimissiles, dès lors qu'elle serait affichée trop ouvertement et sans aucune restriction, rendrait presque impossible un accord, quel qu'il soit.

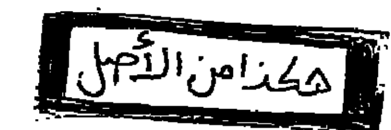
On peut envisager en revanche – tel est du moins l'état d'esprit à Washington – que la négociation comporte la possibilité future d'un renoncement à l'IDS, mais sans que la décision en soit prise maintenant, celle-ci dépendant des accords partiels qui pourraient être conclus auparavant. *Ainsi la négociation trouverait-elle sa* « percée » : on amènerait les Soviétiques à de premières réductions des armements stratégiques, de part et d'autre, en remettant à plus tard le déploiement de futurs systèmes antimissiles – qui, de toutes façons, ne pourraient être construits plus tôt.

La difficulté est que les propositions soviétiques ont leur propre logique. On considère à Moscou qu'il est impossible de réduire *l'arsenal stratégique* nucléaire de l'URSS si elle doit avoir affaire à un système antimissiles adverse puisqu'elle devra alors le saturer, à moins d'être sûre de pouvoir le neutraliser et le détruire – ce qui ne saurait être tenu aujourd'hui pour acquis. Il lui faudrait donc plus et non moins de missiles nucléaires stratégiques, peut-être beaucoup plus si le système antimissiles américain est efficace.

Pour tenter d'arracher aux Etats-Unis l'abandon de l'IDS, les Soviétiques avaient, on s'en souvient, proposé une réduction de près de moitié des arsenaux nucléaires stratégiques de part et d'autre. Moyennant cet abandon, ils avaient proposé de plafonner à 6 000 le nombre de têtes nucléaires sur les fusées balistiques et les missiles de croisière emportés par avion à 6 000. Le « sous-plafond » pour les têtes nucléaires emportées par les missiles balistiques basés à terre serait fixé à 3 600.

Telles étaient les propositions de *M. Gorbatchev* lors de son passage à Paris en 1985. Mais, devant l'évidente impossibilité d'obtenir du président américain qu'il renonce dès maintenant à son initiative de défense stratégique, et sans doute en prévision d'un compromis qui remettrait à plus tard un accord de fond sur l'abandon de ce projet, les Soviétiques ont révisé en hausse leurs premières propositions. Ce qui signifie que, attendant cet accord, ils se mettent en situation de saturer les premiers éléments d'un système antimissiles adverse, espérant sans doute aussi pouvoir construire une arme antisatellites qui les détruirait. Dans les propositions faites en juin dernier à Genève, le plafond pour le nombre de têtes *nucléaires sur fusées balistiques et missiles* de croisière air-sol était porté à 8 000 et le « sous-plafond » pour les têtes emportées par des missiles balistiques sol-sol était porté à 4 800.

(1) *New York Times*, 1[er] septembre 1986.



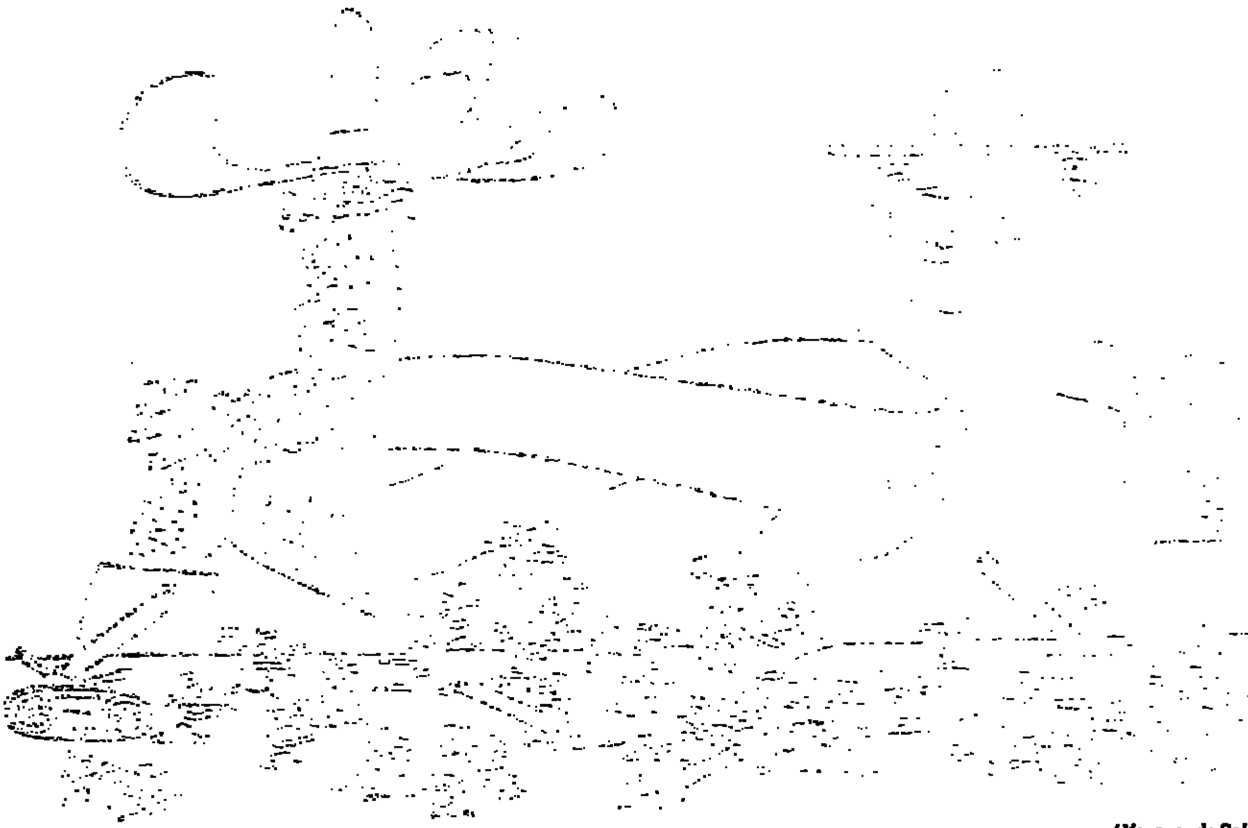


DE MM. REAGAN ET GORBATCHEV

et calculs économiques

De toute évidence, les négociateurs américains ont compris que leurs partenaires soviétiques envisageaient aussi la «percée» permettant d'aboutir à un accord partiel ou provisoire qui remettrait à plus tard le choix décisif sur la poursuite ou l'abandon de l'IDS avec les réductions massives d'armements nucléaires stratégiques qui pourraient en résulter.

Ils ont compris que les Soviétiques, faute d'obtenir un renoncement explicite à l'IDS, voudraient garder une très forte proportion de leur arsenal stratégique actuel, tout en consentant à un accord qui laisserait ouverte la voie à un arrangement global futur composant l'abandon de tout système antimissile. Et pour tenter de parvenir à cet accord partiel et provisoire, certains responsables américains ont suggéré que l'on fasse de nouvelles propositions qui aillent dans le sens souhaité par les Soviétiques. Concrètement, ils suggéraient que les propositions américaines sur le plafond du nombre des têtes nucléaires emportées par des fusées balistiques et des missiles de croisière air-sol soient fixées à 7 500 au lieu de 6 000 comme prévu par les propositions américaines antérieures et que le «sous-plafond» poar les têtes emportées par missiles balistiques sol-sol soit de 3 300 au lieu des 3 000 qu'ils proposaient d'abord. De même pour les charges emportées par les missiles balistiques sol-sol ou mer-sol, le «sous-plafond» serait fixé à 5 500 au lieu des 4 500 proposées en novembre 1985.


(Vazquez de Sola)

Ces nouvelles propositions ont été révélées par la presse américaine (2) au grand mécontentement du gouvernement. Peut-être cette fuite était-elle calculée, et les adversaires d'un accord voulaient-ils mettre les négociateurs dans l'embarras. Peut-être la Maison Blanche se réservait-elle de proposer un nouveau compromis quand une entente serait mûre sur les conditions d'une rencontre entre M. Gorbatchev et le président Reagan. Quoi qu'il en soit, paraissent ainsi se dessiner peu à peu, les contours d'un accord mais surtout les arrière-pensées des deux partenaires.

Les Etats-Unis chercheront jusqu'au bout à obtenir la plus forte réduction possible des arsenaux d'armes nucléaires stratégiques tout en gardant la liberté de construire et de déployer leur système spatial antimissile. Et les Soviétiques, prêts à des réductions plus fortes encore si tout système antimissile est banni, accepteront peut-être une réduction plus limitée dans l'attente du moment où les difficultés du projet américain lui-même, les innovations technologiques permettant sa mise en échec ou tout simplement un changement de dirigeants aux Etats-Unis permettront un accord global incluant l'abandon de l'IDS.

Bien entendu, les tentatives que chacun fait pour préserver ou améliorer en sa faveur les équilibres stratégiques ne seraient que partielles et précaires si elles n'incluaient pas aussi les équilibres conventionnels. On sait que rien, jamais, n'a pu être obtenu dans ce domaine. L'acceptation soudaine par les Soviétiques de contrôles sur terre, à l'échelle du théâtre européen, indique que, désormais, on n'écarte pas, de part et d'autre, l'éventualité d'une pause ou d'une limitation dans la course à l'accroissement de ces forces.

C'est évidemment que les équilibres eux-mêmes sont en train de se modifier : l'efficacité formidable que l'on prête aux armes antichars nouvelles – accrue par le nombre et le coût relativement bas de ces armes – a entraîné une crise aiguë dans la conception traditionnelle des capacités offensives des forces blindées, à la lumière de la guerre d'octobre 1973 et du conflit irako-iranien. Et la révolution apportée par la multiplication et l'efficacité des armes autoguidées, où les Etats-Unis ont une incontestable avance technique, a remis en cause, peu à peu, la conception que l'on avait de l'équilibre des forces en Europe.

L'intérêt évident des deux plus grandes puissances d'éviter toujours une guerre sur un théâtre où elles s'affronteraient directement contribue aussi, et pour beaucoup, à rendre plausible et souhaitable pour les deux parties un accord concernant les forces conventionnelles déployées en Europe, alors même que l'on attribue une importance croissante aux conflits limités qui se propagent sur les autres continents et où les Etats-Unis et l'Union soviétique n'agissent jamais que par personne interposée.

Ainsi progresse l'idée d'accord sur le développement organisé et la limitation calculée des divers systèmes d'armes, guidée toujours par les impératifs stratégiques propres à chacune des deux plus grandes puissances.

PAUL-MARIE DE LA GORCE.

(2) *Washington Times*, 2 septembre 1986.





EN ANGOLA ET AU NICARAGUA

La croisade des chevaliers de Malte

Par
MARTIN A. LEE
ET KEVIN COOGAN

AU cours d'une messe spéciale célébrée le 17 janvier 1986 à la cathédrale Saint-Patrick, le cardinal de New-York, Mgr John J. O'Connor, a accueilli quarante-trois Américains au sein du prestigieux ordre des chevaliers de Malte. Le cardinal Bernard F. Law, de Boston, et un patron de drugstore M. Lewis E. Lehrman, récent converti au catholicisme, figuraient parmi ceux qui jurèrent solennellement de défendre *« la foi romaine contre les ennemis de la religion »*.

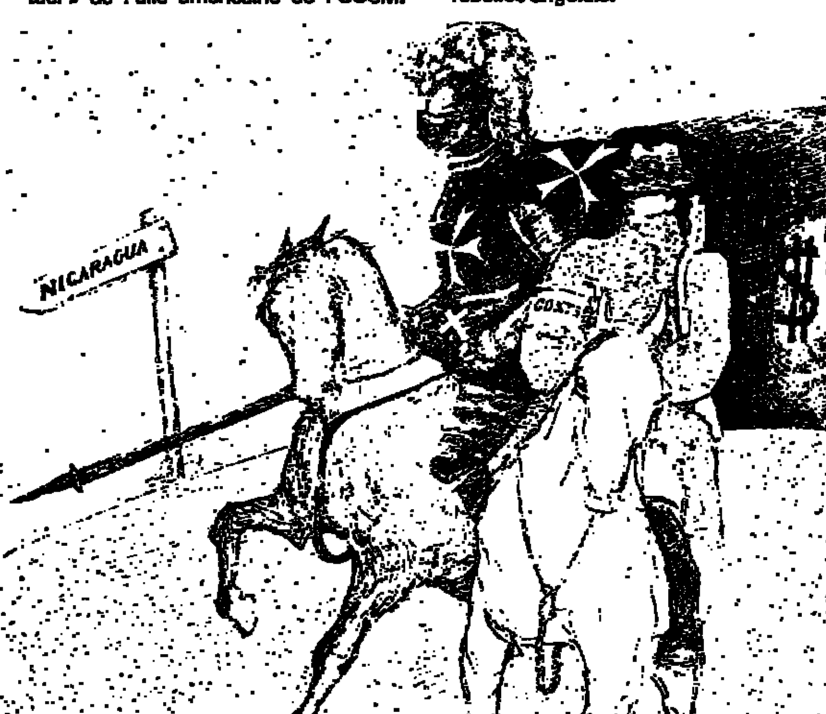
Fondé en 1099 pour aider les croisés dans la guerre contre l'islam, l'Ordre souverain des chevaliers de Malte (OSCM) revendique aujourd'hui 10 000 membres dans quarante-deux pays. Devenir chevalier suppose richesse et statut social élevé. Le directeur de la CIA, M. William Casey, et l'ancien secrétaire d'Etat Alexander Haig figurent ainsi parmi les *1 500 membres de la section américaine* de l'OSCM.

La réception du cardinal dans ce club très fermé témoigne de ses relations étroites avec Mgr O'Connor, l'actuel « grand protecteur et conseiller spirituel » de l'aile américaine de l'OSCM.

novembre 1984, la fondation publiait *un rapport pressant le président Reagan* d'avaliser des opérations paramilitaires contre neuf pays : Cambodge, Laos, Vietnam, Ethiopie, Afghanistan, Iran, Libye, Angola et Nicaragua.

Rameuter l'opinion publique en faveur des « combattants de la liberté », voilà l'une des principales tâches de Citizen for America (CFA), un lobby favorable à M. Reagan et présidé par M. Lehrman. En juin 1985, le CFA a organisé à Jumba (Angola) une rencontre, largement popularisée, de dirigeants contre-révolutionnaires de trois continents. M. Lehrman fut photographié, en tenue de campagne, aux côtés de M. Savimbi, le chef de l'UNITA, celui-là même qui n'hésita pas, dans les années 70, à collaborer avec la police politique portugaise pour éliminer certains de ses rivaux.

Le soutien de M. Lehrman à M. Savimbi a ouvert la voie à l'abrogation de l'amendement Clark, qui interdisait les actions clandestines américaines en Angola. Lorsque M. Savimbi *se rendit à Washington en février dernier* pour obtenir des fonds, il fut somptueusement reçut par la Heritage Foundation. A la suite de ce voyage, le président Reagan s'engagea à fournir 15 millions de dollars d'aide aux rebelles angolais.



(Renata Celnikier)

Durant la campagne présidentielle de 1984, les cardinaux O'Connor et Law se sont retrouvés côte à côte, au sein de la hiérarchie catholique des Etats-Unis, pour condamner l'avortement. *Leurs critiques ont été largement perçues* comme un appui aux candidats républicains.

Les chevaliers de Malte proclament que leur vocation est uniquement charitable. A juste titre, ils sont fiers de l'aide qu'ils prodiguent aux pauvres et aux nécessiteux. Ils entretiennent, à travers le monde, de nombreux hôpitaux et cliniques et envoient aussi des secours aux régions frappées par des catastrophes.

En 1984, la Conférence nationale des évêques catholiques dénonçait la politique militariste de M. Reagan en Amérique centrale et exhortait le président à encourager le processus de Contadora. De tels appels ne faisaient qu'encourager M. Lewis Lehrman, le *plus engagé des dirigeants de l'OSCM* en faveur des interventions américaines en Amérique centrale et dans le tiers-monde. M. Lehrman a été reçu dans l'Ordre neuf mois seulement après s'être converti au catholicisme. Ses lettres de créance comprenaient une fortune personnelle de 60 millions de dollars composée pour l'essentiel d'actions de Riteaid, une chaîne de drugstores spécialisés dans les soldes, appartenant à sa famille.

L'ascension fulgurante de M. Lehr*man dans le Parti républicain de New-*York était déjà le résultat, pour une large part, de sa puissance financière. Après la mort de Nelson Rockefeller, les républicains s'étaient retrouvés sans fonds. M. Lehrman combla le vide en remplissant les caisses du parti. Dès 1978, il fut élu à la tête du comité chargé de rédiger la plate-forme républicaine ; quatre années plus tard, il perdait de justesse le duel qui l'opposait au démocrate Mario Cuomo pour le siège de gouverneur.

Durant sa campagne électorale, son secrétariat de presse fut assuré par M. John Buckley, le neveu du chevalier William Buckley, rédacteur en chef de la *National Review* et ferme appui à sa candidature. M. Lehrman reçut le soutien d'autres personnalités de l'OSCM, dont M. Tom Bolan, membre du cabinet juridique Saxe, Bacon and Bolan, de M. Roy Cohn, ancien exécuteur des basses œuvres du sénateur Joseph McCarthy, qui a pris en charge — depuis l'époque du cardinal Francis Spellman — les affaires de l'archidiocèse de New-York.

Peu après les élections de 1982, M. Lehrman a été nommé au conseil de la Heritage Foundation, une organisation privée ultraconservatrice. En

M. Lehrman et le CFA ont également mené une active campagne en faveur des « contras » nicaraguayens. Devant les difficultés rencontrées à la Chambre des représentants, M. Casey, le directeur de la CIA, décida d'utiliser les organisations non gouvernementales, y compris ses « frères » de l'Ordre de Malte. En collaboration avec la Fondation Americares, l'OSCM achemina 14 millions de dollars de fournitures médicales aux forces de la droite centraméricaine. Les porte-parole de l'Ordre démentent tout lien entre leurs efforts et la politique de l'administration Reagan.

En 1985, Americares a reçu un don substantiel du Nicaraguan Freedom Fund (NFF), *une organisation-écran de* l'Eglise de l'unification, du révérend Sun Myung Moon. Mme Claire Booth Luce, une des dames de l'Ordre des chevaliers, siège au conseil du NFF et à celui du *Washington Times*, journal appartenant à la secte Moon. Au conseil consultatif d'Americares, l'on retrouve le chevalier William Simon, ancien secrétaire au trésor, et M. Preston Bush Jr, le frère de M. George Bush, actuel vice-président des Etats-Unis et ancien directeur de la CIA.

*Les chevaliers de Malte ont aussi col*laboré avec l'association Air Commando, basée en Floride et dirigée par le général en retraite Harry C. Aderholdt. Après avoir participé au comité du Pentagone chargé de définir des stratégies face aux « conflits de faible intensité », le général Aderholdt est devenu un rédacteur de *Soldiers of Fortune*, magazine qui recrute ouvertement des mercenaires pour l'Amérique centrale. Il a reconnu que ses commandos ont acheminé de la nourriture et des médicaments jusqu'aux entrepôts de l'Ordre au Salvador et qu'au moins 2 millions de dollars ont été fournis aux chevaliers de Malte par le Christian Broadcasting Network de M. Pat Robinson.

Non content d'offrir ses services aux *unités de la Contra, l'Ordre maintient* d'importants contacts avec l'opposition interne conduite par le cardinal Miguel Obando y Bravo. Au cours d'un voyage à New-York, en mai 1985, Mgr Obando y Bravo rencontra le chevalier John J. Meehan, un des dirigeants de W.R. Grace Corp, qui reconnut en la personne du cardinal *« le plus redoutable opposant au gouvernement du Nicaragua »*. A la suite de quoi M. W.R. Grace envoya bibles, rosaires et autres fournitures pour aider les sermons antisandinistes du cardinal.

(Cet article a été publié, sous le titre : « The Shady Chevalry of the Knights of Malta », le 23 mai 1986, par National Catholic Reporter, *PO Box 281, Kansas City, Missouri 64141, Etats-Unis.)*

La harpe de la terreur

(Suite de la première page.)

A Washington régnait certainement alors l'impression que, comme à la fin des années 40, les frontières du camp occidental cédaient de partout.

Dans de telles circonstances, et pour confirmer que *« l'Amérique est de retour »*, le gouvernement de M. Reagan reprend la thèse de l'endiguement définie à l'époque de la guerre froide (1948-1956) par le président Truman. Il détermine une ligne de division entre les deux camps, n'admet plus l'avancée de forces hostiles et encore moins l'avancée de celles qui seraient alliées à l'Union soviétique. Dans un premier temps, il apporte un soutien militaire et économique à ses propres alliés sans se soucier (dans le cas, par exemple, des Philippines, du Chili, du Pakistan ou du Guatemala) de leur politique intérieure et des atteintes aux droits de l'homme.

Cette nouvelle version de l'endiguement sera testée au Salvador. La guérilla, adossée au Nicaragua sandiniste, y tient le tiers environ du territoire ; le pays est considéré comme pratiquement perdu en 1980. Mais l'aide militaire américaine et le soutien économique massif, ajoutés à la cruauté déchaînée des « escadrons de la mort », opèrent le miracle. Le gouvernement salvadorien parvient d'abord à résister, puis réussit à imposer à la guérilla des négociations. L'endiguement fonctionne.

M. Reagan avait promis qu'il n'y aurait pas de prise de pouvoir par des communistes au cours de son mandat. Il n'y en eut effectivement pas. Même s'il dut, pour atteindre cet objectif, soutenir des régimes sanguinaires. Il se refusa à admettre que la révolte des citoyens pouvait ne pas relever de l'influence soviétique et être tout simplement fondée sur l'injustice, la faim ou l'exploitation. Selon sa philosophie politique, il n'y a dans le monde que des alliés de l'URSS, des alliés des Etats-Unis et des territoires à gagner sur l'un ou l'autre camp. *« Le tiers-monde n'existe pas »*, déclarait M. Alexander Haig, secrétaire d'Etat ; la géographie planétaire se partage seulement entre deux mondes : l'Est et l'Ouest.

Au-delà de cette tactique du rempart, M. Reagan propose dès 1980 de restructurer le dispositif militaire américain afin de permettre aux forces armées d'effectuer une intervention directe à l'extérieur et de venir en aide à un allié en difficulté. Cette politique est en franche opposition, non seulement avec celle suivie par M. James Carter, mais également avec la doctrine Nixon, définie à Guam en 1969, selon laquelle les Etats-Unis — alors embourbés au Vietnam — s'abstiendraient désormais d'intervenir directement dans des conflits et se borneraient à fournir à leurs alliés régionaux les moyens de leur propre défense.

« Libérer les peuples captifs »

DÈS la fin de 1983, M. Reagan songe à transgresser la tactique de l'endiguement. Il s'inspire des thèses bellicistes de John Foster Dulles, secrétaire d'Etat du président Eisenhower, qui réclamait déjà en 1952 l'abandon de l'endiguement et le passage au *« roll back »*, à l'offensive, pour *« libérer les peuples captifs »*.

Désormais, il s'agira non seulement de soutenir des gouvernements amis, mais d'appuyer — ou de créer, dans le cas du Nicaragua — des guérillas contre des régimes ennemis.

Après avoir freiné l'adversaire, les *Etats-Unis se proposent de reprendre* du terrain sur lui. Tel est le sens de la doctrine Reagan (4). Selon celle-ci, tout régime *« ayant rejoint le camp communiste par la force, la fraude, la tromperie ou avec l'aide extérieure du bloc soviétique »* doit être combattu par les armes. Bien que la doctrine ne prévoie pas, explicitement, une intervention directe américaine, elle ne l'exclut pas non plus, comme le montre l'invasion de la Grenade, le 25 octobre 1983.

Dès lors, commence un nouvel interventionnisme. Les Etats-Unis encouragent des guerres de libération de type nouveau ; et sur les scènes périphériques du tiers-monde vont s'affronter indirectement l'Est et l'Ouest. Le déclenchement de ces guerres, de ces conflits de faible intensité, devient un élément central de la politique des Etats-Unis et le soubassement fondamental de leur stratégie antisoviétique.

Quatre de ces conflits sont considérés comme prioritaires. En premier lieu, la guerre en Afghanistan, où environ cent mille insurgés affrontent l'armée soviétique ; ces rebelles ont reçu, depuis 1979, plus de 1 milliard de dollars d'aide. Il y a aussi la résistance cambodgienne au régime de M. Heng Samrin mis en place par les Vietnamiens après l'occupation par ceux-ci du Kampuchéa et le renversement des Khmers rouges ; Washington soutient *la guérilla de M. Son Sann, à laquelle il* a fourni, en 1985, une aide de 5 millions de dollars. Modeste somme comparée aux 100 millions votés par le Congrès (5) en juillet dernier en faveur des « contras » du Nicaragua (6). Vient enfin, en Angola, l'aide à l'UNITA, cette organisation dirigée par M. Savimbi, responsable, entre autres, du massacre de Camabatela.

Afghanistan, Cambodge, Nicaragua et Angola : tels sont les principaux ter*ritoires où les Etats-Unis entretiennent* ouvertement des mouvements insurgés (7). Ces foyers de tension détournent ces pays de leur objectif principal : le développement. L'Angola, le Nicaragua ou le Cambodge, engagés de surcroît dans une difficile reconstruction après une longue période de guerre, sont contraints de consacrer l'essentiel de leur effort à cette nouvelle lutte. Leur économie se trouve ainsi au bord de l'effondrement ; et cela favorise leur déstabilisation. *Certes, Washington fixe un certain* nombre de conditions pour mettre un terme à son soutien aux « combattants de la liberté » : négociation entre l'URSS et les rebelles d'Afghanistan, départ des Cubains de l'Angola, organisation d'élections démocratiques au Nicaragua, arrêt de l'aide aux terroristes de la part de la Libye, etc.

En réalité, l'objectif réel est le renversement des régimes en place, et si ces conditions étaient satisfaites, l'attitude des Etats-Unis ne changerait sans doute point. Exemple : l'acceptation par le régime sandiniste d'organiser des élections — qui se sont déroulées fin 1984 en présence de nombreux observateurs impartiaux — n'a en rien modifié l'hostilité américaine à son égard (8) ; ou encore, le raid d'avril dernier contre la Libye visait directement à liquider le colonel Kadhafi et à renverser son régime alors que sa participation à l'attentat anti-américain de Berlin ne semble pas prouvée.

Cette logique d'intervention est si forte, et intellectuellement si commode, que M. Reagan est tenté de recourir à elle pour aborder d'autres problèmes ne relevant pas, *a priori*, des relations Est-Ouest. Le cas le plus spectaculaire de cette dérive est celui de la « croisade » lancée en juillet et août *derniers par M. et Mme Reagan contre* la drogue : même explication globale et totalisante du phénomène, même rhétorique idéologique faisant de la drogue une *« agression extérieure »*, une *« menace pour la sécurité nationale »* (9) visant à affaiblir l'Amérique et à la pousser vers la décadence pour le plus grand profit de ses adversaires.

Mêmes moyens pour combattre le fléau : essentiellement le recours à l'armée, sollicitée, ici encore, de *« frapper les trafiquants dans leurs bases »* et, à l'exemple de la Force d'intervention rapide, expédiée au fond de la Bolivie détruire effectivement des sanctuaires (10). Le gouvernement a même été autorisé exceptionnellement à faire appel aux forces armées pour verrouiller les frontières et empêcher le passage des trafiquants.

Même attitude, aussi, à l'égard du terrorisme. Surtout, après l'attentat dont furent victimes, à Beyrouth en octobre 1983, les « marines » américains. Washington adopta alors le principe de *« frapper les terroristes dans leur sanctuaire »* et décida de traiter le terrorisme selon les paramètres d'un conflit de faible intensité.

Une sorte d'idéologie de l'hygiénisme politique, calquée sur celle élaborée au temps de la guerre froide, s'applique ainsi, aujourd'hui, aux terroristes. Ceux-ci sont comparés, dans une débauche de métaphores d'ordre prophylactique, à des *« virus »*, des *« tumeurs »*, des *« cancers »*, de la *« lèpre »*, qu'il faut extirper, arracher, enrayer. Si — au-delà de ses effets tragiques — le terrorisme frappe tellement l'imagination (les médias, on le sait, sont notre imagination collective), *c'est* qu'il apparaît comme l'expression d'un irrationnel politique devenu aussi intolérable que l'impossibilité, par exemple, pour la médecine moderne de vaincre une maladie incurable.

Une telle conception, chirurgicale, de la lutte antiterroriste, a conduit Washington à déclencher, en avril dernier, le raid contre la Libye et à arraisonner, en plein vol, un avion de ligne égyptien soupçonné de transporter les auteurs du détournement du paquebot *Achille-Lauro*.

Par ces actions, les Etats-Unis ont imposé à une partie de leurs alliés européens (en particulier au Royaume-Uni et à l'Italie) leur propre conception de la lutte contre le terrorisme. *Ils* les contraignent à le traiter effectivement comme un conflit de faible intensité et entraînent l'Europe dans leur sillage lorsqu'ils obtiennent d'elle qu'elle appuie le blocus économique et politique de la Libye.

La France à cette occasion, au nom de la souveraineté nationale, avait interdit le survol de son territoire aux bombardiers américains. Début septembre encore, lors du passage du général Walters venu annoncer l'imminence d'*« actions terroristes spectaculaires »* (11), Paris demeura sceptique.

Mais les tragiques attentats de septembre dernier — quels qu'en soient les auteurs, et quels que soient les Etats qui s'en servent — peuvent conduire la France à entrer dans la logique américaine. Des lacunes impardonnables dans la connaissance politique du labyrinthe proche-oriental la contraignent à se rabattre, pour affronter le terrorisme, sur la seule théorie disponible, clés en main, dans le marché des idées : celle que proposent les Etats-Unis. Et, déjà, des hommes politiques français parlent du terrorisme en reprenant la panoplie de l'argumentaire américain : « le terrorisme, c'est la guerre », « il faut une nouvelle résistance contre cette agression extérieure », « frapper les Etats qui les manipulent »...

Si la France venait à accepter — pour affronter une question politique de premier ordre comme l'est le terrorisme dans le cadre du Proche-Orient — une logique qui n'est pas la sienne, elle mettrait le doigt dans un *engrenage dangereux*.

D'autant que la logique américaine répond à des impératifs de politique intérieure, à la veille d'élections importantes pour le renouvellement partiel du Sénat. Or la situation intérieure est délicate, et M. Reagan ne souhaite pas se retrouver dès novembre prochain en situation minoritaire dans les deux Chambres du Congrès. L'économie américaine *(lire l'article de Claude Julien, pages 1, 8 et 9)* va mal. Le président peut être donc conduit à trouver ailleurs des arguments électoraux mobilisateurs.

C'est la ressource que lui fournissent les conflits de faible intensité ; déjà, à la veille des élections de 1983, l'invasion de la Grenade avait permis de relancer une campagne plutôt terne. Les enjeux sont aussi importants aujourd'hui ; il n'est donc pas impensable qu'une « provocation » quelconque fournisse l'occasion de réaliser une nouvelle prouesse militaire en Amérique centrale (12) ou contre la Libye (13) par exemple. D'autant plus que l'opinion américaine paraît favorable à d'autres représailles militaires, en particulier contre les « sanctuaires terroristes » (14). La tentation de l'« aventure » doit être grande actuellement à Washington. Aussi, ce n'est sans doute pas l'heure pour Paris d'adopter une logique de traitement militaire du terrorisme inspirée par les Etats-Unis.

En faisant vibrer la harpe de la terreur, les auteurs des récents attentats parisiens soupçonnaient-ils qu'ils risquaient d'entraîner la France dans la logique de son plus puissant allié ? Radio-Damas, qui accusait, le 21 septembre dernier, les Etats-Unis d'être *« derrière les attentats de Paris »* (15) a sans doute compris tout le profit politique que Washington pourrait en tirer. Si « le terrorisme, c'est la guerre », faut-il à tout prix que ce soit la guerre des autres ?

IGNACIO RAMONET.

(4) Cf. la définition de cette doctrine par Patrick Buchanan, responsable de la communication à la Maison Blanche, *US News and World Report*, 27 janvier 1986.

(5) Selon le sénateur américain Byrd, la CIA a fourni, indirectement, à la Contra, en plus de l'aide officielle, 400 millions de dollars. Cf. *International Herald Tribune*, 26 juillet 1986.

(6) Cf. *International Herald Tribune*, 23 juillet 1986.

(7) Cf. Anthony Lewis, « Reagan's Policies Subsidize Savagery », *International Herald Tribune*, 4 août 1986.

(8) M. Reagan a déclaré, en août dernier, que, si le gouvernement de Managua n'acceptait pas un règlement politique avec les « contras », alors *« les combattants de la liberté »* devraient *« prendre le pouvoir »*. Cf. *le Figaro*, 26 août 1986.

(9) *Libération*, 22 juillet 1986.

(10) *Le Figaro*, 27 juillet 1986. M. Reagan souhaite également envoyer des troupes en Colombie, en Equateur et au Pérou, selon *International Herald Tribune*, 27 septembre 1986.

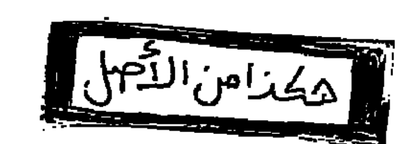
(11) *International Herald Tribune*, 2 septembre 1986.

(12) Nancy Nusser, « Nicaragua Army Drafts Thousands as Sandinists Warn of U.S. Invasion », *International Herald Tribune*, 12 septembre 1986.

(13) Le général Bernard Rogers, commandant en chef des forces alliées en Europe, s'est déclaré le 10 septembre 1986 *« prêt à monter une opération contre la Libye »*.

(14) Selon un sondage commandé par le *Washington Post* et la chaîne de télévision ABC, environ 74 % des Américains estiment que les Etats-Unis devraient entreprendre une action militaire contre tout pays du Proche-Orient qui aurait participé à une action terroriste contre des Américains.

(15) *Le Monde*, 23 septembre 1986.



Comment relancer la coopération méditerranéenne grâce à la baisse du prix du pétrole...

LORS d'une conférence réunie à Istanbul, à la fin du mois de juin dernier, sur le thème : « Conflit ou coopération dans la Méditerranée », M. Franco Reviglio, président de l'Ente Nazionale Idrocarburi (ENI), s'est adressé aux milieux des affaires et de la finance pour proposer une formule originale de coopération entre pays du nord et du sud de la Méditerranée : une sorte de « recyclage » non plus des pétrodollars mais des économies réalisées en Europe grâce à la baisse de prix du pétrole... Le texte ci-dessous résume les principaux points de cette communication, intitulée « Les effets de la crise pétrolière sur la région méditerranéenne : proposition pour faire face à une instabilité croissante. »

Par FRANCO REVIGLIO *

Dans leur ensemble, les revenus pétroliers des Etats membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) n'ont cessé de décliner depuis 1980, année où ils avaient culminé à 279 milliards de dollars. En 1985, ils n'étaient plus que de 135 milliards de dollars, soit une chute de 52 %. A supposer qu'en 1986 la demande en pétrole brut de l'OPEP reste au même niveau qu'en 1985, avec un prix moyen annuel de 15 dollars le baril, ces revenus seront de l'ordre de 75 milliards de dollars : soit une nouvelle baisse de 45 %.

Pour les Etats du sud de la Méditerranée, cela signifie une perte totale de 7,7 milliards de dollars en 1986, correspondant *grosso modo* à 3,8 % de leur produit intérieur brut (PIB) en 1985. Parmi les grands perdants, figureront la Libye (15 % du PIB de 1985), l'Algérie (11 %) et l'Egypte (5 %), tandis que des pays importateurs de pétrole comme la Turquie, le Maroc et Israël économiseront ensemble quelque 2,5 milliards de dollars (2,5 % à 3 % du PIB).

D'autres pays, qui n'appartiennent pas à la région méditerranéenne, mais qui entretiennent avec elle des liens étroits – l'Iran, l'Irak, l'Arabie saoudite , – seront eux aussi lourdement affectés si le prix du baril de pétrole reste de l'ordre de 15 dollars.

Or dans le groupe des grands perdants se trouvent des pays qui ont une vaste population et qui ont un urgent besoin de ressources pour mener à bien leur développement. Ils risquent, dans la situation présente, d'être obligés de réduire leurs programmes... Certains pourraient même être contraints de diminuer les subventions aux biens de subsistance (y compris la nourriture) destinés à la population.

La situation est très différente au nord de la Méditerranée, où pendant treize ans les pays industrialisés d'Europe ont dû faire face à une forte augmentation du prix de pétrole. L'allégement du fardeau en 1986 va donner un nouveau coup de fouet à leur croissance économique et y réduire l'inflation de manière appréciable. Alors que les pays de l'Europe de l'Ouest consommateurs de pétrole avaient dépensé près de 100 milliards de dollars pour payer leurs importations d'or noir en 1985, ils n'en dépenseront plus que 57 milliards en 1986 (au prix de 15 dollars le baril), ce qui représente pour eux une économie de 40 à 45 milliards : à peu près la moitié de toutes les économies réalisées dans le monde grâce à la baisse de prix.

Cela signifie que la région méditerranéenne est celle où l'écart économique va s'accroître le plus vite, avec toutes les conséquences que cela représente sur la distribution du revenu entre les différents pays... En outre, les échanges commerciaux à l'intérieur de cette région vont décliner fortement, ce qui entraînera des effets négatifs dans les pays industrialisés.

Un impératif politique

C'EST donc une situation pleine de dangers politiques et économiques qui menace l'ensemble de ces pays. Ceux du Nord verront leurs exportations chuter, ils auront des difficultés à se faire payer les biens et services rendus, la demande en biens d'équipement baissera elle aussi. Pis, les risques d'instabilité politique vont se trouver accrus, dans une région secouée par des conflits locaux qui incitent périodiquement les superpuissances à intervenir.

Si, entre les deux rives de la Méditerranée, la coopération s'est révélée positive au cours des dernières années, elle est aujourd'hui devenue un choix politique urgent.

Déjà, un travail mené en commun par l'Ente Nazionale Idrocarburi (ENI) d'Italie et l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) a débouché sur une proposition de « politique de développement réciproque » qui canaliserait des investissements fournis par l'Europe et par de riches pays arabes au profit des pays pauvres, selon un schéma permettant de réduire les contraintes qui font obstacle au développement de ces derniers. Dans la nouvelle et inquiétante perspective qui se dessine, une telle coopération devient un impératif politique.

Aider les pays en difficulté ne relève pas de l'altruisme, il en va des intérêts des pays européens. Devant la menace d'un déclin du commerce et de l'instabilité politique, la seule manière de réduire les dégâts est d'injecter du capital étranger, et cela dans des proportions et selon des méthodes qui permettront au moins de maintenir le rythme de développement. Mais l'importance de l'enjeu et la médiocrité des résultats obtenus avec les méthodes d'assistance et de coopération mises en œuvre jusqu'ici doivent inciter à reconsidérer la manière d'agir. En effet, les fonds étaient canalisés de gouvernement à gouvernement, ce qui rendait impossible la participation du capital européen sous forme de placements. Généralement, les sociétés européennes, qui souvent contribuent aux phases d'aménagement de l'infrastructure et de construction des projets de développement, se contentent d'intervenir comme ingénieurs et contractants : elles disparaissent après la réalisation du projet, cédant la place aux gestionnaires locaux – ou bien elles continuent, au mieux, à fournir quelques services supplémentaires.

Souvent, les sociétés européennes arguent des conditions locales défavorables pour justifier leurs hésitations à investir dans les pays en voie de développement. Mais il serait injuste de ne pas reconnaître que les pays industrialisés ont leur part de responsabilité. Le système est trop lent, il n'utilise pas directement les capacités et les ressources des sociétés européennes, et il n'est pas lié directement à des objectifs de production : c'est pourquoi il ne contribue que lentement et indirectement à accroître les capacités d'exportation de ces pays.

Il convient donc de mettre en œuvre un autre système permettant aux partenaires étrangers d'investir directement, ce qui représenterait une formule moins coûteuse et plus efficace que les prêts, y compris ceux des diverses agences qui fournissent de l'aide à des conditions plus souples.

La participation directe de partenaires internationaux qualifiés augmenterait la capacité des projets à mobiliser des fonds; elle réduirait le risque de mauvaise gestion durant les phases de conception et de construction; elle inciterait un transfert efficace de savoir-faire, dont dépend le succès des entreprises; elle assurerait également l'actualisation des technologies, des techniques d'organisation et de gestion au fur et à mesure que celles-ci se développent dans les milieux d'affaires des pays industrialisés. Dans bien des cas, cela permettrait aussi d'améliorer les perspectives de débouchés pour les productions destinées à l'exportation. En bref, l'implication directe des partenaires étrangers réduirait de manière appréciable les risques qu'encourt un pays hôte dans ses projets de développement.

Il va sans dire que de telles entreprises communes (*joint ventures*) dans les pays en voie de développement devraient aussi bénéficier des instruments de financement habituels, tels que les prêts à conditions avantageuses et les dons fournis par les agences de coopération, les crédits à l'exportation et les services d'assurance offerts par les institutions nationales ou internationales. Quant au schéma de la participation financière, il n'est guère possible de le définir une fois pour toutes, mais on peut en dessiner les grandes lignes.

Ainsi, il serait concevable qu'un tiers environ du total de l'investissement dans un projet soit fourni sous forme de fonds de placement apportés à part égale par les partenaires étrangers et les partenaires locaux. Cependant, à cause des difficultés économiques actuelles, la part du capital local serait totalement ou partiellement alimentée par des dons qu'apporterait le gouvernement du partenaire étranger. Ou, encore, elle pourrait être provisoirement souscrite par des institutions publiques déterminées appartenant aux pays développés intéressés, ou par des organisations internationales, ou encore par les deux à la fois. Parce que les fonds de placement ainsi constitués représenteraient déjà un tiers de l'investissement total, il serait ensuite plus facile de mobiliser de larges ressources financières.

10 milliards de dollars en une année

IL ne semble pas déraisonnable de proposer, par exemple, que les pays d'Europe occidentale consacrent au plan d'aide en faveur des pays du sud de la Méditerranée une somme correspondant à 10 % des économies réalisées grâce à la baisse du prix du pétrole durant la seule année 1986 : 10% de 50 milliards de dollars (montant estimé de ces économies en 1986), cela représente 5 milliards de dollars, qui seraient destinés à fournir la part des placements locaux allant à des projets d'investissement dans des pays sélectionnés du sud de la Méditerranée. Tandis que, de leur côté, les sociétés européennes apporteraient une proportion égale de capitaux, soit 5 milliards de dollars également. Au total, ces 10 milliards de dollars d'actions initiales devraient entraîner la mobilisation d'un investissement global de l'ordre de 30 milliards de dollars, un chiffre respectable en tout état de cause, mais surtout pour les pays qui se situent au bas de l'échelle du développement.

Pour accélérer la mise au point des projets et la mobilisation des capitaux sous forme d'actions, un organisme financier et technique pourrait être créé de concert par des intérêts européens et arabes, de telle sorte que les deux catégories de partenaires et les deux régions y seraient représentées.

Certes, un tel « plan de développement réciproque » ne résoudrait pas à lui seul tous les problèmes de coopération entre le nord et le sud de la Méditerranée. Il aiderait néanmoins à réconcilier la logique de la coopération avec celle des affaires solides. Que les banquiers se changent en investisseurs : c'est à notre avis une manière correcte d'essayer de combler la croissante divergence entre les deux rives de la Méditerranée.

* Président de l'Ente Nazionale Idrocarburi (ENI), Rome.

Le sang des autres : violences nationalistes

(Suite de la première page.)

Pour se nourrir comme pour se procurer certaines technologies, l'URSS doit se tourner vers l'Ouest. Tout n'est pas pure propagande dans les déclarations officielles qui présentent les réformes tentées par M. Gorbatchev comme celles de la *« dernière chance »*. Une réussite économique du communisme russe aurait semé la panique en Occident. Ses échecs fournissent matière à gausseries. Ils rassurent. Ils devraient inquiéter : ils peuvent un jour susciter les réactions les moins raisonnables.

Echec économique, d'une tout autre nature, aux Etats-Unis. Beaucoup d'observateurs ont tardé à le percevoir (3). Parées d'oripeaux chatoyants, deux idéologies vieillottes – l'antiétatisme et l'antisoviétisme – prétendaient accomplir des miracles : « libérer » l'entreprise et donner aux Etats-Unis une nette supériorité stratégique sur l'URSS. L'heure est au désenchantement. Président de la Réserve fédérale, M. Paul Volcker estime que la croissance est menacée par de *« profondes fissures dans l'économie mondiale »*, en particulier par des déséquilibres financiers résultant du déficit commercial américain, qui, dit-il, est *« insoutenable* (4) ». L'inquiétude grandit dans tous les milieux : « farmers » du Middle-West dont les biens sont vendus aux enchères, marasme du Texas et des autres Etats pétroliers, craquements dans le système bancaire. L'année où M. Reagan entra à la Maison Blanche, dix banques faisaient faillite et quelque deux cents autres, en difficulté, étaient placées sous surveillance fédérale. Après cinq ans de reaganisme, sept fois plus de banques menacées (exactement 1 411) sont sous surveillance, et les autorités fédérales prévoient que 160 d'entre elles vont disparaître avant la fin de l'année (5). Beau bilan qui n'efface pas le sourire de M. Reagan. Mais le voici tout surpris de subir un assaut auquel il ne s'attendait guère : sa propre extrême droite lui reproche trop de complaisance à l'égard de Moscou et met en péril sa « guerre des étoiles » (6). Acceptera-t-il de porter, en novembre, la responsabilité d'un échec électoral de son parti ?

Pour l'URSS comme pour les Etats-Unis, l'information-spectacle dédaigne l'austère analyse de ces phénomènes de fond qui conditionnent pourtant le comportement de tout dirigeant. Ainsi parvient-on à dissimuler la montée des vrais périls. Mieux vaut, en effet, ne pas trop s'appesantir sur les dérèglements des deux systèmes en place. Cette politique de l'autruche permet d'oublier que, lorsqu'ils se savent ou se croient menacés, tout dispose les Etats à recourir aux pires extrémités. Les conséquences d'une aventure militaire seraient aujourd'hui beaucoup plus dévastatrices qu'*elles* ne pouvaient l'être à l'époque de la « guerre froide », lorsque, disait-on, l'arrivée des chars soviétiques était imminente. La peur régnait alors en Occident. Depuis, les potentiels de destruction se sont considérablement accrus, mais la peur a fait place à une tranquille insouciance que, *seules*, troublent les bombes *des terroristes*.

Envoyer la facture aux partenaires

DE même que la lourde tutelle soviétique, avec toutes ses exigences politiques, économiques, culturelles, a nourri les aspirations nationalistes dans les pays communistes d'Europe et jusqu'en Chine, de même les pressantes sollicitations du protecteur américain ravivent, dans les rangs alliés, des tentations qui n'avaient jamais disparu mais que, désormais, l'on tente moins de dissimuler.

L'Europe et le Japon n'ont évidemment jamais apprécié d'être informés plutôt que consultés, de se trouver placés devant des faits accomplis qui engageaient pourtant leur bien-être ou leur sécurité, de recevoir des demandes qui, courtoises dans la forme, ne s'apparentaient pas moins à des ultimatums, de subir les conséquences de décisions dictées par l'égoïsme national américain (non-convertibilité du dollar, affaires du gazoduc sibérien ou des marchés céréaliers), de se faire vertement réprimander, voire insulter (refus du droit d'escale pendant la guerre israélo-arabe de 1973, refus du droit de *survol pour le raid sur la Libye)*.

En chacune de ces circonstances, la dignité des alliés fut mise à rude épreuve. Souvent, aussi, leurs intérêts s'en trouvèrent durement frappés. Triste feuilleton à épisodes, dont un nouveau chapitre s'écrit au moment où *l'Amérique découvre les effets néfastes* de la reaganomie. Seuls les dévots s'aveuglent encore : la machine a des ratés, menace de tomber en panne. Il serait irritant et coûteux d'en revoir la conception. Il paraît plus simple de la bricoler en faisant payer la note par les plus fidèles partenaires, surtout par ceux qui, à bonne école, ont trop bien réussi.

Tel est bien le sens de la longue et pesante insistance avec laquelle les Etats-Unis, publiquement, sans aucune discrétion, demandent à l'Allemagne et au Japon de participer à une relance économique dont les conditions ne sont pourtant pas réunies. A supposer que Bonn et Tokyo, cédant aux objurgations de Washington, abaissent leurs taux d'intérêt, l'économie américaine ne serait pas libérée des difficultés dans lesquelles elle s'est elle-même plongée. C'est en toute souveraineté que les Etats-Unis continuent de se désindustrialiser (7), que M. Reagan a quadruplé la dette fédérale pour la porter à 2 000 milliards de dollars (deux fois la dette de l'ensemble du tiers-monde) et, pendant des années, a laissé le dollar se surévaluer. L'Amérique croyait ainsi servir ses propres intérêts. *Elle ne cherchait pas à complaire à ses* alliés. Impuissants, ceux-ci ont même dû se résigner à voir filer leurs propres capitaux vers cet eldorado artificiel. L'Amérique reaganienne a ainsi largement *« vécu au-dessus de ses moyens (8) »*.

L'essentielle vertu de tout nationalisme, peut-être même sa seule définition, est de justifier pour soi des comportements que l'on blâme chez les autres. Moins porté que naguère aux proclamations enflammées, aux cortèges et aux fanfares, le nationalisme aujourd'hui, sans exclure toute trace de romantisme ou de chauvinisme, tend même à éviter les clichés insultants pour d'autres peuples. Il s'inscrit essentiellement dans le froid réalisme d'une économie mondialisée, d'opérations monétaires et de luttes commerciales trop complexes et trop peu connues pour frapper l'imagination populaire comme le firent en leur temps la dépêche d'Ems ou Fachoda. Ses effets n'en sont pas moins pernicieux, souvent meurtriers. Meurtres par procuration, à distance. Les exportations d'armes, par exemple, sont précieuses pour l'équilibre commercial et possèdent en outre l'avantage de confier à d'autres le soin de tuer. Elles ne constituent pas le seul moyen de mort à la disposition des Etats puissants : une habile utilisation des taux de crédit, des fluctuations de cours, des stocks alimentaires, etc., permet de semer la mort à la fois en douceur et en masse. Ce terrorisme-là se drape de toute la dignité que confère à un Etat, ce monstre froid, la sereine acceptation de ses dures obligations nationales...

C'est par un nationalisme assez *compréhensible que le président* Alan Garcia, sans renier la dette du Pérou, refuse de consacrer à son remboursement plus de 10 % de ses recettes d'exportations. *Moins compréhensibles* apparaissent la réaction assez raide de Washington et celle, brutale, du Fonds monétaire international, lorsqu'il sanctionne le Pérou. Axiome *fondamental* : seul est toléré le nationalisme des Etats forts. En effet, le *Wall Street Journal* (9) rappelle opportunément que, *« sans le moindre trouble de conscience »*, les Etats-Unis eux-mêmes *« ont recouru au défaut de paiement pour une dette extérieure de 68 milliards de dollars lorsque, en 1971, ils ont renié les accords de Bretton-Woods afin de convertir en or à 35 dollars l'once des avoirs étrangers en dollars »*. Eternelle morale : *« Selon que vous serez puissant ou misérable... »*

C'est tout simplement par nationa*lisme que les Etats-Unis*, alors qu'ils vilipendent la politique agricole de la CEE, subventionnent leurs propres exportations de céréales vers l'URSS. Double entorse aux principes qu'ils prétendent imposer aux autres : ils financent l'« empire du mal », ils ne respectent pas les prix déterminés par les infaillibles lois du marché. De même, leur nationalisme les absout lorsque, en dépit de leur attachement de façade au multilatéralisme, ils concluent avec le Japon un accord sur les circuits intégrés.

Ainsi les relations entre nations démocratiques, industrialisées, civilisées, sont-elles soumises à une seule loi : celle du plus fort. Eminemment contagieux, ce nationalisme économique n'a aucune chance de se propager du faible au fort. Mais le mouvement inverse paraît irrésistible. Atteints dans leurs intérêts nationaux, les pays les plus vulnérables ne peuvent alors que subir et gémir. Tel n'est évidemment pas le cas de l'Allemagne fédérale et du Japon.

Au cours de ces dernières années, Washington a obtenu du gouvernement japonais qu'il autolimite certaines de ses exportations vers les Etats-Unis. Cette concession n'ayant pas empêché le déficit commercial américain de se creuser, M. Reagan demande au Japon d'abaisser ses taux d'intérêt. *Il adresse* la même requête à l'Allemagne fédérale. Mais ces deux pays ne sont pas moins soucieux que les Etats-Unis de leur propre intérêt national. Ils rechignent à immoler, en pure perte, une part de leur puissance économique sur l'autel des intérêts américains.

(3) Certains substituent la foi à l'analyse : voir, par exemple, « La marque historique de M. Reagan », dans *Valeurs actuelles* du 1er au 7 septembre 1986, qui souhaite l'abrogation du vingt-deuxième amendement à la Constitution *afin que M. Reagan puisse solliciter un* troisième mandat.

(4) Cf. *Financial Times*, 4 septembre 1986. Cette déclaration de M. Volcker ne constitue évidemment qu'une indication supplémentaire de la fragilité économique actuelle, déjà illustrée par de nombreux documents dont *le Monde diplomatique* a, depuis des années, régulièrement fait état.

(5) *Le Monde*, 10 septembre 1986.

(6) M. Reagan demande au Congrès d'augmenter de 70 % les crédits affectés l'an prochain à son initiative de défense stratégique (IDS), la « guerre des étoiles ». Non seulement le Congrès se prépare à les maintenir au même niveau – le vote doit intervenir cet automne, – mais la droite républicaine a annoncé son intention de les refuser dans leur totalité si M. Reagan ne commence pas tout de suite à en mettre en œuvre les éléments déjà disponibles, par exemple en déployant cent *missiles d'interception autour* des silos de fusées de Grand-Fork (Dakota du Nord). Or, dans une lettre à M. Gorbatchev, le président a proposé d'ajourner le déploiement de sept ans. Ce qui, aux yeux de sa droite, le rend suspect de faiblesse à l'égard de l'URSS. Cf. « Thunder on the right, will conservatives ground Star Wars ? », *Newsweek*, 8 septembre 1986.

(7) Voir l'article de Jean Lempérière, *le Monde diplomatique*, septembre 1986.

(8) Propos de M. Walt W. Rostow, cités dans « L'empire du dollar », *le Monde diplomatique*, février 1985.

(9) Article d'A. Cockburn, *Wall Street Journal*, 31 juillet 1986.

ATTENTATS A PARIS

Le temps de l'impuissance ou de l'abdication

LES images de mort quotidiennement offertes au monde entier par le Liban depuis plus de dix *ans ont provoqué dans l'opinion française* moins d'émoi que les attentats commis dans Paris au seul mois de septembre. Ce simple constat n'implique pas seulement un effet médiatique pervers, il met en valeur deux éléments-clés :

– le *facteur temps :* favorisant accoutumance ou résignation chez ceux qui se sentent spectateurs impuissants, l'interminable prolongation du drame porte *ses acteurs à de nouvelles* extrémités ;

– le facteur espace : l'éloignement géographique établit une trompeuse distanciation psychologique qui vole en éclats dès lors que les poseurs de bombes franchissent les frontières pour atteindre chez eux des témoins jusque-là passifs.

Cette abolition de l'espace s'est imposée comme une évidence à l'attention des commentateurs qui, en revanche, négligent le facteur temps, sans lequel jamais n'aurait pu se produire une telle escalade de la violence.

« Le terrorisme, dit M. Jean François-Poncet, ancien ministre des affaires étrangères, *n'est pas né spontanément dans ces pays. »* Il résulte de problèmes trop longtemps laissés sans solution et, ajoute-t-il, *« on ne peut pas vivre avec des problèmes dramatiques non résolus où des peuples ont le sentiment qu'injustice leur est faite »*. Parmi ces problèmes, celui des Palestiniens, auquel, dit-il, *« il faut trouver une solution juste* (1) ».

Pendant combien de temps encore se contentera-t-on de formuler ce vœu qui reste sans suite ? *Le problème palestinien* a pris corps voilà quarante ans avec le partage de la Palestine. Pendant trois décennies, les démocraties ont affecté de ne voir en *lui* qu'un simple problème de *« réfugiés »*. Mais on ne reste pas réfugié pendant deux générations. Il faut attendre 1975 pour que la France s'efforce de faire accepter par ses partenaires de la CEE la reconnaissance des *« droits nationaux palestiniens »*. En 1977, le président Carter souhaite, enfin ! l'établissement d'un *homeland* pour les Palestiniens. La même année, *le sommet européen de Londres proclame*, avec trente ans de retard, la *« nécessité d'une patrie pour le peuple palestinien »*. Neuf ans plus tard, cette très tardive prise de conscience ne s'est toujours pas traduite par la création d'un Etat palestinien, que M. Chirac refuse, comme il refuserait, dit-il, un Etat corrézien. L'impuissance des démocraties à faire respecter un droit qu'elles reconnaissent les discrédite dangereusement. *Mais s'agit-il bien d'une* impuissance ? Ou d'une abdication ?

Dans un discours du 1er septembre *1982, le président Reagan rappelle* que l'accord de Camp-David *« mentionnait les droits légitimes du peuple palestinien et le bien-fondé de ses aspirations »*. Mais ces droit restent lettre morte. M. Reagan exprimait alors son hostilité à toute nouvelle implantation de colonies juives en territoires occupés, car *« la poursuite des implantations n'est nullement nécessaire à la sécurité d'Israël et ne fait au contraire que miner la confiance des Arabes en la possibilité d'un règlement final, librement et loyalement négocié »*. M. Reagan, n'a pourtant pas empêché la poursuite de ces implantations. Cette impuissance le disqualifie aux yeux des Arabes mais aussi des Israéliens. Mais, encore une fois, s'agit-il d'impuissance ? Ou d'une abdication ?

Bien que les frères Abdallah soient chrétiens, l'attention continue de se porter *sur le « fanatisme »* musulman, sur les *« extrémistes »* qui, soutenus par l'Iran, *« tentent, par la terreur, de s'emparer des leviers de commandes* (2) ».

Cet extrémisme iranien n'est pas, lui non plus, *« né spontanément »*. Il a, lui aussi, bénéficié du facteur temps. Sur *des racines anciennes, il a pris son* essor en réaction contre la pseudo-modernisation entreprise par le chah. En 1949, l'Anglo-Iranian Oil Company consentait à verser à l'Iran des redevances, qui paraissent aujourd'hui dérisoires, de 25 % à 30 %. Le Parlement de Téhéran les jugea insuffisantes. Finalement, la compagnie fut nationalisée en 1951 par le Dr Mossadegh. Ce geste *suffit à désigner* ce bourgeois *comme* un dangereux communiste, et la CIA le renversa, en 1953, par un coup d'Etat qui rendit le pouvoir au chah (3). Pendant un quart de siècle, corruption et féroce répression feront mûrir puis éclore la révolution des mollahs. Ce fanatisme-là a, lui aussi, une histoire. Il est malhonnête, mais surtout absurde, de le juger en s'abstenant de porter une appréciation sur ses causes les plus directes.

Tout terrorisme *« est symptomatique de problèmes plus vastes... Nous devons nous efforcer d'extirper les causes de frustration et de désespoir qui sont les lieux d'épanouissement et les aliments du terrorisme »*. Le dangereux idéologue humaniste qui s'exprime ainsi n'est autre que le président Reagan dans son message au Congrès le 26 avril 1984. Impuissance à extirper les causes du *terrorisme ? Ou abdication* au profit d'intérêts qui font fi de principes élémentaires ? Toujours est-il que le terrorisme se propage.

Si utile et efficace que *soit* l'action policière, elle ne peut éliminer les causes du terrorisme. La capture d'auteurs d'attentats n'y *suffira jamais*. *« Ami, si tu tombes, un ami sort de l'ombre à ta place »*, dit *le Chant des partisans*, ces abominables terroristes français que traquaient la Gestapo et les polices de Vichy. Ce terrorisme n'a disparu qu'avec la libération du territoire national. L'Occupation avait duré quatre ans. *Ce temps était long. Il était* bien bref par comparaison avec les interminables épreuves de peuples excédés qui, aujourd'hui, recourent à la violence. Impuissance *ou* abdication, le temps perdu fut surtout celui du manque de courage.

C. J.

(1) France-Inter, 9 septembre 1986.

(2) *Idem.*

(3) Pour un récit détaillé, voir Claude Julien, *l'Empire américain*, Grasset, Paris 1968.



1985



et conflits économiques

Fût-on séparé d'un peuple par un vaste océan, il est irresponsable de multiplier les pressions et vexations qui piquent au vif son nationalisme. Dans le cas de l'Allemagne de l'Ouest, par crainte de le réveiller, ses voisins affectent trop souvent de se comporter comme si les traumatismes du nazisme l'avaient définitivement exorcisé. Il est pourtant bien présent, et Mme Simone Veil n'a pas tort d'évoquer, par exemple, l'hypothèse où, par nationalisme, la RFA serait tentée de chercher sa voie hors du cadre de la construction européenne (10).

Tout observateur attentif peut comprendre les raisons du nationalisme économique américain. Ses effets de contamination n'en sont pas moins à l'œuvre, lourds de menaces.

Si l'absurdité des rivalités économiques entre nations démocratiques saute aux yeux, leurs causes réelles passent peut-être inaperçues. Trois décennies d'une prospérité sans précédent ont magnifié dans l'esprit public l'importance des développements industriels et de l'essor commercial. Succédant à ces fastes, quinze ans de stagnation et de « crise » n'ont pas conduit à une plus sobre appréciation de la place qu'occupe l'économie dans les sociétés contemporaines. Le ralentissement de l'activité a peut-être même réhaussé la priorité qui lui est accordée, au point de lui sacrifier des soucis d'équité et d'équilibre aussi bien à l'intérieur de chaque pays qu'entre les nations.

Dès qu'apparaissent de durables difficultés, la prééminence ainsi conférée à l'économie conduit les Etats comme les individus à privilégier la règle sacro-sainte du chacun pour soi. Ainsi prennent naissance, à l'extérieur, la guerre commerciale, à l'intérieur, une lourde atonie sociale, deux phénomènes qui, au fur et à mesure que passe le temps, feraient douter de la générosité et de la sagesse humaines.

L'idéologie dominante s'accommode tant bien que mal des deux conséquences majeures de la « crise » : chômage dans les pays riches, stagnation ou régression dans le tiers-monde. Voilà qui juge sévèrement une société, ses valeurs, ses raisons de vivre. Avec les mots simples de tous les jours ou avec les savantes équations des économètres, les citoyens et les Etats ont sacrifié aux mêmes dieux. Véritables sacrifices humains : hommes et femmes victimes de régimes odieux économiquement soutenus par des pays civilisés, victimes de plans conduisant à la sous-alimentation et à la famine, victimes d'armes fabriquées par des pays évolués et livrées contre argent à des pays pauvres... Sacrifices inutiles, puisque l'appareil de production se grippe quand même. Au nom d'un économisme à courte vue, certains les contemplent pourtant d'un œil impavide.


(D.R.)

1899 : PARIS ACCUEILLE EN FANFARE LE HÉROS MALHEUREUX DE FACHODA
Aujourd'hui, le froid réalisme des opérations monétaires frappe moins l'imagination populaire, et pourtant...

Il suffit, en effet, d'accepter sans discussion les conceptions à la mode pour, avec un ministre, estimer qu'il existerait en France une masse *« totalement incompressible »* de deux millions et demi de chômeurs (11). Au contraire, quiconque ose contester les pseudo-valeurs communément admises est conduit, comme le fait l'épiscopat américain, à demander que la Banque mondiale et le FMI soient *« réformés ou remplacés »* afin de mettre un terme au *« scandale »* de l'endettement international (12). Dans l'inconscience générale, l'économisme a accumulé paralysies, tensions, injustices, souffrances et humiliations que l'on préfère ne plus voir alors même qu'elles déchirent le tissu social et mondial, déchaînant les violences internes et internationales. Seule la soumission à la folle logique des idées aujourd'hui en honneur impose comme une fatalité des coûts humains inacceptables.

Poussera-t-on jusqu'à leur terme les conséquences de la prééminence indûment accordée à l'économie ? Aux Etats-Unis, l'un des principaux indicateurs économiques – le volume des commandes passées à l'industrie – subit d'amples fluctuations en fonction des commandes du Pentagone (13). Puisque la production militaire stimule l'économie, il faudrait accélérer la course aux armements. Pour ne pas s'encombrer de stocks excessifs, on devrait utiliser une partie de ces matériels militaires, de préférence dans de lointains conflits locaux. Les sites ne manquent pas... Mais on ne déclenche pas une guerre pour des raisons économiques ? Non. Jamais. On lui fournit toujours un habillage civilisé : défense des droits de l'homme, protection des libertés, riposte à une inqualifiable provocation. Les discours qui fourniront alors au massacre l'indispensable noblesse et l'incontestable dignité sont déjà prêts. Ils ont si souvent servi... On ne compte plus les victimes de ce terrorisme-là.

Au service de quelle éthique ?

En focalisant l'attention sur les attentats, expression criminelle du nationalisme des faibles, on occulte le nationalisme des puissants, dicté d'abord par une vision étroite de leurs intérêts économiques à court terme. Parce qu'il se cramponne à des conceptions qui sont pourtant en train de faire faillite, parce qu'il reste indifférent aux drames du reste du monde, ce nationalisme de riches cautionne et encourage le nationalisme des peuples désespérés. Il ferme les portes à la concertation, au dialogue, à la recherche de solutions acceptables pour tous. Il réduit toutes les relations à de brutaux rapports de forces, alors que tant de détonateurs sont déjà en place un peu partout sur la planète.

Il semble que ce monde si petit soit encore trop vaste pour des gouvernants dont le regard se trouble dès qu'ils le portent au-delà des frontières. S'ils ne savent voir loin, qu'ils contemplent au moins ce qui se passe chez eux, sous leurs propres yeux. Dans ces havres de liberté coexistent les prouesses technologiques et la pauvreté, les plus belles créations de l'esprit et les ravages de la drogue, de fastueuses facilités d'existence et la troublante progression de la délinquance. Grosse des plus folles violences, la société duale se met en place dans l'indifférence quasi générale.

Quoi qu'en disent certaines théories un peu courtes, une telle fracture ne peut être simplement d'ordre économique et social. Elle traverse aussi le cœur et l'esprit de tout homme. Signe visible de l'absence d'un ambitieux projet servi par une volonté générale, elle porte en elle un dangereux dépérissement des valeurs démocratiques. Les dogmes d'un étatisme tentaculaire et d'un libéralisme écervelé ont conjugué leurs efforts pour conférer à l'économie une place excessive dans ce monde injuste et sanglant. Il est grand temps de la lui retirer pour, combat de l'homme depuis les origines, la domestiquer. Mais au service de quelle conception de l'homme, de quelle éthique ?

CLAUDE JULIEN.

---

(10) Simone Veil, entretien accordé au *Débat*, numéro 40, mai-septembre 1986.

(11) *Le Monde*, 1er août 1986.

(12) *Wall Street Journal*, 3 juin 1986.

(13) Les commandes passées aux entreprises ont, en juillet dernier, progressé de 2,2 % si l'on tient compte des commandes militaires, mais de 0,5 % seulement si on les exclut. Cf. *Financial Times*, 3 septembre 1986.

UN PLAN D'AUSTÉRITÉ QUI RAVIVE LES CONFLITS COMMUNAUTAIRES

L'unité belge mise à mal par la logique libérale

DEPUIS son arrivée au pouvoir en 1981, la coalition sociale-chrétienne et libérale dirigée par M. Wilfried Martens s'est employée à administrer à la Belgique un traitement économique de choc, ce qui lui a valu les éloges du FMI. Sans pour autant résoudre les problèmes structurels de l'endettement et du déficit des finances publiques, et ce malgré l'accroissement du chômage et la chute du pouvoir d'achat.

Parce qu'elles frappent le plus durement les plus faibles, les mesures néolibérales d'austérité actuellement mises en œuvre risquent de relancer les passes d'armes entre les deux grandes communautés, wallonne et flamande, dont les frontières linguistiques – Bruxelles exceptée – constituent également la ligne de partage d'une Belgique à deux vitesses.

Par JEAN-LUC RENARD

A la fin de juin dernier, alors que le mouvement de contestation sociale qui avait agité la Belgique pendant un mois tendait à s'essouffler, le premier ministre, M. Wilfried Martens, poussait ce cri du cœur : *« Je rêve d'être débarrassé du fardeau de la dette publique et de pouvoir me consacrer entièrement au problème de l'emploi. »* Propos qu'aurait pu reprendre à son compte tout autre dirigeant du pays, tant le problème des finances publiques handicape l'action du gouvernement.

A la tête d'une coalition sociale-chrétienne et libérale (1) portée au pouvoir en 1981 et reconduite en octobre 1985, M. Martens, chef de file du CVP (Parti social-chrétien flamand), tente, depuis cinq ans, de freiner l'accroissement de la dette publique. Actuellement, selon le dernier rapport annuel de l'OCDE, l'endettement de l'Etat se monte à plus de 5 000 milliards de francs belges (2) et représente 120 % du produit intérieur brut. La Belgique est, avec l'Irlande, l'un des pays les plus mal en point de la CEE quant à l'état de ses finances publiques : obérées par un déficit budgétaire chronique, elles ne cessent en effet de se détériorer depuis une dizaine d'années. En 1985, les dépenses de l'Etat ont représenté 60 % du produit national brut (PNB), dépenses de transferts comprises, et 20 % du PNB hors dépenses de transferts (3).

Les mesures d'austérité n'ont donné que des résultats modestes puisque le déficit public a seulement été ramené de 13 % du PNB en 1981 à 12 % en 1985 – ce qui est encore loin de l'objectif de 8 % que s'était fixé le gouvernement. Pour M. Martens, la marge de manœuvre restera étroite tant que ne sera pas jugulé le gonflement démesuré de l'endettement. Difficile, en effet, de maintenir les bases de la sécurité sociale, le niveau de l'enseignement et de l'emploi, ou encore de diminuer la pression fiscale, alors que l'Etat a été obligé, l'an dernier, d'affecter un quart de son budget au paiement du service de la dette.

Mais au travers des difficultés financières, se profile toute la question de la gestion de l'Etat et du fonctionnement des institutions, depuis la réforme de 1980 qui avait institué des pouvoirs communautaires et régionaux. Car l'imbroglio réside toujours, pour une bonne part, dans les tensions opposant Flandre et Wallonie. D'autant que, aujourd'hui, la Wallonie, d'expression française, se trouve en plein déclin économique. Très centrée sur le vieux sillon industriel Sambre et Meuse, l'activité de la région s'effrite depuis une vingtaine d'années sans grand espoir de renouveau. Les forces politiques locales, à dominante socialiste, ne semblent pas en mesure de remonter le courant. Au nord, la Flandre, d'expression néerlandaise, a connu un démarrage économique plus récent et bénéficie d'une plus grande prospérité. Elle s'appuie en outre sur le poids politique du CVP.

Cette situation n'est évidemment pas sans liaison avec le contrôle de l'appareil politique et économique du pays. Si, de par ses origines, l'Etat belge est d'essence francophone, la bourgeoisie flamande a su, dès le début de ce siècle, créer un rapport de forces qui lui soit favorable en se dotant de puissants instruments politiques assurant sa mainmise sur l'Etat, et de groupes financiers d'envergure lui permettant d'en maîtriser les leviers économiques. C'est cette situation qui, après la seconde guerre mondiale, a permis à la Flandre de canaliser une grande partie des investissements étrangers. Pour ce qui est des causes du recul économique wallon, M. Michel Quevit, économiste à l'université catholique de Louvain, les impute à la politique de désengagement pratiquée par les holdings financiers francophones pour des raisons de rentabilité (4). Cette fuite des investissements a conduit l'Etat à se substituer au secteur privé, notamment dans la sidérurgie wallonne, mais aussi dans les charbonnages du Limbourg flamand. Par ailleurs, les disparités régionales ont obligé les pouvoirs publics à jouer le rôle de conciliateur et à consentir des compromis coûteux, consistant à accorder des avantages similaires aux deux parties du pays. Cette logique économique a ainsi longtemps desservi les ambitions étroitement politiques, au nord comme au sud, et contribué à la mauvaise santé des finances publiques.

La réforme de l'Etat mise en place en 1980 (5), avait pour but de transférer vers les communautés et les régions une partie du pouvoir législatif détenu par les Chambres nationales dans certains domaines (culture, logement, environnement, économie, énergie, emploi, recherche). Mais, outre son caractère inachevé, notamment pour les dispositions relatives à la région bruxelloise, le nouveau cadre institutionnel bute, depuis plusieurs années, sur le problème du financement des pouvoirs régionaux. En dehors de faibles recettes propres (fiscales et non fiscales), les moyens dont ils disposent proviennent de dotations ne représentant que 7 % du budget national. Ces institutions sont donc loin de pouvoir satisfaire aux besoins des régions, tout particulièrement en matière de politique industrielle. Le rôle du gouvernement central reste donc très large, surtout sur le plan de l'économie où sa compétence a été maintenue pour les secteurs en difficulté (charbon, acier, textile, verre; chantiers navals).

L'usage des pouvoirs spéciaux

DEPUIS qu'elle est aux affaires, la coalition de centre droit dirigée par M. Wilfried Martens et M. Jean Gol (6) s'est efforcée de mettre une sourdine au lancinant débat communautaire et de privilégier l'économie. En 1981, la plupart des indicateurs étaient au rouge et l'ampleur des mesures de redressement à entreprendre avait amené le Parlement à accorder au gouvernement l'usage des pouvoirs spéciaux, procédure permettant de légiférer par arrêtés dans les matières économiques et sociales et d'éviter ainsi tout débat parlementaire. Au cours de sa première législature, l'équipe Martens-Gol fit passer des « trains » de restrictions à cadence soutenue, sans toutefois réussir à diminuer le déficit budgétaire de plus de 1 %. En fait, sous la pression du Parti libéral, le gouvernement avait d'abord porté ses efforts sur la compétitivité des entreprises, afin de provoquer un accroissement des exportations, sources primordiales de revenus pour le pays (la Belgique exporte en moyenne pour un montant mensuel de 280 milliards de FB). La dévaluation de 8,5 % du franc belge, en 1982, s'était accompagnée de la réduction du niveau des salaires et de la diminution des charges fiscales des entreprises. Privilégiant les critères salariaux, au détriment de variables moins palpables (qualité des produits, stratégies commerciales, capacité d'adaptation à l'élasticité de la demande étrangère), les entreprises réussirent néanmoins à retrouver des prix compétitifs à l'exportation, d'où une amélioration de la balance commerciale, dont le déficit a sensiblement régressé entre 1980 et 1984. La contrepartie fut une forte chute du pouvoir d'achat et des ventes au détail, diminuant d'autant les recettes de l'Etat, au moment où ses dépenses étaient en forte augmentation en raison de l'aggravation du chômage, passé de 11 % de la population active en 1981 à 12,25 % à la mi-1986. Pour ce qui est des investissements, le premier bail du gouvernement Martens-Gol ne parvint pas à récréer la confiance, les taux d'intérêt élevés et les mesures favorables aux revenus du capital ayant surtout pour résultat d'orienter les profits issus de la hausse des exportations vers des placements financiers. La mise au point d'une loi d'amnistie fiscale fut impuissante à faire rentrer en Belgique une bonne partie des capitaux qui avaient fui à l'étranger. Dans le même temps, le dépérissement économique s'accentuait dans plusieurs centres industriels comme Liège et Charleroi ainsi que dans le Limbourg.

Sur le plan social, la contestation s'était manifestée avec vigueur en septembre 1983 par la grève, massivement suivie, des services publics. A cette occasion, les divergences entre la Flandre et la Wallonie s'étaient à nouveau manifestées au sein même du mouvement syndical, incapable de se rassembler sur un front de lutte commun. Traditionnellement orienté vers la gauche, le syndicalisme wallon se retrouve en majorité dans les rangs de la Fédération générale des travailleurs belges (FGTB), avec le Parti socialiste (PS) comme principal relais politique. Le PS et la FGTB sont d'ailleurs liés par un accord électoral depuis le scrutin du 13 octobre 1985. La Flandre, elle, repose sur une large base démocrate-chrétienne : la CSC (syndicats chrétiens) y est majoritaire, le CVP étant son partenaire privilégié.

Comme les deux autres grands courants politiques social-chrétien et libéral, l'opposition socialiste est scindée en un parti francophone (PS) et un parti flamand (SP). Depuis leur passage dans l'opposition en 1981, les socialistes n'ont pas réussi à regagner la crédibilité qui leur permettrait de renverser la tendance. L'entente n'est pas d'ailleurs parfaite entre socialistes flamands et francophones, ce qui nuit à l'image de rassemblement progressiste qu'ils voudraient présenter. En outre, l'utilisation des pouvoirs spéciaux empêche l'opposition d'exercer une activité parlementaire dans la plupart des dossiers relevant des affaires économiques. Enfin, les partis de la coalition gouvernementale occupent aujourd'hui tous les niveaux du pouvoir – national, régional et communautaire, – en dépit de la forte représentation du PS au sud du pays.

Sociaux-chrétiens et socialistes ont pourtant souvent gouverné ensemble. Ce type de coalition a longtemps permis de garantir un certain équilibre national, puisque les principaux courants politiques des deux communautés y étaient représentés. Mais, depuis 1981, « tirés » par un partenaire libéral revigoré, les sociaux-chrétiens ont radicalement tourné le dos aux socialistes, plaçant du même coup les deux ailes syndicales dans des positions inconfortables. Difficile, en effet, pour la FGTB de ne pas déplacer l'action syndicale sur le terrain politique, mais impossible de faire vaciller la majorité au pouvoir sans l'aide des syndicats chrétiens. Difficile également pour ces derniers de créer des difficultés aux partis frères au pouvoir, au risque de faire le jeu de l'opposition.

Depuis la mise en œuvre de la politique d'austérité, l'attitude de la CSC est donc déterminante pour le gouvernement de M. Martens. Le premier ministre comptait d'ailleurs sur la collaboration de l'organisation syndicale chrétienne pour que son plan d'assainissement des finances publiques, décidé au mois de mai dernier, soit appliqué sans trop de réactions sociales. A nouveau victorieuse aux élections du 13 octobre 1985, la coalition sortante s'était en effet assigné pour tâche la poursuite des efforts d'assainissement et la restauration des finances de l'Etat. Prévoyant 195 milliards de francs belges d'économies, réparties sur deux ans (7), ce plan se propose de ramener le déficit budgétaire à 8 % du PNB en 1988 et devrait, selon M. Guy Verhofstadt, ministre du budget, mettre un terme aux mécanismes pervers alimentant le déficit des finances de l'Etat. Ce plan d'austérité a d'ailleurs été qualifié par le FMI d'« opération sans précédent dans les pays industrialisés ». Les mesures d'économie touchent principalement la Sécurité sociale, les investissements publics, l'éducation nationale et les services publics, tandis qu'une diminution des charges d'intérêt de la dette de l'Etat devrait rapporter une trentaine de milliards.

Sur le front de l'opposition socialiste, les réactions aux nouvelles mesures d'austérité ont bien sûr été vigoureuses. PS et FGTB proclamèrent d'emblée leur volonté de renverser la coalition en place. Grèves et manifestations se sont succédé durant le mois de juin, principalement dans le sud du pays, sans toutefois déboucher sur une action interprofessionnelle. De leur côté, fidèles à une ligne de pragmatisme et de négociation, les syndicats chrétiens tentèrent, dans un premier temps, une concertation avec le gouvernement. Mais à la fin du mois de juin, pressées par leur base, les instances dirigeantes de la CSC faisaient connaître au gouvernement leur opposition à nombre de mesures d'économie envisagées. Il semble que ce soit la détermination des centrales chrétiennes de l'enseignement qui ait motivé la prise de position de la CSC, les 20 milliards d'économies prévus dans le budget de l'éducation nationale ayant, en effet, été très mal ressentis dans la communauté éducative tout entière.

La CSC ne pouvait ignorer les revendications du monde enseignant chrétien. Mais, sur un plan plus général, il lui aurait été difficile d'avaliser encore longtemps une austérité marquée du sceau du libéralisme. Organisation du mouvement ouvrier chrétien, la CSC entend tempérer l'ardeur libérale de certains ministres influents du gouvernement et n'a pas manqué de rappeler à M. Martens ses promesses électorales de 1985 en faveur d'une politique sociale moins rude.

Pour M. Joseph Houthuys, président de la CSC, dont l'amitié pour M. Martens est bien connue, il n'est évidemment pas question de remettre en cause l'existence du gouvernement. Dans ses déclarations à la presse, il a réaffirmé la démarche scrupuleusement syndicale de son organisation et réitéré sa méfiance à l'égard de la FGTB, trop encline, à ses yeux, à souhaiter avant tout la chute de la coalition au pouvoir. M. Houthuys n'a pourtant pas exclu le recours à la grève au cas où le gouvernement, n'aurait pas suffisamment amendé son programme.

Pendant les mois de juillet et août, M. Martens a mis à profit la trêve des vacances pour traduire son plan d'économies en arrêtés d'exécution. Dans certains domaines, notamment dans l'enseignement, les décisions annoncées en mai ont été atténuées en vue d'apaiser le mécontentement de la CSC. Si la rentrée scolaire s'est déroulée dans une certaine confusion, les syndicats d'enseignants se sont cependant montrés prudents et attendent le mois d'octobre pour évaluer les pertes d'emplois provoquées par les mesures d'austérité.

En ce début d'automne, le chômage est évidemment la préoccupation dominante du gouvernement et sa résorption constituerait évidemment un ballon d'oxygène pour M. Martens. Menacé sur sa gauche par son aile syndicale et bloqué sur sa droite par l'intransigeance des amis de M. Gol, le premier ministre ne dispose que d'une marge de manœuvre très limitée.

MUR DRESSÉ ENTRE FRANCOPHONES ET NEERLANDOPHONES DANS UNE ÉCOLE DE BRUXELLES
Des enfants qui ne jouent jamais ensemble
(Photo Marc Deville/Gamma)

Sourde oreille du patronat

LE gouvernement se retourne vers le secteur privé, sommé de prendre sa part à l'effort de redressement économique du pays sous la forme d'investissements et d'embauche. Les employeurs font cependant la sourde oreille, comme en témoigne la récente prise de position du VEV *(Vlaams Ekonomisch Verbond)*, l'organisation du patronat flamand, qui réclame un nouvel allégement de la fiscalité des entreprises et qui souligne que *« l'horizon économique du pays est incertain et que l'emploi n'est pas le but mais la conséquence de l'existence d'une entreprise »*.

Le plan ambitieux du gouvernement a inévitablement pour effet de replacer les préoccupations communautaires à l'ordre du jour, non seulement au sein de l'opposition, mais aussi dans le propre parti du premier ministre. La question de l'autonomie et des moyens financiers des régions refait surface : revendiquant des moyens accrus, certains élus flamands demandent en fait l'abandon du système des dotations de l'Etat aux régions, auquel se substituerait l'impôt, régime qui ferait dépendre le financement des régions de leur contribution au produit national, et qui serait donc favorable à la Flandre. M. Gaston Geens, président de l'exécutif flamand, déclarait d'ailleurs le 11 juillet, jour de fête de la communauté flamande, que les Flamands, seuls artisans du redressement économique du pays, sont en droit de recueillir les fruits de leurs efforts...

C'est donc sur deux fronts que le premier ministre pourrait avoir à lutter dans les prochains mois. Si le redressement des finances publiques est une indiscutable nécessité, comment programmer une austérité qui, de plus en plus, revêt des visages différents en Flandre et en Wallonie ? La Belgique à deux vitesses est déjà presque une réalité et sans doute le rôle du gouvernement est-il, plus que jamais, d'éviter que ce phénomène ne devienne irréversible. Pendant cinq ans, le gouvernement de M. Martens a maintenu en veilleuse les problèmes communautaires, ce qui tient déjà de l'exploit. Beaucoup de Belges pensent cependant que le moment est venu de poursuivre la réforme de l'Etat et de donner au pays de meilleures assises institutionnelles en enlevant au débat tout caractère passionnel.

Malheureusement, en termes de rentabilité politique, il est tentant, à l'image des propos de M. Geens, de camper sur des positions intransigeantes et de canaliser ainsi les énergies vers des querelles anciennes, masquant les autres enjeux auxquels le pays est confronté à long terme.

Si complexe qu'il soit, le contexte politique et social belge n'est pourtant pas dénué de subtilité et il est rare que l'on y choisisse son camp de manière définitive. La « particratie » s'est imposée aux différents niveaux de la société et les groupes de pression sont multiples et contradictoires. Exercer un pouvoir de décision d'Etat, en Belgique, équivaut à emprunter des cheminements stratégiques élaborés, parfois retors et, sous certains angles, la sophistication des rapports sociaux prend volontiers des allures de pagaille. Véritable art national, le compromis est toujours intervenu de manière surprenante. Bien que, au stade actuel, les coûts qu'il entraîne doivent être revus sérieusement à la baisse, il semble que le sort du pays lui soit à nouveau lié. Sans doute M. Martens ou son successeur devront-il persévérer dans l'usage de l'une des armes les plus efficaces pour maîtriser la « belgitude » : la patience.

---

(1) La coalition comprend les partis sociaux-chrétiens, flamand et francophone (CVP et PSC), et les partis libéraux, flamand et francophone (PVV et PRL).

(2) 1 FB = 0,16 FF.

(3) Voir à ce propos le numéro spécial « Les finances publiques belges » de la *Revue française de finances publiques*, Paris, nº 8, 1984.

(4) Michel Quevit, *les Causes du déclin wallon*, Vie ouvrière, Bruxelles, 1978.

(5) Le nouveau cadre institutionnel belge reconnaît trois communautés (française, flamande, germanophone) et trois régions (Wallonie, Flandre, Bruxelles). Pour la Flandre, communauté et région sont soudées en une seule assemblée et un seul exécutif, tandis qu'elles sont distinctes en Wallonie. L'organisation de l'assemblée régionale bruxelloise est encore en suspens.

(6) M. Gol est ministre de la justice et vice-premier ministre (Parti libéral).

(7) Ce montant correspond à près de 10 % du budget de l'Etat.



LIBÉRALISME ET INTERVENTION GOUVERNEMENTALE AUX ÉTATS-UNIS

LE MICHIGAN LABORATOIRE DE L'ÉCONOMIE-TERRITOIRE



Le discours néolibéral a ses limites. Dans l'Amérique de M. Ronald Reagan, elles se confondent précisément avec les frontières de chacun des 50 Etats. Confrontés à un désengagement fédéral – qui ne souffre d'exception que pour les dépenses militaires, – les gouvernements locaux et leurs assemblées, plus sensibles aux chiffres du chômage qu'aux incantations idéologiques venues de Washington, interviennent de plus en plus ouvertement dans la vie économique. Avec un objectif : sauver ou créer des emplois, et en étroite coopération avec d'une part les employeurs, soucieux de préserver leurs parts de marché et d'autre part les salariés, inquiets pour leur avenir. Ceci très souvent par-dessus les syndicats qui, le dos au mur, ne disposent d'aucune stratégie de rechange.

D'un bout à l'autre de la Fédération, l'imagination est au pouvoir pour optimiser les ressources, mobiliser les forces vives et provoquer des synergies, notamment entre les milieux de la recherche et ceux de l'industrie. Parfois aussi pour neutraliser les revendications de salaires et de conditions de travail. Derrière le rideau de fumée du « laissez-faire » reaganien – qui, en France, ne donne vraiment le change qu'aux « leaders d'opinion » patentés et autres « observateurs » attitrés de l'Amérique, – se profile la réalité de la montée en puissance de plusieurs dizaines d'« économies-territoires ». Un Etat a pris une longueur d'avance dans l'élaboration de ces formes nouvelles et ambiguës d'entreprenariat-partenariat : le Michigan, qui, déjà il y a soixante ans, avait été le creuset de la civilisation de l'automobile.

QUAND LE DÉSENGAGEMENT FÉDÉRAL SUSCITE LE VOLONTARISME LOCAL

Compter d'abord sur ses propres forces

Par PIERRE DOMMERGUES

« YES, Michigan » (En avant le Michigan !). Cet auto-collant dévore les pare-chocs des voitures, les cartables des écoliers, les vitrines des commerçants, les murs des usines, des bureaux et des administrations. Une sorte de nationalisme industriel gagne actuellement chacun des Etats de la Fédération. L'esprit de compétition va de la fierté *(On est les meilleurs)* à la mentalité guerrière : on se bat contre les voisins pour sauver ses industries locales, pour en créer de nouvelles, pour attirer l'investisseur étranger. L'étranger, c'est l'Etat limitrophe aussi bien que la nation lointaine. Chaque Etat est en train de se muer en véritable « Etat-territoire » qui fabrique son image, dresse la carte de ses avantages, élabore l'histoire de sa réussite. Chacun met en scène sa *success-story*.

Au Michigan, comme ailleurs, le schéma narratif commence par la détérioration. Entre 1979 et 1982, c'est l'« agonie » : 17 % de taux de chômage, les fermetures d'usines, la dégradation de la base économique d'un Etat qui importe plus qu'il n'exporte et qui perd une fraction importante de ses parts du marché national. Sans doute la situation y est-elle particulièrement dramatique dans la mesure où 25 % des salariés travaillent dans l'industrie manufacturière et où plus de la moitié d'entre eux dépendent, directement ou indirectement, de l'industrie automobile fragilisée depuis la fin des années 70.

Mais, comme dans tout récit, se profilent en filigrane les éléments d'un renversement de situation. Au Michigan, la main-d'œuvre est coûteuse, mais hautement qualifiée. Les trois grandes universités (université du Michigan à Ann-Arbor, Michigan State et Wayne State) sont parmi les premières dans les sciences de l'ingénieur. Le capital-risque existe potentiellement. Le dynamisme industriel se mesure au fait que 97 % des emplois se trouvent dans des entreprises de moins de 500 salariés, dont 60 % dans celles de moins de 20 employés. Il suffit donc, semble-t-il, d'un coup de pouce pour relancer la machine. Le catalyseur, c'est le territoire et le gouvernement local.

Tout est prêt, depuis 1982, pour que s'amorce la phase d'amélioration. Les trois grands de l'automobile – Ford, General Motors et Chrysler, ainsi que AMC, filiale de Renault, et les grands cousins japonais – ont opté pour l'usine du futur. L'objectif est de produire des voitures bas de gamme à un prix compétitif (1). L'un des moyens est l'introduction massive des technologies de pointe (ateliers flexibles, systèmes d'intégration). Par un effet d'entraînement, cette modernisation précipite le développement de PME-PMI qui ont su choisir un marché spécialisé – une « niche ». Un exemple : Perceptron, créé en 1979 par un financier et deux anciens ingénieurs de General Motors. Spécialisée en machines vision, la firme emploie aujourd'hui plus de 250 ingénieurs, cadres et commerciaux et s'apprête à installer à Munich sa première filiale européenne.

Depuis quelques années, on assiste à l'accélération d'une double tendance. La première – parfaitement familière – est celle de l'internationalisation, de la mondialisation, de la globalisation. On la retrouve à tous les niveaux : circulation de l'information scientifique et technique, conceptualisation de produits nouveaux, intensification de la sous-traitance, renforcement de la division internationale du travail, accroissement des échanges. Le tout sous la pression croissante de la concurrence internationale. La seconde – plus récente, et contradictoire en apparence seulement – est la tendance à la décentralisation, à la territorialisation, à la revitalisation économique et industrielle au plan local. Ce ne sont plus les Etats-Unis – en tant que nation – qui partent à la conquête des marchés internationaux, mais les Etats, à titre individuel ou regroupés en régions. Caractéristique de cette démarche, la nouvelle hiérarchisation économique des Etats américains, qui ne se comparent pas seulement entre eux, mais sur le plan international : la Californie n'est-elle pas en passe de devenir la cinquième ou sixième puissance mondiale ?

Ce nouveau rapport entre le macro et le micro-économique correspond aux nouvelles donnes internationales. La production de masse fait place à la production flexible en petites séries, mieux adaptées à la demande. La taille optimale de l'entreprise est modifiée : des unités de production de 250 à 500 employés semblent mieux répondre à une demande en constante fluctuation. La distinction s'estompe entre industries de haute technologie et industries traditionnelles, de même que la valorisation qui s'attache aux premières. N'est-ce pas l'injection massive des technologies diffusantes qui rend compétitives les « vieilles » industries ? Quant au concept, très à la mode pendant les années 70, d'une société post-industrielle – fondée sur le développement des services au détriment de la manufacture – il est, aujourd'hui, fortement contesté.

Reconstitution du tissu industriel

ON (re)découvre que, même s'ils ont un potentiel de croissance quasi autonome, les services sont au service des industries manufacturières et que leur expansion unilatérale renforce les risques d'une économie constituée d'entreprises vidées de leur substance – ce que les rédacteurs de *Business Week* appellent *« the hollow corporation »* (l'entreprise coquille) (2).

Le lieu de l'économie renaissante, à la fois plus mondiale et plus territoriale, est la région, l'Etat, les collectivités locales. C'est là que se reconstitue le tissu industriel, politique et social. C'est l'ensemble local qui va renaître ou disparaître. Les flots de richesse sont incompatibles avec l'océan de misère. L'approche n'est nullement protectionniste. Elle est, au contraire, ouverture sur le monde. La reconquête du marché mondial – où plutôt la conquête de créneaux spécifiques et de niches internationales – passe par la revitalisation des Etats, qui seuls semblent capables d'assurer la reprise de façon durable.

Aujourd'hui, la mobilisation générale est d'abord une mobilisation régionale. Signe des temps, les centres de prospective considèrent qu'un bon investissement ne s'effectue pas dans un secteur déterminé mais dans une région particulière. A cet égard, les prévisions de John Naisbitt, l'auteur du best-seller *Megatrends* (3), sont révélatrices. Son dernier ouvrage, *The Year Ahead* (4), se termine par la liste non pas des dix meilleurs domaines, mais des dix meilleurs lieux où il convient d'investir en 1986 : Ann-Arbor, Michigan ; Atlanta, Georgie ; Connecticut ; Minneapolis, Indiana ; Massachusetts ; Mesa, Arizona ; Saint-Paul, Minnesota ; San-Antonio, Texas ; San-Diego, Californie, et Tampa, Floride.

Sur quoi repose cette revitalisation qui annonce l'avènement de l'économie-territoire ? La condition *sine qua non* est le nouvel esprit d'entreprise qui anime, aujourd'hui, les Etats-Unis, comme l'ensemble des pays industrialisés. La croissance spectaculaire des créations d'entreprises en est un signe, au même titre que l'essaimage (*spin-off*) de firmes nouvelles à partir des grands groupes, et que le nombre toujours plus important de jeunes à vouloir s'installer « rue des entrepreneurs ». Cette démarche ne se développe pas – comme on a trop tendance à le croire et à le faire croire – dans le cadre d'un libéralisme sauvage.

Elle repose sur la coopération entre partenaires économiques, politiques et sociaux et sur un fond de rationalisation qui réduit les risques et augmente les chances de réussite. On assiste ainsi à l'émergence de l'« entreprenariat-partenariat ».

Les piliers de l'économie-territoire sont précisément les formes multiples d'un partenariat qui se met en place sur le plan local. Le premier de ces piliers est la coopération scientifique. Qui aurait imaginé, il y a encore dix ans, que les géants américains de la chimie ou de l'informatique mettraient en commun leurs ressources humaines et financières pour mener ensemble des recherches précompétitives ? C'est pourtant ce qui se passe actuellement aux Etats-Unis. Le second pilier est la coopération industrielle. Depuis le début des années 80, les associations se multiplient entre grands groupes qui s'engagent dans des actions communes *(joint-ventures)*. Ce peuvent être de grandes unités de production (c'est le cas de NUMMI qui associe GM et Toyota en Californie) ou de petites entreprises, soutenues par des grands groupes, qui mettent en commun leur technologie et leurs financements (par exemple GM-Robotics, créé par le géant de l'automobile américain et le Japonais Fanuk). Localement naissent des partenariats décentralisés, associant souvent des Américains et des Japonais, et qui créent des synergies plutôt que des rapports de dépendance.

Le troisième pilier est la coopération sociale. Il est chaque jour plus évident que la bataille de la qualité et de la productivité ne sera gagnée qu'en conjuguant les deux ingrédients de base : l'investissement matériel et l'investissement immatériel. Pour le patronat, la gestion des ressources humaines est devenue un atout essentiel dans la stratégie d'entreprise : l'accent est mis sur la formation et la participation à l'organisation du travail. Pour les syndicats, contraints à réexaminer leurs formes d'action (5), il convient d'élargir cette coopération afin de participer – également – aux décisions stratégiques. Là encore, la pratique participationniste, qui fait l'objet de relations contractuelles, se concrétise plus facilement sur le plan local *(voir l'article de Dan Luria page 12)*. Le dernier pilier est le partenariat politique : l'émergence d'organismes paritaires qui regroupent des industriels, des syndicalistes et des représentants des pouvoirs locaux. L'objectif n'est pas de négocier des accords entre patrons et salariés, mais de proposer des solutions aux problèmes plus vastes de la cité qui n'ont pas été résolus par les autorités officielles. C'est à New-York que se constitue la première de ces coalitions, à l'occasion de la crise fiscale de la municipalité en 1976. Les représentants des banques, les autorités de la ville et de l'Etat de New-York, ainsi que les syndicats, élaborent un compromis local qui permet d'éviter la faillite. Ce compromis implique, pour les syndicats, le gel des salaires pendant deux ans et l'augmentation de la productivité ; pour les banques, des taux d'intérêt faibles et à long terme ; pour les responsables politiques, la suppression de la gratuité de l'enseignement supérieur et l'augmentation des tarifs publics. En outre, les syndicats contribuent, à hauteur de 2,5 milliards de dollars, aux 12 milliards nécessaires à la résorption du déficit, et ce, en utilisant les fonds de retraite qu'ils gèrent.

A Detroit, comme dans bien d'autres villes, surgissent des « alliances » bipartisanes où démocrates et républicains, patrons et salariés, cherchent des solutions locales à des problèmes locaux. Ils proposent des compromis à l'échelle de la communauté, et qui n'engagent les partenaires que sur des problèmes limités et précis. C'est ainsi que, dans la capitale de l'automobile, un accord concernant l'assurance-chômage permet de réduire les cotisations patronales sans remettre en cause le montant des prestations *(voir l'article d'Irving Bluestone page 13)*.

(Lire la suite page 12.)

(1) Voir le dossier « Industrie automobile : bouleversements en chaîne », *le Monde diplomatique*, août 1986.

(2) « The Hollow Corporation », *Business Week*, 3 mars 1986.

(3) *Megatrends*, Warner, New-York, 1983 ; traduit en français sous le titre *les Dix Commandements de l'avenir*, éditions Sand, Paris, 1984, 374 pages, 85 F. On pourra également lire, du même auteur, *Coup d'Etat dans l'entreprise*, Inter Edition, Paris, 1986, 300 pages, 140 F.

(4) *The Year Ahead*, Warner, New-York, 1986.

(5) Voir le dossier « Les syndicats acculés à faire peau neuve », *le Monde diplomatique*, février 1986.

Régions françaises et Etats américains

LA France et les Etats-Unis ont des traditions opposées quant à l'articulation des pouvoirs politiques. Depuis Colbert et jusqu'au début des années 70, les pratiques françaises de centralisation n'ont cessé de se renforcer et ce comportement continue de dominer les relations économiques et sociales, bien que le pays soit aujourd'hui engagé dans un lent processus de décentralisation.

En revanche, les Etats-Unis ont toujours manifesté une aversion atavique à l'égard de toute forme de gouvernement : le pouvoir y est délégué de la base vers le sommet et non l'inverse. Mais le poids considérable des décisions économiques, sociales et financières renforce chaque jour les pouvoirs centraux dans une société par ailleurs extrêmement décentralisée. Les Etats-Unis sont, en effet, le pays au monde où l'on trouve le plus grand nombre de gouvernements : un gouvernement fédéral, mais cinquante Etats, trois mille comtés, dix-neuf mille municipalités, dix-sept mille *townships*, etc. En tout, plus de quatre-vingt-deux mille structures de décision qui ont davantage de pouvoir que l'une quelconque des collectivités territoriales françaises. Chacune d'elles fonctionne de manière complètement autonome, a ses lois particulières, lève ses impôts, dispose de sa police, de son budget propre... et concurrence la structure voisine, à l'image d'une entreprise sur le marché.

Les régions françaises ont une population moyenne de 2 millions d'habitants (les deux extrêmes étant l'Ile-de-France, avec 10,3 millions, et le Limousin, avec 0,8 million), alors que les Etats américains en comptent en moyenne 4,5 millions, l'écart maximum se situant entre la Californie (25 millions) et le Wyoming (0,5 million). Le budget total des vingt-deux régions françaises est de 17 milliards de francs, alors que, à elle seule, la Californie gère 40 milliards de dollars, l'Etat de New-York 30 milliards et le New-Hampshire 1 milliard. Pour ce qui est des crédits d'intervention économique, le déséquilibre est encore plus flagrant : un peu moins de 10 milliards de francs, en 1985, pour la France, contre 50 milliards de dollars (soit presque trente-cinq fois plus, alors que le PNB est seulement six fois supérieur) pour les Etats-Unis.

Les ressources des régions reposent à hauteur de 35 % sur des transferts de l'administration parisienne, les impôts locaux et les emprunts comblant les 65 % restants. Les Etats américains, eux, ne comptent que pour 16 % sur les transferts fédéraux, les impôts locaux couvrant 64 % des recettes, et 20 % étant assurés par des revenus propres. Quant au recours à l'emprunt, il est très rare.

BERTRAND BELLON.

YES MICHIGAN

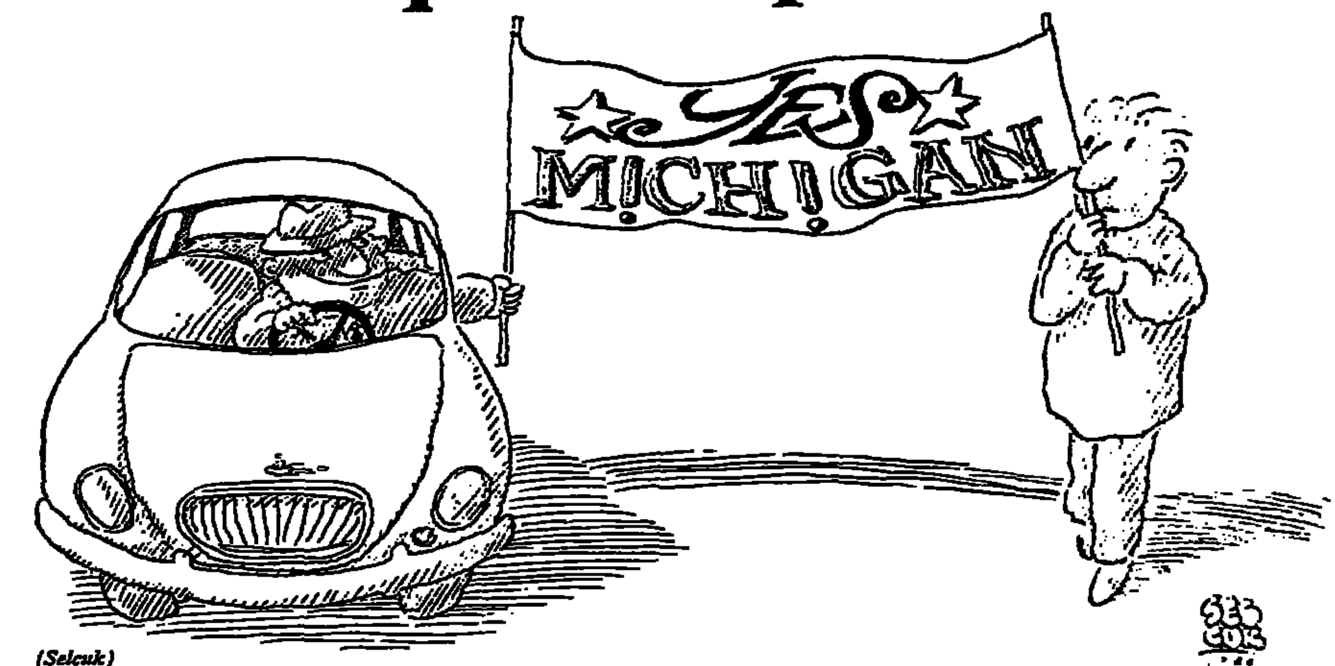
Un Etat qui compte d'abord

(Suite de la page 11.)

Le partenariat qui sous-tend l'entreprenariat des années 80 est inconcevable sans un rôle accru des Etats. Trois remarques permettront de mieux comprendre la place du partenaire gouvernemental dans la renaissance économique régionale. Contrairement aux idées reçues (aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe), l'Etat fédéral américain a toujours joué un rôle essentiel dans le développement de l'économie nationale. Ainsi, au dix-neuvième siècle, ce sont les concessions de terre généreusement accordées aux compagnies ferroviaires qui permettent l'expansion vers l'Ouest. Dans les années 30, c'est le vaste programme de la Tennessee Valley Authority qui relance l'économie du Sud. Sous l'administration actuelle, le poids de Washington s'est encore renforcé, ainsi qu'en témoigne – au-delà de la rhétorique officielle – l'accélération, en chiffres absolus et en pourcentages, des dépenses de l'Etat (6).

Dans le même temps on assiste au glissement de certaines responsabilités gouvernementales du plan fédéral à celui des Etats. Inaugurée par le président Nixon, cette politique, dite de « nouveau fédéralisme », se développe, depuis 1980, moins pour donner des gages à l'idéologie de désengagement du gouvernement fédéral que sous la pression des Etats eux-mêmes, persuadés que leur efficacité économique et sociale est plus grande que celle de Washington. Il y a donc réappropriation par l'Etat local des prérogatives économiques et sociales abandonnées par l'Etat fédéral. L'avènement de l'économie-territoire est à la fois une manifestation et un facteur d'accélération de cette nouvelle répartition des pouvoirs.

Enfin, l'Etat – surtout local – est conscient qu'il n'a ni les moyens ni l'ambition de se substituer aux acteurs économiques. Mais si la croissance est l'affaire du secteur privé, la préparation du terrain, elle, lui incombe. M. George Will, l'un des conservateurs les plus écoutés de l'Amérique contemporaine, n'hésite pas à souligner, à propos du rôle de l'Etat dans l'éducation, la recherche, les infrastructures et l'environnement économique, que, *« à l'évidence, le gouvernement est, et doit être, le principal investisseur »* (7). Une autre mission de l'Etat local est d'identifier les secteurs-clés, même s'ils sont peu nombreux, où les pouvoirs publics peuvent aider les entreprises et les salariés à s'adapter aux mutations en cours. L'invisible main du marché doit être guidée par la main visible des gouverneurs des Etats. Certains d'entre eux avancent la main gantée (c'est le cas de la Pennsylvanie par exemple), d'autres, comme le Michigan, n'hésitent pas à agir la main nue. Pour l'actuel gouverneur, le démocrate James Blanchard, l'Etat – dans le sens géographique et politique du terme – doit être *« source d'innovations »*. La bataille industrielle est menée sur plusieurs fronts. D'abord, celui de l'analyse prospective : coordonné par les services du gouverneur, un rapport sans complaisance (8) est établi, en 1984, sur l'état de l'économie locale, avec la participation des partenaires industriels, universitaires et syndicalistes. C'est sur la base de ce document que s'élaborent les quatre axes de la stratégie de l'Etat : sauvegarde des emplois dans les industries traditionnelles ; soutien à la création d'entreprises nouvelles ; création d'un environnement compétitif ; accompagnement des mutations économiques et technologiques par des mesures sociales.



(Selçuk)

Le second front est celui de la recherche appliquée. C'est ainsi que l'Institut de technologie industrielle (ITI) est créé, avec le soutien de l'Etat, selon un schéma incitatif très répandu aux Etats-Unis : dans un premier temps, le gouvernement local intervient seul ou avec le concours de puissantes fondations privées ; ensuite le secteur concurrentiel prend le relais, partiel puis total, du financement. La mission de l'ITI est d'évaluer les systèmes flexibles, de contribuer à leur normalisation et de promouvoir l'« usine du futur ». Après trois années de fonctionnement, ce centre de recherche « mixte » est considéré comme un modèle. Sur le front du marché des capitaux, l'Etat du Michigan est présent là où le secteur privé s'est dérobé pour cause de rentabilité insuffisante. Dans la chaîne de la création d'entreprises, il intervient, par exemple, dans la phase qui précède l'établissement du plan d'entreprise (*business plan*), c'est-à-dire au moment où les innovateurs ont encore besoin de temps et d'argent pour terminer la conception de leur produit. Dans le « maillon manquant du financement » (le *financial gap*), l'Etat du Michigan apporte son soutien financier. Mais, dans le conseil d'administration du *Michigan Strategic Fund*, chargé de ventiler les fonds, plus des trois quarts des administrateurs appartiennent au secteur privé.

ENTRE UN PATRONAT SUR DE LUI ET UNE BASE AFFAIBLIE

Les syndicats de l'automobile sur la ligne de crête

Par DAN LURIA *

AU cours des dix prochaines années, dans le Michigan ou ailleurs, les relations seront de plus en plus difficiles entre employeurs et salariés américains de l'automobile. Leur intérêt commun sera indiscutablement de maintenir ou de regagner des parts de marché conquises par les constructeurs de pièces détachées et de véhicules importés, et donc de conclure des accords : les travailleurs accepteront des augmentations salariales modérées et des règles de travail (1) plus flexibles en échange d'investissements dans les usines existantes et de la préservation des emplois. Dans le même temps, la concurrence internationale exigera un recours croissant à la sous-traitance. S'ajoutant à l'implantation d'usines étrangères sur le sol américain, cette situation incitera à payer les ouvriers produisant des pièces détachées et des petites voitures moins que ceux qui construisent des véhicules haut de gamme. Des réactions visant à défendre les contrats par branche sont à prévoir. Pour résister aux revendications salariales et aux contraintes liées à l'application des règles de travail, l'investissement risque de fuir vers des sites moins coûteux, avec pour conséquence une délocalisation de la main-d'œuvre. Les ouvriers seront d'autant moins enclins à modifier des pratiques qui aident à préserver l'emploi.

* Ancien économiste au département recherche de l'UAW, chercheur à l'Institut de technologie industrielle (ITI) à Ann-Arbor (Michigan) et directeur du projet « Automobile au Michigan ».

Le « système Ann-Arbor »

ANN-ARBOR, comté de Washtenaw. 110000 habitants. 50 kilomètres de Detroit et 100 kilomètres de Lansing, la capitale de l'Etat du Michigan. L'extrémité nord d'un ruban technologique de 750 kilomètres qui se déroule jusqu'à Cincinnati : la Vallée de l'automation *(Automation Valley)*. Selon John Naisbitt, le limier de l'investissement, Ann-Arbor est aujourd'hui le meilleur endroit pour créer une entreprise aux Etats-Unis. Pourquoi ?

Est-ce parce que la ville abrite l'une des meilleures universités américaines en sciences de la vie, en sciences exactes et de l'ingénieur ainsi qu'en gestion, et dispose de quatre-vingt-seize centres de recherche et d'un budget annuel de 150 millions de dollars ? Les deux derniers centres, créés en 1986, sont consacrés, l'un, à l'intégration des technologies de l'information (CITI, *Center for Information Technology)*, l'autre, à l'application de l'intelligence artificielle aux systèmes mécaniques (CMI, *Center for Machine Intelligence)*.

Est-ce parce que Ann-Arbor a su, dès le début des années 50, encourager la création de centres de recherche délibérément appliqués – à la fois autonomes et cofinancés par les industries locales et les pouvoirs publics – tels que ERIM *(Environmental Research Institute of Michigan)* ? Créé par l'université du Michigan à Ann-Arbor, ERIM s'en détache en 1972. Le centre conduit des recherches (capteurs, machines vision) jusqu'au point où elles sont commercialisables. Il encourage l'essaimage (plusieurs dizaines de PMI à l'initiative de ses chercheurs) et n'hésite pas à investir lui-même dans des *start-up* de haute technologie. Ainsi s'est constitué un tissu de PMI directement en prise sur la recherche et les chercheurs.

Est-ce parce que la cité jadis connue sous le nom d'« Athènes du Middle-West » a su, sans renoncer à la qualité de sa vie culturelle, constituer un réseau d'information professionnelle entre le public et le privé, en mettant en commun des fonds, une logistique et des hommes ? Exemple : Le *Resource Network* regroupe trois cents professionnels qui offrent deux heures de consultation gratuite par semaine aux entrepreneurs potentiels. Le *Washtenaw Development Council* coordonne l'information sur les parcs industriels et commerciaux (douze dans le comté). SCRIPT, base de données à la disposition des industriels, fournit, à tout moment, l'état des recherches en cours chez les deux mille cinq cents scientifiques de l'université. Le Centre d'innovation de la chambre de commerce, soutenu par des agences fédérales et régionales, consacre ses puissants moyens à la création d'entreprises.

Est-ce parce que la ville dispose d'un bon réseau bancaire et qu'elle a réussi à créer d'importants fonds de capital-risque ? L'Etat du Michigan (comme une douzaine d'autres) a institué un fonds de capital-risque à partir des cotisations de retraite de ses fonctionnaires (1). Autre originalité, la création d'un club *(New Enterprise Forum)* qui organise, une fois par mois dans un hôtel de la ville, une rencontre informelle entre ceux qui disposent du capital-risque et ceux qui le sollicitent.

Le « système Ann-Arbor », c'est moins les composantes que la synergie créée entre elles par des hommes et des institutions, dans un esprit de partenariat. Selon M. Rodney Benson, président de la chambre de commerce, la clef du système, c'est *« un réseau de décideurs qui œuvrent dans un esprit de coopération »*.

P. D.

(1) James Baron, « US States Try Venture-Capitalism. They Back High-Risk Projects in Bids to Create Jobs », *International Herald Tribune*, Paris, 10 juillet 1986.

L'intérêt général n'est ni de renoncer aux accords par branche ni de geler les accords actuels. Il consiste plutôt à promouvoir une transition harmonieuse vers une culture de l'industrie automobile, fondée sur des accords explicites entre partenaires sociaux en matière d'investissement, de salaires et d'organisation du travail. Ces accords ne peuvent faire l'économie d'une large discussion sur les rapports entre technologie, qualifications et coûts de production ; entre règles de travail, coûts et investissements en automatisation flexible ; entre contrats par branche, coûts et rôle du syndicalisme dans l'industrie automobile.

Les nouvelles technologies exigent un niveau accru de compétence des travailleurs, aussi bien chez les constructeurs que chez les fournisseurs de premier niveau. Par ailleurs, les métiers traditionnels d'usiniers et d'outilleurs se dévaluent, alors que le statut des ouvriers de maintenance, mécaniciens et tuyauteurs n'est, pour l'instant, que peu affecté. De nouvelles qualifications sont exigées dans les professions de l'hydraulique ou de l'électricité. Dans la mesure où de récentes décisions arbitrales permettent aux ouvriers de production d'effectuer une plus grande partie du travail de diagnostic de routine sur les équipements électriques ou électroniques, la part des emplois d'ouvriers qualifiés va probablement rester constante, aux environs de 18 %. Mais, compte tenu de sa rareté, cette catégorie pourrait disposer d'un grand pouvoir dans les prochaines années, peut-être même celui de s'opposer à des accords garantissant l'emploi en échange d'une plus grande souplesse des règles de travail.

La pression conjuguée des importations et du recours plus fréquent à la *sous-traitance a transformé en légendes* les récits d'épouvante qui circulaient jusqu'en 1980 sur les conséquences d'une application stricte des règles de travail. Cette évolution a dû réduire considérablement les coûts. Mais jusqu'à quel point ? Quel a été l'impact des limitations imposées aux directions souhaitant poster les ouvriers à leur guise ? Quels assouplissements des règles de travail économiseraient le plus d'argent, et dans quel type d'usine ? Existe-t-il des investissements « non justifiés », dans l'automatisation programmable, qui deviendraient « justifiées » si les pratiques de travail étaient modifiées ? Malgré les discours sur la nécessité de coopérer pour « devenir compétitif », on ne dispose que de peu d'informations chiffrées dans ces domaines. Dans la mesure où ils n'ont pas accès aux données pertinentes, les syndicats sont fondés à ne pas modifier des pratiques visant à la protection de l'emploi, puisqu'on ne leur apporte aucune preuve que ces changements seront efficaces. C'est seulement si l'industrie américaine accepte clairement le travail horaire comme un coût fixe que la résistance à la flexibilité pourra éventuellement diminuer. Le nouveau programme de « banque d'emploi », lancé par l'UAW et les trois grands constructeurs (Ford, GM et Chrysler), est le plus convaincant des indices d'une évolution dans ce sens. Il représente une étape dans une politique de garantie des salaires que compense un assouplissement des restrictions sur les tâches que les *employés inscrits à cette « bourse »* pourront se voir confier.

L'érosion des pratiques de travail s'accompagne également de menaces sur le principe de la négociation des salaires et des primes. Les usines de fournisseurs suppriment de plus en plus les accords-cadres, et tout indique que les fabricants de pièces détachées liés aux constructeurs suivront la même voie. La présence des sous-traitants japonais, qui s'implantent progressivement, crée une pression dans ce sens (2). Les documents signés en 1982 et en 1984 par l'UAW et les trois Grands prévoient que les termes de l'accord national ne joueront plus lorsque *« des décisions importantes de sous-traitance »* seront en jeu. Les usines de pièces détachées liées aux constructeurs et produisant des composants menacés (châssis, batteries, roulements, petite mécanique) pourraient imposer des accords moins avantageux que ceux en vigueur dans les sites de montage, d'emboutissage, de fabrication de moteurs et de transmissions. L'ombre d'un système à deux vitesses plane sur les futures négociations de 1987. Un système qui risque de toute manière de se mettre en place progressivement, sous la pression de la concurrence entre gammes de produits spécifiques.

Au-delà de la rhétorique participationniste

LE risque, moindre il est vrai, existe aussi que les usines de montage, de moteurs et de transmissions de petites voitures en viennent à constituer un groupe de seconde classe. Les salaires et les avantages demeureront sans doute comparables, mais la marge de manœuvre des directions en matière d'organisation du travail sera sensiblement plus grande. Il est vraisemblable que les accords signés par NUMMI, Mazda et Saturn (3) donneront le ton pour les négociations de 1987 et des années suivantes, et qu'ils deviendront le préalable à tout futur investissement en matière de véhicules de bas de gamme. Si ces accords montrent que les travailleurs sont prêts à participer à une coalition pour mieux produire, les employeurs, pour leur part, sont partagés, notamment parmi les fournisseurs. Beaucoup ne ressentent pas le besoin d'offrir aux organisations de travailleurs des conditions acceptables. Au-delà de la rhétorique participationniste, leur culture politique les incite à vouloir « casser » les syndicats, l'Etat-providence et ce qui reste du contrat social des années 60.

La faiblesse actuelle du syndicalisme américain, qui incite certains *patrons à rechercher une victoire* totale, se traduira nécessairement par des accords encore moins favorables pour les employés. Le peu d'enthousiasme des employeurs à payer le prix minimal de la bonne volonté des salariés pourrait mettre les dirigeants syndicaux en situation difficile, face à leur base, s'ils acceptent des solutions coopératives.

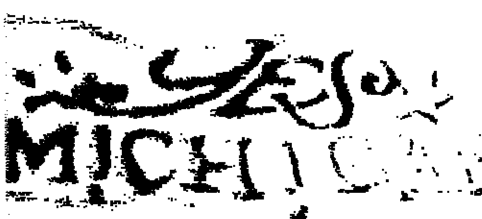
En fait, les chances d'aboutir à une solution constructive dépendent de Washington. Les syndicalistes seraient plus enclins à abandonner certaines règles de travail, et le patronat certaines prérogatives de sous-traitance, si le marché automobile américain se stabilisait. En d'autres termes, si les constructeurs étaient assurés de conserver les parts qu'ils y détenaient jusqu'à ces dernières années. Avant l'offensive japonaise...

(1) Les règles de travail *(work rules)* réglementent, aux Etats-Unis, l'ensemble des activités liées à l'organisation du travail. Généralement élaborées par le patronat, elles font parfois l'objet de négociations avec les syndicats. Elles régissent dans le plus grand détail les responsabilités (souvent établies dans une perspective tayloriste) de chaque catégorie de travailleurs, aussi bien que les conditions d'avancement, de transfert ou de licenciement des personnels.

(2) Voir Christine Afriat, « Les pyramides japonaises à l'offensive », *le Monde diplomatique*, août 1986.

(3) Voir Richard P. Hervey, « Saturn : les paris de General Motors », *le Monde diplomatique*, août 1986.





compte d'abo

E BASI

r la ligne de cré

YES M!CH!GAN

sur ses propres forces

Par ailleurs, l'Etat n'hésite pas à investir à hauteur de 10 % les fonds salariaux dont il a la charge dans du capital risque, en échange d'actions. Cette participation s'est révélée très profitable pour les finances publiques au cours des deux dernières années.

L'enseignement et la recherche constituent un autre front où l'Etat du Michigan investit puissamment. Il s'intéresse aussi à la formation des chômeurs dans des actions menées en coopération avec les patrons et les syndicats. Les résultats – encore limités à quelques grandes entreprises comme GM, Ford ou Chrysler – sont néanmoins prometteurs. Ainsi l'accord entre le syndicat United Automobile Workers (UAW) et Chrysler, signé en 1985, crée un programme de formation cogéré qui accorde aux salariés comme aux licenciés un soutien financier couvrant les frais de scolarité dans les universités ou les écoles professionnelles. Le gouvernement mène également des actions en direction des PME afin de favoriser les transferts technologiques dans le domaine de l'automation programmable. C'est ainsi qu'est créé, en 1985, le Service de déploiement technologique de l'Etat du Michigan *(Technology Deployment Service)* qui procède gratuitement à une évaluation de la situation technologique des entreprises, propose une assistance technique adaptée et aide à trouver des fonds (publics ou privés) pour assurer notamment la formation des personnels.

L'économie-territoire est la dernière-née des tentatives de sortie de crise. Sa force est d'utiliser la synergie régionale pour conquérir les marchés nationaux ou mondiaux. Sa faiblesse, c'est de dépendre de l'évolution macro-économique : la moindre chute du taux du dollar a plus d'effet sur la vente d'un produit à l'étranger que l'action la plus sophistiquée des partenaires locaux. De plus, l'approche locale tend à accroître l'isolement des acteurs économiques et, d'une façon plus générale, la fragmentation de la société. De surcroît, pour réussir, cette stratégie dépend d'une collaboration étroite – et jamais définitivement acquise – entre le patronat, les salariés, l'université et l'Etat local. Certains pensent qu'elle devrait maintenant être élargie au pays tout entier. Le débat est en train de renaître sur la nécessité de stratégies industrielles nationales. M. Ezra Vogel, professeur à Harvard, suggère dans *Comeback* (9), son dernier ouvrage, la création de mécanismes de coordination, sur le modèle de ceux qui ont permis, au cours des cinquante dernières années, d'élaborer une politique cohérente dans les secteurs de l'agriculture, du logement et de la recherche militaire. C'est, précise l'économiste américain, « *la condition pour que les Etats-Unis retrouvent leur place de leader dans le monde* ». Il propose, à cette fin, la création d'un « Conseil national de coopération économique », dont l'objectif serait de « *réunir les salariés, les patrons, les universitaires, ainsi que des représentants de l'Etat, afin de définir une stratégie concrète permettant de répondre aux défis de la concurrence internationale* ».

Le partenariat est donc à l'ordre du jour. Va-t-il se limiter au plan régional ou s'élargir au plan national, posant ainsi, en termes nouveaux, le problème de l'équilibre entre les pouvoirs respectifs des acteurs économiques, politiques et sociaux ?

PIERRE DOMMERGUES.

La Mission interuniversitaire de coordination des échanges franco-américains organise, du 19 au 26 octobre, un séminaire technologique et industriel au Massachusetts, au Vermont et au Connecticut, sur le thème « La création d'entreprises : le partenariat en action ». Pour tout renseignement sur ce séminaire et sur les cinq autres prévus en octobre et en novembre 1986 (« Le bureau du futur », « L'usine du futur », « Les industries de la communication et de l'information », « Stratégies d'investissement aux Etats-Unis », « Technologies nouvelles et nouvelles stratégies d'entreprise »), s'adresser à la MICEFA, 101, boulevard Raspail, 75006 Paris. Tél. : (1) 45-49-20-38, Telex ALL FRAN 204 941F.

(6) Voir, de Marie-France Toinet, « Les risques de la seconde phase reaganienne. Coûteuse « reprise », persistant déclin », *le Monde diplomatique*, janvier 1985.

(7) George Will, *Statecraft and Soulcraft*, Simon and Schuster, New-York, 1983.

(8) Task Force for a Long Term Economic Strategy for Michigan, *The Path to Prosperity*, Governor's Office, East-Lansing, Michigan, novembre 1984. Voir également l'étude sur l'état de l'industrie automobile dans le Michigan : *Automobile in Michigan Project* (AIM), sous la direction de Jack Russell, Governor's Cabinet Council, East-Lansing, Michigan, octobre 1985.

(9) Ezra Vogel, *Comeback*, Simon and Schuster, New-York, 1985.

UNION SACRÉE POUR RENVERSER LA VAPEUR

Une « alliance » et des progrès

Par **IRVING BLUESTONE ***

L'« Alliance », comme on l'appelle, est le résultat d'une action conjointe du patronat et des syndicats du secteur privé du Michigan pour enrayer l'hémorragie des emplois et pour contribuer à la revitalisation de l'économie de l'Etat. L'Alliance comprend environ quatre-vingt-dix membres à peu près également répartis entre PDG de grandes et de petites entreprises et délégués syndicaux élus, représentant les différents secteurs industriels de l'Etat. Les syndicalistes siègent dans les réunions du conseil exécutif de l'Alliance aux côtés d'hommes tels que MM. Roger Smith, PDG de General Motors, Don Petersen, PDG de Ford, Lee Iacocca, PDG de Chrysler. Tournée vers l'action plus que vers la réflexion, cette organisation s'efforce de préserver ou de créer des emplois et d'encourager l'expansion et la diversification de l'économie régionale.

L'Alliance est financée par les contributions de ses membres. Elle ne reçoit ni ne sollicite d'aide financière du gouvernement. Elle est coprésidée par un patron de l'industrie et un dirigeant syndical, l'un et l'autre à la retraite. Un personnel réduit et compétent s'occupe des affaires courantes, l'Alliance faisant appel à certaines de ses organisations membres pour lui apporter une aide temporaire en personnel : ingénieurs et consultants prêtés par des agences spécialisées et des universités.

En 1983, en raison de la récession économique, et bien que la Constitution de l'Etat exige un budget annuel équilibré, le déficit du Michigan atteint un milliard de dollars. La signature de l'Etat inspire si peu confiance qu'aucune banque américaine n'est prête à lui faire crédit. Telle est la situation que trouve M. James Blanchard, le gouverneur nouvellement élu. A sa demande, une étude est effectuée pour déterminer la façon d'assainir les comptes. Après avoir examiné les différentes propositions de ce rapport, l'Alliance retient l'idée qu'il est nécessaire de procéder à une augmentation provisoire de l'impôt sur le revenu. L'assemblée de l'Etat vote une loi dans ce sens et le gouverneur la signe. En 1985, le budget retrouve l'équilibre et la dette est remboursée. Aujourd'hui, le Michigan est connu pour avoir « renversé la vapeur ». Les conditions sont créées pour abroger la loi et rétablir le taux d'imposition antérieur.

Aux Etats-Unis, les allocations de chômage sont régies par des lois spécifiques à chacun des cinquante Etats et financées par les cotisations patronales. A partir du début des années 80, l'augmentation du nombre de chômeurs vide littéralement les caisses du fonds d'assurance et, pour verser des indemnités, l'Etat doit massivement emprunter au gouvernement fédéral. A la fin 1982, la dette atteint environ 2,2 milliards de dollars, et son service devient de plus en plus lourd. L'Alliance crée un comité paritaire patronat-syndicats qui propose un projet de loi ensuite adopté à l'unanimité par l'assemblée de l'Etat. Le texte établit un échéancier étalant sur plusieurs années le remboursement de la dette contractée auprès de Washington, tout en maintenant le financement des allocations de chômage. Au vu de ce plan de redressement, le gouvernement fédéral accepte de réduire sa créance, ce qui soulage d'autant le budget des entreprises qui économisent ainsi 460 millions de dollars. De tels compromis ne sont concevables que dans le cadre de propositions faisant l'objet d'un consensus des partenaires sociaux.

Les Etats-Unis et l'Afrique du Sud sont les deux seuls pays industrialisés ne disposant pas d'un système national d'assurance-maladie. Pendant de nombreuses années, la progression des coûts de santé aux Etats-Unis a été au moins deux fois plus rapide que celle de l'inflation. Il est courant que les employeurs assurent la couverture sociale des salariés et de leurs familles en versant à des compagnies d'assurance des primes qui, dans le secteur automobile, augmentent de 200 dollars le prix de vente de chaque voiture.

L'Alliance a considéré qu'un de ses objectifs prioritaires devait être la maîtrise des coûts médicaux sans réduction des prestations : en 1984, elle propose et fait adopter un projet de loi qui introduit une concurrence accrue dans les industries de la santé. Les premiers résultats sont probants : les cotisations peuvent diminuer sans qu'il soit porté atteinte à la couverture ou à la qualité des soins. Les entreprises du Michigan économiseront ainsi plusieurs millions de dollars de cotisations au cours des prochaines années. Pour contenir les coûts de la protection sociale, l'Alliance étudie actuellement des solutions originales dans des domaines tels que les indemnités d'accidents du travail, de maladie ou de décès. Elle élabore des procédures visant à éviter la fermeture d'entreprises et les aide à obtenir des contrats du gouvernement fédéral. L'Alliance entre maintenant dans sa quatrième année. Le patronat et les syndicats se sont engagés à poursuivre leurs efforts conjoints afin d'aider à maintenir en vie l'économie du Michigan.

(Rudman/REA)

DETROIT, MÉTROPOLE VIEILLISSANTE D'UN ÉTAT EN MUTATION
Même dans l'automobile, le crépuscule des grandes unités de production

* Ancien vice-président de l'UAW, professeur d'études sociales à Wayne State University (Michigan), co-président de l'Alliance économique pour le Michigan (TEAM).

Transferts de technologie dans les Pays de la Loire

SANS disposer des moyens des Etats américains *(voir l'encadré de Bertrand Bellon page 11)*, les régions françaises se sont, elles aussi, engagées depuis quelques années dans la voie du partenariat entre acteurs administratifs, économiques et scientifiques, avec une même préoccupation : l'emploi. C'est notamment le cas des Pays de la Loire qui, avec plus de 5 % de la population et du PNB français, demeurent l'une des premières régions agricoles de France, mais comportent aussi un tissu industriel particulièrement vivace grâce à un fort développement de PMI dynamiques prenant le relais d'industries plus traditionnelles (construction navale, ardoisières, travail des métaux, etc.).

Le taux de chômage, voisin de 12 %, y est néanmoins supérieur à la moyenne nationale (10,5 %) : les créations d'emplois dans les secteurs secondaire et surtout tertiaire ne parviennent pas à compenser une démographie très forte, un solde migratoire positif et la poursuite de l'exode rural. La priorité des décideurs locaux a donc consisté à favoriser le développement économique en améliorant les voies de communication, en soutenant la création et le développement des entreprises, en renforçant le potentiel de recherche (qui ne compte que 2 % des effectifs nationaux) et en finançant la création de structures de transfert technologique. Une véritable mobilisation, associant les divers partenaires (Etat, collectivités locales, industriels, banquiers, chambres consulaires, etc.), se réalise autour de projets de développement.

C'est ainsi qu'à la fin de 1981 l'Ecole nationale supérieure de mécanique de Nantes (ENSM) a créé un Institut de conception de produits (ICP) pour servir d'intermédiaire entre le monde industriel et les enseignants-chercheurs de l'école. Cette réalisation, d'un coût global de 3,5 millions de francs, a été financée à parts à peu près égales par l'Etat, la région des Pays de la Loire et le département de Loire-Atlantique. Ce centre a permis la création de nouvelles activités dans les entreprises qui ont fait appel à lui : ainsi la SOAF a pu automatiser la fabrication de viroles pour éléments d'assainissement à base de polyester armé renforcé. L'action de l'ICP vient de se prolonger par la création d'une société anonyme, la SITIA, dont l'objet est de réaliser des recherches propres ou de commercialiser les recherches effectuées à l'ICP. Son capital est réparti approximativement de la façon suivante : 40 % à des industriels, 30 % à l'ENSM, 10 % à deux banques régionales, 10 % à la chambre de commerce et d'industrie et 10 % à des individus. Ajoutons que l'ICP bénéficie de la proximité d'une implantation du Centre technique des industries mécaniques (CETIM) et de l'antenne régionale de l'Agence pour le développement de la production automatisée (ADEPA) avec qui sont conclus des accords de coopération. Cette antenne, qui a pour mission de sensibiliser les industriels locaux aux bienfaits de la productique (et qui a coûté environ 8 millions de francs en bâtiments et équipements), a d'ailleurs été financée, à hauteur de 3,5 millions de francs, par les collectivités locales, le reste étant pris en charge par l'Etat.

Les industriels régionaux savent aussi dépasser leurs rivalités pour progresser. Ainsi, une quinzaine de fabricants de matériel agricole se sont réunis au sein de l'association MARPEX pour promouvoir à l'exportation une gamme complète de leurs produits. L'Etat a aidé le lancement de cette action collective en finançant 50 % des dépenses de l'association en 1980-81 et 25 % en 1982. Le chiffre d'affaires à l'exportation des entreprises membres est actuellement de 140 millions de francs. De même une cinquantaine d'industriels régionaux de l'agro-alimentaire ont créé l'association ADRIANT pour favoriser les transferts des technologies développées dans des laboratoires de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et de l'Ecole nationale d'ingénieurs des techniques des industries agro-alimentaires. Le démarrage de cette action a été financé par les cotisations des industriels mais aussi par l'Etat et la région.

Cet esprit de coopération, dont il existe beaucoup d'autres exemples, a contribué à rendre l'économie régionale plus performante. C'est sans doute pourquoi les Pays de la Loire ont mieux résisté à la crise que d'autres régions. Un signe parmi d'autres : ils se situent au troisième rang pour les aides de l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR), derrière l'Ile-de-France et la région Rhône-Alpes, ce qui constitue une belle preuve de dynamisme.

BERNARD ROCHE,
directeur régional de l'Industrie et de la recherche des Pays de la Loire.

Que fleurissent des pépinières...

LA pépinière d'entreprises (*incubator* aux Etats-Unis) est une structure d'accueil temporaire pour les créateurs d'entreprises. Elle leur apporte une aide sous forme immobilière (accès à des locaux adaptés aux besoins, et à coût réduit pendant la phase de démarrage) et sous forme de services (mise en commun de moyens techniques et administratifs, de conseils en gestion, finance et mercatique, de banques de données...). Une des premières pépinières a été celle de Philadelphie, créée dans les années 60 et longtemps restée un cas isolé. Le mouvement actuel n'a pris son véritable essor que dans les années 80 : on dénombrait 70 incubateurs à la fin de 1984, il en existe 120 à 130 aujourd'hui, et 200 sont prévus pour la fin de 1987.

En France aussi, on prend également conscience de la nécessité de la coopération des différents partenaires pour accélérer le développement régional, et des projets fleurissent un peu partout (1). Dans les zones dites de conversion, des moyens assez importants visent à réhabiliter des friches industrielles (Saint-Chamond aujourd'hui, bientôt Le Creusot). Dans les villes nouvelles, où la demande est forte, le déclic est provoqué par une infrastructure immobilière de qualité, dotée d'un minimum de services communs (Evry, dans l'Essonne). Les grandes écoles et les universités se mobilisent aussi avec des chances de réussite qui varient en fonction de leurs relations avec les milieux industriels (l'Institut national polytechnique de Lorraine à Nancy, l'Institut national polytechnique de Grenoble, les écoles des mines de Douai, Alès, Saint-Etienne). Ici l'initiative est prise par des sociétés de services ou des opérateurs immobiliers, ailleurs par des collectivités territoriales (Angoulême, Rennes) avec, toujours, le même enjeu : créer des emplois locaux.

JEAN-MARC LEDUC.

(1) Voir Christian Lemaignan, « Des pépinières pour la création d'entreprises », *Sciences et techniques*, n° 28, juillet-août 1986.

AVANT LA DÉCISION DE BONN SUR LE PROJET HERMÈS



L'autonomie spatiale de l'Europe en question

Par BERNARD CASSEN

L'EXPLOSION en vol de la navette *Challenger*, le 28 janvier 1986, n'a pas seulement porté un rude coup – même s'il n'est que provisoire – à la crédibilité du projet de « guerre des étoiles » de M. Ronald Reagan (1) ; elle a, dans l'immédiat, entraîné, au plan mondial, une redistribution complète des cartes dans le secteur de l'espace « civil », et donc commercial.

Plusieurs événements ultérieurs ont contribué à délimiter le nouveau périmètre de la compétition internationale en matière de lancement de charges utiles dans l'espace. Le 15 août, M. Reagan, tirant la leçon de l'immobilisation des autres navettes – pour cause d'insécurité – et de la série noire des échecs des fusées Titan et Thor-Delta, annonçait que, désormais, la National Aeronautical and Space Administration (NASA) serait confi*née aux missions militaires et scientifi*ques, ainsi qu'au développement de nouvelles technologies, le lancement des satellites commerciaux étant confié au secteur privé.

Deux jours plus tôt, les Japonais avaient pratiquement accédé à la capacité spatiale de plein exercice en réussissant le vol de qualification de leur lanceur H 1, qui peut placer des charges utiles de 550 kilogrammes sur orbite géostationnaire. Le futur H 2, prévu pour être lancé en 1992 par la National Space Development Agency (NASDA), pourrra, lui, emporter des charges utiles de 2 tonnes à 36 000 kilomètres et deviendra donc, peu après, un acteur avec qui compter dans la guerre commerciale des lanceurs. Dans le même temps, la Chine annonçait qu'elle allait fabriquer et lancer avec le Brésil un satellite d'observation météorologique, et faisait état des accords déjà signés avec l'agence suédoise de développement de l'espace (Swedish Space Corporation) pour le lancement d'un satellite, et avec le consortium américain Teresat pour deux autres. L'Union soviétique vient, elle aussi, de créer une structure de commercialisation de ses lanceurs – Glavcosmos, – qui n'a, pour l'heure, qu'un seul client étranger payant, l'Inde, dont un satellite scientifique sera mis en orbite en 1987.

Le rendez-vous commercial décisif avec les Japonais ne devant intervenir que dans six à huit ans, le savoir-faire « géostationnaire » des Chinois n'étant pas totalement démontré – sur dix-sept lancements réussis, deux seulement l'ont été sur cette orbite, – les Soviétiques se privant par avance de clients occidentaux en interdisant à leurs équipes de soutien d'accéder aux bases – militaires – de lancement, les navettes américaines étant clouées au sol, tout semblait donc sourire au consortium européen Arianespace (2). Certes, le 31 mai dernier, le vol V 18 d'Ariane 2, qui emportait le satellite Intelsat V F 14, avait dû être interrompu et le lanceur détruit, le moteur du troisième étage n'ayant pas atteint son régime de fonctionnement normal.

La reprise des lancements (avec le vol V 19) est programmée pour février 1987, le manifeste publié le 5 septembre dernier par le consortium affichant complet jusqu'au vol 43, prévu pour janvier 1990. Malgré cela, les responsables d'Arianespace, sans cacher leur satisfaction de s'être approprié 50 % du marché des lancements commerciaux au plan mondial, restent très prudents pour l'avenir. Ils ont cependant conscience, avec le développement de la famille Ariane (1, 2, 3 et bientôt 4), et comme nous l'explique le secrétaire général, M. Roland Deschamps, *« d'avoir fait, au bon moment, le bon choix, celui du créneau des satellites commerciaux en orbite géostationnaire, qui représentent, si l'on exclut les lancements militaires des Etats-Unis et de l'URSS, plus des quatre cinquièmes des lancements actuels et de ceux des dix ans à venir »*, et ce face à la politique du « tout navette » suivie par la NASA.

Le dumping de la NASA

EN fait, pour le lancement de satellites automatiques, l'utilisation d'un engin habité et réutilisable constitue un luxe inutile et extraordinairement onéreux, en raison des énormes frais fixes entraînés par les équipes permanentes au sol, réparties dans le monde entier. Un lanceur qui ne sert qu'une fois, « consommable », dans le *jargon spécialisé, a un coût au kilo*gramme de charge utile emportée inférieur d'au moins 30 % à celui de la navette, du moins au rythme auquel cette dernière était utilisée avant l'accident de *Challenger*. Prise dans l'engrenage de sa logique, et voulant à toute force justifier rétroactivement ses choix, la NASA avait pratiquement éliminé ses propres lanceurs conventionnels, pour concentrer le maximum de sa clientèle – y compris militaire – dans la soute, largement sous-utilisée, de la navette, sans pour autant que l'exploitation de celle-ci devienne rentable, et ce malgré une politique de dumping qui ulcérait les Européens.

Ces pratiques de concurrence tronquée à l'égard d'Arianespace vont-elles vraiment disparaître après la nouvelle *répartition des tâches entre la* NASA et le secteur privé ? Rien n'est moins sûr, et cela pour des raisons tant conjoncturelles que structurelles. En premier lieu, au Centre national d'études spatiales (CNES) on ne croit pas vraiment que, en matière de vols commerciaux, « *la NASA, c'est fini* ». La décision de M. Reagan n'apparaît pas d'une totale clarté, puisque la NASA ne s'est pas vu interdire d'honorer les contrats commerciaux qu'elle avait signés pour le lancement de quinze satellites. La tentation sera très grande pour elle, dès la reprise des vols, d'amortir (à quel prix ?) la surcapacité de la soute de la navette, d'autant que les attendus de la décision de M. Reagan laissent la porte ouverte à des cargaisons *« importantes pour la politique étrangère »*.

Mais, à terme, le lanceur européen souffre d'un handicap plus grave : il transporte presque exclusivement des satellites civils alors que les « grands » de l'industrie aérospatiale américaine (General Dynamics, Martin Marietta, McDonnell Douglas, Hughes Aircraft) viennent chacun de recevoir 5 millions de dollars de contrats d'études du Pentagone (3) pour concevoir de nouveaux lanceurs consommables. Les militaires américains, dont le budget spatial est deux fois supérieur à celui des applications civiles (environ 15,5 milliards de dollars contre 7,5 milliards en 1985), souhaitent absolument, outre la navette, disposer dès la fin de la décennie de la possibilité de mettre chaque année en orbite dix à douze satellites par des lanceurs consommables.

Dans la mesure où elles auront largement amorti leurs frais de développement et bénéficieront vraisemblablement de l'accès aux pas de tir de la NASA et de l'US Air Force à des conditions préférentielles, les deux sociétés retenues à l'issue des études en cours seront sans doute en mesure de proposer à leurs clients civils un coût au kilo en orbite inférieur à celui d'Arianespace qui, elle, faute de programme spatial militaire européen, ne dispose pas de la même marge de manœuvre.

Mais, pour l'Europe, le grand enjeu est désormais de se doter d'une *« capacité spatiale complète »*, pour reprendre les termes du communiqué du conseil des ministres européens de l'espace réuni à Rome le 31 janvier 1985. En d'autres termes, il s'agit non seulement de continuer à affirmer sa présence sur le marché des lanceurs commerciaux (et c'est l'objectif d'Ariane 5) mais aussi d'accéder à l'autonomie en matière de vols spatiaux habités ou d'opérations en orbite, humaines et automatiques. Vingt ans après les Soviétiques et les Américains, sans doute, mais à un moment où, les technologies nécessaires étant complètement maîtrisées par ces derniers, elles peuvent donc être assimilées à *leur contact dans un minimum* de temps. A un moment, surtout, où les vols habités peuvent se révéler rentables, à moyen terme, en permettant des progrès décisifs dans différents domaines de la recherche appliquée.

Jusqu'à ce jour, la majorité de ces vols ont surtout permis des avancées de la recherche fondamentale, même si une partie des technologies spatiales déjà développées peuvent être réutilisées dans les industries, moyennes ou petites, du sport, de la médecine, de la métallurgie. Le transfert de ces technologies, déjà bien réalisé aux Etats-Unis et en République fédérale d'Allemagne, est désormais, en France, la mission d'une société d'études et de conseil spécialisée nouvellement créée, Novespace (4). En matière de télédétection, une société à capitaux français, belges et suédois, Spot Image (5), a été constituée pour exploiter les données du satellite Spot 1, mis en orbite dans la nuit du 21 au 22 février dernier. Capable d'observer au sol des points correspondant à un carré de 10 mètres de côté, le système Spot, actuellement le plus avancé au monde, livre des images pouvant trouver des applications immédiates dans l'agriculture (*prévision des récoltes*), l'étude de l'environnement, l'océanographie, la prospection minière, l'hydrographie, entre autres domaines.

Les marchés de la microgravité

MAIS les grands marchés à venir sont sans doute liés aux recherches menées en situation de microgravité par des chercheurs ou des ingénieurs embarqués dans des stations spatiales. Elles concernent principalement les semi-conducteurs (qui pourraient être fabriqués dans des conditions de pureté exceptionnelle), les nouveaux matériaux (difficiles à obtenir en état de pesanteur), les techniques de séparation dans le domaine de la chimie organique (notamment la cristallogenèse des protéines, aux implications considérables pour les groupes pharmaceutiques) (6). Auteur d'un rapport de prospective spatiale, M. André Lebeau estime que la production en microgravité pourrait bien être le seul secteur susceptible de *« justifier par des objectifs civils le développement d'une nouvelle génération de lanceurs et d'une infrastructure spatiale »* (7).

Une nouvelle génération de lanceurs *et une infrastructure spatiale, telle est* exactement la visée, à l'horizon 1995, de la trilogie Ariane 5 (prévue pour lancer soit des satellites automatiques soit un vaisseau habité), Hermès (avion spatial habité à ailes delta, qui sera une charge utile particulière d'Ariane 5 et qui assurera la desserte par l'homme des futures stations spatiales) et Colombus (infrastructure spatiale européenne habitée devant, dans un premier temps, s'intégrer à la station spatiale américaine qui sera lancée au début des années 90, et destinée ensuite à s'européaniser complètement). Alors que le programme Ariane 5 a atteint un stade de définition très avancé depuis la réunion de Rome de janvier 1985, le statut définitif de Colombus et celui d'Hermès font actuellement l'objet d'une série de négociations américano-européennes et intra-européennes dont l'enjeu n'est rien moins que l'autonomie spatiale du Vieux Continent.

Colombus est un moyen privilégié d'acquérir dans les meilleures conditions, auprès des Américains, un savoir-faire en matière de vols habités et d'opérations en orbite, pour lequel l'Europe ne dispose aujourd'hui que de l'expérience d'une demi-douzaine d'astronautes. Mais l'Europe a appris à ses dépens, notamment dans le cas des satellites franco-allemands Symphonie et dans celui du laboratoire spatial européen Spacelab (8), que la NASA ne lui faisait – c'est le moins que l'on puisse dire – strictement aucun cadeau. Compte tenu de l'énorme coût d'exploitation annuel envisagé pour la station américaine (le chiffre de 1 milliard de dollars est avancé), les Européens insistent pour que leurs droits se situent au moins au prorata de leur participation financière, qui pourrait être de 20 %.

Or les négociations entre l'Agence spatiale européenne (ASE) et la NASA, *malgré un accord préliminaire* signé le 1er août, traînent en longueur à cause des exigences américaines plus ou moins ouvertement formulées : l'accessibilité à la station par Hermès n'est pas définitivement admise, tant il resterait de « problèmes de sécurité » à régler ; le droit applicable dans la station devrait être celui des Etats-Unis, pays dans lequel les chercheurs et les ingénieurs européens embarqués devraient donc déposer leurs brevets ; les recherches européennes en microgravité devraient être confinées aux sciences de la vie, les Américains se réservant les matériaux, etc. En fait, l'acceptation de l'une ou de plusieurs de ces conditions équivaudrait purement et simplement, pour l'Europe, à reconnaître pour longtemps un *leadership* américain dans un domaine où elle dispose de tous les atouts lui permettant de devenir rapidement une troisième puissance mondiale à part entière.

L'affaire se complique dans la mesure où, si la France – qui, depuis quinze ans est le « moteur » de l'Europe spatiale – a le rôle de pilote pour Ariane 5 et Hermès, c'est la RFA qui, dans le cadre de l'ASE, se trouve en première ligne pour Colombus, *compte tenu de l'expérience* qu'elle a acquise dans le Spacelab. En se montrant aussi inflexibles, les négociateurs de la NASA mettent ainsi principalement en difficulté la RFA sur le projet spatial européen d'envergure où elle est en position dominante. Or, dans le même temps, les Allemands, malgré l'accord de principe qu'ils ont donné, lors du conseil de l'ASE tenu du 25 au 27 juin dernier, à l'européanisation du programme Hermès, n'ont toujours pas signé le document, dit « Déclaration », fixant leur contribution, notamment financière.

L'enjeu est de taille. Sans Hermès, pas d'autonomie d'accès des astronautes européens à la station américaine et donc à Colombus (et par conséquent, latitude laissée à la NASA de fixer les calendriers et les tarifs...), pas plus qu'aux stations soviétiques ou même à la future station européenne. Si la construction d'Hermès est possible sans le soutien de la RFA, au prix d'un effort financier supplémentaire de la France, un refus de participation allemand créerait une brèche très sérieuse dans la solidarité européenne, jusqu'à présent sans faille vis-à-vis des Etats-Unis, notamment dans la négociation sur Colombus.

Le gouvernement de Bonn est encore divisé sur cette question, le plus ardent partisan d'Hermès étant le ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, et son détracteur le plus virulent le ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg qui, pour l'instant, se refuse à débloquer les crédits nouveaux nécessaires. Quant au ministre de la recherche et de la technologie, M. Heine Reisenhuber, il semble partisan d'un engagement en faveur d'Hermès, tempéré par la réalisation d'un programme ambitieux aux couleurs allemandes. Dans ce contexte, le projet britannique d'avion spatial à décollage horizontal Hotol, opportunément mis en avant par les Britanniques à quelques semaines de la prochaine réunion du conseil de l'ASE où il sera question d'Hermès, a provoqué beaucoup de spéculations ces derniers mois et suscité une réponse allemande sous la forme de l'avion bi-étage Sänger.

En France, dans les milieux de l'espace, nul ne conteste que des engins comme Hotol, Sänger ou l'Orient-Express américain... ou certains projets que le CNES et l'Office national des études et recherches aéronautiques (ONERA) ont dans leurs cartons constituent une voie de l'avenir (9), mais il s'agit pour eux de concepts de l'après-Hermès et non pas de concurrents de la navette européenne. Ils ont donc tendance à considérer l'insistance britannique comme une manœuvre de bonne guerre pour obtenir des concessions et une fraction supplémentaire de la construction des parties nobles d'Hermès.

La décision sur Hermès, que le gouvernement allemand prendra vraisemblablement le 22 octobre et qui devrait être officiellement annoncée le 27 octobre lors du sommet franco-allemand de Francfort, sera très lourde de conséquences pour l'avenir technologique de l'Europe face aux Etats-Unis. D'autant plus lourde que, dans l'opinion, l'espace est l'exemple le plus spectaculaire de « l'Europe qui marche ».

(1) Voir le dossier « La guerre des étoiles descend sur Terre », *le Monde diplomatique*, juillet 1986.

(2) Arianespace assure la production, la commercialisation et la conduite des opérations de lancement des différentes versions d'Ariane.

(3) Voir Peter Marsh, « Return of the Disposable Rocket », *Financial Times, 26 août* 1986.

(4) Novespace, 15, rue des Halles, 75001 Paris. Tél. : 42-33-41-41.

(5) Spot Image, 18, avenue Edouard-Belin, 31055 Toulouse CEDEX. Tél. : 61-27-31-31. Télex 531081 F.

(6) Voir Michel Ellenberger, « Matériaux dans l'espace : la stratégie française », *Sciences et techniques*, mars 1986.

(7) André Lebeau, *Eléments d'une stratégie française dans le domaine spatial*, Centre de prospective et d'évaluation, CPE Etude nº 60, mai 1985, 1, rue Descartes, 75231 Paris CEDEX 05.

(8) Dans le contrat qu'elle signa avec la France et la RFA pour le lancement des satellites de télécommunications Symphonie 1 et 2 (mis en orbite en 1974 et 1975), la NASA avait exigé l'insertion d'une clause interdisant toute possibilité d'exploitation commerciale... Il ne fallait pas faire de concurrence au consortium Intelsat, dominé par les Etats-Unis, qui y détenaient alors 33,5 % des parts.

Le laboratoire spatial européen Spacelab, qui avait coûté 1 milliard de dollars (dont 55 % à la charge de la RFA), accomplit sa première mission dans la soute de la navette *Columbia* le 28 novembre 1983. Dès son retour sur Terre, et aux termes du contrat léonin signé dix ans plus tôt par la NASA et l'ASE, le Spacelab devint propriété américaine. Ce qui permit à la NASA de facturer au prix fort à la RFA la mission D1 effectuée en octobre 1985 dans l'ex-laboratoire européen...

(9) Voir Antoine Bonduelle, « Espace : les enjeux du vol hypersonique », *Sciences et techniques*, juillet-août 1986.

Vers un « lobby » français de l'espace ?

EN France, malgré le dynamisme du CNES et les succès d'Ariane, nombreux sont encore les hauts fonctionnaires ou les industriels qui « demandent à voir », ce qui ne crée pas un climat favorable aux décisions d'investissements lourds, sans lesquelles il serait vain de vouloir conserver sa place dans le club fermé des puissances spatiales. C'est pour contribuer à cette prise de conscience des décideurs que l'Association des anciens élèves de l'Ecole nationale d'administration (ENA), à l'initiative de son vice-président, M. Jacques Laureau (actuel directeur de la coopération scientifique et technique au ministère des affaires étrangères) a organisé, en novembre 1985, le colloque « l'Espace – Un défi pour la France ». Les Actes de cette manifestation viennent de paraître et constituent un document passionnant (*l'Espace – Un défi pour la France*, Paris, 1986, 352 pages, 1 500 F. – Association des anciens élèves de l'ENA, 13, rue de l'Université, 75007 Paris).

Poursuivant sa démarche de sensibilisation, l'Association organise une journée de conférences (« L'espace, à qui d'entreprendre ? »), sur les quatre que *comptera la manifestation Technospace prévue à Bordeaux du 2 au 5 décembre* 1986. Les autres organisateurs sont le CNES, son homologue japonais la NASDA, la NASA, l'ASE, Spot Image et l'Association nationale de la recherche technique (ANRT). (Renseignements : Technospace. – 12, place de la Bourse, 33076 Bordeaux Cedex. Tél. : 56-90-91-28).

« Objectif Univers » à la Nouvelle Encyclopédie

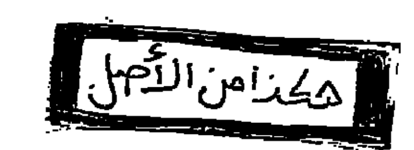
LANCÉE en 1983 par M. Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de la recherche et de l'industrie, l'idée de Nouvelle Encyclopédie visait à mobiliser en profondeur la communauté scientifique française pour l'amener à faire émerger les « questions vives » de la science d'*aujourd'hui et à les traiter sur* un mode multimédias (ouvrages, banques de données, logiciels).

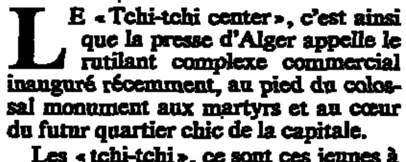
Aujourd'hui l'opération, placée sous l'autorité de M. Dominique Lecourt, directeur du Centre national d'enseignement à distance (CNED) et mise en œuvre par MM. Didier Leclercq et Pierre Vallaud, s'appuie sur une fondation en cours de constitution (la fondation Diderot) et sur un vaste réseau de compétences scientifiques. Elle débouche également sur ses premiers « produits » : il est significatif que ce soient quatre ouvrages destinés *aux jeunes, mais écrits*, dans un style alerte, par des chercheurs. Tout donne à penser que, destinés en principe aux enfants de dix à quinze ans, ces petits livres, somptueusement illustrés, se retrouveront rapidement entre les mains des adultes...

Objectif Univers, d'Anna Alter, qui ouvre la série, donne des réponses claires et simples – quand elles existent – à toutes les questions que l'on peut se poser sur le système solaire, les planètes, les comètes, les objets célestes, le *Big Bang*, les perspectives de « colonisation » du *système solaire puis de la galaxie*, la mort de l'Univers, etc. Les autres titres (1) *Vie et mort des dinosaures*, de Pascale Chenel, *Histoire et géographie des climats*, de Nathalie Tordjman et *Aux origines de la vie*, de Bernard Hagène et Charles Lenay, participent de la même démarche de vulgarisation rigoureuse mais accessible à tous.

La Nouvelle Encyclopédie annonce la sortie prochaine, chez Fayard, de quatre ouvrages collectifs de haut niveau (*l'Ordre et la Diversité du vivant; Espace, jeux et enjeux; Etats de langue; Intelligence des mécanismes, mécanismes de l'intelligence*) et, chez Infogrames, d'une première série de huit logiciels illustrant et complétant les ouvrages destinés aux jeunes.

(1) Les quatre ouvrages, de 80 pages, sont publiés par Hachette-Jeunesse au prix unitaire de 27 F.





DÉCLIN DE LA RENTE PÉTROLIÈRE
ET ESSOR DU SECTEUR PRIVÉ

VENTS DE RÉFORME EN ALGÉRIE



(Gouache de M'hamed Issiakhem.)

Les rigueurs de l'« après-pétrole » atteignent l'Algérie plus tôt que prévu. La chute brutale des cours contraint le gouvernement à prendre des mesures d'austérité et à imposer des sacrifices à la population. Tandis que la forte poussée démographique bouleverse l'ensemble du projet de développement.

Autour du président Chadli Bendjedid, certains ministres prônent l'adoption d'une voie néolibérale et parient sur le dynamisme du secteur privé. En revanche, l'aile gauche du Front de libération nationale (FLN), parti unique, et un secteur des forces armées demeurent attachés à l'« option socialiste » du régime et à l'héritage de Houari Boumediène. Ces deux composantes du pouvoir ont mis en échec, en décembre dernier, la tentative du président d'« enrichir » la Charte nationale d'une dose de libéralisme économique.

Mais la partie, il s'en faut, n'est point jouée. La prochaine manche est imminente. Alors que les principales tensions sociales, provoquées par la récession, restent à venir.

Par notre envoyé spécial IGNACIO RAMONET

LE « Tchi-tchi center », c'est ainsi que la presse d'Alger appelle le rutilant complexe commercial inauguré récemment, au pied du colossal monument aux martyrs et au cœur du futur quartier chic de la capitale.

Les « tchi-tchi », ce sont ces jeunes à la mode, enfants de la néobourgeoisie, qui hantent en permanence ce lieu dont le nom officiel est : Riad-el-Feth, « le parc de la victoire ».

Tout à Riad-el-Feth – bruissement délicat de fontaines, exotiques jardins intérieurs, décors somptueux – voudrait inspirer le luxe, le calme, la volupté. Et la modernité, comme en témoignent les vidéo-clips d'enfer diffusés constamment par des téléviseurs publics. Dans le labyrinthe de ses galeries marchandes, les boutiques les plus diverses proposent des produits et des services, souvent introuvables ailleurs, à des prix élevés. Des vigiles contrôlent les accès, écartent toute personne d'allure déplaisante : pas question que Riad-el-Feth imite – sur ce point tout au moins – le Forum des Halles parisien.

Bien que ce centre, construit par l'Etat, soit placé sous la direction d'un militaire, le colonel Senoussi, toutes les boutiques sont gérées par des particuliers qui tiennent à ériger ce lieu en exemple du dynamisme et de l'efficacité du renaissant secteur privé.

Les autorités espèrent d'ailleurs que ce modèle imprégnera bientôt, de proche en proche, l'ensemble du pays (1). En ce sens, Riad-el-Feth apparaît comme un symbole fort : celui de l'association de l'Etat et du secteur privé. Un symbole voulu au plus haut niveau : *« Le maître de l'ouvrage, l'unique concepteur du complexe Riad-el-Feth, est le président »*, reconnaît, en effet, l'un des architectes (2).

Il va de soi qu'un tel symbole ne fait point l'unanimité. Bien des secteurs de la population le critiquent ouvertement, à commencer par le petit peuple de la capitale qui, confronté quotidiennement aux tracas de la vie algéroise (coupures d'eau, rareté des transports en commun, pénuries...), n'y voit qu'un espace pour privilégiés. Sans parler des plus radicaux, les islamites, qui y perçoivent une flagrante manifestation d'occidentalisation...

L'opulence de Riad-el-Feth irrite d'autant plus ces mécontents qu'elle contraste avec l'austérité et la rigueur réclamées par les autorités. Les citoyens, en effet, après vingt ans d'aisance, sont appelés à se serrer la ceinture. Les prix de produits courants (tabac, essence) viennent d'être augmentés ; certaines denrées se font rares ; de grands projets (comme le métro d'Alger) sont renvoyés à plus tard et les emplois commencent à manquer.

L'Algérie se trouve dans une mauvaise passe économique. La croissance, cette année, pourrait ne pas atteindre 3 %, un taux inférieur à celui de l'expansion démographique. C'est une conséquence de la « pétrolisation » de l'économie. Le pays tire plus de 98 % de ses ressources en devises de la vente des hydrocarbures : un baril de pétrole, qui valait 40 dollars en 1979, se vendait cet été moins de 10 dollars, et à peine 15 aujourd'hui. Le manque à gagner est estimé, pour 1986, à 25 milliards de dinars (3).

Si l'Etat réduit le niveau de ses investissements c'est toute la croissance qui peut être cassée pour longtemps. Avec les conséquences sociales inévitables dans ce pays peuplé de vingt-quatre millions d'habitants. Déjà, selon les chiffres officiels, 17 % de la population active est au chômage (4) et la création de neuf cent cinquante mille emplois, prévue par le deuxième plan quinquennal (1985-1989), sera sans doute insuffisante pour satisfaire tous les jeunes (65 % de la population a moins de dix-huit ans) qui se présenteront sur le marché du travail.

La gravité de la situation n'échappe pas aux autorités. M. Ali Oubouzar, ministre de la planification, reconnaît, par exemple, qu'*« une véritable course contre la montre est engagée entre croissance économique et croissance démographique* (5) ». Celle-ci – environ 3,2 % par an – est une des plus fortes du monde. Il naît chaque année, huit cent cinquante mille enfants (cent mille de plus qu'en France) et, à ce rythme, l'Algérie comptera, au tournant du siècle, quarante millions d'habitants. *« Si nous ne freinons pas notre croissance démographique* – estime M. Djamel Eddine Houhou, ministre de la santé, – *tout notre développement sera empêché* (6). »

D'autant que le financement de ce développement repose sur la vente des hydrocarbures et que, dans quinze ans à peine, les réserves actuelles de pétrole seront pratiquement épuisées. Certes, il restera le gaz (environ soixante-dix ans de réserves) mais la commercialisation de celui-ci est plus difficile : les clients européens s'approvisionnent auprès de l'Union soviétique (qui n'a pas hésité à casser les prix pour concurrencer l'Algérie) en attendant la mise en exploitation des gigantesques gisements norvégiens de Troll. Le seul client potentiel solvable serait les Etats-Unis ; d'où l'importance des accords signés en juillet dernier avec la compagnie américaine Panhandle Eastern (7), et plus généralement le souci actuel d'Alger d'entretenir de bonnes relations avec Washington.

Dès à présent, pour maintenir ses dépenses d'équipement et le niveau d'investissement, l'Etat est contraint de recourir à l'emprunt extérieur (8). Alors que l'un des soucis majeurs des autorités avait été de contenir la dette et même de la réduire, les récents emprunts l'ont encore alourdie ; elle atteindrait actuellement 20 milliards de dollars (9). Le service de cette dette représente le tiers des recettes totales d'exportation (10) et le spectre d'une spirale d'endettement à la latino-américaine hante maintenant les responsables de l'économie.

Une industrialisation conduite à marche forcée

L'ALGÉRIE entre donc dans cette période tant redoutée de l'« après-pétrole ». Et elle commence à mesurer les conséquences d'une industrialisation conduite à marche forcée pendant quinze ans.

Au cours de la longue période de montée des prix du pétrole (1968-1980), les importantes ressources tirées des hydrocarbures permirent d'acheter, clés en mains, un nombre considérable d'usines (raffineries, cimenteries, sidérurgie, etc.). Présentée par le pouvoir comme la seule voie vers une réelle indépendance et une vraie libération, cette industrialisation provoqua des déplacements de population, un exode rural désordonné, une croissance anarchique des grandes villes (11) et la destruction des meilleures terres dans les régions côtières. Conséquences : dépérissement de l'agriculture, entraînant la nécessité d'importer massivement des produits alimentaires ; stress des nouveaux ouvriers (mal logés, sans transports...) qui, du coup, négligeaient la productivité et s'abandonnaient à l'absentéisme.

Ainsi fut édifié le modèle algérien de développement : autour d'un projet d'économie autocentrée. Des « industries industrialisantes » devaient, à partir de quelques pôles grandioses, arracher le pays au sous-développement. Difficile à maîtriser du point de vue technologique, et plus encore de celui de la gestion, le parc industriel allait bientôt se révéler peu rentable, incapable de s'autofinancer et inapte à exporter ses productions ; l'entretien de ce parc coûtant de surcroît fort cher. Car il faut importer les pièces de rechange indispensables, sous peine de voir des usines s'arrêter et certaines régions devenir des cimetières industriels.

A la poursuite de son indépendance économique, l'Algérie s'est paradoxalement retrouvée – comme d'autres pays du Sud – prise au piège de quatre dépendances : le prix du pétrole, les importations alimentaires, les transferts technologiques et les prêts extérieurs. Ces dépendances s'entremêlent aujourd'hui pour dessiner l'arrière-fond de la crise.

Toutefois, au premier plan de celle-ci, il y a la politique. Et ses actuelles incertitudes. Car, déjà au départ, ce modèle de développement résultait d'une volonté politique : celle du président Houari Boumediène.

Tout en conduisant l'industrialisation du pays, Houari Boumediène s'était préoccupé de répondre aux principaux besoins sociaux de la population. Le régime, fait unique dans la région, assurait le plein emploi, généralisait l'éducation, et étendait la gratuité des soins médicaux. Par ailleurs, l'idéologie populiste et égalitaire de la révolution algérienne favorisait l'ascension sociale et évitait le blocage de la société.

Alors que la population était écartée de la vie politique, cette redistribution de la manne pétrolière apaisait les autres mécontentements et garantissait la paix sociale. Le régime, au cours des vingt dernières années, a pu ainsi faire preuve d'une remarquable stabilité ; il n'a point connu les soubresauts ou les émeutes qui agitent parfois ses voisins maghrébins.

Houari Boumediène s'était appuyé, après le coup d'Etat de 1965, sur le parti unique, le Front de libération nationale (FLN), pour soumettre le pays à une cure de dépolitisation. Toutes les énergies devaient se consacrer à l'édification de l'Etat et à la construction d'une économie socialiste. Mais, à partir de 1975, la crise avec le Maroc, à propos du Sahara occidental, et les affrontements armés entre les deux pays (la défaite algérienne d'Amgala, le 29 janvier 1976, est profondément ressentie) provoquent un revirement.

Le président lance alors une forte offensive sur le front idéologique dans le but de repolitiser le FLN et de mobiliser le pays. Usant à fond de son charisme, il encourage les étudiants à s'enrôler dans le mouvement du « volontariat » pour la révolution agraire, que les paysans sont fortement invités à soutenir. Il propose à l'ensemble des citoyens de discuter et de rédiger collectivement le document qui doit devenir la plate-forme idéologique du régime, la Charte nationale. A cette occasion, il rétablit le rôle dirigeant du parti – structuré selon un schéma clairement léniniste – et confirme sa prééminence idéologique sur l'armée et les technocrates de l'appareil d'Etat.

Cette Charte nationale est approuvée par référendum en juin 1976 ; une nouvelle Constitution est promulguée en novembre suivant. Le régime apparaît plus fort que jamais : son assise populaire est réelle, il dispose de moyens financiers considérables grâce au pétrole, et sa voix compte sur la scène internationale. A l'intérieur, il a le soutien des organisations marxistes, en particulier des communistes du Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS) qui ont fait de l'« entrisme » dans les organisations de masse du FLN et exercent une influence dans un certain nombre de secteurs. Ils sont notamment d'accord avec Houari Boumediène lorsqu'il déclare, à l'adresse des modérés et des réticents : *« Une révolution a besoin de révolutionnaires, et une révolution socialiste, de socialistes révolutionnaires. Quiconque a foi en la révolution et en ses objectifs doit rejoindre le parti. Sinon, il n'a pas sa place à aucun niveau de responsabilité* (12). »

Le 27 décembre 1978, Houari Boumediène meurt. Son successeur doit tout naturellement être désigné parmi les cadres d'un FLN replacé par le président défunt au premier rang de la vie politique. Mais, deux tendances s'affrontent en son sein : l'une, dont le chef de file est M. Bouteflika, souhaite une révision de la ligne économique ; l'autre, dirigée par M. Yahiaoui, est favorable au renforcement de la planification et du dirigisme.

Le bras de fer entre les deux camps est rude. Il va permettre l'émergence d'une candidature de compromis : celle que propose l'armée en la personne du colonel Chadli Bendjedid, l'officier le plus ancien dans le grade le plus élevé. Tout paraît indiquer qu'il s'agira d'un président de transition.

Très vite pourtant, M. Chadli Bendjedid va se rendre maître du jeu. Grâce à son pouvoir de nommer les membres du bureau politique, il va successivement écarter les représentants de deux tendances de la direction du pays : MM. Yahiaoui, Baazouzi, Draïa, Hoffman, Lacheraf, Oumeziane sont limogés. Des accusations de corruption permettent d'éliminer les autres, c'est-à-dire : MM. Bouteflika, Abdessalam, Bencherif, Larbi, Liassine, etc. (13).

Il réalise ainsi une épuration feutrée, dans la tradition non cruelle du régime. Mais pas moins radicale car, au-delà de ces personnalités de premier plan, elle atteint des centaines de cadres et de hauts fonctionnaires, parfois extrêmement compétents, qui du jour au lendemain se retrouvent déchargés de toute responsabilité. C'est le début de la « déboumediènisation ».

M. Chadli Bendjedid procède ensuite à une sorte de refroidissement idéologique du parti, mis en état de surchauffe par le président défunt. Il purge les organisations de masse du FLN de tous les infiltrés du PAGS, Le parti est de nouveau promis à un rôle effacé, celui d'une machine à « mobiliser les masses » sur commande.

Si M. Chadli Bendjedid peut si vite contrôler la vie politique, c'est parce qu'il bénéficie du soutien immédiat des citoyens. Ceux-ci, sensibles naguère au discours de Houari Boumediène, n'en ressentaient pas moins les « bavures » de l'industrialisation forcenée : manque de logements, pénurie diverses, délabrements multiples... Le désir de voir cela changer était très fort.

En lançant, sous le mot d'ordre « Pour une vie meilleure », un vaste programme de satisfaction de la demande des citoyens, de construction de logements, de routes, d'universités, d'hôpitaux, et en libéralisant la commercialisation des fruits et légumes, le nouveau président s'était gagné l'adhésion du plus grand nombre.

Mais de tels investissements coûtent fort cher, car il faut, le plus souvent, les importer (14). Et, dès 1981, la baisse du prix du pétrole alerte les autorités. Autour du président, certains estiment alors que les limites de l'Etat-providence sont atteintes ; que l'Etat ne peut continuer à garantir à tous les citoyens, à partir des seules ressources des hydrocarbures, un emploi, une éducation, des soins gratuits, un logement, des biens alimentaires, un épanouissement culturel, etc. Ils estiment, au fond, qu'il est illusoire de vouloir bâtir une économie moderne si les quatre millions de travailleurs actifs demeurent employés de l'Etat. Ils demandent de modifier la politique économique, d'arrêter ce qu'ils appellent une *« course à l'utopie »*.

Pour s'adapter aux difficultés prévisibles de l'après-pétrole, une réforme leur paraît indispensable. Elle est mise en route dès 1982. La phase quantitative est considérée comme terminée. L'économie est engagée dans une phase qualitative autour de trois pôles : la transformation des grandes entreprises d'Etat, l'appel au secteur privé et la relance de l'agriculture. L'accent est mis sur la rentabilité, la productivité, et sur la nécessité d'exporter autre chose que du pétrole ou du gaz.

Les soixante grandes sociétés nationales, qui avaient un caractère plutôt bureaucratique qu'industriel, sont fractionnées en quelque cinq cents petites unités (la Sonatrach, par exemple, est divisée en treize entreprises) plus faciles à gérer. Les sièges de ces unités sont dispersés dans l'ensemble du pays afin de favoriser la décentralisation (dix-sept nouvelles willayas ont été créées en 1984) et de désengorger la capitale, qui compte environ trois millions et demi d'habitants mal à l'aise dans une structure urbaine conçue pour à peine huit cent mille.

Le secteur privé est encouragé. Sous la présidence de Houari Boumediène, ce secteur avait su habilement se développer, malgré les entraves officielles, en profitant des lacunes du secteur d'Etat. D'importantes fortunes s'étaient facilement bâties dans le domaine du petit commerce, de la confection, des chaussures, etc. L'Etat favorisait cet enrichissement puisque, indirectement, il garantissait un marché solvable et protégé (15).

(Lire la suite page 16.)

(1) *Actualité de l'émigration*, Paris, 19 mars 1986.
(2) *Algérie-Actualité*, Alger, 5 juin 1986.
(3) *Maghreb-Machrek*, Paris, nº 112, avril-mai-juin 1986.
(4) *Le Monde*, 17 avril 1985.
(5) *Le Monde*, 5 décembre 1985.
(6) *Ibid.*
(7) *Financial Times*, Londres, 22 juillet 1986.
(8) *Financial Times*, 9 avril 1984.
(9) *le Monde*, 3 juin 1986.
(10) *Actualité de l'émigration*, Paris, 26 mars 1986.
(11) Il y a déjà 27 agglomérations de plus de 100 000 habitants.
(12) John P. Entelis, *Algeria, the Revolution Institutionalized*, Westview Press, Boulder (Colorado) et Croom Helm, Londres, 1986, p. 173.
(13) *Ibid*, pages 166 et 169.
(14) L'Algérie importe 60 % de ses besoins alimentaires, la quasi-totalité des biens d'équipement et plus de la moitié des semi-produits nécessaires à son industrie.
(15) Djillali Liabès, *Capital privé et patrons d'industrie en Algérie, 1962-1982*, CREA, Alger, 1984, 652 pages.

VENTS DE RÉFORME

Déclin de la rente pétrolière

(Suite de la page 15.)

Le secteur privé pouvait ainsi, avec 2,3 % des investissements, réaliser la moitié des bénéfices de l'ensemble du secteur manufacturier. Dans un certain nombre d'autres domaines (maintenance, réparations, immobilier, tourisme, artisanat), l'Etat demande maintenant aux hommes d'affaires de le relayer. Une loi d'août 1982 codifie les investissements privés, les plafonnant toutefois à 5 % de l'investissement général. Comme l'explique Mme Ounissi, ministre de la protection sociale : « *Le secteur privé doit être mobilisé pour produire ce que ne produit pas le secteur public, appelé, lui, à des tâches de portée stratégique* (16). » Etat et entrepreneurs privés sont donc invités à marcher la main dans la main.

Enfin, un autre secteur est ranimé : l'agriculture. Tâche ardue, car les réformes agraires des années 60 et 70, dans l'ensemble, n'ont pas réussi. Elles ne sont point parvenues à fixer la population rurale, et les campagnes se sont vidées. Seuls les paysans âgés sont restés (60 % des agriculteurs ont plus de cinquante ans). Le pays est obligé d'importer 60 % de ses besoins alimentaires, ce qui représente, en coût, presque le quart du total des importations (17). Le ministre actuel, M. Kasdi Merbah, l'un des hommes forts du régime, ancien directeur de la sécurité militaire sous le président Boumediène, espère toutefois réduire ces chiffres par « *une utilisation optimale de la terre et de l'eau* (18) ».

L'an dernier, les conditions climatiques aidant, le pays a connu la meilleure récolte céréalière de son histoire. Mais, sur le long terme, les rendements moyens demeurent faibles : 7 quintaux à l'hectare (moitié moins qu'au Maroc, par exemple). L'effort porte actuellement sur l'hydraulique : sept grands barrages ont été construits au cours des deux dernières années (autant qu'entre 1963 et 1983), et seize autres seront terminés d'ici à 1990. Cela devrait permettre également de régler le problème de l'alimentation en eau d'Alger.

Si l'autosuffisance alimentaire paraît improbable – d'autant plus que la surface agricole utile, entre 1963 et aujourd'hui, a diminué de moitié, – M. Merbah estime cependant que les importations alimentaires peuvent être largement réduites. Il compte, lui aussi, sur le secteur privé « *qui possède 66 % des terres alors que le secteur socialiste n'en détient que 34 %* (19) ». Déjà, dans le sud du pays – Biskra, Adrar, El Oued, Ghardaïa, – des lots de 3 à 5 hectares ont été attribués à des paysans. Ceux-ci en deviendront propriétaires si, en cinq ans, ils obtiennent de bons rendements. Il reste, par ailleurs à résoudre le problème de la commercialisation des fruits et des légumes *pour en finir avec les pénuries cycliques* (surtout pendant le mois de ramadan). Les réseaux de commercialisation des produits agricoles demeurent archaïques et contrôlés par de nombreux intermédiaires (20).

Révision de la ligne politique

L'ENSEMBLE de ces réformes concernant les sociétés d'Etat, le secteur privé et l'agriculture sans contredire la lettre de la Charte nationale de 1976, s'éloignaient de son esprit. Cette nouvelle logique économique appelait inévitablement une révision de la ligne politique. Entreprise extrêmement délicate que le président Bendjedid va tenter de mener à bien dès 1985.

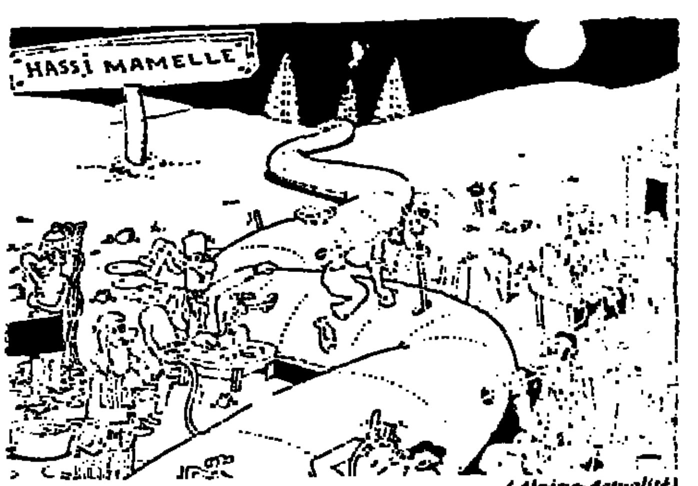
En Algérie, trois groupes se partagent le pouvoir et s'équilibrent à son sommet : l'armée, la technocratie et le parti (21). Durant la période des réformes économiques *(1982-1985)*, le président s'était essentiellement appuyé sur les technocrates de l'appareil d'Etat et sur les cadres modernistes des grandes sociétés nationales, ainsi que sur une partie de l'armée. Mais toutes ces mesures révisionnistes n'ont pas été vues d'un très bon œil par l'aile gauche du FLN. Cette dernière craint que cela ne conduise à l'abandon des « *acquis socialistes* » et redoute, en outre, de voir le parti marginalisé.

Ces mesures n'ont guère été appréciées non plus – semble-t-il – par un secteur de l'armée. Nombre d'officiers seraient de surcroît hostiles au rapprochement avec Washington, concrétisé par le voyage du président Chadli Bendjedid aux Etats-Unis, en avril 1985, ainsi que par l'accord de coopération militaire algéro-américain, signé par Alger sous le prétexte de diversifier son matériel militaire (fourni jusqu'à présent par l'Union soviétique à 90 %). Ils désapprouvent également le manque de fermeté dans le soutien au Front Polisario face au Maroc, au Sahara occidental (22).

Le président a essayé de contourner ces réticences en renforçant d'abord son propre camp. C'est au sein de celui-ci qu'il a choisi, en 1984, son premier ministre, M. Abdelhamid Brahimi, un économiste qui a lontemps séjourné aux Etats-Unis. En outre, le redécoupage administratif du pays lui a permis d'augmenter le nombre de walis (préfets) – directement soumis au pouvoir central – et de redéfinir leur rôle. Chaque willaya dispose désormais de ressources propres et peut lever des impôts ; elle est donc susceptible de constituer une « économie-territoire » *dont le wali devient le maître d'œuvre* (23). De la sorte, le corps des walis acquiert un poids supérieur à celui des deux autres représentants du pouvoir dans les provinces : les chefs de région militaire et les représentants locaux du parti (secrétaires de mouhafadha). Les walis – fort compétents, pour la plupart – deviennent un rouage essentiel de l'exécutif et un atout de premier ordre dans les mains du président.

D'autre part, pour ajouter un nouveau réseau de pouvoir à ceux que constituent l'armée, la bureaucratie d'Etat et le parti, M. Chadli Bendjedid a favorisé la reconstruction du système des élites locales traditionnelles – démantelées après l'indépendance en raison de leurs liens avec les autorités coloniales – et a esquissé un retour aux alliances de type Maghzen (24).

Au début de 1985, M. Chadli Bendjedid sent sa position bien solide. Il va tenter d'écarter ceux qui s'opposent à sa nouvelle ligne. Ceux-ci, partisans d'un strict dirigisme économique, tirent la légitimité de leurs positions des thèses contenues dans la Charte nationale, votée pour dix ans, en 1976. Le président est donc contraint de casser ce cadre référentiel pour en finir avec l'invocation de l'Etat-providence. Il décide donc la révision de la Charte, cette bible du socialisme algérien, et propose son « enrichissement ».



(Algérie-Actualité)

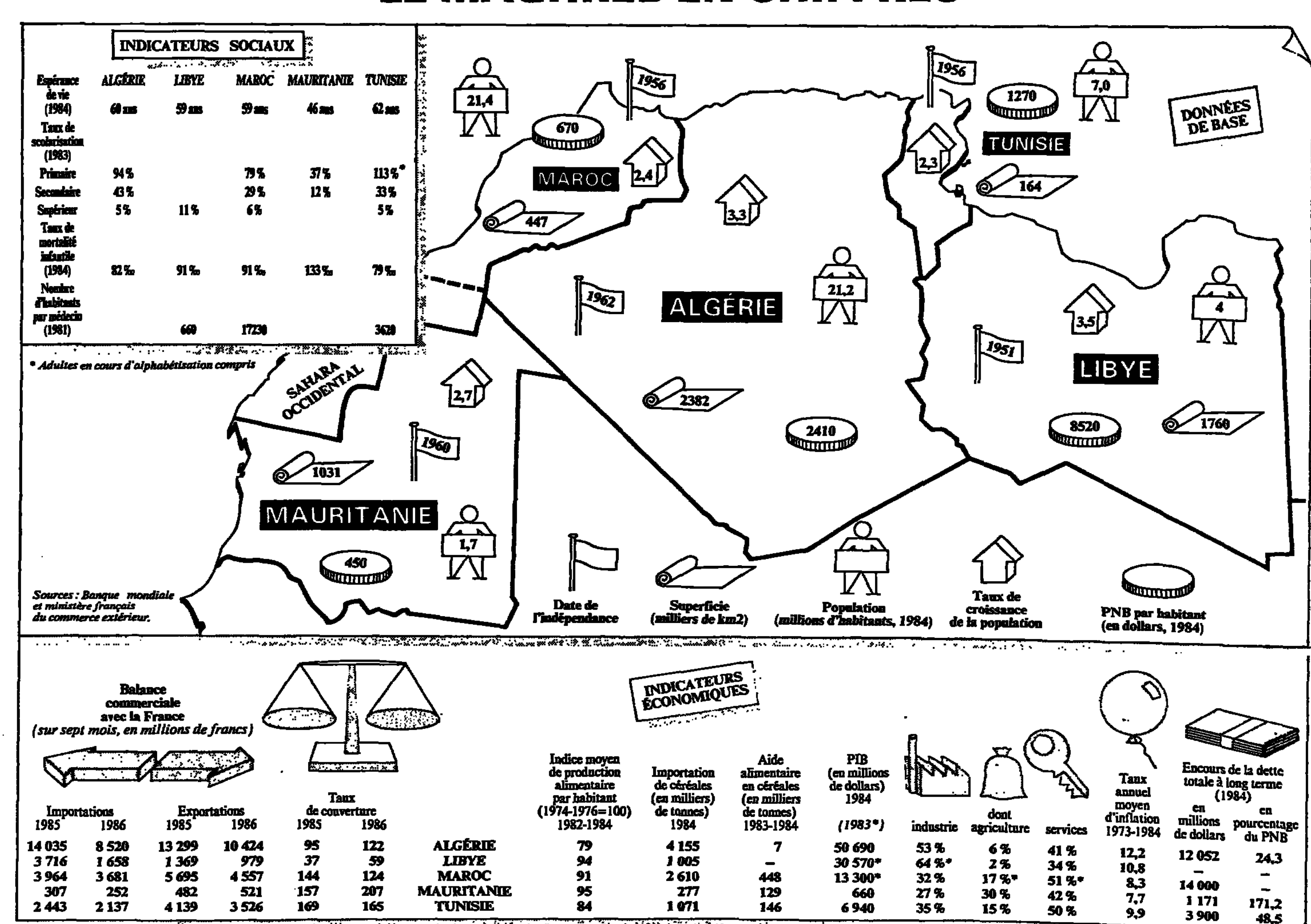
L'ÉTAT-PROVIDENCE VU PAR LES MODERNISTES
Un débat vif et contrasté...

Très vite, c'est l'affrontement. Les deux camps, usant d'une large liberté d'expression, occupent le champ idéologique et mobilisent à qui mieux mieux leurs moyens de propagande. Les uns, se réclamant du pragmatisme économique, défendent les réformes et citent l'exemple de la Chine, « *qui a su reconnaître l'échec des communes populaires* ». Ils se font les hérauts des thèses néolibérales et développent des arguments entendus ailleurs, des Etats-Unis à la France, sur le profit, l'esprit d'entreprise, la rentabilité, etc. Des ministres montent au créneau, comme M. Zitouni Messaoudi, ministre des industries légères, qui publie, dans *El Moudjahid*, deux articles enthousiastes en faveur du secteur privé et déclare : « *Il faut s'inspirer du Japon et compter sur nous-mêmes* (25). »

Ces réformistes mettent en cause, en filigrane, la charpente léniniste du FLN et suggèrent une structuration de la vie politique sur un schéma plutôt social-démocrate. M. Bachir Rouis, ministre de l'information et l'un des chefs de file de ce courant, déclare : « *L'unicité du parti reste importante, mais les gens veulent un parti dynamique, d'avant-garde. Ils réclament des discussions démocratiques et de fond au sein du parti* (26). »

(16) *Le Monde*, 27 décembre 1985.
(17) *El Moudjahid*, Alger, 24 juin 1986.
(18) *Horizon 2000*, Alger, 20 et 27 juin 1986.
(19) *Ibid.*
(20) *Révolution africaine*, Alger, 14 juin 1984, et *Algérie-Actualité*, Alger, 1er mai 1986.
(21) John P. Entelis, *Algeria, the Revolution Institutionalized, op. cit.* ; lire, en particulier, le chapitre 6, intitulé : « The Dynamics of Political Life » (pages 156 à 185).
(22) Ce manque de fermeté pourrait se prolonger à cause de la crise économique.
(23) Ainsi, la willaya de Bouira a signé, en septembre 1985, un accord de coopération avec la région française d'Auvergne pour favoriser l'activité dans son territoire d'entreprises auvergnates de construction et d'électronique.
(24) On comparera avec le cas du Maroc, étudié par Rémy Leveau *in Le Fellah marocain défenseur du trône*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1984.
(25) *Libération*, 27 novembre 1985.
(26) *Ibid.*

LE MAGHREB EN CHIFFRES



INDICATEURS SOCIAUX

	ALGÉRIE	LIBYE	MAROC	MAURITANIE	TUNISIE
Espérance de vie (1984)	60 ans	59 ans	59 ans	46 ans	62 ans
Taux de scolarisation (1983)					
Primaire	94 %		79 %	37 %	113 %*
Secondaire	43 %		29 %	12 %	33 %
Supérieur	5 %	11 %	6 %		5 %
Taux de mortalité infantile (1984)	82 ‰	91 ‰	91 ‰	133 ‰	79 ‰
Nombre d'habitants par médecin (1981)		660	17230		3620

* *Adultes en cours d'alphabétisation compris*

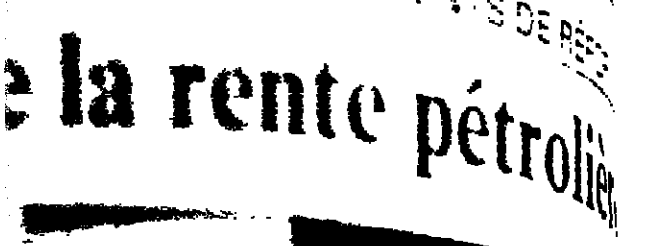
Sources : Banque mondiale et ministère français du commerce extérieur.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Balance commerciale avec la France *(sur sept mois, en millions de francs)*

Importations 1985	Importations 1986	Exportations 1985	Exportations 1986	Taux de couverture 1985	Taux de couverture 1986	
14 035	8 520	13 299	10 424	95	122	ALGÉRIE
3 716	1 658	1 369	979	37	59	LIBYE
3 964	3 681	5 695	4 557	144	124	MAROC
307	252	482	521	157	207	MAURITANIE
2 443	2 137	4 139	3 526	169	165	TUNISIE

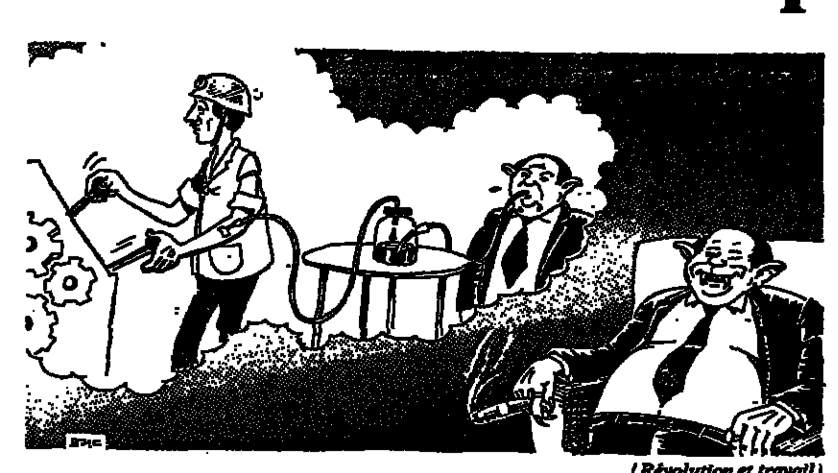
	Indice moyen de production alimentaire par habitant (1974-1976=100) 1982-1984	Importation de céréales (en milliers) de tonnes) 1984	Aide alimentaire en céréales (en milliers de tonnes) 1983-1984	PIB (en millions de dollars) 1984 *(1983*)*	industrie	dont agriculture	services	Taux annuel moyen d'inflation 1973-1984	Encours de la dette totale à long terme (1984) en millions de dollars	en pourcentage du PNB
ALGÉRIE	79	4 155	7	50 690	53 %	6 %	41 %	12,2	12 052	24,3
LIBYE	94	1 005	–	30 570*	64 %*	2 %	34 %	10,8	–	–
MAROC	91	2 610	448	13 300*	32 %	17 %*	51 %*	8,3	14 000	–
MAURITANIE	95	277	129	660	27 %	30 %	42 %	7,7	1 171	171,2
TUNISIE	84	1 071	146	6 940	35 %	15 %	50 %	9,9	3 900	48,5





EN ALGÉRIE

et essor du secteur privé



(Révolution et travail)

LES PATRONS DU PRIVÉ VUS PAR LES SYNDICATS
... pour des choix économiques décisifs

Pour défendre ces thèses, ce camp compte sur les colonnes du quotidien *El Moudjahid* et sur celles de l'hebdomadaire *Algérie-Actualité*, dont le directeur, M. Kamal Belkacem, s'engage en première ligne et publie, notamment, un article retentissant de Nour-Eddine Boukrouh contre le *« socialisme de la mamelle »*, où le FLN est décrit comme *« une ombre fantomatique, une sorte de ministère de la parole aux missions irréelles* (27) ».

Pour servir cette campagne, le ministère de l'information lance, en octobre 1985, deux nouveaux quotidiens, *El Massa* et *Horizon 2000*, tandis que la télévision n'hésite plus à critiquer ouvertement la gestion *« déplorable »* du président Boumediène, auquel elle reproche d'avoir tenu *« un discours politique sans grande prise sur les réalités économiques nationales* (28) ».

L'autre camp crie à la trahison, à l'abandon des principes de la révolution algérienne et rappelle que la Charte de 1976 faisait du socialisme une *« option irréversible »*. Si l'armée est tenue à la réserve et ne s'exprime pas, en revanche, le FLN, avec l'approbation de M. Messaâdia, le « numéro deux » du parti, réplique à travers son organe central, l'hebdomadaire *Révolution africaine*, mettant en garde contre ce qu'il appelle : *« Le clairon des marchands de rêves* (29). »

A cette voix s'ajoute celle des syndicats qui, dans *Révolution et travail*, lancent un avertissement : *« Gare à la colère de la révolution »*, et traitent les partisans du camp adverse de *« force néocolonialiste »*, de *« valets du colonialisme »*, de *« couche parasitaire »*, de *« représentants de Bigeard et de Le Pen »*, de *« partisans de la France rêvant encore de l'assimilation »* et, enfin, de *« véritable danger pour notre révolution* (30) ».

Cette guerre idéologique qui divise le pays, le président est sûr de l'emporter et de faire approuver, à la fin de 1985, une Charte nouvelle qui lui laissera enfin les mains libres pour aller de l'avant dans ses réformes. L'affaire paraît entendue. Mais des événements politiques majeurs se produisent alors qui, perçus comme autant de défis au régime, vont provoquer le raidissement des intransigeants et rallier à leurs thèses la majorité des hésitants.

Cela commence le 5 juillet 1985, jour de la fête nationale, lorsque des « fils de martyrs », à la tête desquels se trouve le fils du colonel Amirouche, héros de la guerre d'indépendance, sont appréhendés à Tizi-Ouzou, en Kabylie, alors qu'ils s'apprêtaient à déposer des gerbes de fleurs sur des monuments aux morts, en marge des cérémonies officielles. Cette action de la police relance l'agitation berbère, endémique, en Kabylie. Surtout que les détenus sont soutenus par la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH), présidée par Me Abdennour Ali Yahia, mais non agréée. Les autorités, dès le 9 juillet 1985, font arrêter les membres du comité directeur de la LADH, déclenchant ainsi un mouvement international de solidarité à leur égard (31).

Alors que le pays est plongé en plein débat fratricide sur l'éventualité de réformes démocratiques, l'apparition prématurée de ces deux associations – « les fils des martyrs » et la LADH – est ressentie par le FLN comme une atteinte à son monopole idéologique. L'exécutif ne peut dans ce cas que faire preuve de fermeté, intensifiant du même coup la contestation berbère et soulevant de fortes critiques de l'étranger (32). Contestations et critiques qui, en retour, fournissent opportunément à l'aile gauche du FLN des arguments pour demander de serrer les rangs car, rappelle-t-elle, *« dans une forteresse assiégée, toute dissidence est trahison »*.

Plus grave encore pour le pouvoir : le 27 août 1985, une école de police, à 40 kilomètres d'Alger, est attaquée par un commando d'islamistes qui tuent un cadet, s'emparent des armes et prennent le maquis. Cet embryon de guérilla aux portes de la capitale réussit à tenir en échec les forces de l'ordre jusqu'à la fin octobre 1985, où, au cours d'un accrochage dans lequel trouvent la mort cinq gendarmes, il sera en partie anéanti. Son chef, M. Mustafa Bouyali, parvient à fuir et demeure introuvable (33).

Enfin, en décembre 1985, nouveau coup de tonnerre. A la veille du congrès extraordinaire réuni à Alger pour examiner l'avant-projet de la Charte, MM. Ben Bella et Aït Ahmed, anciens « chefs historiques » de la révolution algérienne, devenus les principaux leaders de l'opposition illégale au régime, s'associent pour lancer, à Londres, une solennelle « Proclamation pour l'instauration de la démocratie en Algérie » (34).

Une telle offensive conjointe de tous les opposants – berbéristes, benbellistes et islamistes – contre le régime, en cette heure délicate de violents débats internes, contraint le camp des réformistes à faire marche arrière. Ils ne peuvent prêter le flanc à l'accusation de collusion avec les *« ennemis de toujours de la révolution algérienne »*. Accusation pratiquement exprimée par l'organe des syndicats, *Révolution et travail* (35).

Conséquence : la nouvelle Charte nationale, effectivement approuvée par référendum le 16 janvier 1986, se démarque fort peu de la précédente et reste en retrait du projet défendu par l'entourage du président (36). Mais rien n'est définitivement tranché ; et les deux camps demeurent face à face, l'arme au pied.

Entre-temps, la crise n'a fait que se durcir et la diversification des exportations est devenue un objectif économique prioritaire.

Or, à cet égard, l'Algérie ne dispose pas des ressources de ses voisins, par exemple, le Maroc et la Tunisie. Ces deux pays, on le sait, tirent une grande partie de leurs devises de trois secteurs : les exportations de fruits et primeurs ; le tourisme et, surtout, les transferts de leurs travailleurs émigrés en Europe.

Références à l'islam

IMPORTATEUR net de produits agricoles, l'Algérie a négligé de développer ses capacités touristiques. Dans ce domaine, le bilan est fort modeste : 415 000 touristes à peine en 1985. Cinq fois moins que ses voisins.

L'épargne de ses travailleurs émigrés en France (800 000 environ) n'est pratiquement pas envoyée au pays. Alors que les Marocains, moitié moins nombreux, viraient 3,14 milliards de francs, en 1982, les Algériens n'en envoyaient que 63 millions, c'est-à-dire cinquante fois moins (37). Ils estiment le taux de change du dinar trop élevé (1 dinar = 1,63 F environ) et préfèrent établir avec leurs parents et leurs amis restés au pays un système d'échange qui s'apparente au troc et qui leur permet d'obtenir une conversion plus favorable de leurs devises (3 ou 4 dinars pour 1 franc). Conséquence : l'Algérie perd ainsi chaque année, environ 1 milliard de dollars. Manque à gagner vivement regretté en ce temps de crise.

Cette situation rend encore plus urgentes d'autres mesures d'ordre économique, alors que l'échec de l'« enrichissement » de la Charte de décongeler la révolution crée une sorte de suspense politique qui paralyse les décisions. Actuellement, chaque session du comité central du parti (il y en a, ordinairement, deux par an) donne lieu à des rumeurs qui annoncent de spectaculaires remaniements ministériels et l'élimination d'un des camps en présence. Dans cette situation, c'est le cercle restreint des conseillers du président – dirigés par le principal d'entre eux, le général Belkheir – qui détermine la politique du pays.

La situation devient chaque jour plus difficile. Car, à ces affrontements intra-politiques, viennent s'ajouter les tensions sociales que la récession aggrave. Et l'austérité favorise l'éclosion de toutes les dissidences.

Déjà, les quartiers pauvres des villes sont gagnés par le discours des islamistes qui renvoient dos à dos partisans du libéralisme et du socialisme. Deux thèses ne conduisant, selon eux, qu'à l'échec. Ils proposent leur style de vie et leurs valeurs – inspirées du Coran, – comme modèle (37). Cela séduit certains jeunes, gagnés par l'apolitisme, et qui, malgré leur bonne formation ou leurs diplômes, sont de plus en plus confrontés au chômage (les seize-vingt-trois ans représentent 75 % des sans-emploi) (38).

A ce mouvement islamiste, encore restreint mais potentiellement dangereux – comme le prouve l'action des guérilleros islamistes l'an dernier, – les autorités ont opposé en premier lieu la fermeté. Cent soixante-dix intégristes seraient actuellement en prison.

Mais, d'autre part, M. Chadli Bendjedid, comprenant qu'effectivement le discours religieux institutionnel était absent du champ du pouvoir, s'est efforcé de l'y réintroduire. Le président s'est ainsi doté d'une sorte de « référent théologique » en la personne du cheikh El Ghazali, recteur (d'origine égyptienne) de l'université islamique de Constantine. Opposé aux fondamentalistes et à l'utilisation de l'islam que fait M. Ben Bella, le cheikh El Ghazali est un théologien de choc (39), très présent dans les médias et sur tout le front religieux. Le président le cite souvent, le consulte et espère sans doute que ce traitement quasi homéopathique de l'islamisme finira par réduire son expansion.

En outre, le pouvoir favorise la construction de lieux de culte. Le pays se couvre actuellement d'un blanc manteau de mosquées. A Alger, par exemple, il y en a une cinquantaine en voie d'achèvement (40).

En même temps, les autorités s'efforcent d'éloigner les jeunes de la tentation islamiste. C'est tout le sens de la « dynamisation culturelle » en cours. Dans chaque willaya, des crédits ont été dégagés pour permettre l'organisation de multiples manifestations : festivals, concerts, expositions, séminaires... Tous les arts sont convoqués : littérature, théâtre, cinéma, peinture, bande dessinée, musique (rock, raï, chaabi...), etc. Certains intellectuels, comme l'écrivain Kateb Yassine, qualifient cependant tout cela de *« charlatanisme culturel »* ; ils soulignent les difficultés que rencontrent de nombreux créateurs (41).

Quoi qu'il en soit, ces distractions ne durent qu'un temps, et, une fois les flonflons éteints, de nombreux jeunes se retrouvent livrés à eux-mêmes pour affronter une entrée dans la vie devenue depuis le début de la récession fort problématique.

IGNACIO RAMONET.

(27) *Algérie-Actualité*, Alger, 10 octobre 1985.

(28) *Le Monde*, 10 septembre 1985.

(29) *Révolution africaine*, Alger, 18 octobre 1985.

(30) *Révolution et travail*, Alger, 28 octobre 1985.

(31) *la Lettre de la Fédération internationale des droits de l'homme*, Paris, nº 69, 1986.

(32) *Libération*, 12 novembre 1985.

(33) *Le Monde*, 29 octobre 1985.

(34) *Le Monde*, 17 novembre 1985.

(35) Cf. note 29.

(36) « Projet de Charte nationale 1986 », *Révolution africaine*, Alger, numéro spécial, janvier 1986.

(37) La nouvelle Charte nationale – comme celle de 1976 – se réfère fréquemment à l'islam et déclare, dès son avant-propos, que la révolution algérienne est *« une éclosion heureuse soutenue par l'esprit de l'islam »*.

(38) Cf. *Algérie*, Centre français du commerce extérieur, coll. « Un marché », nº 43, Paris, 1986, page 14. Voir aussi, *Algérie*, Publications économiques internationales, Paris, 1986, pages 54 et suivantes.

(39) Cf. « Entretiens avec cheikh Iman El Ghazali », *Algérie-Actualité*, 16 janvier 1986, ainsi que *Révolution africaine*, 6 juin 1986.

(40) *Algérie-Actualité*, 8 mai 1986.

(41) Sur la situation de la culture, lire : Serge Daney, « Des hauts et des bas à Annaba », *Libération*, 5 mai 1986.

OÙ EN EST LA CONSTRUCTION D'UN MAGHREB UNI ?

L'ère des destins solitaires est révolue

PAR HABIB EL MALKI (*)

TRÈS souvent, les événements historiques qui résistent aux vicissitudes du temps sont conformes à la volonté des peuples. C'est le cas de la conférence de Tanger (1958) qui a connu un destin particulier, et dont le vingt-huitième anniversaire a été célébré en avril dernier, à Alger, en présence des principaux partis fondateurs : le Front de libération nationale d'Algérie, l'Istiqlal et l'Union socialiste des forces populaires du Maroc, ainsi que le Parti socialiste destourien pour la Tunisie. Après Tanger en avril 1983 et Tunis en avril 1984, ces troisièmes « retrouvailles » maghrébines revêtent une signification particulière dans un contexte régional fortement ébranlé à la suite de l'agression américaine contre la Libye.

La conférence de Tanger du 27 avril 1958 a joué le rôle d'un catalyseur dans l'itinéraire de la construction maghrébine, et ceci pour trois raisons :

– le Maroc avait pu, à cette occasion, réaffirmer son soutien à la révolution algérienne ;

– une concertation entre pays maghrébins concernant l'avenir des territoires sahariens sous domination française était apparue indispensable. D'autant plus que Paris avait mis au point, en 1957, un projet portant le nom d'« Organisation commune des régions sahariennes » (OCRS) dans le but d'exploiter et de mettre en valeur les richesses du sous-sol saharien récemment découvertes (fer au sud de Tindouf en 1950, gaz et pétrole en 1954-1955). Le Maroc, sollicité par le gouvernement français de s'associer à son activité, a constamment décliné ces offres ;

– la naissance d'un péril nouveau : l'existence de l'Europe des Six, dont les échanges commerciaux avec les trois pays du Maghreb étaient très importants (70 à 80 % des exportations du Maroc et de la Tunisie, plus de 90 % de celles de l'Algérie). L'institution du TEC (tarif extérieur commun) et du principe de la « préférence européenne » en matière agricole constitueront deux handicaps majeurs pour le maintien et le développement du commerce extérieur maghrébin.

Dans un tel contexte, la conférence de Tanger apparaissait comme un acte de foi tourné vers l'avenir d'un Maghreb uni.

Qu'en reste-t-il, vingt-huit ans après ? Une démarche réaliste qui tranche avec les initiatives précipitées prévalant à l'époque au Proche-Orient (1). Une volonté politique de trouver des solutions en conformité avec l'idéal maghrébin. Une ébauche d'édification du Maghreb, à travers le projet de constitution d'une Assemblée consultative maghrébine (2).

C'est ce qui explique pourquoi la conférence de Tanger reste ce fil d'Ariane qui continue de résister à toutes les épreuves en reliant les différents pays maghrébins à un destin commun.

Plusieurs conflits inter-maghrébins ont secoué la région depuis. Et une sorte d'évolution cyclique a caractérisé les rapports bilatéraux et trilatéraux entre les Etats : des phases de crise succédant à des périodes de détente et de relance de la concertation. Quatre grandes phases ont ainsi jalonné l'histoire récente :

a) *Les frictions de l'indépendance (1959-1963)*. Deux conflits majeurs nés de la contestation des frontières héritées de la période coloniale : la crise tuniso-libyenne de février 1959, à la suite de la revendication tunisienne portant sur une partie du Sahara tuniso-libyen, en contestation de l'accord franco-turc du 19 mai 1910 ; et, d'autre part, la crise algéro-marocaine d'octobre 1963, débouchant sur un conflit armé, à propos du tracé des frontières.

b) *L'institutionnalisation de la coopération (1964-1975)*. Cette phase sera marquée par une série de tentatives visant à jeter les bases d'une coopération multilatérale. L'accent est particulièrement mis sur les similitudes socioculturelle ainsi que sur les complémentarités économiques. Dans ce cadre, 1964 représente un tournant, avec la création du Comité permanent consultatif maghrébin (CPCM) – dont le siège est à Tunis – à la suite de la première conférence des ministres de l'économie d'Algérie, de Libye, du Maroc et de Tunisie. Trois tâches lui sont assignées : développer les échanges horizontaux en articulant les politiques douanières ; harmoniser les politiques sectorielles dans les domaines de l'industrie, des mines, de l'énergie, des transports et des télécommunications ; coordonner les politiques respectives à l'égard de la CEE.

Une série d'institutions spécialisées (3) travaillent sous sa tutelle. Cependant, les résultats obtenus pendant cette période ne sont pas à la mesure des ambitions : les échanges commerciaux demeurent faibles, sinon symboliques ; la coordination sectorielle reste très timide et l'harmonisation des plans nationaux de développement est sans cesse retardée. Quelques résultats seulement dans le domaine des télécommunications et des transports ferroviaires et aériens.

La septième, et dernière, conférence des ministres maghrébins de l'économie (4) – tenue en mai 1975 à Alger – consacra la voie du développement solitaire. Elle renvoya *sine die* le projet d'accord maghrébin de coopération économique, préparé soigneusement par le CPCM. L'adoption de ce document aurait permis d'ouvrir de nouvelles perspectives dans la construction de l'ensemble maghrébin : réduction des barrières douanières, structuration de la coopération industrielle, agricole et artisanale, coopération dans le domaine du financement...

c) *Le retour des différends (1975-1983)*. Depuis cette date, le CPCM est mis en veilleuse ; les institutions communes sont gelées. Résultat : un net recul de la coopération maghrébine. Tendance aggravée par le différend algéro-marocain sur le Sahara occidental et par le désaccord tuniso-libyen, à la suite de l'échec de la fusion entre les deux pays en 1974. C'est la phase de crise la plus longue, avec ses incidences sur les équilibres des finances publiques des différents pays. Jamais la situation au Maghreb n'a été aussi éloignée de l'esprit de Tanger !

d) *Les prémices d'un réchauffement (1983-1986)*. Pour la première fois, l'anniversaire de la conférence – le vingt-cinquième – est célébré à Tanger, au mois d'avril 1983 (5). Cette manifestation a une valeur symbolique, elle traduit une certaine volonté de préserver l'avenir ; même si l'impact réel était plus sentimental que politique. Toujours est-il qu'un climat nouveau est ainsi créé. Ni le traité de fraternité et de concorde signé en mars 1983 par l'Algérie et la Tunisie, auquel la Mauritanie a adhéré à la fin de la même année, ni le traité d'union arabo-africaine signé entre le Maroc et la Libye en août 1984 (dénoncé en août dernier par le roi Hassan II après la violente condamnation par le colonel Kadhafi des entretiens d'Ifrane entre le souverain chérifien et le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, n'ont cristallisé les positions des uns et des autres.

Le problème du Sahara

L'actualité de l'esprit de Tanger demeure grande. Ainsi, sur le plan politique, les participants à la réunion d'Alger, en avril dernier, ont réaffirmé leur attachement à la souveraineté et à l'unité des peuples de la région. Ils ont fortement insisté sur les menaces pesant sur le bassin méditerranéen à la suite du bombardement américain de Tripoli. Ils ont réaffirmé leur soutien au Maroc dans sa revendication de Ceuta, de Melilla et des îles Chafarines. Enfin, ils ont lancé un appel pour trouver une solution au problème du Sahara occidental, conformément aux aspirations et aux intérêts du Grand Maghreb.

Sur le plan institutionnel, la relance de l'idée d'une Assemblée consultative maghrébine (déjà arrêtée en avril 1958 à Tanger) peut être le point de départ d'une nouvelle dynamique, surtout si elle voit le jour dans des délais raisonnables.

En somme, il s'agit de voir plus loin, de manière que les accidents de parcours ou les problèmes conjoncturels – comme celui du Sahara occidental – puissent être ramenés à leurs justes proportions pour s'attaquer au véritable défi qu'est le sous-développement.

L'ère des destins solitaires est révolue. Le monde de demain, à la suite des mutations d'aujourd'hui, sera celui des grands ensembles économiques régionaux. Cette tendance l'emporte déjà nettement dans les pays à niveau de développement avancé.

(1) C'était l'époque de la création de la République arabe unie, à la suite de la fusion de l'Égypte et de la Syrie.

(2) Elle serait composée des représentants des différentes Assemblées nationales – selon des modalités à déterminer.

(3) Le Centre d'études industrielles du Maghreb, le Comité maghrébin des postes et télécommunications, le Comité maghrébin de l'alfa, le Comité maghrébin du tourisme, le Comité maghrébin des produits pharmaceutiques, etc.

(4) La Mauritanie participait pour la première fois à part entière, alors que la Libye était absente.

(5) Cette manifestation fut précédée par une rencontre au sommet entre le roi Hassan II et le président Bendjedid Chadli en février 1983, dans une localité de la frontière algéro-marocaine.

(*) Professeur d'économie à l'université Mohamed-V, Rabat (Maroc). Ancien président de l'Association des étudiants musulmans nord-africains en France.

(*) Professeur d'économie à l'université Mohamed-V, Rabat (Maroc). Ancien président de l'Association des étudiants musulmans nord-africains en France.

A L'OMBRE DU CONFLIT ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

LES KURDES, UN ENJEU OUBLIÉ AU PROCHE-ORIENT



(Nicolas More)

RENCONTRE DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS
De gauche à droite : A.R. Ghassemlou, Cheikh E. Hosseiny, Cheikh Jalal et J. Talabani

EN septembre 1986, l'Iran lançait sur le front sud l'offensive Kerbala 2, dans laquelle les observateurs voyaient le prélude à l'assaut final contre l'Irak, si souvent annoncé par Téhéran. Le même mois, alors que ses forces faisaient face à quelques contre-offensives irakiennes, la République islamique lançait, sur le front nord, l'opération Kerbala 3. La presse, n'accordait alors que quelques lignes à ce qu'elle semblait considérer comme une diversion.

Diversion ? C'est ignorer que le front nord est situé au cœur du Kurdistan.

Kurdistan d'Iran dont l'espoir, né avec la chute du chah, fut rapidement anéanti par le nouvel ordre islamique imposé par *l'imam Khomeiny*.

Kurdistan d'Irak où, malgré l'existence d'une région autonome, les foyers de lutte armée s'étendent.

Kurdistan enfin, prolongé au nord sur le tiers du territoire du puissant voisin turc qui ne cache pas ses ambitions régionales.

Le combat des Kurdes est généralement oublié. Leur territoire est pourtant l'un des enjeux majeurs de cette longue guerre du Golfe. Sauront-ils surmonter leurs rivalités internes et tirer profit de la fournaise qui risque d'embraser toute la région ?

Par CHRISTIANE MORE *

L'un derrière l'autre, kalachnikov en bandoulière, les reins maintenus par la large ceinture qui supporte la cartouchière, cent cinquante peshmergas (1) du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) se dirigent vers les monts Sûrikêo séparant l'Irak de l'Iran. Ils arrivent du sud du *no man's land* irakien – créé après l'accord d'Alger en 1975 – qui est aujourd'hui le fief de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Jalal Talabani, une organisation hostile au régime de Bagdad. Le PDKI a établi là ses quartiers généraux après les offensives iraniennes de 1983. On y rencontre les représentants des organisations kurdes d'Iran qui combattent la République islamique et l'imam Khomeiny : M. Abdul Rahman Ghassemlou, secrétaire général du PDKI à la tête de dix mille peshmergas ; M. Ibrahim Alizadeh, secrétaire général du Komala, une organisation, qui en aurait trois mille ; Cheikh Ezzedine Hosseini, un prestigieux chef religieux musulman sunnite, et son frère Cheikh Jalal, chef de l'organisation Xebat (lutte) qui en compterait quatre cents (2).

Rude est ce chemin qui conduit aux zones libérées du Kurdistan d'Iran, gérées de fait, depuis la Révolution islamique (3), par le PDKI et le Komala. Nous franchissons la frontière peu avant la tombée de la nuit ; nous arrivons à Dûnis, premier hameau en territoire iranien. Une partie des peshmergas s'éparpillent et prennent le guet sur les terrasses des maisons construites en escalier sur le flanc de la montagne. Les autres trouvent un toit chez des villageois heureux de les accueillir.

La montagne unit les Kurdes – elle leur appartient – mais elle les sépare aussi. L'alphabet est une autre barrière : la même langue s'écrit en caractères arabo-persans pour les Kurdes d'Irak et d'Iran, latins pour ceux de Turquie, cyrilliques pour ceux d'Union soviétique. Enfin, les revendications mêmes divisent les Kurdes : ainsi, ceux d'Irak et d'Iran jugent dangereusement utopiques les revendications d'indépendance des Kurdes de Turquie, et acceptent donc, par leurs revendications d'autonomie à l'intérieur des Etats dont ils sont les ressortissants, le partage du Kurdistan.

En dehors de la cérémonie du thé – servi de manière ininterrompue jusqu'au coucher, – l'écoute de la radio représente le moment le plus important. Il faut suivre un rite, respecter des horaires, dans cette région où la notion du temps demeure tout orientale. On écoute la radio de son organisation, celle du concurrent, celle de la République islamique, et toutes les radios étrangères émettant en persan ou en kurde, notamment La Voix d'Israël.

Le PDKI, parti kurde d'Iran souvent qualifié de social-démocrate – il s'en défend – et le Komala, organisation marxiste-léniniste, branche kurde d'un Parti communiste d'Iran fondé en 1983, diffèrent profondément, même sur des détails de la vie quotidienne. Alors que la journée des peshmergas du PDKI se termine à leur arrivée dans les villages, celle des maquisards du Komala recommence : il leur faut expliquer, convaincre, éduquer.

Les Kurdes plus âgés préfèrent le PDKI, respectueux des valeurs traditionnelles, au Komala, cet « iconoclaste » qui rejette la religion au nom d'une doctrine pure et dure. En revanche, les jeunes et les femmes penchent pour cette idéologie révolutionnaire et égalitaire. La rivalité PDKI-Komala dégénère souvent en affrontements armés et fait le jeu des Iraniens. Outre des centaines de victimes parmi les combattants, elle a provoqué des défections dans leurs rangs et réduit les actions de guérilla.

Baneh, une agglomération de quarante mille habitants, a dû, comme la plupart des autres cités de l'Ouest iranien, être évacuée en mars 1985, lors de la « guerre des villes » entre l'Irak et l'Iran. La population s'est réfugiée dans les villages environnants, dans des écoles désaffectées ou dans des roulottes le long de la route de Sardasht. Ne sont restés en ville que les militaires, les pasdarans, les bassidji (4) et les « traîtres ». Les peshmergas effectuent des incursions de nuit, lorsque l'ennemi se terre dans ses bases. Si les directions des partis se sont réfugiées dans le *no man's land* irakien, les combattants opèrent toujours au Kurdistan iranien, où ils tiennent en échec l'armée islamique et entraînent la population aux techniques de la résistance.

Malgré des forces considérables et les énormes dépenses consacrées à la guerre, le régime islamique n'est pas venu à bout de la rébellion kurde. L'armée ignore tout de cette région alors que les peshmergas, familiers des montagnes, ont su s'adapter à la guérilla. De surcroît, les pasdarans répugnent à se battre contre les Kurdes, leurs frères de race et de culture. Et la population kurde soutient, dans son ensemble, les peshmergas.

Les ennemis de mes ennemis...

MAIS la guerre est bien là. Et il faut combattre les troupes de la République islamique (armée régulière et milices) et parfois même des organisations kurdes rivales comme le PDK-Irak qui, hostile au régime de Bagdad et souhaitant l'aide de Téhéran, lutte aux côtés des pasdarans (5). Dans les conversations, ce sujet suscite une certaine gêne et le PDK-Irak est accusé de « tribalisme ». Son chef, M. Massoud Barzani, mise sur la chute de M. Saddam Hussein, son ennemi juré, artisan – avec le chah – de la défaite de son père, le célèbre Mustafa Barzani, en 1975. Il qualifie son alliance avec Téhéran d'« *essentielle* » et de « *stratégique* » et se déclare vigilant à l'égard du pouvoir iranien tout en restant convaincu que « *jamais Khomeiny ne fera de compromis avec Saddam Hussein* ».



(Nicolas More)

PRÉPARATION D'UN REPAS TRADITIONNEL
Survivre malgré la guerre

Des contacts entre la République islamique et le PDKI furent noués durant l'été 1984 ; ils auraient pu conduire à des négociations si la République islamique avait accepté les conditions des Kurdes (négociations au Kurdistan, sans cessez-le-feu, sur la base des revendications kurdes). Ces pourparlers ont valu au PDKI d'être exclu, en avril 1985, du Conseil national de la résistance iranienne (CNR), qui a rejeté catégoriquement toute négociation avec le régime islamique (6).

Le PDKI rêve aujourd'hui de constituer un front anti-impérialiste qui regrouperait la résistance républicaine iranienne, actuellement dispersée. « *Nous avions fondé beaucoup d'espoirs sur le CNR dont nous disions en 1981 qu'il constituait la seule solution de rechange démocratique au régime de Khomeiny. Mais la politique sectaire des Moudjahidins du peuple n'a pas permis d'élargir le CNR à d'autres organisations*, explique M. Ghassemlou. *Si le régime de Khomeiny se maintient, c'est parce que l'opposition est faible et divisée. Ah ! s'il existait deux ou trois Kurdistans en Iran...* »

* Auteur du livre *les Kurdes aujourd'hui, mouvement national et partis politiques*, l'Harmattan, Paris, 1984.

(1) Peshmergas : littéralement « devant la mort », nom donné aux maquisards kurdes depuis la République de *Mahabad* (1946).

(2) D'autres organisations de l'opposition iranienne, souvent symboliques – elles comprennent parfois moins de vingt membres – ont planté leur tente dans le même secteur, mais leur activité semble réduite à des polémiques par le truchement de publications ou d'émissions de radio et à de rares incursions en Iran (Fedayin-Minorité, Fedayin-Achraf, Fedayin-Hoviate, La Voie de l'ouvrier, Parti des travailleurs, Armée de libération du peuple *d'Iran, Fedayin-Hormozgan*). *L'Organisation des Moudjahidins* du peuple (OMPI), quant à elle, a établi son quartier général dans une zone contrôlée par l'armée irakienne.

(3) La confusion des premiers mois de la révolution permit aux autonomistes kurdes de contrôler l'ensemble du Kurdistan et de mettre en place des institutions autonomes : conseils villageois, écoles, hôpitaux, tribunaux qui continuent de fonctionner clandestinement. Sous leur égide et avec leur aide, les paysans s'approprièrent les terres qu'ils cultivaient jusque-là pour le compte des grands propriétaires terriens (aghas), provoquant dès le mois de juin 1979 un conflit de classes. Aghas et chefs tribaux soutiendront le gouvernement islamique qui les aidera à mettre en place une armée de mercenaires (appelés jashs par les Kurdes, littéralement ânons, traîtres au mouvement national kurde).

(4) Pasdarans : gardiens de la révolution ; bassidji : mobilisés, encadrés par les pasdarans.

(5) La lutte entre le PDK-Irak et le PDKI date des années 70 lorsque Mustafa Barzani jouait le rôle de gendarme du chah au Kurdistan d'Iran.

(6) CNR : Conseil national de la résistance créé en juillet 1981, à l'initiative de M. Massoud Radjavi, chef de l'OMPI. Le PDKI y adhéra le 27 octobre 1981 et en fut exclu en avril 1985.

EHMADÉ XANI (1650-1706)

Toujours en révolte et toujours divisés

Pourquoi les Kurdes sont-ils restés démunis ?
Pour quelle raison ont-ils été assujettis ?

Réfléchis ! Du pays des Arabes à celui des Géorgiens
Les Kurdes se dressent comme des citadelles.

Ces Roums et ces Persans s'en font des remparts,
Les Kurdes les entourent des quatre côtés.

Les deux camps ont fait du peuple kurde
Une cible pour la flèche du destin.

La mer des Roums et l'océan des Tadjiks,
Lorsqu'ils se dressent, se rejoignent et s'affrontent.

Les Kurdes en sont éclaboussés de sang,
Ils les séparent comme un fossé.

Générosité, magnanimité, noblesse,
Autorité, ardeur, courage.

Tout cela est la marque du peuple des Kurdes,
Ils s'appuient sur l'épée et sur la puissance du droit.

Leur fierté et leur noblesse,
Font qu'ils refusent le poids de la reconnaissance.

C'est pourquoi ils sont toujours divisés,
Toujours en révolte, toujours en désaccord.



(Nicolas More)

(Extrait de Mêm o Zîn *de Ehmadê Xanî, le plus grand poète de l'époque classique. Ce long poème de 2 500 dystiques est un plaidoyer pour l'émancipation du peuple kurde et l'unification des dizaines de principautés qui étaient alors soumises aux empires perse et ottoman, cf. Joyce Blau :* Mémoire du Kurdistan, *éditions Findakly, Paris, 1984.)*

Les principales organisations politiques

IRAK

● *Parti démocratique du Kurdistan-Irak* (PDK-Irak).

Fondé en 1946 à l'initiative de Mustafa Barzani, dirigé depuis 1976 par son fils Massoud. Objectif : l'autonomie. Implantation : nord du Kurdistan d'Irak.

● *Union patriotique du Kurdistan* (UPK).

Créée en 1975 à l'initiative de M. Jalal Talabani, par des opposants à M. Barzani. Regroupe aujourd'hui le Komala d'Irak et l'Union des révolutionnaires du Kurdistan. Dirigée par M. Jalal Talabani. Objectif : l'autonomie. Implantation : est et sud du Kurdistan d'Irak.

● *Le Parti communiste irakien*, hostile au régime de M. Saddam Hussein depuis 1979, a vainement essayé de jouer les médiateurs entre le PDK-Irak et l'UPK dont la rivalité dégénérait souvent en affrontements armés. Il est à l'origine d'un Front qui regroupe, sous la direction des deux fils Barzani, toute l'opposition irakienne, hormis l'UPK et les organisations chiites.

Depuis l'occupation iranienne de Fao, en février 1986, les alliances au sein de l'opposition irakienne ont tendance à se dénouer. M. Aziz Mohamed, secrétaire général du PC, a condamné cette occupation. Plusieurs fractions kurdes du Front ont signé, en avril 1986, un accord avec l'UPK ; mais le PDK de M. Massoud Barzani, contacté par des émissaires de M. Talabani, n'y a pas encore adhéré.

En 1985, un parti hezbollah kurde, issu d'une scission du PDK, a été créé. Cette nouvelle organisation dirigée par Cheikh Mohamed Khaled, cousin de Mustafa Barzani, a rejoint le Conseil de la révolution islamique, opposition religieuse au régime de Bagdad, basée à Téhéran.

IRAN

● *Parti démocratique du Kurdistan d'Iran* (PDKI).

Le plus ancien de tous les partis kurdes, créé en août 1945, quelques mois avant la proclamation de la République de Mahabad. Dirigé depuis 1971 par M. Abdul Rahman Ghassemlou. Objectif : l'autonomie. Implantation : importante, particulièrement dans le centre du Kurdistan d'Iran.

● *Komala.*

Créé en 1969 à l'initiative d'étudiants kurdes d'extrême gauche, ce parti fonda, en 1983, un parti communiste d'Iran en opposition au Parti communiste Toudeh.

Le Komala est dirigé par M. Ibrahim Alizadeh, le Parti communiste d'Iran par M. Abdullah Mohtadeh, un des fondateurs du Komala. Objectif : établissement d'une société communiste en Iran. Implantation : principalement dans la région de Sanandadj.

● *Cheikh Ezzedine Hosseiny.*

Prestigieux chef religieux kurde sunnite ; très proche du Komala jusqu'en 1985, au point d'en être considéré comme le « directeur de conscience ». Partisan d'un Kurdistan autonome dans une démocratie laïque.





M. Ghassemlou estime que l'Irak a déjà gagné sur le plan psychologique. *« Tout le monde a entendu Saddam Hussein affirmer sa volonté de faire la paix dans le respect de l'indépendance des deux pays, au moment même où Khomeiny ne parlait que d'intensifier la guerre, ce « don du ciel » – comme il dit, – afin de renverser Saddam Hussein. »* La population kurde exprime plus de réserves à l'égard de la politique de Bagdad ; elle souffre, il est vrai, doublement de la guerre, de celle que lui fait l'imam Khomeiny et de celle entre l'Iran et l'Irak. Et les Kurdes iraniens hésitent de moins en moins à rejoindre leurs frères de Turquie émigrés en RFA ainsi qu'en France.

EN FRANCE

LES immigrés kurdes en Europe occidentale partagent le sort des autres travailleurs étrangers. Comme eux, ils subissent durement les effets de la crise économique et la montée de la xénophobie. Et pourtant leur cas doit être considéré à part ; la grande majorité des quelque 500 000 Kurdes travaillant dans les pays de la CEE possèdent un passeport de la Turquie, mais ils n'ont qu'une connaissance rudimentaire de la langue turque. Comme aucun travailleur social des pays d'accueil, médecin, éducateur, ne parle le kurde, cela accentue leur isolement. Aux difficultés matérielles s'ajoute ainsi la négation de leur identité.

En France, le nombre d'immigrés kurdes est estimé à environ 40 000, auxquels s'ajoutent 2 150 réfugiés politiques. Travaillant dans les secteurs de la confection, du bâtiment et de l'automobile, ils restent politiquement peu organisés. Par l'intermédiaire des instituteurs – chargés de les alphabétiser, en turc évidemment, – des groupes d'extrême droite – comme les Loups gris, beaucoup plus actifs en RFA, où l'on compte environ 400 000 Kurdes, – ou tout simplement de ses services de renseignement, l'ambassade de Turquie à Paris tient à l'œil cette communauté et veille à contrer toute activité « séparatiste ». Seuls deux groupes d'opposition, le PKK et le PSKT – *voir encadré « Turquie » ci-dessous* – disposent d'une certaine influence.

Au cours des derniers mois, la pression de la police française à l'égard des militants politiques s'est accentuée : contrôles permanents, refus de visas... Le siège de la Fédération des travailleurs patriotes kurdes, proche du PKK, a dû fermer à la suite de la multiplication des interventions de la police. Ces mesures, ainsi que la suppression des subventions à l'Institut kurde de Paris – réputé pour la qualité de ses réalisations culturelles – sont interprétées par les Kurdes de France comme l'effet du rapprochement entre Paris et Ankara consécutif à la rencontre entre M. Chirac et M. Ozal, le premier ministre turc, en avril 1986.

A. G.

Les dirigeants des Kurdes d'Iran seraient-ils inféodés à l'Irak ? Ils s'en défendent. D'abord parce que l'aide de l'Irak est limitée : elle porte essentiellement sur le droit de transit par son territoire, et sur le financement des « bureaux » ; les peshmergas utilisent surtout les armes individuelles disponibles sur le vaste marché du Proche-Orient (1 500 dollars pour un fusil-mitrailleur russe, 500 dollars pour un de fabrication chinoise). Ensuite parce que les autonomistes kurdes ne se battent pas pour le compte de Bagdad (leur combat a commencé avant la guerre du Golfe), mais contre le régime de Téhéran qui a répondu à leurs revendications par une intensification de la guerre. Ce qui fait dire à M. Ghassemlou : *« Avec le paravent de la guerre contre l'Irak, Khomeiny met en œuvre son plan de génocide des Kurdes. »* C'est pourquoi la politique du PDK-Irak rend amers les Kurdes d'Iran. Comment un mouvement autonomiste peut-il s'allier à un régime qui nie le concept même d'autonomie sous prétexte qu'il est *« contraire à l'islam »* ? Alliance contre nature, pensent-ils.

Alliance contre nature aussi, celle des Kurdes d'Iran avec Bagdad ? Ils ne partagent pas ce sentiment, même s'ils se méfient du régime baasiste. Ils observent que de l'autre côté des montagnes, en Irak, les Kurdes se sont vu reconnaître des droits nationaux et, en 1974, une région autonome ; malgré le caractère limité de ces réformes, la sauvegarde du patrimoine culturel kurde demeure un acquis important. Dans cet esprit, les Kurdes d'Iran ont soutenu dans leur ensemble – tout en étant sceptiques quant au résultat – la médiation de M. Ghassemlou entre Bagdad et l'UPK, qui a abouti à la signature d'un cessez-le-feu en décembre 1983.

Le moment était bien choisi car l'Irak devait faire face, sur les fronts nord et sud, à des offensives iraniennes. *« Nous pensions que Saddam Hussein voulait résoudre le problème kurde,* explique M. Jalal Talabani. *Nous avions besoin de répit pour réorganiser nos forces épuisées par plusieurs années de lutte. La menace iranienne au Kurdistan d'Irak était devenue plus grave que la menace irakienne. Le renversement de Saddam Hussein n'était plus prioritaire. »*

Acceptant de négocier, M. Talabani se rangeait aux côtés de l'Irak. Mais alors que les deux parties s'étaient mises d'accord pour régler ou contourner les points litigieux, un communiqué laconique, daté du 17 octobre 1984, annonçait la rupture des tractations. Avec le recul, M. Talabani n'impute pas son échec au seul président Saddam Hussein : *« L'opposition du parti kurde progouvernemental, la pression du gouvernement turc qui craint la contagion* (7) *et l'échec des attaques iraniennes l'ont conduit à mettre fin aux négociations alors que tous les points litigieux étaient réglés* (8). » En janvier 1985, M. Talabani retournait en dissidence et relançait ses actions de guérilla : attaques de convois militaires irakiens, appropriation d'engins de travaux publics, de voitures, d'armes, de médicaments, prises d'otages (pour forcer les compagnies étrangères à payer leur « impôt »). Ainsi en 1985 une trentaine d'étrangers furent-ils « accueillis » dans un village proche du quartier général de l'UPK et traités en « hôtes », selon la terminologie kurde.

Bien que bloqué dans ses montagnes, M. Jalal Talabani semble le plus enviable des chefs kurdes. Il entretient d'excellentes relations avec tous les dirigeants kurdes d'Iran. Son quartier général est installé dans les frontières du Kurdistan irakien. Malgré les bombardements et le rationnement des produits de base, que Bagdad a instauré en août 1985, en riposte à la reprise de la guérilla, il reste encore maître de vastes régions, où la vie s'organise sous la direction de l'UPK. Des groupes électrogènes ont été installés, des dispensaires aménagés, des pistes tracées. Un service de transport de glace a même été organisé : des convois de mules partent la nuit pour les hauts sommets et ramènent la glace au petit matin. Comme au temps des Mille et Une Nuits... Chaque village a ses abris anti-aériens, et même les poules sont entraînées à s'y réfugier.

Le gouvernement irakien n'ignore rien de cela, mais ne veut pas créer l'irréparable. Les ponts ne sont pas vraiment coupés entre le président Saddam Hussein et M. Jalal Talabani : les deux hommes s'estiment. Et si le dirigeant kurde critique durement le parti Baas au pouvoir à Bagdad, il reste très modéré dans ses jugements sur le président. Mais à la question : *« Que feriez-vous si l'armée iranienne attaquait le Kurdistan d'Irak ? »*, M. Talabani répond avec ambiguïté : *« Laissez les oppresseurs se battre contre les oppresseurs ! nous dit le Coran. Si les Iraniens attaquent les postes militaires irakiens, nous laisserons faire. D'ailleurs quelle aide pourrions-nous apporter à l'armée irakienne, mieux équipée que nous ? Mais, si les Iraniens attaquent la zone que nous contrôlons, nous la défendrons. »* Lors des récentes offensives, l'UPK appliqua cette politique : ses forces continuèrent leurs actions contre l'armée irakienne pendant que celle-ci repoussait l'armée iranienne.

M. Talabani serait-il prêt à renouer avec la République islamique ? Il ne le nie pas : *« C'est vrai, depuis 1982, date de notre rupture avec Téhéran nous n'avons plus aucun accès vers le monde extérieur. Mais en aucun cas nous ne négocierons quoi que ce soit contraire à notre indépendance. »* Interrogé sur ses relations avec le PDK-Irak de M. Barzani, il est catégorique : *« Nous sommes prêts à renouer avec eux, à condition que leurs peshmergas rentrent au Kurdistan et respectent l'indépendance du mouvement kurde. »*

Enjeu d'une guerre interminable, ou pion sur l'échiquier, les Kurdes sont conscients du point faible de leur mouvement national qui, pour rompre son isolement, doit collaborer tactiquement avec les ennemis de l'Etat dans lequel il opère. S'ils n'ont pas les moyens d'y remédier, du moins les dirigeants essaient-ils de ne point se rendre totalement tributaires d'un Etat qui, en aucun cas, n'agira dans leur intérêt.

Quelle que soit l'issue de la guerre entre l'Iran et l'Irak, les Kurdes savent que le temps sera long avant que la démocratie et l'autonomie pour tous les peuples ne soient instaurées dans cette région. Mais un secret espoir couve en eux : cette guerre, dont personne ne peut prévoir les effets, pourrait bien déstabiliser la région et remettre en cause les frontières définies en 1923 au traité de Lausanne.

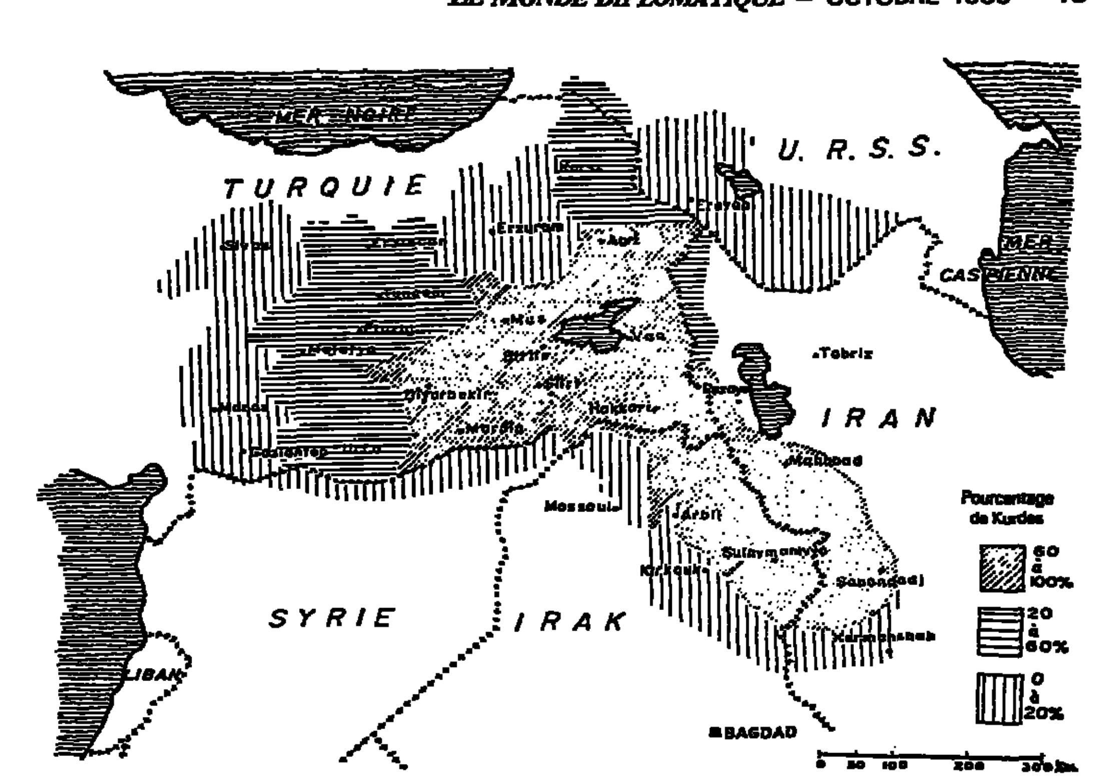
Et si la paix se faisait une nouvelle fois sur leur dos ? Les Kurdes sont unanimes : *« Nous n'abandonnerons jamais la lutte. Une nouvelle révolution naîtra. »*

CHRISTIANE MORE.

---

(7) Le 14 octobre 1984 le ministre turc des affaires étrangères, accompagné du chef adjoint de l'état-major général, rendait visite au président irakien. Un accord de coopération de sécurité des frontières était signé entre les deux pays. A plusieurs reprises l'armée turque a effectué des incursions en territoire irakien. Le dernier remonte au mois d'août 1986, l'aviation turque a encore bombardé des positions kurdes en Irak.

(8) Contrairement à ce qu'a souvent écrit la presse occidentale, qui reprenait les analyses des détracteurs du chef de l'UPK, la signature de l'accord n'a pas achoppé sur le problème de l'appartenance de Kirkouk (ville kurde ? ville arabe ?), ni sur le désarmement des jashs. M. Talabani avait fait une concession de taille sur le premier point (car Kirkouk est un symbole pour les Kurdes) en acceptant que Kirkouk soit la ville de la fraternité, c'est-à-dire irakienne, tandis que Bagdad avait reculé sur le second.



UNE POPULATION INÉGALEMENT RÉPARTIE ENTRE CINQ ÉTATS

Points de repère

Estimation de la population kurde et pourcentage par rapport à la population totale.

Turquie	10000000	(24 %)
Iran	6000000	(16 %)
Irak	3000000	(27 %)
Syrie	800000	(9 %)
URSS	350000	(0,2 %)
Total	20150000	

Superficie du Kurdistan : environ 400 000 kilomètres carrés.

Langue : kurde, branche iranienne des langues indo-européennes.

Religion : 95 % de musulmans (sunnites).

Pluviométrie : 200 à 1 000 mm.

Altitude moyenne : environ 1 500 m.

Ressources minières : houille, fer, cuivre, mais surtout pétrole.

Cultures : blé, orge, betterave à sucre, tabac, fruits.

Chronologie

21 mars 612 av. J-C : naissance mythique du peuple kurde.

1514 : à Tchaldyran, Selim Ier, sultan ottoman, bat les Perses avec l'aide des princes kurdes et étend sa domination sur l'Arménie et le Kurdistan.

10 août 1920 : traité de Sèvres signé entre les Alliés et la Turquie (alliée de l'Allemagne) ; création de l'Etat arménien. Le traité prévoit l'autonomie pour les Kurdes habitant l'ancien Empire ottoman.

24 juillet 1923 : traité de Lausanne signé entre les puissances occidentales, la Grèce et la Turquie kémaliste. Il abroge le traité de Sèvres et consacre la souveraineté de la Turquie sur l'Arménie et le nord du Kurdistan. Le peuple kurde est écartelé entre cinq Etats.

1925 : le Kurdistan de Turquie est déclaré *« zone militaire interdite aux étrangers »*.

8 juillet 1937 : pacte de Saadabad entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et l'Afghanistan. L'article 7 propose une coordination de la lutte contre la subversion, en particulier kurde.

1938 : la dernière poche de résistance kurde, Dersim, tombe au Kurdistan de Turquie.

1943-1945 : révoltes kurdes en Irak sous la conduite de Mustafa Barzani.

13 janvier 1946 : à la faveur du vide politique dû à l'occupation de l'Iran par les Alliés (Soviétiques et Britanniques), la République kurde de Mahabad est proclamée. Elle n'existe qu'un an, mais marque profondément le mouvement national kurde : l'indépendance ne paraît plus un rêve.

22 octobre 1951 : la Turquie adhère au Pacte atlantique (OTAN).

14 juillet 1958 : en Irak, coup d'Etat du général Kassem, qui proclame la République. Pour la première fois, les communistes sont associés au pouvoir.

23 juillet 1958 : Constitution provisoire en Irak : *« L'Etat irakien fait partie intégrante de la nation arabe »*, (article 2). *« Les Arabes et les Kurdes sont associés dans la nation, la Constitution garantit leurs droits nationaux au sein de l'entité irakienne »* (article 3).

9 septembre 1961-11 mars 1979 : guerre au Kurdistan d'Irak

Automne 1965 : l'accès du Kurdistan de Turquie est autorisé aux étrangers.

11 mars 1974 : publication par Bagdad de la loi sur l'autonomie kurde. Refus de la majorité des Kurdes d'Irak pour qui cette autonomie octroyée est factice. Début d'une nouvelle guerre du Kurdistan.

6 mars 1975 : accord d'Alger entre l'Irak et l'Iran qui fixe la frontière entre les deux pays au talweg du Chatt-El-Arab au lieu de la rive droite (iranienne). En échange, l'Iran abandonne son assistance aux autonomistes kurdes : l'insurrection s'effondre.

22 septembre 1980 : entrée des troupes irakiennes en Iran, après que M. Saddam Hussein eut dénoncé l'accord d'Alger. Début de la guerre entre l'Irak et l'Iran.

Bibliographie

LES KURDES ET LE KURDISTAN, ouvrage collectif, Maspero, Paris, 1978.

Chris Kutschera, **LE MOUVEMENT NATIONAL KURDE**, Flammarion, Paris, 1979.

Joyce Blau, **MÉMOIRES DU KURDISTAN**, Findakly, Paris, 1984.

Christiane More, **LES KURDES AUJOURD'HUI, MOUVEMENT NATIONAL ET PARTIS POLITIQUES**, l'Harmattan, Paris, 1984.

NOS PRÉCÉDENTS ARTICLES

- **LA POUDRIÈRE KURDE**, par Chris Kutschera *(septembre 1980)*.
- **EN TURQUIE : LE KURDISTAN APRÈS TROIS ANS DE DICTATURE**, par Yussein Yilderim *(décembre 1983)*.
- **LE THÉ DU DIWAKHANA**, une nouvelle de Hassan Mela Ali Qizilj *(juin 1984)*.
- **LES KURDES D'IRAK DURCISSENT LEURS REVENDICATIONS**, par Elizabeth Picard *(juillet 1985)*.

TURQUIE

Renaissance de la lutte armée

DEPUIS la fondation de la Turquie moderne, les Kurdes n'ont qu'un seul droit, celui d'être turcs. Le choix est simple : assimilation ou répression. *« Il existe déjà vingt-quatre Etats indépendants sur le territoire de l'ancien Empire ottoman, nous n'en voulons pas un vingt-cinquième »*, dit-on à Ankara. L'assimilation a failli réussir. De nombreux Kurdes ont désappris, en ville ou dans les pensionnats de campagne gérés par l'armée, l'usage de leur langue. Pourtant, cette négation de l'identité de dix millions de personnes, pour la plupart maintenues dans un état de sous-développement économique (1) et culturel, n'a pas empêché un réveil du mouvement national que le pouvoir central avait écrasé en 1938. Persuadés qu'il n'y a rien à attendre de la *« puissance coloniale »*, les partis kurdes clandestins ont tous pour objectif, avec des nuances, l'indépendance du Kurdistan.

Le 12 septembre 1980, les militaires s'emparent du pouvoir. Objectif déclaré : l'extirpation du terrorisme et la répression de l'agitation kurde. Les organisations kurdes sont démantelées par les arrestations massives et l'exil. L'adversité ne servira pourtant pas de catalyseur à l'union : en 1986, on ne compte pas moins de dix partis kurdes. Deux d'entre eux émergent nettement : le Parti socialiste du Kurdistan de Turquie (TSKP) et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Seul le PKK s'est réorganisé pour mener dans l'immédiat une lutte armée parallèlement à l'agitation politique.

Après le départ de l'OLP du Liban en 1982, les militants du PKK qui s'entraînaient dans les camps palestiniens de Beyrouth sont rentrés au Kurdistan avec la volonté de faire de la région *« le fer de lance des mouvements de libération du Proche-Orient »*. Le 15 août 1984, dans cette région sous la loi martiale, où stationnent les deux tiers de l'armée turque, le PKK annonce la création d'une organisation militaire : l'Unité de libération du Kurdistan (HRK) (2), et déclenche la guérilla. Malgré les déportations, les rafles, les tortures, les condamnations à mort qui suivirent, le PKK multiplie les attaques contre l'armée, la police et les alliés kurdes du gouvernement d'Ankara, les *aghas*, et les *« protecteurs de villages* (3) *»*.

Le 21 mars 1985, jour de la fête de Newroz (4), le PKK annonçait la création du Front de libération nationale du Kurdistan (ERNK), mais à ce jour aucun autre parti – tous jugent la lutte armée prématurée – n'a rejoint le PKK, qualifié d'*« agent provocateur »*. Le PDK-Irak lui-même, allié tactique du PKK auquel il donnait asile dans ses bases, lui refuse l'hospitalité depuis l'été 1985. Les autorités turques se seraient entendues avec M. Massoud Barzani pour établir une ceinture frontalière et paralyser le PKK. Pour le moment, la seule victoire indiscutable de cette guérilla est que la presse turque, pour la dénoncer, emploie le mot *« kurde »*, banni du langage officiel depuis 1924.

Avant-poste de l'OTAN dans la Méditerranée orientale, base des forces d'intervention rapide américaines et débouché important pour les deux belligérants de la guerre du Golfe, la Turquie dispose de l'armée la plus efficace de la région. S'érigeant en gendarme du mouvement national kurde, elle se donne les moyens de lui imposer la *Pax turca*. En octobre 1984, un accord était signé entre l'Irak et la Turquie, autorisant les armées des deux pays à pénétrer de cinq kilomètres dans le territoire de l'autre à la poursuite des saboteurs, pour une durée limitée de trois jours. Un protocole d'accord semblable aurait été conclu avec l'Iran.

C. M.

---

(1) Devant la recrudescence des troubles dans les « régions de l'Est » (officiellement, il n'existe pas de Kurdistan en Turquie), les autorités d'Ankara mettent aujourd'hui l'accent sur l'équipement de ces provinces. La construction du barrage Atatürk sur l'Euphrate devrait transformer la région en grenier et réaliser *« l'assimilation des Kurdes réfractaires »*.

(2) L'HRK se donne pour tâche de mener la lutte armée pour libérer le Kurdistan du *« colonialisme fasciste »*, désignant par ces termes le pouvoir turc et les féodaux kurdes.

(3) Milices kurdes créées par la loi du 26 juin 1985 en riposte aux attaques d'août 1984.

(4) *Nouveau jour :* nouvel an kurde et iranien, jour du printemps. Anniversaire de la victoire légendaire du forgeron Kawa sur le tyran, symbole de la lutte du peuple pour son indépendance.

ESSOR D'UNE AGRICULTURE MODERNE

Inde, les contradictions

PERFORMANCE sans précédent en Inde : pour la deuxième année consécutive, la production nationale de graines alimentaires (céréales et légumineuses) a dépassé, en 1985, les 150 millions de tonnes. En vingt ans, la production vivrière a doublé, et la relative abondance des pluies de mousson des trois dernières années a permis de reconstituer les stocks de graines alimentaires, qui pourraient – selon des estimations officielles – atteindre le niveau record de 36 millions de tonnes cette année. Organisme public chargé de la gestion des réserves, la Food Corporation of India (FCI) ne sait plus où abriter les sacs et redoute un énorme gâchis.

Paradoxe des paradoxes, cette montagne de grains *« s'accumule à proximité d'une masse de sous-alimentés* (1) », les succès de la production agricole vivrière ne rendant que plus choquants les échecs de la politique alimentaire suivie par le pays depuis la fin des années 60. Cet échec entretient dans les campagnes de vives tensions, qui débouchent parfois sur des explosions de violence.

Par JEAN-PIERRE DARDAUD

Durant les quinze premières années de son existence, l'Inde indépendante devait compter sur les importations de céréales (essentiellement américaines) qui représentaient en moyenne 10 % de la production vivrière annuelle. A l'occasion de la famine provoquée par les terribles sécheresses des années 1965-1966 (2), cette dépendance alimentaire allait se traduire par une humiliation politique. Le gouvernement américain exigea de Mme Gandhi qu'elle cessât de prendre position *contre la guerre du Vietnam*, en échange du grain américain. A ce revers sur le plan extérieur s'était ajoutée une grave crise intérieure. La chute brutale de la production agricole, qui représentait alors 50 % du PIB, avait entraîné un ralentissement général des activités économiques et une poussée inflationniste généralisée. Les conséquences politiques allaient très rapidement se faire sentir : en 1967, à l'occasion des élections législatives, le Parti du Congrès se faisait battre dans plusieurs Etats pour la première fois depuis l'indépendance.

De façon dramatique, l'agriculture forçait ainsi l'attention d'un gouvernement qui – comme les précédents – avait jusqu'alors plutôt négligé le secteur agricole. De 1966 à 1968, un effort budgétaire sans précédent est consenti en faveur de l'agriculture, qui voit sa part de crédits publics passer à près de 17 % du budget total, soit quatre points de mieux que durant le plan précédent. En 1969, le IVe plan quinquennal confirmera cette orientation en accordant 15 % du budget au développement agricole. L'autosuffisance alimentaire devient l'un des principaux objectifs.

Cet important effort financier est mis au service d'une politique résolument volontariste de modernisation et *d'intensification de l'agriculture* vivrière : c'est la fameuse « révolution verte ». Ses moyens : la vulgarisation rapide et massive de variétés de céréales (blé, riz, maïs) à haut rendement que les centres de recherche indiens ont développées avec le soutien financier des Etats-Unis et de la Banque mondiale. Sa stratégie : s'appuyer en priorité sur les régions à fort potentiel hydraulique (*l'irrigation est un* facteur-clé dans la culture des nouvelles variétés) et miser sur les agriculteurs capables de mettre rapidement en œuvre les nouvelles techniques de culture intensive (utilisation d'engrais chimiques, d'insecticides et de pesticides) et de supporter de nouvelles charges financières, car ces méthodes sont bien plus coûteuses en capital.

Actions et subventions de l'Etat

VINGT ans après, c'est une incontestable réussite. En particulier pour le blé, dont la production annuelle est passée de 9 millions de tonnes en 1955 à 20 millions en 1970, pour atteindre 40 millions de tonnes en 1984, l'Inde devenant ainsi le quatrième producteur mondial. Pour le riz, le bilan est plus mitigé. Plus de la moitié de la récolte dépend encore des pluies de mousson, ce qui explique les fluctuations de la production d'une année sur l'autre. Bien que les nouvelles variétés représentent plus d'un tiers des cultures, le rendement moyen de 15 quintaux à l'hectare reste l'un des plus faibles au monde.

Cela n'empêche pas l'Inde d'occuper le deuxième rang mondial, derrière la Chine. Si l'on ne tient pas compte d'opérations d'achat marginales, on peut considérer que, depuis le début des années 80, le pays ne dépend plus de l'aide extérieure pour assurer son approvisionnement alimentaire. Du moins pour ce qui concerne les céréales, car la production de lentilles (3), négligée par la révolution verte, est stagnante. Même faiblesse pour ce qui concerne les graines oléagineuses : il a fallu importer pour 8,5 milliards de roupies d'huiles alimentaires entre 1981 et 1983, soit l'équivalent du prix de 6 ou 7 millions de tonnes de blé.

Malgré ces limites, la révolution verte est en train de transformer une nation agricole traditionnelle en une grande puissance agricole moderne. La mousson aidant, l'Inde pourrait sans doute, à terme, concurrencer de façon sensible les agricultures occidentales, en particulier sur les marchés céréaliers des pays de l'Est (à commencer par l'URSS, avec qui l'Inde entretient des relations de coopération privilégiée).

Ces résultats prometteurs n'en rendent que plus choquante la sous-alimentation chronique dont souffre encore près d'un Indien sur deux. On peut donc s'interroger sur la pertinence de la stratégie alimentaire adoptée. La Food Corporation of India (FCI) est chargée de l'achat et de la redistribution de grains à des prix subventionnés. Son intervention sur le marché des grains fonctionne comme un système de régulation des prix à la production. En aval, la FCI s'appuie sur un réseau de points de vente *(fair price shops)* dont l'accès est, en principe, réservé à des familles modestes. La corruption, devenue légendaire, qui sévit au sein de la FCI, ainsi que les multiples fraudes commises à l'échelon des *fair price shops* font que les pauvres ne sont pas les seuls à bénéficier de ce système. D'autant que la plupart de ces boutiques sont localisées en ville, alors que, pour 75 % la population réside en secteur rural.

Pour les pauvres des campagnes, d'autres programmes existent comme le Food for Work Program (de la nourriture contre du travail) mis sur pied en 1977. Ce programme permet chaque année, dans les régions menacées de disette, d'organiser des chantiers : construction ou réfection de routes et de barrages collinaires, lutte anti-érosion, plantation forestière. Les travailleurs sont directement payés en nature, grâce au grain fourni par la FCI (4).

En 1980, après une sévère sécheresse, l'allocation de 2,5 millions de tonnes de céréales avait permis d'employer pendant dix mois plus de 6 millions de personnes. Une catastrophe comme celle de 1965-1966 put ainsi être évitée. Si les risques de famine semblent à présent écartés, la faim n'en demeure pas moins une souffrance familière pour 350 millions d'Indiens : ceux et celles qui ne peuvent acheter le grain sur les marchés. Il leur manque ce maillon essentiel qu'est le travail. Les pouvoirs publics le savent bien, qui multiplient les programmes de création d'emplois, surtout en milieu rural. En 1980, le National Rural Employment Program a pris le relais du Food for Work Program avec des capacités accrues : 100 millions de journées de travail supplémentaires ont été créées en 1986 ; les enfants et les nourrissons, les femmes enceintes et allaitantes, seront particulièrement aidés ; enfin, 50 millions d'intouchables et d'assimilés (5) bénéficieront d'approvisionnement en riz et en blé à des prix subventionnés. L'ensemble de ces mesures suppose la distribution d'environ 2 millions de tonnes de grains et une enveloppe de 450 millions de roupies.

Face aux 36 millions de tonnes des réserves de la FCI, cet effort peut sembler limité. Il n'en reflète pas moins le souci du gouvernement. S'il laissait gonfler les stocks de céréales sans augmenter les distributions par le biais des programmes alimentaires, il irait au-devant de risques réels. M. Rajiv Gandhi ne semble pas disposé à imiter sa mère, qui, obsédée par l'objectif d'autosuffisance alimentaire, avait consacré l'essentiel des grains de production au stockage de réserves. L'augmentation sensible de ces distributions se heurterait toutefois à de nombreux obstacles. D'abord, la nécessité de maintenir des réserves suffisantes pour pallier les défaillances des pluies de mousson. En outre, l'utilisation massive de ces stocks pour financer des chantiers risquerait de déstructurer le marché libre des céréales et le marché de l'emploi rural. Conséquences : baisse des prix à la production d'une part, et pression à la hausse sur les salaires des ouvriers agricoles et des manœuvres (6).

Le Parti du Congrès, au pouvoir, ne saurait trop mécontenter les paysans riches, dont le soutien politique et financier lui est précieux.

Enfin, de telles mesures reviendraient trop cher : le coût des programmes alimentaires augmente d'année en année. 15 milliards de roupies en 1984-1985 contre 8 milliards en 1983-1984 (7). Et, de toute façon, ce type de programmes ne saurait suffire pour assurer le plein emploi dans les campagnes. Les 100 millions de journées de travail créées par les récentes mesures ne constituent qu'une goutte d'eau dans l'océan des dizaines de milliards de journées qu'il faudrait pouvoir offrir pour en finir avec la faim.

L'amélioration de la situation alimentaire passe donc par la mise en œuvre d'une véritable politique de l'emploi. Ce que néglige de proposer le VIIe plan quinquennal, qui entre en vigueur cette année.

Priorité absolue aux céréales

POUR les planificateurs, la priorité absolue demeure la production céréalière. Ils considèrent que les niveaux record atteints ces dernières années sont des acquis fragiles et insuffisants. Fragiles parce que l'agriculture vivrière reste très dépendante des pluies. Il suffirait de deux ou trois mauvaises saisons consécutives pour réduire à néant les stocks actuels. Insuffisants parce que si la totalité des graines alimentaires disponibles étaient équitablement réparties entre les 730 millions d'Indiens, la ration alimentaire ne dépasserait pas 500 grammes/personne/jour. Quantité à peine supérieure aux 460 grammes des années 60.

Pour espérer pouvoir un jour nourrir toute la population décemment, la production vivrière doit encore progresser. D'autant que la population continue d'augmenter malgré une régulière diminution du taux de croissance démographique : 2,5 % par an vers la fin des années 60, 2 % actuellement. Et la révolution verte donne des signes inquiétants d'essoufflement.

En effet, selon une récente étude intitulée *Agriculture : en marche vers l'an 2000*, publiée par le Policy Research Centre : « *Les accroissements de production dans les régions favorisées par la révolution verte vont exiger des coûts de plus en plus importants.* » Et la grogne paysanne prend une forme de plus en plus organisée et de plus en plus militante *(voir ci-contre)*. Car c'en est bien fini, en effet, des profits substantiels des années 70. Au Pendjab, un quintal de blé rapportait, en 1970, 16 roupies à son producteur ; en 1980, 5 roupies seulement. A cause du renchérissement du pétrole (entre 1970 et 1975 le prix du gazole a augmenté de 175 %, tandis que le prix d'intervention du blé ne progressait que de 38 %, et celui du riz de 31 %) (8) et des engrais, qui passent du simple au double : en effet, la fumure chimique est un facteur déterminant de la productivité des variétés à haut rendement.

Le nouveau corporatisme paysan

LES premières formes organisées du nouveau mouvement paysan sont apparues dans les années 70 et se sont développées dans le sillage de la modernisation de l'agriculture. Parti du sud, sous l'impulsion de l'Association des agriculteurs du Tamil Nadou, puis de celle du Karnataka, le mouvement s'implante fortement dans le Maharashtra, relayé par l'Organisation des paysans, menée par M. Sharad Joshi, un ancien fonctionnaire international reconverti dans le syndicalisme. Le charisme de M. Joshi lui a permis d'atteindre une audience nationale depuis qu'il a mené avec succès l'action des producteurs d'oignons, puis celle des producteurs de tabac et de canne à sucre au début des années 80.

Dans presque tous les Etats de l'Union indienne se sont à présent constituées des organisations paysannes fortes. Toutes adhèrent à la distinction que M. Sharad Joshi fait entre « Bharat » – le nom sanskrit de l'Inde, terre de tradition agricole, pays des paysans – et « India » – le nom anglais de l'Inde occidentalisée des villes, nation industrielle moderne.

Alors que le mahatma Gandhi prônait un développement exclusivement villageois basé sur l'agriculture et l'artisanat traditionnels, M. Joshi et le mouvement qu'il représente se contentent d'exiger la parité entre les *secteurs agricole et industriel en soulignant* que l'agriculture représente encore 40 % du PIB et occupe 70 % de la population active. Même si certaines organisations paysannes, dans le Sud notamment, ont pris parfois une forme politique, ce nouveau mouvement paysan est corporatiste avant tout : il vise à la défense des intérêts économiques de la paysannerie modernisée, celle-là même qui a « fait » la révolution verte.

La liste de ses revendications place aux premiers rangs : la hausse des prix de soutien des produits agricoles, l'augmentation des subventions pour les engrais et les pesticides et la réduction de toutes les taxes agricoles. Ce mouvement correspond sur le plan social à l'intégration économique et financière croissante d'une part de plus en plus grande du secteur agricole dans l'économie du marché. L'approche économiste de ce nouveau syndicalisme tranche avec les revendications liées au foncier, au statut des métayers et aux salaires des ouvriers agricoles avancées depuis le début du siècle par les Kisan Sabha (sociétés paysannes) proches des courants marxistes. Alors que les Kisan Sabha entendent défendre les petits paysans, les métayers et les ouvriers agricoles, face aux gros propriétaires terriens, le nouveau syndicalisme prétend défendre l'ensemble des paysans et des travailleurs de la terre face à l'Etat. D'où le recours à un slogan populiste : « *Bharat contre India* ». Mais jusqu'à quel point les intérêts des agriculteurs modernisés et ceux du secteur « traditionnel » sont-ils convergents ?

J.-P. D.

(1) *Indian Express*, 21 novembre 1985.

(2) Cette famine avait fait des milliers de morts.

(3) *Les lentilles* sont pour la majorité de la population – végétarienne – la principale source de protéines.

(4) Plus récemment, des compléments de rémunération sous forme d'huile alimentaire ou d'argent ont été accordés.

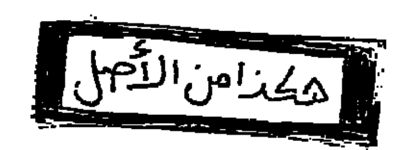
(5) 7 % de la population de l'Inde est constituée de tribus appelées Adivasis, c'est-à-dire « premiers habitants » ; très pauvres, ils sont assimilés aux intouchables.

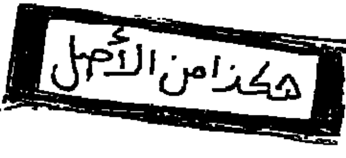
(6) 75 millions d'ouvriers agricoles sans terre ne travaillent pratiquement qu'un jour sur trois (contre deux jours sur trois il y a quinze ans).

(7) *Indian Express*, 15 novembre 1985.

(8) Cf. *Seminar*, New-Delhi, no 267, novembre 1981.

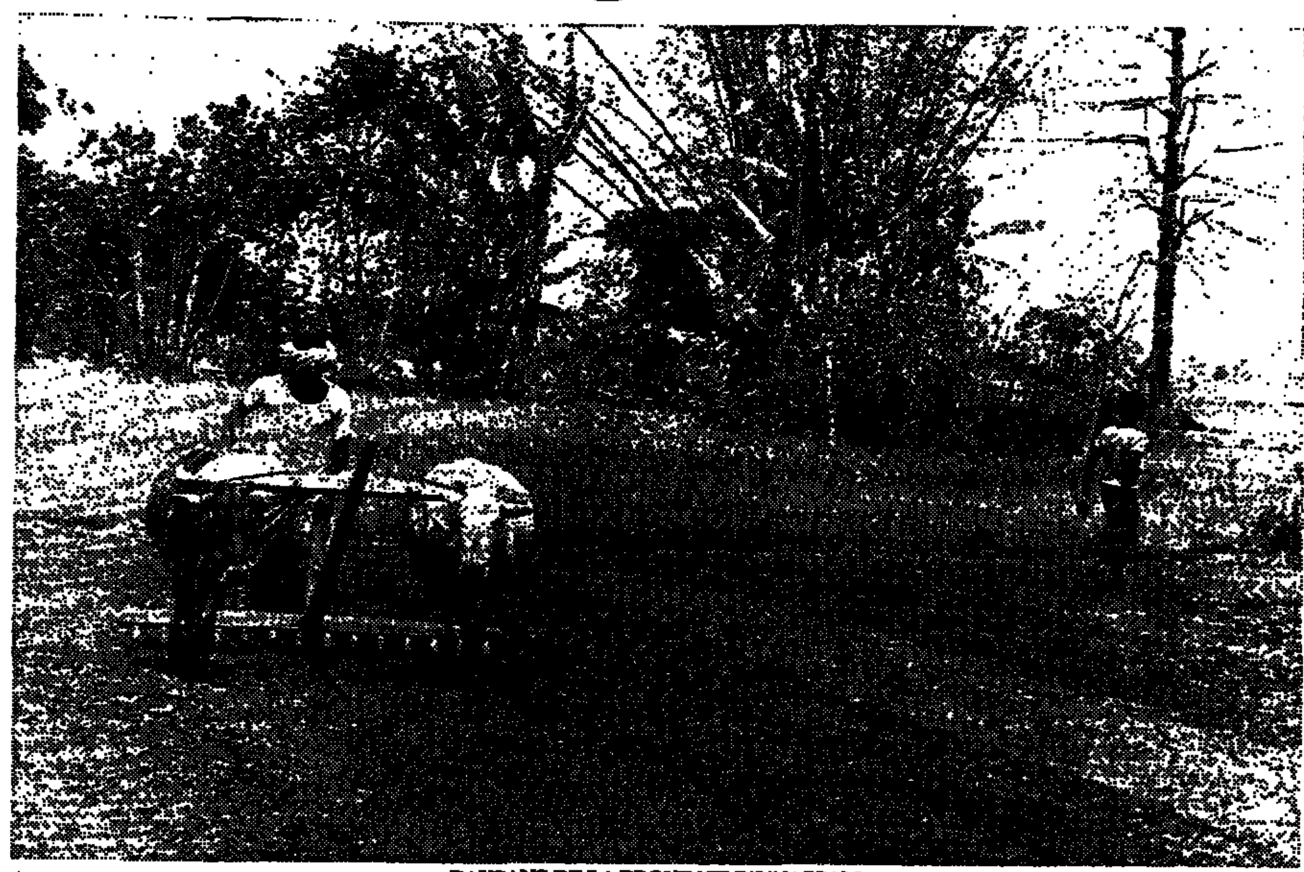
Le Monde diplomatique USPS 763-610 is published monthly for $ 35 per year by : *le Monde* c/o Speedimpex, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104. Second class postage paid at New-York, NY Postmaster : send address change to *le Monde* c/o Speedimpex, USA, PNC, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104.



ET PERMANENCE DE LA FAIM

de la stratégie alimentaire



PAYSANS DE LA PROVINCE DE L'ASSAM
Le manque de moyens financiers empêche la petite paysannerie d'améliorer sa productivité

Entre 1981 et 1985, le montant des subventions pour les engrais a été multiplié par 5, atteignant 18 milliards de roupies. Le VIIème plan prévoit une demande d'engrais à près de 14 millions de tonnes d'ici à 1990 (elle était de 8 millions de tonnes en 1984). Une telle consommation exigerait de l'Etat une subvention de 50 milliards de roupies. *« Somme trop lourde »*, estiment certains experts. Le maintien des niveaux de productivité des régions ayant bénéficié jusqu'à présent de la révolution verte n'est donc pas acquis d'avance.

A cette difficulté s'ajoute celle d'étendre cette politique à d'autres régions et à d'autres couches de la paysannerie. C'est absolument impératif pour éviter que ne se creusent les disparités entre régions et entre agriculteurs; mais aussi, d'un point de vue strictement économique, si l'on veut atteindre les objectifs du plan : 180 millions de tonnes de graines alimentaires en 1990.

La conquête de nouvelles régions passe par l'extension des systèmes d'irrigation. 37 % des surfaces irriguées sont situés dans les régions les plus favorisées par la nature : le Pendjab (qui veut dire Cinq Fleuves), l'Haryana, la plaine du Gange, les régions côtières de l'Orissa, de l'Andhra-Pradesh et du Tamil Nadou. Ailleurs les terres sont beaucoup plus difficiles à équiper.

En affectant 11 % des ressources budgétaires de l'année 1985-1986 à l'irrigation, le gouvernement actuel fait un peu mieux que les précédents, qui n'avaient jamais accordé autant à ce poste, pourtant vital, des finances publiques. Mais, compte tenu de l'accroissement des coûts, cet effort ne sera pas suffisant pour poursuivre l'équipement hydraulique du pays au même rythme qu'auparavant. Les agronomes indiens le savent bien, qui montrent un regain d'intérêt pour les cultures sèches et les variétés locales moins exigeantes en eau que celles à haut rendement.

Quant à la mobilisation des capacités de production de la petite paysannerie, elle se trouve considérablement freinée par le manque de crédit rural.

C'est le manque de moyens financiers qui a jusqu'à présent empêché la plupart des petits paysans d'améliorer leurs méthodes de culture. La révolution verte s'est adressée, d'abord, aux paysans «grands et moyens» possédant au moins 4 ou 5 hectares irrigables. Beaucoup ont bénéficié des services du crédit institutionnel, coopératif ou bancaire.

Les coopératives de crédit se sont considérablement développées grâce au soutien de l'Etat. Elles assurent à présent environ 40 % des prêts aux agriculteurs. Mais leur dynamisme varie d'une région à l'autre. La plupart étant contrôlées par de riches agriculteurs, peu de petits paysans ont accès à leurs services. Pour ces derniers, la seule source de financement reste donc l'usurier local qui pratique des taux d'intérêt allant jusqu'à 50 ou 75 % par an ! Les programmes publics destinés à l'assistance de la petite paysannerie – comme la Small Farmer Development Agency, lancée en 1971, ou plus récemment l'Integrated Rural Development Program (9) – accordent jusqu'à 66 % voire 75 %, de subventions aux paysans qui cultivent moins de 2 hectares. Très attractifs ces programmes n'ont cependant qu'un impact limité et se heurtent à de nombreux obstacles. Bon nombre de bénéficiaires ne tardent pas à revendre ce qu'ils ont acquis pour acheter de la nourriture ou rembourser l'usurier dont ils dépendent. Rien n'indique, pour le moment, que le gouvernement ait l'intention de revoir la question du crédit pour les petits paysans. Le processus de concentration des moyens de production aux mains des paysans déjà modernisés risque donc de s'accentuer.

Des terres mal réparties

L'EVOLUTION de la situation foncière est, à cet égard, préoccupante. La politique de redistribution des terres suivie depuis l'indépendance a été davantage guidée par des considérations politiciennes et démagogiques, que par des calculs techniques et économiques ; elle n'a fait qu'accroître le nombre d'exploitations marginales et de parcelles minuscules (de moins de 1 hectare en moyenne) de qualité médiocre.

La pression démographique qui pousse au partage des terres entre de nombreux héritiers n'arrange rien. La proportion d'exploitations de moins de 1 acre (40 ares) est passée de 33 % dans les années 60 à plus de 50 % aujourd'hui. De surcroît, dans bien des cas, leur terre est hypothéquée pour gager les emprunts contractés ; ils sont alors condamnés à travailler comme métayers sur leur propre terre pour rembourser l'usurier. Certains sont même contraints de la vendre.

Le développement de l'agriculture marchande a entraîné un véritable « boom » sur le prix du foncier. 1 acre de terre irriguée peut assurer un revenu net de 4 000 roupies par an et se vendre 20 000 roupies, soit l'équivalent de huit ans de revenu moyen d'un journalier agricole ! Dans ces conditions, bien que la loi l'interdise, les bénéficiaires d'une attribution de terre dans le cadre de la réforme agraire vendent souvent leurs parcelles. Il n'est donc pas surprenant que les 4 % de gros agriculteurs – ceux qui possèdent 10 hectares et plus – contrôlent plus d'un tiers de la surface agricole utile totale (10).

Dans un tel contexte d'inégalités et de disparités, la relative réussite de la paysannerie modernisée n'a fait qu'attiser les tensions sociales. D'autant que ces injustices viennent crûment contredire les aspirations égalitaires des couches populaires.

Sous l'influence de groupes militants marxistes mais aussi gandhiens et chrétiens, les résistances des ouvriers agricoles, des métayers et des petits paysans prennent une forme de plus en plus organisée.

Les luttes pour la terre et pour une meilleure rémunération du travail se multiplient, non sans rencontrer une vive opposition de la part des paysans riches et des usuriers. Dans certaines régions, comme le Bihar, les riches agriculteurs ont mis sur pied des milices privées. La plus puissante d'entre elles, Bhoumi Sena («l'armée agraire»), a déjà exécuté plus d'une centaine de personnes – la plupart des intouchables pauvres *(cf. l'extrait ci-dessous)* – depuis 1981.

Certes, les affrontements sociaux ne prennent pas toujours et partout des formes aussi extrêmes. Mais le développement inégal engendré par la révolution verte ne peut que multiplier les foyers de tension et par conséquent à terme desservir la production.

A la fin de l'année dernière, M. Rajiv Gandhi a invité certaines organisations non gouvernementales indiennes à s'impliquer dans la conduite de programmes officiels d'assistance sociale, d'aide alimentaire et de développement. Cette ouverture pourrait fort bien favoriser l'émergence de contre-pouvoirs populaires, indépendants des partis et des syndicats.

L'énergie militante de ces groupes pourrait servir à réguler les tensions sociales qui déstabilisent violemment les campagnes et à moderniser les rapports sociaux, pour faire que les pauvres soient un peu moins pauvres. L'enjeu est capital. Le marché intérieur ne constitue-t-il pas en effet, pour les années qui viennent, la principale base d'expansion du capitalisme en Inde ?

JEAN-PIERRE DARDAUD.

(9) Les deux programmes n'en font plus qu'un désormais. Cf. *Economic and Political Weekly*, 6 février 1982.

(10) Cf. Bharat Dogra, *Poverty, Development and Poverty – India 1947-1984*, New-Delhi, 1984.

MADHAU KONDVILKER

Journal d'un intouchable

Le système des castes, en Inde, se fonde sur l'opposition qu'établit la religion hindouiste, entre le « pur » et l'« impur ». Madhau Kondvilker, né intouchable, au sein d'une caste de tanneurs, a vécu à cet égard une expérience exceptionnelle. Devenu instituteur, il a été nommé maître d'école dans son village natal, là où lui, sa famille et ceux de sa caste sont considérés, depuis toujours et pour toujours, comme des êtres vils.

Dans un journal intime, tenu de 1969 à 1977, il a raconté, mêlant souvenirs et actions quotidiennes, le drame de sa condition et sa révolte contre ce fatalisme. Son témoignage bouleversant, son cri venu des catacombes, a profondément ému toute la société indienne.

J'avais coutume, les jours de fêtes, d'aller à la collecte de rogatons. Papa se rendait dans les hameaux les plus éloignés du village ; moi, dans les plus proches. Il fallait, au moment du repas de midi, se présenter devant chaque porte et appeler pitoyablement.

– Tonton ! Je suis venu pour la fête. Donnez à manger !

Puis il fallait rester à attendre, tenant des deux mains le morceau d'étoffe destiné à recueillir les rogatons. Il fallait le maintenir fermement, deux bouts noués autour de la nuque et pressant sur les épaules, et les deux autres bouts, un dans chaque main, bien serrés. On le déployait devant soi le plus adroitement possible pour attraper au vol les rogatons quand on les jetait. Il fallait faire très attention pour bien les attraper. Si jamais un bout de l'étoffe échappait de la main, on était bon pour recevoir une rossée ! Tombés à terre, les rogatons auraient pollué les gens qui par malheur les auraient touchés. Comme il fallait tous les ramasser dans la même pièce de tissu, celle-ci devenait vite pesante. Les mains faisaient mal, la nuque aussi vous faisait mal sous la pression du poids.

Quelquefois, au cours de ma tournée, je croisais des enfants de l'école ou leur maître. Je rougissais de honte en les voyant. Alors, sans rien dire, je courbais la nuque et m'enfuyais en courant.

(Extrait de : Madhau Kondvilker, *le Journal d'un intouchable*, présenté et traduit par Guy Poitevin, préface de Madeleine Biardeau, L'Harmattan, Col. ACIAD, Paris, 1985.)

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY
Directeur : Claude JULIEN
Rédactrice en chef : Micheline PAUNET
Rédaction : Ignacio RAMONET
Alain GRESH, Bernard CASSEN,
Christian DE BRIE
Secrétaire de rédaction :
Solange BRAND

RÉDACTION
7, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
Télex : MONDPAR 650572 F
Tél. : 42-47-97-27

Publicité : *le Monde Publicité*
5, rue de Monttessuy,
75007 Paris.
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

UNE DETTE QUI N'EN FINIT PAS D'ÊTRE RENÉGOCIÉE

Les effets du contre-choc pétrolier au Venezuela

MALGRÉ ses 40 milliards de dollars d'endettement, le Venezuela ne donne pas véritablement de sueurs froides à ses créanciers étrangers. Il a pourtant réussi le tour de force de ne pratiquement rien payer de sa dette publique depuis 1983, tout en promettant à chaque instant de le faire...

Trois ans de mesures d'assainissement financier et surtout de freinage des importations ont contribué au renouveau de l'agriculture, à un timide essor des industries de substitution et au redressement des entreprises nationalisées de la Guyane vénézuélienne. Il reste cependant beaucoup à faire pour que, dans les couches dirigeantes de ce pays aux ressources naturelles peu communes, la dilapidation des deniers publics et la frénésie de spéculation cèdent le pas à l'esprit d'entreprise et au sentiment de solidarité nationale.

Par BERNARD CASSEN

DEPUIS le début de l'année 1986, le Venezuela vit au rythme des variations du prix moyen du baril de pétrole. Prévisions budgétaires et d'investissement, remboursement de la dette, capacités d'importation : les calculs ont dû être refaits plusieurs fois et l'ensemble de l'économie apparaît à la merci des hauts et des bas d'une production qui n'emploie pourtant que quarante mille personnes, sur une population de 17,2 millions, mais qui génère plus de 90 % des devises du pays et entre pour plus de 40 % dans ses recettes budgétaires (1). Bien que Petroleos de Venezuela SA (PDVSA), holding d'Etat qui gère l'ensemble des compagnies nationalisées depuis le 1er janvier 1976, ne délivre pas d'informations officielles, on sait que le prix moyen de réalisation du baril vénézuélien était de 24,50 dollars en décembre 1985 et qu'il a chuté à 14,53 dollars sur l'ensemble du premier semestre 1986, pour remonter actuellement à 15 dollars, référence utilisée pour l'établissement du budget et pour les négociations sur le remboursement de la dette avec les créanciers étrangers (2).

Chaque dollar perdu sur le prix du baril se traduit, pour le Venezuela, par une baisse d'un demi-milliard de dollars de ses revenus pétroliers qui, encore estimés à 12,6 milliards de dollars en février 1986, devraient, en fin d'année, se situer entre 7 et 8 milliards. Au cours de ces derniers mois, le pays a, en quelque sorte, revécu au ralenti certains des effets de choc du fameux « vendredi noir » du 18 février 1983 : ce jour là, pour enrayer la fuite accélérée des capitaux, stimulée par la surévaluation de la monnaie nationale, le bolivar (dont la parité à 4,30 avec le dollar était restée fixe pendant vingt ans), le gouvernement démocrate-chrétien (COPEI) de M. Luis Herrera Campins (1979-1984) avait décidé de réduire massivement les importations, de prévoir deux compartiments de change préférentiels (4,30 et 6 bolivars pour un dollar) et bientôt un troisième (7,50), outre celui du marché libre, et de suspendre le remboursement de la dette extérieure publique en sollicitant sa restructuration.

L'heure de vérité (3) avait sonné pour un pays qui, loin de *« semer le pétrole »*, pour reprendre la formule historique de M. Arturo Uslar Pietri, l'avait dilapidé (4). Et ce vieux sage de la politique vénézuélienne, écrivain de renom et, tour à tour, député, sénateur, ministre, ambassadeur, pouvait dire, lors de l'hommage unanime que lui rendait récemment le Congrès à l'occasion de son quatre-vingtième anniversaire : *« Non seulement nous n'avons pas su profiter de manière adéquate de ces ressources gigantesques et transitoires pour jeter les bases d'une transformation stable et progressive du pays, pour construire une nation moderne et garantir l'édification d'une démocratie efficace et fonctionnelle, mais nous avons commis l'erreur impardonnable d'ouvrir largement la porte à l'endettement public. »* Et, pour concrétiser sa pensée, l'ancien représentant du Venezuela à l'UNESCO donnait l'exemple de Caracas, dans des termes que tout visiteur de la capitale vénézuélienne ne peut que reprendre à son compte : *« Dans le cadre magnifique de sa vallée, on aurait pu concevoir et développer une des plus belles et des plus humaines cités du continent... mais le résultat de l'impéritie, de l'appétit effréné de lucre et de l'absence d'objectifs définis a été cette accumulation inorganique et désintégrée de tours de béton de toutes dimensions, d'autoroutes et de viaducs, de bidonvilles proliférants, irréductibles à toute forme de vie urbaine, sans plan ni concertation, sans respect de la loi ou de la nature, se gonflant constamment du flux incontrôlé des marginaux nationaux ou transnationaux* (5) ».

Un pays hypothéqué

LA manne pétrolière, à partir de laquelle le président Carlos Andrés Perez (1974-1979), élu sous la bannière du Parti Action démocratique, avait voulu construire le « Grand Venezuela », aura donc largement coulé en vain, et surtout alimenté le gaspillage et la corruption. Successeur de M. Perez, M. Luis Herrera Campins, n'hésitait pas à déclarer, le jour même de sa prise de fonctions, en mars 1979 : *« Je reçois un Venezuela hypothéqué. »* Pour ne pas déroger à la tradition, le président actuel, M. Jaime Lusinchi (Action démocratique), élu en décembre 1983 et en place depuis mars 1984, ne cesse d'imputer à la gestion de son prédécesseur tous les maux dont souffre le pays. On peut les résumer en quelques chiffres : 40 milliards de dollars de dette extérieure à la fin de 1985 (soit 74 % du produit intérieur brut), dont 25 milliards de dette publique, 6 milliards de dette privée « reconnue » par le Bureau du régime des changes différentiels (RECADI) et 6 milliards de dette privée, considérée comme « non légitime » par les autorités monétaires et que les organismes créditeurs devront donc un jour se résoudre à passer par profits et pertes.

Face à cela, des rentrées pétrolières annuelles qui se sont situées entre 12 et 14 milliards entre 1983 et 1985 et qui, comme on l'a vu, ne dépasseront pas 7 ou 8 milliards pour 1986, somme à laquelle s'ajoutera 1,5 milliard d'exportations « non traditionnelles », et ce en regard de besoins incompressibles d'importations de 6 milliards. En gros, la balance commerciale sera positive en 1986, mais après déduction du solde, structurellement négatif, des « invisibles » (services, comprenant notamment 3,3 milliards d'intérêts et transferts), le solde des paiements courants, excédentaire de presque 4 milliards de dollars en 1985, devrait, en 1986, être déficitaire de 1,6 milliard, non compris 3 milliards d'amortissement de la dette.

Conclusion : le Venezuela ne peut pas payer les intérêts ou les amortissements de sa dette... sauf à puiser dans ses réserves ou à s'endetter à nouveau. Aucun responsable ne tient un discours aussi brutal mais, dans les faits, c'est bien ce qui s'est passé depuis le « vendredi noir », les échéances impayées de 1983, 1984 et 1985 ayant atteint 16 milliards de dollars. A croire que le gouvernement s'est engagé dans une partie de surplace qu'une lettre d'affaires résume ainsi : *« Les banquiers internationaux ne sont pas au bout de leurs peines avec les Vénézuéliens... La nouvelle règle d'or, pour les débiteurs qui veulent continuer de refuser de payer, c'est de s'en donner aussi les moyens : ne payez pas et vous accumulerez des réserves et vous négocierez alors en position de force* (6) ». Et, à la différence du Pérou, mis au ban du FMI (institution qui n'est pas intervenue dans la négociation sur la dette vénézuélienne), Caracas dispose de réserves importantes : 13,7 milliards de dollars (dont 7 à 8 réellement mobilisables) en mai 1986.

Six moratoires trimestriels et la paralysie entraînée par le changement de président, en mars 1984, débouchèrent, en septembre 1984, sur un accord de principe de renégociation de la dette publique avec le comité assesseur de treize banques, représentant environ quatre cent soixante institutions financières, créancières du Venezuela. Ces négociations réservèrent d'ailleurs de douloureuses surprises aux Vénézuéliens qui, incapables de présenter des comptes précis sur leur endettement public à court terme, durent apprendre de la bouche de leurs interlocuteurs combien ils leur devaient... C'est le 26 février 1986 que ces discussions aboutirent finalement à un accord portant sur 21,2 milliards de dollars de dettes échues, ou venant à échéance, entre 1983 et 1988, et contractées auprès des banques commerciales, 6,9 % du total l'ayant été auprès d'établissements français. Le rééchelonnement était prévu sur douze ans à un taux de 9,3125 %, le Venezuela devant effectuer un premier versement de 750 millions de dollars en 1986 mais ne semblant pas pressé de le faire...

La clause de sauvegarde

L'ACCORD du 26 février comportait une clause de sauvegarde et M. Jaime Lusinchi, qui avait cru bon de préciser *« nous avons signé en fonction du pétrole, nous paierons donc en fonction du pétrole »*, allait tout juste attendre deux mois, le 29 avril, pour la faire jouer. Nouveau round de négociations avec les banques créancières... et, le 17 juillet dernier, intervention solennelle du président de la République. Annonçant au pays vingt et une mesures de divers ordres (encouragement aux *investissements étrangers*, nouveau tour de vis aux importations, saupoudrage « social »). M. Lusinchi mettait cependant l'accent sur la principale d'entre elles : désormais, pour le remboursement de la dette extérieure privée reconnue de 6 milliards, l'Etat ne vendra plus aux débiteurs vénézuéliens des dollars au taux préférentiel de 4,30 bolivars mais à 7,50 bolivars.

En élevant ainsi la barre de 4,30 à 7,50 dollars, le gouvernement espère faire rentrer une partie des 30 à 35 milliards de dollars privés – presque l'équivalent de la dette – qui ont fui le pays avant 1983 pour s'investir à l'étranger, et notamment en Floride. Si une partie de ces dollars, échangés à l'époque à 4,30 bolivars, rapatriaient le Venezuela pour rembourser, au taux de 7,50, une partie de la dette privée, l'affaire resterait, malgré tout, excellente pour leurs détenteurs, mais on voit mal ces derniers s'y résigner de bon cœur alors que le marché libre est à 20 bolivars... On se trouve là au cœur des difficultés du capitalisme vénézuélien : l'absence d'une véritable classe d'entrepreneurs nationaux, désireux de produire des richesses plutôt que de spéculer. M. Antonio Rios, député et secrétaire syndical national de l'Action démocratique, résumait ainsi devant nous la mentalité moyenne de ses interlocuteurs patronaux : *« Quand un patron pensait qu'il allait gagner 20 et ne gagne finalement que 15, il considère qu'il a perdu 5... Ces gens-là ne se contentent pas de marges bénéficiaires de 30 % ou 35 %, ils veulent 100 %... »*

C'est peut-être parce que le Venezuela n'est nullement au bord du gouffre que ces attitudes ont encore la vie dure. Mais la prise de conscience de la nécessité d'une correction de trajectoire progresse dans tous les secteurs. Certes, au cours des trois dernières années, la réduction massive des importations (7) qui, en raison de la surévaluation du bolivar, équivalaient à inonder le pays de produits alimentaires et industriels subventionnés par l'Etat, a été l'un des facteurs de la baisse considérable du niveau de vie, amorcée, en fait, depuis la fin des années 70 : de 1980 à aujourd'hui, la part de l'alimentation dans la consommation des ménages est passée de 60 % à presque 80 %. Mais, à terme, ces mesures ne peuvent avoir qu'un effet bénéfique, celui de relancer l'agriculture et l'industrie nationales. Et, à cet égard, les observateurs étrangers sont unanimes : le Venezuela est en train de retrouver le chemin de l'autosuffisance alimentaire qu'il connaissait il y a un quart de siècle. Cet objectif est déjà atteint pour la production de maïs, de riz, de légumes, de porcs, de volailles et d'œufs.

La production industrielle de substitution d'importations (plastique, textile, notamment) redémarre également grâce à des PMI protégées par l'interdiction des achats étrangers. Ce sont quelques-uns des facteurs qui ont permis à M. Lusinchi, dans son discours du 17 juillet, de rappeler qu'en 1985 le produit territorial brut non pétrolier avait augmenté de 0,6 %, alors qu'il avait baissé de 1,2 % l'année précédente.

Ne pas dépendre de l'évolution des ressources pétrolières, c'est l'ambition du gigantesque projet de développement de la Guyane vénézuélienne, en cours depuis 1960. Représentant la moitié du territoire national, mais seulement 6 % de sa population, la Guyane, au sud de l'Orénoque, est une véritable « Sibérie tropicale ». Ses fantastiques ressources minières et hydroélectriques (dont le grand barrage de Guri, sur le fleuve Caroni est le symbole), s'ajoutant aux réserves de pétrole lourd de la « ceinture de l'Orénoque » – parmi les plus importantes du monde – garantissent au Venezuela, pour peu qu'il sache les gérer, un bel avenir industriel.

La mystique des grands projets

LA mise en valeur de la Guyane, c'est l'affaire de la Corporation vénézuélienne de la Guyane (CVG), organisme d'Etat dont le président, M. Leopoldo Sucre Figarella, a rang de ministre et, en véritable « tsar », a su redonner à ses personnels la mystique des grands espaces et des grands projets. Car la Guyane se perçoit déjà comme le Venezuela de demain, celui de l'après-pétrole. Au quartier général de la CVG, à Ciudad Guyana, M. Roberto Arreaza Contasti, directeur-général exécutif, insiste bien devant nous sur la signification du « V » du sigle de la corporation : *« Nous sommes une entité autonome à assise régionale mais à vocation nationale. »* Et les entreprises filiales à 100 % de la CVG ou à capital mixte, malgré les déficits passés et la faiblesse de la productivité de certaines d'entre elles, sont en train de redresser leurs comptes et d'exporter : FERROMINERA (extraction du minerai de fer), SIDOR (sidérurgie), EDELCA (hydroélectricité), BAUXIVEN, INTERALUMINA, ALCASA et VENALUM (cycle de l'aluminium). C'est en Guyane, sous la houlette de l'Etat pétrolier, que le Venezuela fait l'apprentissage du grand capitalisme industriel. C'est là qu'il devra administrer la preuve de sa viabilité lorsque, un jour, les ressources de l'or noir commenceront à se tarir.

(1) Le budget 1986, dans sa version présentée le 7 mai, prévoit 110,2 milliards de bolivars de recettes (dont 46,7 milliards provenant du pétrole) et 122,8 milliards de dépenses, soit un déficit de 15,3 milliards dont il est indiqué qu'il ne sera pas financé par l'endettement... Ces chiffres ont été calculés sur la base d'un prix moyen annuel de réalisation de 15 bolivars par baril et d'un volume d'exportation de 1 460 000 barils/jours. La production actuelle s'élève, en fait, à 1,569 million de barils/jour et dépasse donc légèrement le quota décidé par l'OPEP au début du mois d'août (1,555 million).

(2) Le chiffre moyen de réalisation du baril vénézuélien est sensiblement *supérieur* au prix du brut, dans la mesure où il incorpore la vente de produits raffinés localement, en progression constante, et qui représentent aujourd'hui 40 % du total.

(3) Voir le reportage de Françoise Barthélémy, « Le Venezuela à l'heure de vérité », *le Monde diplomatique*, novembre 1983.

(4) Voir le reportage de Bernard Cassen, « Le Venezuela ou la richesse non maîtrisée », *le Monde diplomatique*, août 1979.

(5) *El Universal*, Caracas, 16 mai 1986.

(6) *Nord Sud Export Consultants*, Paris, 23 juin 1986.

(7) Les importations sont passées de 12,6 milliards de dollars en 1982 à moins de 7 milliards en 1983 et 1984, à 6,5 milliards en 1985 et se situeront sans doute autour de 6 milliards en 1986.

La France, partenaire scientifique et industriel

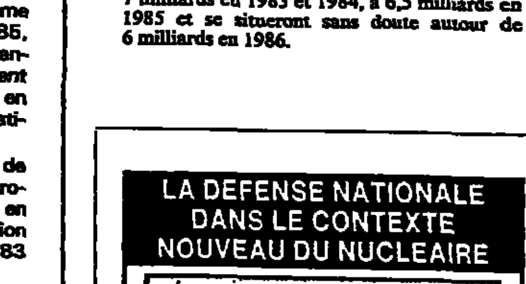
LES chiffres du commerce extérieur entre la France et le Venezuela, pour significatifs qu'ils soient, ne rendent pas totalement compte de la densité des relations entre les deux pays, en particulier dans les domaines scientifique et technologique. Le Venezuela est, après le Brésil et avant le Mexique, le deuxième client de la France en Amérique latine, et ce sans accord de protocole. En 1985, malgré les politiques d'austérité et les restrictions apportées aux achats à l'étranger, il a importé pour 2,797 milliards de francs de produits français, principalement des biens d'équipement et des produits semi-élaborés liés aux grands contrats, en particulier celui du métro de Caracas (matériel de contrôle de régulation automatique, matériel électronique, matériel ferroviaire roulant).

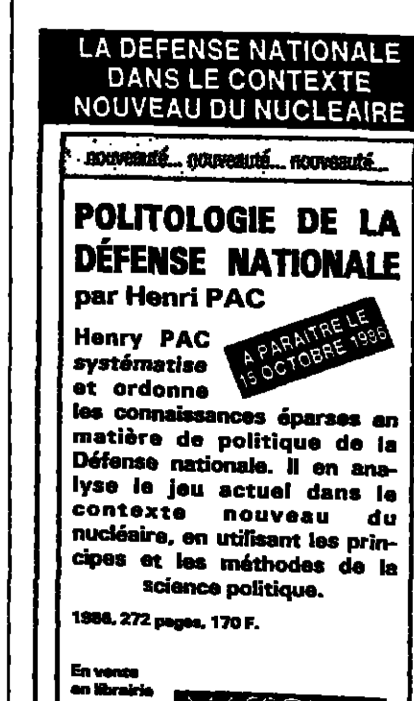
Au cours de la même période, le Venezuela a vendu à la France la valeur de 2,045 milliards de francs, dont la quasi-totalité est constituée de produits pétroliers, d'aluminium et de minerai de fer. Le solde positif de la balance commerciale en faveur de la France s'est donc élevé à 752 millions de francs, en légère diminution par rapport à 1984 (800 millions), année faste après la chute vertigineuse de 1983 (– 101 millions), directement liée aux suites du « vendredi noir ».

La France s'est affirmée comme le premier pays fournisseur d'aide bilatérale : 9,2 millions de francs en 1986, en régression toutefois sur 1985 où elle atteignait 10,5 millions (1). Une aide qui peut avoir des effets induits non négligeables pour l'industrie française. Ainsi la coopération en matière de cartographie a entraîné la signature d'un contrat avec la société SPOT-IMAGE. Sans négliger la recherche pure dans les domaines où l'on trouve, des deux côtés, des équipes de niveau comparable (catalyse, informatique, physique, biologie) ou bien le travail sur un terrain ou dans des milieux pour lesquels il n'existe pas d'équivalents en France métropolitaine (sciences de la terre, médecine tropicale, agronomie), la coopération scientifique et technique française est, en effet, largement orientée vers des partenaires vénézuéliens jouant un rôle moteur dans le développement du pays : instituts d'ingénierie, compagnies pétrolières, Corporation vénézuélienne de la Guyane (CVG). Parmi plusieurs dizaines, les partenaires français qui ont le plus investi dans cette coopération sont le CNRS, l'ORSTOM et le CIRAD.

La Venezuela compte un grand nombre d'anciens boursiers du gouvernement français et de la fondation Grand Maréchal de Ayacucho (financée par le gouvernement vénézuélien) ou tout simplement d'anciens étudiants en France. Pour créer des liens entre eux et pour susciter des actions de coopération non institutionnelle entre les deux pays (dans le domaine des arts, des sciences, du cinéma, du sport ou du livre par exemple), une structure vénézuélienne vient d'être créée : la fondation Francisco de Miranda, qui complétera les actions des Alliances françaises. Le choix de l'intitulé de cette fondation est symbolique : Miranda, qui participa à la bataille de Valmy, est l'un des trois cent quatre-vingt-six généraux dont le nom est inscrit sur l'arc de triomphe de l'Etoile à Paris.

(1) Ce chiffre ne tient pas compte de l'assistance technique financée par la France et liée aux contrats commerciaux.





Supplément

ANGOLA

De riches atouts dans un environnement de guerre



Au mois d'août 1986, le président angolais, M. Eduardo Dos Santos, recevait le pasteur noir américain Jesse Jackson. Dans un communiqué commun, les deux hommes réitiraient leur volonté de voir régler les problèmes de l'Afrique australe. *« L'instauration de relations diplomatiques entre l'Angola et les Etats-Unis est une priorité urgente... »*, pouvait-on lire dans ce texte.

Lors du sommet des non-alignés à Hararé, au début de septembre, le chef de l'Etat cubain, M. Fidel Castro, dans une déclaration qui devait être largement déformée à l'étranger, rappelait les positions de son pays : *« L'Angola, dont nous avons toujours respecté la souveraineté... peut décider à n'importe quel moment s'il a besoin ou non de nos troupes... Pour ce qui nous concerne, nous sommes prêts à les maintenir aussi longtemps que l'apartheid continuera d'exister. »*

Luanda a confirmé à maintes reprises sa disponibilité à négocier. Comment pourrait-il en être autrement alors que, depuis vingt-cinq ans, l'Angola n'a connu que la guerre *(voir ci-dessous l'article de Claude Wauthier)*. Lutte de libération d'abord commencée le 4 février 1962, contre le colonialisme portugais ; lutte ensuite contre les incursions sud-africaines effectuées avant même la proclamation de l'indépendance ; lutte enfin contre la guérilla de l'UNITA portée à bout de bras par Pretoria et Washington. Les conséquences sont connues : des centaines de milliers de réfugiés, la désorganisation des communications, la mise à mal d'une économie déjà saignée par le départ de centaines de milliers de colons portugais.

Pourtant l'Angola ne manque pas d'atouts : deuxième producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne, il possède des richesses minières (diamants, fer...) et forestières (bois précieux) largement inexploitées. L'agriculture est riche de potentialités et le café constitua longtemps la première exportation de l'ancienne colonie *(voir l'article de M. Augusto Caetano, page 29, ainsi que la deuxième partie de ce supplément à paraître en décembre 1986)*.

En finir avec la guerre pour édifier le pays de demain et développer la coopération régionale, telles demeurent les principales ambitions des dirigeants angolais.

Une longue marche pour assurer le développement et conquérir la paix

Par CLAUDE WAUTHIER *

« Tu vas inventer
des étoiles sur la pioche de guerre,
la paix sur les pleurs des enfants,
la paix sur la haine,
inventer la paix (...) »

AINSI l'ancien président angolais Agostinho Neto (1) – alors qu'il dirigeait encore la lutte de ses maquisards – appelait-il de ses vœux, dans un de ses poèmes, un Angola indépendant et paisible. C'était sans doute trop demander. Onze ans après l'accession à l'indépendance, son pays est toujours en proie aux déchirements. La fin de la tutelle portugaise n'a pas apporté la paix. L'armée sud-africaine poursuit ses raids meurtriers à l'intérieur du territoire, Pretoria soutient à bout de bras les rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) de M. Jonas Savimbi, les Etats-Unis ne cachent pas leur hostilité à un régime qu'appuient l'URSS et Cuba. L'économie, déjà gravement affectée par le départ massif des Portugais en 1975, a été ruinée – ressources pétrolières exceptées – par les coups de boutoir de cette triple alliance.

Pourtant, le parti dont il avait été l'un des fondateurs, le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), est toujours au pouvoir à Luanda et continue à lutter contre vents et marées pour son rêve de paix.

Lorsque, le 11 novembre 1975, Agostinho Neto proclame l'indépendance de la République populaire d'Angola, plus d'un an et demi après la « révolution des œillets » à Lisbonne qui a sonné, du même coup, le glas du fascisme salazariste et de l'empire lusitanien d'outre-mer, il sait que le combat n'est pas terminé pour autant. Immédiatement, l'Afrique du Sud effectue la première d'une longue série d'incursions militaires en territoire angolais pour appuyer l'UNITA ; et le Front de libération nationale de l'Angola (FLNA) de M. Holden Roberto – si lié avec les Etats-Unis qu'il est accusé de n'être qu'un agent de la CIA – reprend les hostilités contre les forces du MPLA.

Le gouvernement tripartite MPLA-UNITA-FLNA, dont Lisbonne avait encouragé la formation (ce furent les accords d'Alvor en juin 1975), n'avait, en effet, pas survécu aux approches de l'indépendance : c'était probablement trop exiger de « frères ennemis » qui, depuis des années, se combattaient. Le FLNA et l'UNITA avaient l'avantage de disposer de bases arrière contiguës à l'Angola : le Zaïre, pour le premier (M. Holden Roberto passe pour être le beau-frère du chef de l'Etat zaïrois) et l'Afrique du Sud, pour le second. Le MPLA ne pouvait guère compter que sur la solidarité de la – lointaine – URSS. Ce seront néanmoins l'Union soviétique et l'un de ses plus fidèles alliés, Cuba, qui sauveront la mise pour le parti d'Agostinho Neto.

Alors que les Etats-Unis sont empêtrés dans les séquelles du scandale du Watergate, M. Fidel Castro achemine en Angola par avion, avec l'aide logistique de l'URSS, les premiers éléments d'un corps expéditionnaire : la surprise est totale, l'offensive sud-africaine est stoppée et la toute jeune République est sauvée. La controverse se poursuit encore aujourd'hui entre africanistes, kremlinologues et autres experts, pour savoir si M. Castro a décidé seul de l'opération – appelée Carlotta, du nom d'une Noire qui prit la tête d'une révolte d'esclaves à Cuba au siècle dernier – ou s'il a agi à la demande de Moscou. Quoi qu'il en soit, elle ne pouvait que renforcer les liens entre le MPLA et le camp socialiste, et satisfaire les tenants d'une solidarité afro-américaine qui jusqu'alors n'avait guère eu l'occasion de se manifester d'une manière aussi spectaculaire. Les jeunes soldats de l'armée cubaine, descendants d'esclaves, avaient volé au secours d'un mouvement de libération africain.

Le répit devait être de courte durée. L'Afrique du Sud ne se tint pas pour battue. Avec l'indépendance de l'Angola et celle quasi simultanée du Mozambique, elle se voit privée du « glacis portugais » qui la protégeait du contact direct avec l'Afrique noire. Pis, ses nouveaux voisins se réclament du marxisme-léninisme et l'arrivée au pouvoir du MPLA à Luanda et du FRELIMO à Maputo a redonné espoir aux Noirs d'Afrique du Sud, comme en témoigne en 1976 la révolte des lycéens de Soweto, que la police écrase dans le sang.

Un accord sans lendemain

POUR frapper l'Angola, Pretoria dispose d'un prétexte commode : la présence dans le Sud angolais de camps de la SWAPO (South West African People's Organisation), le mouvement de libération de la Namibie à laquelle le gouvernement sud-africain se refuse obstinément à accorder l'indépendance, malgré les multiples résolutions des Nations unies. Le bombardement de ces camps se révèle particulièrement meurtrier – y compris pour les familles des guérilleros, – comme celui de Cassinga, quartier général de la SWAPO, en 1978, qui fit huit cents victimes. Mais les attaques de l'armée sud-africaine ont aussi pour but de paralyser l'activité économique. Le chemin de fer de Benguela, par lequel le Zaïre et la Zambie pouvaient acheminer leur minerai de cuivre, est resté une cible privilégiée des actions de l'UNITA, ce qui a contraint ces deux pays à emprunter le réseau, qui, à travers le Zimbabwe et le Botswana, aboutit aux ports sud-africains.

Sous ces coups répétés, l'économie de l'Angola périclite – l'Afrique du Sud a adopté la même tactique contre le Mozambique – et le gouvernement de Luanda se résout, à peu près en même temps que celui de Maputo, à négocier avec Pretoria au début de 1984. Il signe en février à Lusaka un accord de cessez-le-feu cautionné par les Etats-Unis mais dont le contenu est bien plus limité que l'« accord de non-agression et de bon voisinage » signé à N'Komati le 16 mars entre le Mozambique et l'Afrique du Sud. Il prévoit l'arrêt des opérations de guérilla de la SWAPO à partir de l'Angola. En échange, l'Afrique du Sud promet de cesser ses incursions militaires et de retirer ses troupes du Sud angolais.

Et puis Pretoria laisse plus ou moins explicitement entendre que si les forces cubaines quittent l'Angola, la Namibie pourra accéder à l'indépendance. C'est le fameux lien (*linkage*), activement prôné par la diplomatie américaine.

La conclusion des accords de Lusaka et de N'Komati est saluée comme un succès de la diplomatie sud-africaine et suscite un profond malaise en Afrique. Ces deux accords, même si leur portée respective est différente, ne signifient-ils pas, en effet, que les deux grands pays noirs qui ont conquis leur indépendance les armes à la main ont été mis à genoux par l'Afrique du Sud blanche et raciste ? L'Organisation de l'unité africaine (OUA) déclare qu'elle ne peut accorder un *« soutien total »* à Luanda et à Maputo. Ainsi n'aurait servi à rien, semble-t-il alors, le patient travail de la diplomatie angolaise – normalisation des relations avec le Zaïre (pourtant compromise à nouveau par les deux incursions d'ex-gendarmes katangais au Shaba, en 1977 et 1978), établissement de relations diplomatiques avec la Chine, qui avait soutenu l'UNITA, ouverture vers l'Europe occidentale, et particulièrement la France socialiste.

Ne doit-on pas mettre en cause la détermination et la cohésion de l'équipe dirigeante du MPLA, qui pourtant a survécu pratiquement intacte à la mort de Neto, en 1979, et à plusieurs crises intérieures – coup d'Etat gauchiste manqué de Nito Alves, en 1977, opposition larvée du Groupe de Catété, – reflétant l'une et l'autre sans doute les tensions entre le prolétariat noir et l'intelligentsia métisse, et entre partisans et adversaires d'une négociation avec l'UNITA ?

(Lire la suite page 24.)

* Coauteur du livre : *Les 50 Afriques*, Le Seuil, Paris, 1979.

(1) Le poème est tiré de *Poésie africaine d'expression portugaise*, Editions Pierre Jean Oswald, Honfleur, 1969.

SOMMAIRE



Une longue marche pour assurer

(Suite de la page 23.)

La conclusion des deux accords paraît signifier aussi que les dispositifs africains mis en place pour contrecarrer l'emprise sud-africaine – la ligue informelle des Etats de la ligne de front, pourtant renforcée par le Zimbabwe, indépendant depuis 1980, et la Conférence de coordination pour le développement de l'Afrique australe (Southern African Development Coordination Conference, SADCC) – s'étaient révélés inefficaces. Et cela alors même que l'Angola et le Mozambique tenaient dans l'une et l'autre une place importante.

Mais la satisfaction affichée par Pretoria et par Washington, où le président Reagan a inauguré la politique dite d'« engagement constructif » en Afrique australe, n'aura qu'un temps. En effet, les accords de Lusaka seront bientôt vidés de leur substance. En mars 1984, le président José Eduardo Dos Santos – ingénieur pétrolier formé en URSS qui est, à moins de quarante ans, l'un des plus jeunes chefs d'Etat d'Afrique – se rend à Cuba. Dans un communiqué commun, les présidents Castro et Dos Santos précisent leurs conditions pour un départ des forces cubaines évaluées à plus de vingt mille hommes : retrait des troupes sud-africaines d'Angola ; mise en œuvre de la résolution 435 des Nations unis pour l'accession de la Namibie à l'indépendance ; fin de toute aide sud-africaine à l'UNITA. Pretoria estime ce communiqué *« inadmissible »*, tandis que l'UNITA poursuit sa guérilla et réussit, en avril, un attentat spectaculaire contre des coopérants cubains à Huambo. En *juillet 1984, l'Afrique du Sud reconnaît* que ses troupes opérant dans le Sud angolais n'ont pas effectué le retrait prévu. Dès lors, il est clair que les accords de Lusaka resteront lettre morte. Les Cubains demeurent tout en se tenant comme auparavant à l'écart des combats, et les Sud-Africains continuent à frapper là où ils le peuvent : tentative de sabotage des champs pétroliers de Cabinda en mai 1985, destruction de trois navires (deux soviétiques et un cubain) dans le port de Namibe – autrefois Moçamedes – en juin 1986. Le président Reagan obtient alors du Congrès, en juillet 1985, l'abrogation de l'amendement Clark, qui interdisait depuis 1976 à *Washington de fournir des armes à* l'UNITA.

Et l'administration américaine fait savoir, avec une ingénuité qui n'appartient qu'à elle, que l'aide militaire qui sera accordée à l'UNITA sera *« covert »*, c'est-à-dire semi-clandestine. A la faveur d'une indiscrétion, on apprend que cette assistance *comprendra la livraison de missiles* Stinger, ce qui est présenté comme réplique à la fourniture de missiles SAM par l'URSS aux forces angolaises. Celles-ci, après l'accalmie qui suivit l'accord de Lusaka, ont repris l'offensive contre l'UNITA – particulièrement depuis la bataille de Mavinga en juillet 1985, – et l'*opération contre Namibe était* sans doute destinée à créer une diversion pour soulager les troupes de M. Savimbi, apparemment en posture difficile. S'il paraît hasardeux de prévoir l'issue de cet interminable combat, une certitude s'impose : ni les Etats-Unis ni l'Afrique du Sud n'ont l'intention de « lâcher le morceau », alors que *Cuba et l'URSS* restent déterminés dans leur soutien à Luanda.

Des richesses en friche

C'EST que l'enjeu est considérable. Avec une superficie de 1 246 700 kilomètres carrés et une population avoisinant les neuf millions d'habitants, l'Angola était la plus riche des colonies portugaises. Elle produisait, à la veille de l'indépendance, 180 000 tonnes de café, 2 400 000 carats de diamants, le troupeau de bovins comptait cinq millions de tête et la pêche en mer fournissait 400 000 tonnes de poisson. A ces ressources étaient venues s'ajouter celles du pétrole, principalement off-shore, d'abord de l'enclave de Cabinda, puis de la côte *nord, dont les puits produisent* aujourd'hui au total plus de 13 millions de tonnes.

C'est Cabinda qui en fournit actuellement la plus grande part. Les gisements de l'enclave sont exploités par une société américaine, la Gulf, filiale de Chevron, dont la concession est antérieure à l'indépendance et qui partage aujourd'hui ses *profits avec la société d'Etat angolaise*, la SONANGOL (diverses sociétés, dont des compagnies pétrolières françaises, ont obtenu les autres concessions). Les ventes de pétrole représentent depuis plusieurs années environ 90 % des exportations.

Les sabotages de l'UNITA et les raids sud-africains ont en effet désorganisé l'*exploitation des filons diamantifères* dans le sud-est du pays. La DIAMANG, à laquelle était associée la De Beers sud-africaine, a été liquidée après de lourdes pertes – dues aussi à la contrebande, freinée en 1984 par un procès retentissant intenté à quelque cent vingt fraudeurs angolais et étrangers. La DIAMANG a *été remplacée par une nouvelle structure* étatique, l'ENDIAMA, mais la production a considérablement chuté, bien en dessous du million de carats. De même, l'exploitation des mines de fer de Cassinga, dans le Sud, en partie épuisées, après avoir été assurée par Krupp, pose des problèmes de financement et de sécurité. *La récolte du café, cultivé notamment* dans la province d'Uige, ne se chiffre plus ces dernières années qu'à quelques dizaines de milliers de tonnes.

L'exode des Portugais, en particulier des colons installés sur les hauts plateaux au climat tropical tempéré par l'altitude, comme celui de Bié, a considérablement réduit la production agricole.

La production vivrière – maïs et manioc principalement – est elle aussi insuffisante, avec 300 000 tonnes l'an dernier dans les zones contrôlées par le gouvernement, ce qui représente seulement la moitié des besoins. Quant à la pêche, particulièrement fructueuse dans les eaux froides du courant de Benguela, qui longe, en montant vers le nord, les côtes de la Namibie et de l'Angola, elle est surtout pratiquée aujourd'hui par les grands chalutiers étrangers – soviétiques, entre autres.

Le cours du kwanza, la monnaie angolaise, a enregisté une dépréciation plus que sévère au marché parallèle. Les importations de produits alimentaires ont augmenté dans des proportions considérables. La population la plus pauvre, celle des quartiers déshérités, – les *mucéqués*, – à Luanda en particulier, ne trouve les denrées de base à des prix abordables – grâce aux subventions – que dans les *magasins* d'Etat, devant lesquels la *bicha* – la queue – est devenue un spectacle quotidien. Le troc s'est répandu, avec la cigarette comme unité de base.

Face à ces énormes problèmes, malgré le poids du budget militaire et le prix de l'aide militaire cubaine, le gouvernement angolais a géré sa manne pétrolière avec *retenue* : la balance commerciale est restée bénéficiaire et l'endettement extérieur a été contenu dans des limites raisonnables. En 1985, le service de la dette se chiffrait à 324 millions de dollars, soit environ 15 % des exportations. Une véritable performance dans le tiers-monde, que risque de compromettre, malgré la découverte *de nouveaux gisements, la baisse du* prix du pétrole.

Néanmoins, l'industrie reste embryonnaire – filatures, cimenteries, brasseries, principalement à Luanda, Lubango et Lobito, – et la réalisation des grands projets, comme celui du barrage de Kapanda sur le Cuanza, qui sera financée conjointement par l'URSS et le Brésil, se révèle difficile.

Si l'Angola bénéficie du soutien militaire des pays de l'Est, c'est cependant avec les pays occidentaux que son commerce est le plus actif : Etats-Unis, Portugal, Espagne et France sont ainsi ses principaux acheteurs et fournisseurs. Aussi bien le gouvernement de Luanda n'est-il pas membre du Conseil d'assistance économique mutuelle (Comecon) et a adhéré, comme celui de Maputo, d'ailleurs, à la convention de Lomé III entre la Communauté économique européenne (CEE) et les pays d'Afrique, des *Caraïbes et du Pacifique* (ACP).

Un enjeu régional

LES relations avec la France ont été particulièrement cordiales entre 1981 et 1986 – les forces armées angolaises (FAPLA) sont notamment pourvues d'hélicoptères français, – mais celles avec le Portugal ne sont pas toujours sans nuages. L'UNITA bénéficie, en effet, d'un soutien actif des partis de la droite et du centre portugais, et M. Mario Soares lui-même n'est pas toujours en odeur de sainteté auprès des dirigeants angolais. Le vote des réfugiés portugais qui ont fui l'Angola et le Mozambique – plusieurs centaines de milliers, – après 1975, pour s'installer en métropole, et aussi en Afrique du Sud, explique en partie ces difficultés. En revanche, les relations avec les autres anciennes colonies portugaises d'Afrique – comme en attestent les rencontres périodiques entre leurs dirigeants – sont tout à fait amicales ; elles le sont aussi avec le Brésil.

La relative richesse – au moins potentielle – de l'Angola n'explique évidemment pas à elle seule l'acharnement de la lutte qui s'y livre. Pour l'URSS, l'Angola, avec ses options marxistes-léninistes, réaffirmées notamment par un changement de dénomination du MPLA qui est devenu, en 1977, le MPLA-PT (Parti du travail), est un des trois pays d'Afrique noire – avec le Mozambique et l'Ethiopie – où son influence est prépondérante : outre l'aide militaire, les crédits accordés par les pays de l'Est à Luanda représentent, en effet, la moitié environ de la dette extérieure. Pour les Etats-Unis, c'est le sort de l'Afrique du Sud que Washington tient à tout prix à maintenir dans le camp occidental, qui est en jeu. Or l'appui de Luanda à la SWAPO constitue, aux yeux de Pretoria, un danger majeur. Une Namibie indépendante, où la SWAPO – que Moscou soutient fermement – détiendrait le pouvoir, ferait peser une menace directe sur le « pouvoir pâle » sud-africain, gardien de la route du Cap et des plus riches mines d'or du monde occidental. C'est bien pourquoi l'Afrique du Sud et ses alliés s'efforcent de frapper l'Angola au cœur de sa principale richesse *économique, les champs pétrolifères* de l'enclave de Cabinda – surnommée parfois le « Koweït africain », – objet, aussi, de la convoitise des pays voisins, dont le Zaïre dépourvu de ressources pétrolières.

D'où les intrigues incessantes pour y susciter des mouvements indépendantistes – principalement le Front de libération de l'enclave de Cabinda (FLEC) – nettement téléguidés (entre autres, par Paris, avant 1981). Fort heureusement pour le gouvernement de Luanda, ces mouvements ont toujours été déchirés par des querelles intestines, parfois rocambolesques. Mieux encore, le FLNA (après une alliance éphémère avec le FLEC) et sur-





le développement et conquérir la paix

tout l'UNITA considèrent que Cabinda fait partie intégrante de l'Angola.

Une autre faiblesse dans les rangs des adversaires angolais du MPLA provient de leur implantation tribale. Le FLNA a surtout recruté au nord, dans l'ethnie des Bacongos – fief de M. Holden Roberto, où le souvenir de l'ancien royaume du Congo conquis par les Portugais au dix-septième siècle est encore vivace, – et l'UNITA dans celle des Ovimbundus du Sud angolais – dont M. Jonas Savimbi est originaire. Même si l'UNITA – qui a réussi quelques enlèvements spectaculaires – affirme contrôler une partie importante du territoire national, son image de marque est ternie par ce « tribalisme » . Et les visites de M. Savimbi en Afrique du Sud, où il a été reçu par le président P. V. Botha, ne prédisposent pas en sa faveur et suscitent la réprobation de tout le continent.

Le MPLA, quant à lui, est né au sein de l'intelligentsia angolaise, souvent métisse, des *assimilados* promus à la citoyenneté portugaise à la condition d'être catholique et d'avoir un certain degré d'instruction. Il a compté parmi ses fondateurs – alors étudiants à Lisbonne – deux des meilleurs poètes angolais, Viriato da Cruz et Mario de Andrade, que les vicissitudes de la vie politique ont amené à rompre avec leur parti.

Rencontre avec le pape

LE nombre des *assimilados* n'avait pas dépassé quelques dizaines de milliers lorsque le MPLA déclencha la lutte armée en 1961, et la République populaire d'Angola manque encore aujourd'hui de cadres. Les conseillers techniques, surtout cubains, mais aussi soviétiques et allemands de l'Est, sont nombreux. Néanmoins, un effort considérable a été accompli dans le domaine de l'enseignement et de l'alphabétisation des adultes, surtout dans les centres urbains. Le nombre des élèves du primaire dépasse le million et demi, et près d'un demi-million d'adultes ont appris à lire et à écrire. La langue d'enseignement reste le portugais, mais des expériences sont en cours pour introduire l'étude des langues africaines locales dès les premières années de scolarisation.

Le pays compte environ trois millions et demi de catholiques et huit cent mille protestants. Les rapports entre les Eglises et le parti au pouvoir – trente mille membres – sont restés relativement sereins. L'Eglise catholique doit se faire pardonner, il est vrai, un long passé de complicité avec le colonialisme portugais.

Le pape Jean-Paul II l'avait si bien compris qu'il reçut, en 1970, en audience solennelle au Vatican des leaders nationalistes d'Angola, du Mozambique et de Guinée-Bissau, Neto, Marcellino dos Santos et Amilcar Cabral, au grand dam du gouvernement portugais, qui protesta.

C'est au nom de la propagation de la foi chrétienne, en effet, que le Portugal s'était lancé dès le quinzième siècle, avec le prince Henri le Navigateur, dans l'aventure coloniale. En Angola, le coup de maître avait été la conversion du « manicongo » ou roi du Congo, qui, après avoir retenu prisonniers les émissaires de l'explorateur Diego Cao en 1483, avait embrassé la foi catholique. Son fils Affonso, dûment baptisé, appela dans son royaume les premiers missionnaires. Il est frappant que les deux héroïnes de l'histoire angolaise se soient dressées contre la religion importée.

La lutte contre l'occupation portugaise ne devait pas cesser durant les siècles qui suivirent, comme en témoignent ce que René Pélissier a appelé les « guerres grises » entre les troupes coloniales et les tribus rebelles au dix-neuvième siècle. L'Eglise catholique demeura le plus souvent l'auxiliaire zélée du pouvoir, notamment sous la dictature de Salazar, tandis que les Eglises protestantes, implantées surtout dans le Nord et parfois mal vues de Lisbonne, adoptaient une attitude moins conformiste.

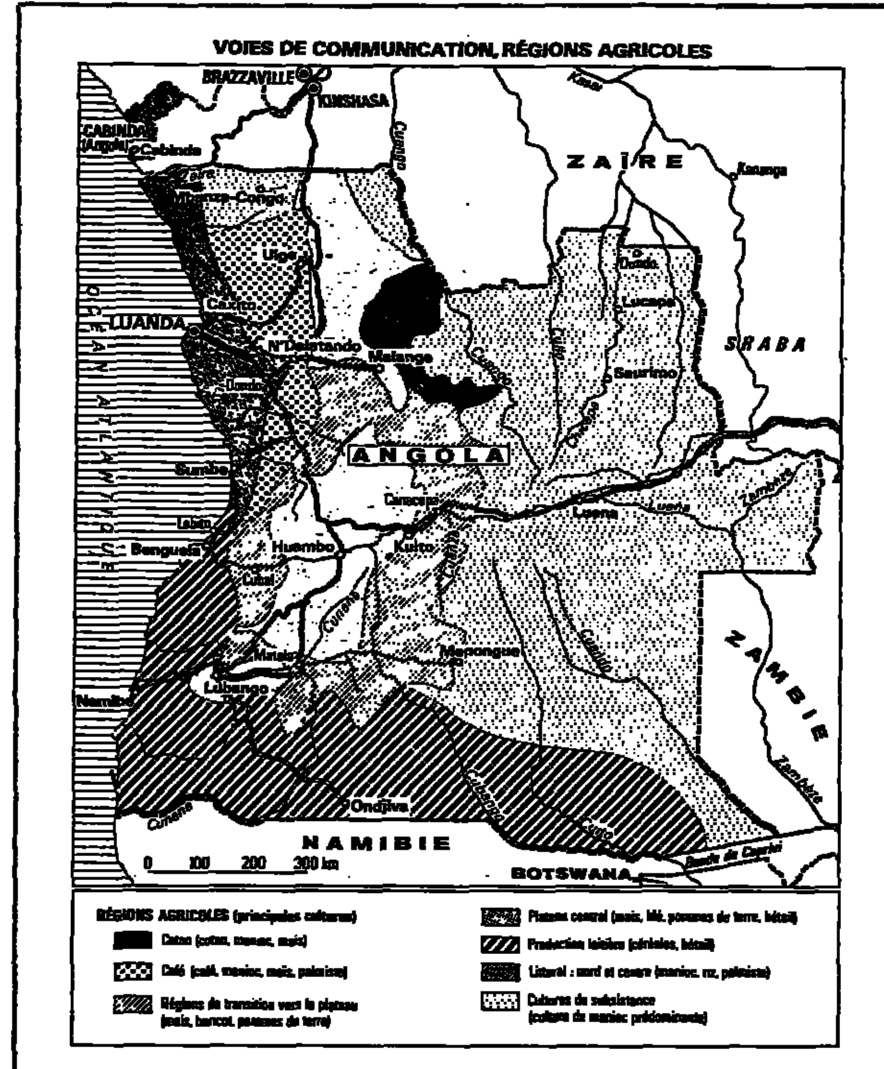
Cet esprit de résistance a imprégné au demeurant la littérature angolaise. Luandino Vieira, le grand écrivain angolais (qui a connu le terrible bagne de Tarafal, au Cap Vert, où étaient déportés les nationalistes africains) a dit admirablement, dans ses romans, la longue patience du peuple noir sous la domination portugaise (2). Plus récemment, un jeune auteur, Pepetela, a su faire revivre dans son premier ouvrage, *Mayombé* (3), l'exaltation, et aussi les doutes, des maquisards du MPLA – dont il était.

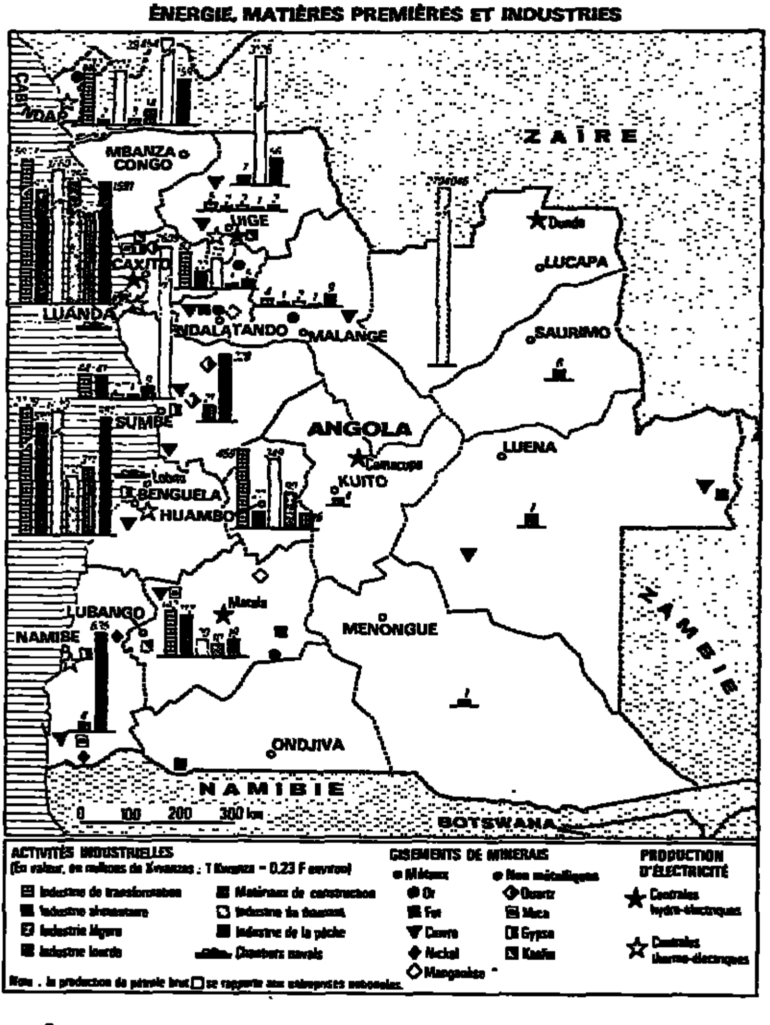
Ces livres, qui constituent à tout le moins de précieux témoignages, sont aussi des appels à poursuivre la lutte pour qu'enfin l'Angola soit épargné par les tempêtes. La récente proposition du président Dos Santos d'une rencontre avec le président Reagan atteste aussi que l'Angola ne rejette pas les voies de la négociation.

CLAUDE WAUTHIER.

(2) Luandino Vieira, *la Vraie Vie de Domingos Xavier – Le complet de Mateus*, Présence africaine, Paris, 1971.

(3) *Mayombé*, Heinemann, Londres, 1983.





Points de repère

SUPERFICIE : 1 246 700 kilomètres carrés.
POPULATION : 8,4 millions d'habitants (tous les chiffres sont de 1984).
ESPÉRANCE DE VIE : quarante trois ans.
TAUX DE MORTALITÉ INFANTILE : 144 pour 1000.
EXPORTATIONS : 2 milliards de dollars.
IMPORTATIONS : 1 milliard de dollars.
PRINCIPALES PRODUCTIONS : pétrole, café, diamants.

CHRONOLOGIE

XVe siècle : les Portugais s'installent dans les régions côtières du nord de l'Angola.

1884-1885 : grâce à l'appui britannique, le Portugal obtient la confirmation, par la conférence de Berlin, de son contrôle sur divers territoires africains. Il faudra toutefois de nombreuses guerres pour «pacifier» l'Angola.

1926 : le Dr Salazar prend le pouvoir à Lisbonne. La mainmise sur les territoires coloniaux est renforcée.

1951 : les colonies africaines du Portugal deviennent « *partie intégrante de la mère-patrie* ».

1956 : fondation du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA).

1957 : Holden Roberto crée l'Union des populations du nord de l'Angola qui deviendra le Front de libération nationale de l'Angola (FLNA).

4 février 1961 : le MPLA déclenche la lutte de libération nationale.

1964 : M. Jonas Savimbi quitte le FLNA et crée l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA).

25 avril 1974 : révolution des œillets à Lisbonne ; chute de la dictature.

11 novembre 1975 : le MPLA proclame l'indépendance et Agostinho Neto devient président de la République. Les premiers contingents cubains débarquent à Luanda et stoppent l'offensive militaire sud-africaine appuyée par l'UNITA.

Décembre 1978 : 1er congrès du MPLA, qui prend le nom de MPLA-Parti du travail.

Septembre 1979 : mort d'Agostinho Neto, à qui succède, à la tête de l'Etat et du parti, M. José Eduardo Dos Santos.

Dix-huit provinces

La République populaire d'Angola est divisée en dix-huit provinces administratives, à la tête desquelles se trouvent des gouverneurs et commissaires militaires. Ce sont, du nord au sud, les provinces (et leurs capitales) de : Cabinda (Cabinda), Zaïre (Mbanza-Congo), Uige (Uige), Luanda (Luanda), Bengo (Caxito), Kwanza-Norte (N'Dalatando), Malange (Malange), Lunda-Norte (Lucapa), Lunda-Sul (Saurimo), Kwanza-Sul (Sumbe), Huambo (Huambo), Bie (Kuito), Moxico (Luena), Benguela (Benguela), Huila (Lubango), Kuando-Kubango (Menongue), Namibe (Namibe), Cunene (Ondjiva).

Villes principales : Luanda (1 million d'habitants), Lobito (160 000 h.), Huambo (100 000 h.), Lubango, Kuito, Benguela, Malange.

Bibliographie

Robert Davezies, *les Angolais*, Editions de Minuit, Paris, 1965.

René Pelissier, *les Guerres grises*, édité par l'auteur, Orgeval, 1969.

Robert Cornevin, *Histoire du Congo*, Berger-Levrault, Paris, 1970.

Mario de Andrade et Marc Ollivier, *la Guerre en Angola*, Maspero, Paris, 1971.

Basil Davidson, *l'Angola au cœur des tempêtes*, Maspero, Paris, 1975.

Mario de Souza Clington, *Angola libre*, Gallimard, Paris, 1975.

J.-P. Cosse, J. Sanchez, *Angola, le prix de la liberté*, Syros, Paris, 1976.

CEDETIM, *Angola, la lutte continue*, Maspero, Paris, 1977.

Charles Esterman, *Ethnologie du sud-ouest de l'Angola* (2 vol.), Académie des sciences d'outre-mer, Paris, 1977.

John Stockwell, *In Search of Ennemies. A CIA Story*, Norton and Co., New-York, 1978.

M. R. Bhagavan, *Angola's Political Economy 1975-1985*, Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, 1986.

HISTOIRE

Quand le choc des civilisations



Par DOMINIQUE LECOQ *

« LE royaume d'Angola, borné au nord par le Congo, par la souveraineté de Mulemba au levant, au midi par le royaume de Mataman, et au couchant par la mer Atlantique, renferme huit vastes provinces, toutes presque également fertiles, arrosées par mille ruisseaux qui vont se jeter dans la grande rivière de Calucala, dont les rives ornées d'une double allée d'orangers, de grenadiers et de citroniers, offrent au voyageur le spectacle le plus brillant et le plus enchanteur : des vignobles immenses, des champs qui tous les ans se couvrent d'une double moisson, de riches pâturages, et, de distance en distance, des chemins entretenus avec le plus grand soin... (1) »

Cette description idyllique, tout entière comprise dans le goût français du XVIII[e] siècle, s'appuie sur le témoignage direct d'un voyageur anglais et ouvre la biographie de la fameuse reine N'zinga, qui, selon l'auteur, ne méritait « *ni de rester ignorée en Europe ni d'y être aussi défigurée qu'elle l'a été dans les relations fabuleuses* ». Aussi faut-il lire dans cette citation l'accent de la plus grande vérité, qui seul permet de mesurer, dans la rencontre entre le monde européen et le monde africain, le poids des illusions et la déception qui s'ensuivra, parfois jusqu'à l'horreur.

Les frontières de l'Angola actuel passent bien au-delà des limites établies par notre auteur : comme presque partout en Afrique, elles relèvent du fait colonial et furent fixées par le protocole signé entre les grandes puissances lors de la *conférence de Berlin* (1884-1885) et qui confirma la souveraineté portugaise sur l'ensemble du territoire. Toutefois, si la tendance de certains auteurs à réduire l'histoire ancienne de l'Angola à celle du royaume de Kongo paraît discutable, force est de reconnaître l'unité culturelle des populations angolaises, si l'on excepte celles qui appartiennent au groupe khoi et occupent le sud-est du pays.

La difficulté majeure que rencontre l'historiographie réside dans le fait que toutes les traditions orales n'ont pas – il s'en faut – fait l'objet de relevés systématiques. L'archéologie africaine, contrairement aux vœux que formaient naguère un Marcel Griaule ou un Cheikh Anta Diop, reste insuffisamment développée, de sorte que, pour l'Angola, les sources écrites – le plus souvent d'origine portugaise – particulièrement riches en ce qui concerne le royaume de Kongo, ont prévalu.

Des premiers occupants de cette terre il reste peu de souvenirs, et c'est sans doute chez les Hottentots ou les Boschimans qu'il faudrait rechercher les dernières traces repérables de l'âge de pierre. Probablement vers le milieu du premier millénaire, des populations bantoues, venues du Katanga, se sont installées dans ces régions occidentales, vivant de l'agriculture et de l'élevage, connaissant l'usage du métal. Leur société, fondée sur la culture extensive et itinérante – les déplacements s'effectuaient sur une aire limitée par des villages fixes, alternativement occupés, – connut d'abord une évolution lente, accélérée, après l'an mil par les nécessités qu'entraîna le commerce à longue distance qui s'effectuait par les ports swahilis, situés sur la côte orientale de l'Afrique, vers l'Arabie, l'Inde et même la Chine.

Au XIII[e] siècle, des conquérants, issus du peuple bakongo, installent leur capitale Mbanza (qui deviendra Sao-Salvador) sur la rive gauche du grand fleuve, créant ainsi, par synthèse des traditions kongo et ambundu, le royaume de Kongo. Encore en 1710, dans un rapport qu'il adresse à Rome, Bernardo de Gallo constate que « *deux peuples se trouvent dans ce royaume. L'n arrivé comme immigrant, et l'autre vraiment du pays, celui-ci composé de soumis ou assujettis, et l'autre de dominateurs. Les dominateurs viennent de Coimbra avec le premier roi, et ils s'appellent Essi-Kongo ou nobles congolais, habitants de la cité royale* ».

En ce qui concerne la structure hiérarchique de la société, « *les données de la tradition kongo*, écrit Georges Balandier, *concernent moins une histoire singulière qu'une conception générale des fondements archaïques du pouvoir souverain (...). Le chef se situe à la rencontre de l'ordre naturel et de l'ordre social, mode de pensée qui envisage toute activité humaine sous le double aspect de l'efficacité et du symbole, de l'action utilitaire et du rituel* (2). » Ainsi le roi disposait-il seul de l'usage de certains poissons ou animaux domestiques et de l'exploitation des mines ; il recevait l'hommage des *manis* (gouverneurs) de province auxquels il conférait une partie de son pouvoir. Le lignage était matrilinéaire, de sorte que, « *pour être prince ou princesse, il fallait être né d'une princesse* (3) » et descendre de la famille de l'ancêtre-fondateur qui apparaissait souvent, dans la tradition, comme roi-forgeron. D'ailleurs « *les Bakongos assurent que c'est à l'art de travailler le fer qu'ils ont dû leur grandeur première et leur prospérité avant l'arrivée des Européens* (4) ».

Le risque de désobéissance

A LA fin du XV[e] siècle, si le royaume de Kongo avait amorcé une phase de déclin – nombre de royaumes qui lui étaient autrefois *soumis* n'entretenaient plus avec le *mani Kongo* qu'un rapport distant de vassalité, – il constituait encore, quand débarquèrent les Portugais, l'Etat le plus puissant de la région.

En 1483, un chevalier de la maison royale, Diego Cao, élève à l'embouchure du fleuve Congo un *podrao*, haute pierre de calcaire dur symbolisant l'autorité de son maître, Jean II du Portugal. Bien accueillis par le *mani Soyo* (gouverneur de la province kongo du même nom), les Portugais reviennent dès 1490, porteurs de cadeaux pour le roi du Kongo, et ils sont accompagnés de maçons qui doivent construire le palais royal et des églises. Au retour, ils partent chargés d'ivoire et de « *personnes disponibles* » (il s'agit soit d'un *mu Kongo* déchu de ses droits ou condamné à mort par un tribunal, soit d'un prisonnier de guerre). Ce premier échange, pourtant établi entre deux Etats souverains, porte en germe les éléments de la domination coloniale portugaise en Afrique, dont Amilcar Cabral dira, lors de la guerre d'indépendance, qu'elle restera dans l'histoire, « *à cause de sa durée, de son caractère arriéré, de sa violence, du cynisme, de l'hypocrisie, des mensonges, et même d'une certaine folie* » qui la caractérise.

S'il y eut incontestablement volonté de rencontre de part et d'autre, les motivations ne furent pas les mêmes pour tous. L'historien Jan Vansina parle, à propos du Kongo, d'« *un Etat souverain qui, de son propre gré, tenta d'assimiler le christianisme à sa propre culture et d'intégrer d'autres éléments de la culture européenne* (5) ». C'est vrai si l'on considère cette politique comme le fait dominant du prince, mais elle n'alla jamais sans résistance.

---

* Rédacteur en chef de la revue *Aujourd'hui l'Afrique*.

(1) Jean-Louis Castilhon, *Zinga, reine d'Angola*, Paris, 1769, p. 18.

(2) Georges Balandier, *la Vie quotidienne au Royaume de Kongo*, Hachette, Paris, pp. 25 et 95.

(3) Cuvelier, *Documents sur une mission française au Bakongo*, Paris, 1776.

(4) R.-L. Wannyn, *l'Art ancien du métal au Bas-Congo*, Brazzaville, 1961, p. 59.

(5) Jan Vansina, *les Anciens Royaumes de la savane*, Louvain, 1965, p. 31.







débouche sur l'oppression et la révolte

Le *mani Kongo*, en effet, avait perçu l'intérêt que le christianisme pouvait représenter pour la personne royale (au XIXe siècle encore, Henrique II commence ses lettres au gouverneur général d'Angola par la titulature suivante : *« El Rei Catolico e Senhor Antiquisimo do Reino do Congo »*) et sans doute lui attribuait-il une efficacité plus grande qu'à l'animisme : l'invention des caravelles, des armes à feu, l'art du vêtement aussi, plaidaient suffisamment dans ce sens. Il pensait accroître sa puissance par un transfert des techniques ; aussi les demandes d'aide transmises à Lisbonne furent-elles nombreuses et répétées, mais le plus souvent sans suite. Ainsi l'ambassade qu'Alvaro II de Kongo envoie, en 1605, pour quérir maçons et métallurgistes essuie-t-elle un refus que le Conseil pour le Portugal motive ainsi : *« Il n'est pas désirable que quiconque travaillant la pierre ou la chaux ou le fer soit envoyé dans ce royaume, car cela le conduirait à la désobéissance. »*

Par ailleurs, pour éviter les affrontements entre prétendants auxquels donnait lieu un mode de succession électif et de lignage matrilinéaire, le *mani Kongo* souhaitait transmettre le pouvoir à son fils, suivant la tradition monarchique européenne. Si Alfonso, le premier prince kongo qui ait suivi des études au Portugal, réussit, à la fin du XVe siècle, à s'emparer du trône contre son cousin M'pangu Kitina, la question ne sera jamais résolue car elle permettait aux Portugais d'intervenir dans le choix du prétendant ; le roi eut beau en appeler à Rome, comme le fit Garcia II en 1651, demandant au pape de publier une bulle rendant héréditaire la royauté de Kongo, rien n'y fit.

Autour de la succession se cristallisait la lutte entre ceux qui furent rapidement acquis aux intérêts portugais – une couche de privilégiés enrichis par le commerce des esclaves – et ceux qui souhaitaient conserver l'indépendance du royaume. Ainsi, en 1705, quarante ans après la défaite d'Ambuila qui marque *de facto* la disparition de l'État souverain de Kongo, le clergé catholique impose son candidat, Pedro IV, contre le *mani*, issu du lignage matrilinéaire, qui avait les faveurs du peuple et le soutien de Beatriz, l'inspiratrice de la secte syncrétique dite des Antoniens. Le projet de rétablissement de l'indépendance kongo dont était porteuse la jeune femme – son aventure fut comparée à celle de Jeanne d'Arc – échoua : Beatriz, celle qui, selon son inquisiteur, avait *« pour habitude de dîner avec Dieu pour plaider la cause des Noirs et particulièrement la restauration de Kongo »*, mourut sur le bûcher.

Le diamant noir

POUR les Portugais, les relations avec le *mani Kongo* répondaient autant à un souci de prestige qu'à un intérêt commercial – faible jusqu'au milieu du XVIe siècle – que couvrait habilement un discours missionnaire. L'évangélisation constitua l'argument dont usèrent de manière constante les Portugais pour justifier leur politique de plus en plus ouvertement impériale et colonialiste dans cette région d'Afrique.

En 1933, le dictateur Salazar insistait encore sur cet aspect : *« L'accueil dans notre civilisation chrétienne des races inférieures constitue l'une des conceptions les plus hardies et l'une des œuvres les plus hautes de la colonisation portugaise. »*

La réalité fut d'une tout autre nature, et la lettre que le Père Espiritallié adresse en mai 1866 à ses supérieurs ramène à plus de modestie : *« Tout le diocèse d'Angola et Kongo ne compte en ce moment qu'une quinzaine de prêtres... Ceux de l'intérieur font le commerce ; les uns et les autres, dit-on, se gênent peu par rapport aux mœurs ; quand ils ont le zèle et la piété, la science fait défaut. Aussi, par rapport à la religion, c'est triste, bien triste. Nous le voyons assez dans la ville de Luanda* (6). »

Le commerce dont il s'agit est celui des esclaves par quoi, très tôt, l'Eglise de Kongo puis d'Angola avait assuré sa fortune. L'extension de la doctrine chrétienne servait d'alibi à l'établissement de relations inégales, fondées sur l'échange de biens non productifs contre des êtres humains, de sorte que, lorsque les Portugais voulurent imposer l'évangélisation au roi du N'dongo (son titre *n'gola* est à l'origine du toponyme d'Angola, étendu par les Portugais à toute la région), ils essuyèrent un refus : les Africains, instruits par l'exemple du Kongo, avaient compris quelles en étaient les conséquences, et ce fut le début d'une guerre qui allait durer cent ans. Comme l'écrit justement Basil Davidson, *« ce que la « présence civilisatrice » portugaise, aidée par ses partenaires africains, avait accompli le long de la côte, c'était la création d'une colonie esclavagiste là où il n'y en avait pas eu auparavant* (7) ».

Dans la mesure où les relations avec le Portugal sortaient du cadre de la coopération souhaitée pour répondre de plus en plus étroitement aux besoins du partenaire dominant, la résistance s'organisa très tôt : elle ne devait jamais cesser, faisant dire, en 1792, à l'historien Silva Correia que *« nulle part dans le monde portugais la milice n'est plus nécessaire qu'en Angola »*. En 1526, le roi Afonso se plaignait déjà, dans une lettre à son « frère » de Lisbonne, de la dégradation qu'entraînait l'alliance : *« Notre royaume est détruit de bien des façons... Tous les jours, ces marchands se saisissent de nos gens, des fils de la Terre et des fils de nos nobles et vassaux et de nos parents... Si grands sont la corruption et les débordements que notre pays est en train d'être complètement dépeuplé. »* De fait, les Africains furent rapidement soumis aux effets de la politique qui se menait en Europe.

L'ouverture de plantations dans l'île de Sao-Tomé entraîna une demande accrue de main-d'œuvre, de sorte que le nombre de « personnes disponibles » devenant insuffisant, on pratiqua la traite. Les conséquences furent d'autant plus désastreuses pour la région que la colonisation du Brésil, sa mise en exploitation agricole et minière, alourdissait considérablement la demande. Vers la fin du XVIe siècle, un tiers des habitants du Brésil se composait d'esclaves venus d'Angola ; au total, plusieurs millions de personnes furent déportées en plus de trois siècles. Comme le rappelle l'un des interlocuteurs de Robert Davezies : *« Et ainsi des bateaux et des bateaux partirent pleins de cette marchandise qu'ils appelaient le diamant noir*, o diamente negro (8). »

Si certains royaumes, comme celui du Loango – actuellement Cabinda, – se livraient à ce genre de commerce, d'autres s'y refusèrent. Devant des besoins sans cesse grandissants, les Portugais voulurent étendre leurs zones d'approvisionnement en s'installant sur la côte située au sud du fleuve Congo. En 1560, Paulo Dias de Novais atteint le royaume du N'dongo : il est retenu pendant trois ans par le *n'gola* Kiluanji. A son retour au Portugal, il décrit les richesses de N'dongo, agricoles et minières (les fabuleuses mines de Cambambe se révéleront riches de... bauxite) et préconise la conquête. En 1575, il s'installe, appuyé par une flotte, dans la baie de Luanda, portant le titre de capitaine-gouverneur du royaume d'Angola.

La menace devenant précise, une ligue défensive se forme entre le Kongo, le N'dongo et la tribu des Jagas. D'abord vaincus à Angoleme-Akitambo, les Portugais profitent de la désagrégation de l'alliance et font prisonnier le *n'gola* : le roi Kiluanji est décapité à Luanda en 1617. Sa fille, la reine N'zinga, reprend la lutte : elle rejette le christianisme, s'allie avec les Jagas et – profitant des désordres causés par la guerre de Trente Ans – avec les Hollandais, qui occupent Benguela et Luanda de 1641 à 1648, date à laquelle des colons brésiliens les chassent et *« restaurent l'Angola »*. Le traité d'octobre 1656 reconnaît toutefois l'indépendance du N'dongo, qui ne survivra pas à la mort de la reine.

De son côté, le *mani Kongo* tente un dernier sursaut. Antonio Ier, qui régnera de 1661 à 1665, appelle ses sujets et vassaux à *« défendre nos terres, nos richesses, fils et femmes, et nos propres vies et les libertés que la nation portugaise veut s'approprier »*. Ce sera la défaite historique d'Ambuila, devant les troupes commandées par le capitaine Lopez Cequeira – un métis de la colonie, – la mort du roi, la fin du royaume de Kongo en tant qu'Etat souverain.

Les Portugais sont maintenant installés sur 400 kilomètres de côtes, au sud du fleuve Congo et, lentement, ils cherchent à pénétrer le territoire vers l'est. L'histoire de la résistance africaine se confond alors avec les réponses locales à l'invasion militaire et à l'établissement de forts dans les régions orientales et australes. Toutefois, la « pacification » ne sera jamais ni totale ni définitive. Celles que René Pélissier a nommées les *« guerres grises »* se comptent par dizaines en moins d'un siècle. Il faut reconnaître que la suppression de l'esclavage – officiellement depuis le milieu du XIXe siècle, mais il s'est poursuivi, semble-t-il, jusqu'autour de 1920 dans certaines régions – et son remplacement par le système du contrat que beaucoup jugeaient pire encore (l'Africain devenant une machine à travailler qui pouvait être réquisitionnée sur simple décision de l'autorité portugaise) n'ont fait que renforcer l'esprit de résistance.

Le déclenchement de la guerre d'indépendance, le 4 février 1961, ne peut surprendre dans cette continuité historique. Déjà le manifeste de Luanda (qui donnera naissance au MPLA) proclamait en 1956 : *« Nous sommes humiliés en tant qu'individus et en tant que peuple. »* Et c'était d'autant plus vrai que l'arrivée massive de familles de colons à l'époque de Salazar – le Portugal exportait ses chômeurs en Europe et vers ses colonies, – la volonté d'exploiter à outrance les potentialités agricoles et minières du pays, le renforcement de l'administration coloniale, avaient entraîné une paupérisation des couches aisées africaines, des *assimilados* et même des petits Blancs de la colonie.

Les inspirateurs et les dirigeants de la lutte de libération étaient des poètes qui surent retrouver dans leur culture africaine cette voix angolaise qui s'était fait entendre à travers les siècles pour combattre l'envahisseur et juguler les divisions, et dont Agostinho Neto se fit l'interprète, déclarant, le 6 juin 1968, à la radio de Tanzanie : *« Si certains de nos combattants ont l'idée d'une guerre contre les Blancs, il faut qu'ils la remplacent immédiatement par celle d'une guerre contre l'impérialisme et le colonialisme... Nous devons chercher une ligne politique qui nous sauvera du racisme et du tribalisme et des erreurs qui furent commises dans les pays qui conquirent leur indépendance plus tôt que nous. »*

Il écrira dans un de ses poèmes :

Je ne suis pas un qui attend
Mais un qui est attendu.

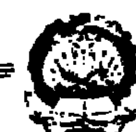
Nul ne le fut plus que lui, ce 11 novembre 1975, quand l'indépendance de la République populaire d'Angola fut enfin proclamée.

DOMINIQUE LECOQ.

(6) Antoine Brasio, *Spiritana Monumenta Historica Angola*, Lisbonne, 1955, p. 431.

(7) Basil Davidson, *l'Angola au cœur des tempêtes*, Maspero, Paris, 1975, p. 97.

(8) Robert Davezies, *les Angolais*, Editions de Minuit, Paris, 1965, p. 239.



POLITIQUE

Cabinda, une enclave convoitée

Par MONIQUE MAS

NOYÉE dans la vaste forêt équatoriale de Mayombe, Cabinda la *verte s'ouvre largement sur* l'Atlantique où le reflet des torchères, au large, révèle une richesse convoitée : le pétrole. L'enclave est coïncée entre la République populaire du Congo et le Zaïre, à une soixantaine de kilomètres au-dessus de l'embouchure du fleuve Zaïre, qui marque le début de la frontière nord-ouest de l'Angola. Avec 7 270 kilomètres carrés et cent mille habitants, des *Bakongos surtout, Cabinda est la plus* petite des douze provinces angolaises. Elle compte quatre municipalités : Belize, Buco-Zau, Landana et Cabinda, la capitale provinciale. L'industrie pétrolière domine l'économie de l'enclave qui assure plus des deux tiers de la production angolaise avec quelque cent cinquante mille barils par jour.

Depuis sa reprise, quelques années après l'indépendance, l'exploitation du pétrole cabindais associe, au sein d'une joint-venture, une filiale de la Gulf-Oil américaine, la CABGOC, et une société, nationalisée en 1977, la SONANGOL. Cabinda dispose d'un aéroport et d'un port, l'un des quatre premiers du pays. Elle a été la première province autorisée à importer directement les pièces de *rechange et les machines qui lui sont* nécessaires. Ses quelques industries non pétrolières (transformation, alimentaire et construction) tournent au ralenti et les autorités locales s'efforcent de relancer l'agriculture (cacao, café). Depuis quelques années, un léger courant d'exportation des bois précieux de Cabinda (ébène, bois de Santal et de rose) s'est amorcé. Les grumes sont acheminées par route vers Pointe-Noire, au Congo.

La capitale provinciale, une coquette cité de vingt mille habitants, compte encore quelques belles maisons coloniales, parfois entièrement construites en bois ouvragé. Dans ses rues bordées de jacarandas, soldats angolais ou cubains croisent tranquillement des techniciens occidentaux ou des pays de l'Est employés dans les installations pétrolières. Comme partout en Angola, les architectes portugais ont porté leur empreinte au cœur de la province. Mais aujourd'hui, l'exploitation de l'or noir exige experts et protection.

Cabinda, occupée dès le quinzième siècle, reconnue portugaise à la conférence *de Berlin (1884-1885), est rattachée* administrativement à Luanda par le pouvoir colonial en 1950. En 1952, une association, Jeunesse côtière cabindaise (JCC) se donne pour mission le regroupement des Cabindais installés à Kinshasa (Zaïre). En 1959, la JCC se transforme en Association des ressortissants de l'enclave de Cabinda (AREC), rebaptisée Mouvement pour la libération de *l'enclave de Cabinda (MLEC), le 12 août* 1960, deux mois à peine après l'accession de son pays d'accueil à l'indépendance. Dirigé par M. Luis Ranque Franque, le MLEC se réclame des descendants des autorités africaines signataires du traité de Simulambuco, signé le 1er février 1885 entre les autorités africaines locales et le Portugal.

M. Kissinger et des mercenaires

S'APPUYANT sur celui-ci pour dater le début de l'histoire portugaise du Cabinda, le MLEC considère que le traité a institué un protectorat dont il demande *la levée dans un mémorandum adressé à* Lisbonne en décembre 1960. Mais tandis que M. Ranque Franque commence à courir les tribunes internationales (Union africaine et malgache, Nations unies), l'histoire se précipite en Angola. En *février 1961*, le MPLA donne le signal de l'insurrection armée et attaque la prison centrale de Luanda. En 1963, Kinshasa voit la naissance de deux nouveaux mouvements cabindais : le Comité d'action d'union nationale du Cabinda et l'Alliance du Mayombe. Sitôt créés, ils fusionnent, le 4 août 1963, avec le MLEC en un Front de libération de l'enclave de Cabinda, présidé par M. Ranque Franque. Très vite, le FLEC se heurte au MPLA d'Agostinho Neto qui combat l'occupant portugais pour obtenir l'indépendance de l'Angola, Cabinda compris.

De grandes manœuvres ne tardent pas à reprendre autour de l'enclave. L'odeur de pétrole est plus forte que jamais. La CABGOC, implantée dans la partie terrestre du gisement depuis 1957, fait ses premiers forages off-shore en 1962, au large de Cabinda. C'est un succès. Les premières exportations se feront dès 1968.

A la veille de l'indépendance angolaise, certains caressent le rêve d'un « Koweït africain ». Le 30 juin 1974, à Pointe-Noire (Congo), une fraction du FLEC se structure en mouvement de lutte armée sous la direction de M. Auguste Tchioufou, un Cabindais, ancien fonctionnaire des postes congolaises mais surtout administrateur désigné de la société Elf-Congo. D'autres appétits paraissent s'éveiller : ceux des Français et d'Elf face au monopole des Américains, et de la Gulf notamment. Cela va servir le FLEC qui, toutes fractions confondues, représente seulement une mince élite côtière au Cabinda : les convoitises régionales et internationales lui valent nombre d'alliés potentiels.

Au Congo, le groupe de Brazzaville s'organise. Au Zaïre, le FLEC version Ranque Franque dispose de sa propre station : la Voix du Cabinda. Au Portugal, M. Mario Soares penche en faveur d'une autodétermination des populations cabindaises. Et aux Etats-Unis, M. Henry Kissinger est manifestement bien disposé à *l'égard de tous* ceux qui peuvent faire barrage au MPLA. Pour agir, le FLEC de M. Tchioufou a besoin d'armes. Elles arriveront bientôt, avec une demi-douzaine de mercenaires dont le célèbre Jean Kay, chargé d'encadrer les maquisards. Grâce à leur concours et à l'inertie volontaire du gouverneur portugais de Cabinda, le brigadier général Barata, le FLEC tiendra la capitale provinciale pendant quelques mois en 1974. Bien protégée par ses propres milices, la Gulf Oil continue à forer tranquillement, à quelques encablures.

Mais, au Portugal, la « révolution des œillets » poursuit son chemin. La décolonisation est en route. Fin octobre 1974, le trop amical Barata est remplacé par un sympathisant du MPLA, le colonel Lopes Alves, qui chasse le FLEC de l'enclave avec l'aide des maquisards de Neto.

C'est au tour du FLEC de Kinshasa de reprendre l'offensive. Le 1er août 1975, M. Ranque Franque proclame l'indépendance du Cabinda dans l'indifférence générale. Il escompte beaucoup d'une opération prévue par la CIA, qui prend contact avec une autre célébrité du genre : le mercenaire Bob Denard. Le 2 novembre, trois colonnes venues du Zaïre s'infiltrent au Cabinda. Face aux hommes du MPLA, la déroute est totale. Les derniers espoirs du FLEC, plus noyauté que jamais, sont réduits à néant.

Les intérêts extérieurs vont pour la plupart se redéployer selon une stratégie plus classique. Le FLEC fera encore parler de lui sporadiquement et au travers de fractions difficiles à identifier. *Le 15 janvier* 1977, trois techniciens français sont enlevés dans le sud du Congo. Plusieurs groupes se réclamant du FLEC se disputent l'action avant de retomber dans le silence et l'oubli.

Un commando sud-africain

LE mouvement n'a jamais eu de programme précis. Il n'a plus guère d'armes à déposer. Reste à sauver la face et peut-être à se ménager l'avenir. Le FLEC réclame un référendum sur l'autodétermination de Cabinda. En février 1986, il annonce de Brazzaville la formation d'une *« direction cohérente »*. Luanda n'entend pas pour autant reconnaître le FLEC. Le régime de M. Dos Santos a déjà passé l'éponge, pour l'essentiel, dès 1982. La moitié des huit mille réfugiés du Zaïre et du Congo qui sont rentrés au pays cette année-là se sont installés à Buco-Zau, au nord du Cabinda. La plupart de ces *retornados*, familles ou sympathisants du FLEC, avaient quitté l'enclave entre 1975 et 1978. Et, désormais, selon le commissaire provincial, M. Jorge Barros Tchimpuaty, *« la situation est calme à Cabinda »*, à l'exception des actions revendiquées par l'UNITA contre les complexes pétroliers.

Lors de la plus importante, le 21 mai 1985, un commando sud-africain a été pris par les forces armées angolaises alors qu'il s'apprêtait à saboter les installations pétrolières de la Gulf. L'UNITA devait ramasser les lauriers de l'opération. Mais le masque est tombé. Cible évidente de ses adversaires, le pétrole, nerf de la guerre, est, bien sûr, une matière première stratégique pour le régime angolais. Les intérêts représentés à Cabinda sont tout aussi cruciaux pour Pretoria, toujours prompte à manier le bâton, y compris à l'encontre d'alliés américains parfois un peu trop circonspects à son goût.

En tout cas, de la colonisation portugaise à la guerre contre l'Afrique du Sud et l'UNITA, l'histoire mouvementée de l'Angola est souvent passée par Cabinda. Aujourd'hui encore, malgré la chute des cours du pétrole sur les marchés internationaux, l'enclave fait un pied de nez aux tenants du conflit Est-Ouest. A Cabinda, l'attrait de l'or noir a concilié les intérêts des pétroliers américains avec les exigences de survie économique du régime.

Le trésor vert

LA flore de l'Angola, du fait de l'étendue du territoire, de la variété des climats et des sols, est d'une rare diversité, d'une considérable richesse.

On peut distinguer six types de végétation :

– une couverture arbustive, caractéristique de la région littorale de Benguela et du désert de Namibe, *où l'on trouve une espèce d'arbuste* inconnue ailleurs : le *Weltwischia mirabilis* ;

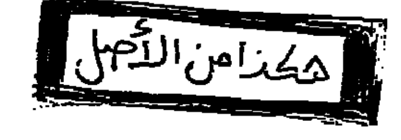
– des savanes plus ou moins herbacées, couvrant principalement le littoral de Cabinda et le nord-ouest du pays, mais également dispersées un peu partout ;

– des *massifs d'épineux* prédominant dans les provinces de Kwanza (Sud) et de Benguela, dans le désert de Namibe et dans la région aride du Sud ;

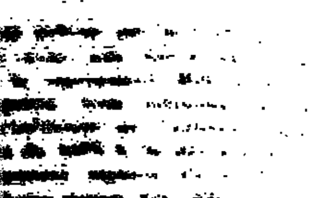
– des savanes moyennes, plus ou moins dégagées, à l'est et au sud ;

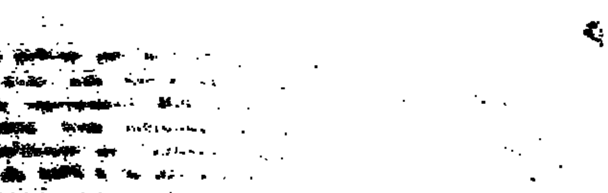
– des savanes plus denses, à la lisière des grandes forêts ;

– des forêts, enfin, très denses dans la région de Cabinda, où l'on trouve des essences de grande rentabilité économique comme le bois noir, l'ébène, le santal africain et le bois de fer.













Avec le café, diversifier les sources de revenus

EN Angola, la culture du café fit, à l'époque coloniale, la fortune des planteurs portugais dont les grandes *fazendas* (1) étaient situées dans les provinces actuelles de Uige, Bengo, Kwanza (sud) et Kwanza (nord). Jusqu'au début des années 70, *« l'or brun »* constituait 70 % des recettes en devises, conjointement avec le minerai de fer et le sisal.

Dès le déclenchement de la « révolution aux œillets », au Portugal, le 25 avril 1974, la plus grande partie d'entre eux s'enfuirent, abandonnant plus de deux mille *fazendas* et provoquant ainsi une désorganisation totale de la production et de l'exportation du café en Angola. Ces grandes plantations étaient situées dans les régions du Nord, à faible densité de population, ce qui avait contraint les Portugais à puiser 90 % de la main-d'œuvre nécessaire à leur exploitation dans les régions du Centre-Sud où se trouvent concentrés les deux-tiers de la population. Aussi, un des premiers objectifs de l'UNITA et de son allié sud-africain fut, aussitôt l'indépendance proclamée, de désorganiser le courant migratoire de cette main-d'œuvre indispensable, en faisant pression sur les travailleurs saisonniers afin qu'ils retournent dans leur province natale. Si l'on ajoute à ce tableau les erreurs commises dans l'organisation et la gestion des plantations abandonnées, on comprend mieux pourquoi l'Angola est passé du rang de quatrième producteur mondial en 1973, avec 280 000 tonnes, à celui de vingt-septième dans les deux ou trois années qui suivirent.

Avant 1974, il n'existait pratiquement pas de stocks de café en Angola, la majeure partie de la production était commercialisée. Mais, à partir des années 1975-1976, les stocks commencèrent à atteindre des niveaux préoccupants. Parallèlement à cela, la production et la commercialisation chutèrent brutalement pour atteindre, en 1979, leur étiage.

Stocks de café (en sacs de 60 kg)

1975-1976..	164 000	1978-1979..	774 000
1976-1977..	864 000	1979-1980..	254 000
1977-1978..	860 000	1980-1981..	402 000

La multiplication des actes de sabotages par les bandes armées de l'UNITA n'explique pas tout. De graves carences sont enregistrées dans le domaine des transports : manque de véhicules tout-terrain ainsi que de camions lourds nécessaires à l'écoulement de la production. La pénurie de biens alimentaires et de produits industriels de première nécessité a également eu une influence négative sur le rendement tant des exploitations d'Etat que des petits producteurs.

Cette situation amena le ministère de l'agriculture à soumettre à l'approbation du gouvernement un plan de réhabilitation du secteur caféier, mesure qui, si elle avait été prise immédiatement après l'indépendance, aurait certainement évité la dégradation de cette branche importante de l'économie nationale.

C'est seulement en 1978 que démarre le processus de réhabilitation. Les structures de production, aussi bien étatiques que privées, sont réorganisées. Les appuis techniques (engrais, emballages) et les campagnes de vulgarisation sont intensifiés. Mais les principaux responsables de la production caféière réunis à Luanda, en octobre 1983, pour dresser un premier bilan des réformes entreprises ont aussi conscience que cette relance ne pourra porter pleinement ses fruits que si d'autres secteurs de l'économie nationale résolvent certains problèmes, tels que la production des sacs et outils indispensables, la réfection du réseau routier ou le ravitaillement des coopératives et des marchés ruraux en denrées alimentaires de base.

En 1981 se constituèrent, au nombre de trente-quatre, les actuelles « unités économiques d'Etat », réparties sur une surface cultivable de 235 000 hectares (moins de 50 % des plantations portugaises). La surface réellement utilisée actuellement couvre 70 000 hectares, compte tenu des moyens techniques matériels et humains existants. La surface moyenne de ces « unités économiques » a été ramenée de 13 000 hectares du temps des Portugais à 7 000 hectares pour en faciliter la gestion. Le secteur étatique fournit près de 60 % de la production, le reste étant partagé entre les associations paysannes, les coopératives et les producteurs privés.

En février 1983, le comité central du MPLA-PT adopte onze programmes d'urgence et, parmi eux, celui concernant la réhabilitation de la production du café.

Par AUGUSTO CAETANO
vice-ministre angolais chargé du café

Ce dernier eut un grand impact et vint revitaliser les efforts déjà entrepris pour endiguer la chute de la production et des exportations.

Le café angolais étant essentiellement un produit d'exportation, une attention spéciale fut accordée à la défense des intérêts nationaux par la mise en œuvre à l'étranger d'une dynamique politique de mercatique. Cela permit de notables rentrées de devises – par le biais d'actions préalablement concertées, tant du point de vue technique que commercial, – contribuant à l'installation de la nouvelle usine de conditionnement de café de Luanda.

Mais si des résultats encourageants furent obtenus dans les années 1983 et 1984 – un accroissement de la production de 25 % était attendu pour 1985, – beaucoup reste encore à faire pour atteindre l'objectif des 30 000 tonnes exportables en 1990 pour le secteur étatique.

Et la coopération internationale, qui a déjà grandement aidé à solutionner le délicat problème de la main-d'œuvre qualifiée et du développement de la production, sera indispensable. Les autorités responsables s'efforcent de canaliser vers le secteur du café l'aide internationale. Des programmes de travail sont en cours d'exécution avec quelques organisations nationales et internationales : la Caisse centrale de coopération économique (France), pour un projet de 47 millions de francs permettant d'équiper six entreprises de production ; le Programme alimentaire mondial (PAM) a garanti de son côté, pour une période de cinq ans, une aide en produits alimentaires de base à ces six entreprises ; la FAO, pour l'organisation des entreprises et des paysans. Par ailleurs, des négociations sont en cours avec le Brésil et la Côte-d'Ivoire pour la formation de cadres et de techniciens.

La création de ces « unités économiques d'Etat » a permis une amélioration de la qualité qui s'est traduite par une augmentation des prix du café angolais. Les 43 500 tonnes exportées en 1982 ont rapporté 94 millions de dollars ; les 26 500 tonnes exportées en 1983, 74 millions de dollars et les 23 500 tonnes exportées en 1984, 63 millions de dollars.



LA CUEILLETTE DE L'« OR BRUN »
Endiguer la chute de la production et des exportation

Exportations de café
(en milliers de sacs de 60 kg)

1974 :	3 380	1980 :	787
1975 :	2 762	1981 :	744
1976 :	1 395	1982 :	727
1977 :	1 039	1983 :	444
1978 :	1 297	1984 :	394
1979 :	963		

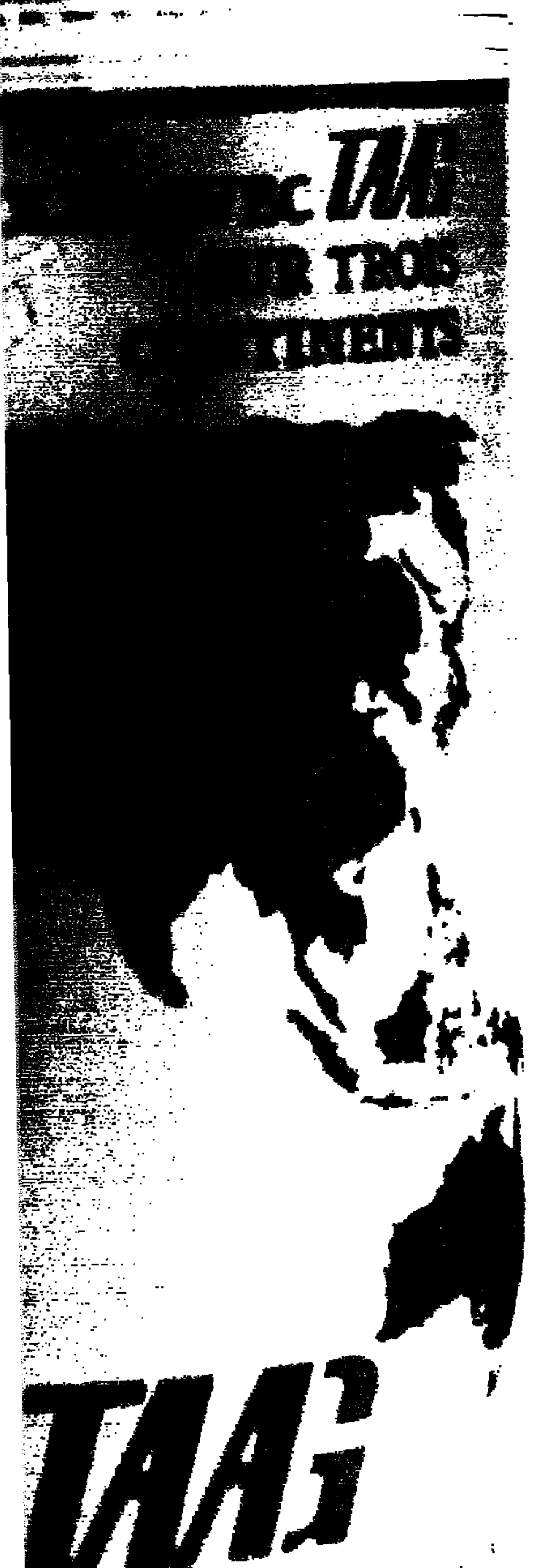
En 1984, le café d'Angola était le plus cher sur le marché mondial, grâce à une préparation très exigeante qui permet de concurrencer le café d'Amérique du Sud. Ces résultats satisfaisants sont dus à une politique judicieuse de vente pratiquée par CAFANGOL (2), une rigoureuse sélection des acheteurs et d'excellents contrats passés avec ces derniers, particulièrement avec la République démocratique allemande, qui est le principal client (45 %) de l'Angola devant le Portugal et l'Espagne.

Il ne fait pas de doute qu'avec son adhésion à la Convention de Lomé l'Angola va pouvoir accroître de façon sensible ses ventes aux membres de la CEE. Les responsables de l'entreprise d'Etat « Café de Angola » (CAFANGOL) espèrent accroître très rapidement le tonnage d'exploitation grâce à une amélioration de la cueillette plutôt que par une augmentation de la production et des surfaces cultivées.

Les efforts considérables déployés pour redonner vie à l'« or brun », cette branche importante de l'économie nationale, témoignent d'une volonté de diversifier les recettes en devises que l'Angola peut tirer de son immense potentiel agricole.

(1) Propriétés terriennes pouvant atteindre plusieurs dizaines de milliers d'hectares.

(2) La CAFANGOL a été créée en 1983 : ses attributions sont : l'achat du café commercialisable, son stockage, son conditionnement en sacs, son traitement ainsi que sa distribution aux entreprises nationales pour la consommation intérieure et pour l'exportation.



ÉCONOMIE

La coopération régionale, contrepoids à l'hégémonie sud-africaine

AUX avant-postes de la ligne de front (1), l'Angola paye déjà un très lourd tribut à son voisinage avec l'Afrique du Sud. Le pays n'a guère à redouter de sacrifice économique supplémentaire, puisqu'il n'entretient, à la différence de ses pairs de la Southern African Development Coordination Conference (SADCC) (2), aucune relation commerciale avec Pretoria. Seul producteur de pétrole de l'organisation, l'Angola échappe aussi à la dépendance énergétique qui enchaîne à des degrés divers les Etats de l'Afrique australe. Enfin, grâce à son ouverture atlantique, il partage avec la Tanzanie et le Mozambique le privilège d'un débouché maritime.

Pourtant, recentrer ses activités économiques sur la SADCC, au détriment de ses partenaires essentiellement occidentaux, reste pour Luanda un pari aussi difficile à tenir que le serait pour d'autres la rupture du cordon ombilical sud-africain. Cette question est plus que jamais cruciale à l'heure où le débat sur l'opportunité de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud s'amplifie dans les tribunes régionale et internationale.

En signant la déclaration de Lusaka, en avril 1980, les neuf chefs d'Etat et de gouvernement membres de la SADCC se donnaient pour tâche de *« réduire la dépendance économique – spécialement à l'égard de l'Afrique du Sud, mais pas seulement »*. Une ère nouvelle s'annonçait en Afrique australe. Tout un pan du bastion blanc venait de tomber, avec l'accession à l'indépendance de l'Angola et du Mozambique en 1975, du Zimbabwe en 1980. Sur la défensive, Pretoria durcissait sa stratégie économico-militaire et réactivait son grand dessein d'une constellation d'Etats d'Afrique australe (la Constat), dans lequel Bantoustans promis à une indépendance factice et Etats voisins seraient ses satellites dévoués. En réponse, la SADCC se fixait un double objectif : développer les échanges commerciaux entre ses membres et renforcer le front commun contre les actions de déstabilisation sud-africaines.

Dès janvier 1981, la priorité a été donnée au développement d'un réseau de transports et de communications capable de supplanter le passage obligé par l'Afrique du Sud. En Angola, la SADCC a décidé de consacrer 182 millions de dollars à la réhabilitation du chemin de fer de Benguela, qui a perdu en dix ans près de 90 % de son fret. A terme, la réfection des voies et des structures annexes permettrait d'acheminer le cuivre des « copperbelts » zaïroise et zambienne vers le port de Lobito.

La maintenance et le développement du réseau ferroviaire de la SADCC sont très compromis par les saboteurs qui sévissent essentiellement au Mozambique mais n'épargnent pas l'Angola. Et à l'insécurité s'ajoutent d'autres handicaps : sa capacité largement inférieure à celle du système sud-africain et sa compétitivité très faible face aux tarifs préférentiels négociés par Pretoria avec certains Etats membres (le Zimbabwe notamment).

En 1984, près d'un tiers du trafic maritime des pays de la SADCC a emprunté les ports sud-africains. Mieux lotis, l'Angola, le Mozambique et la Tanzanie ont pu les éviter. Mais si les marchandises de certains membres de la SADCC ont transité par Beira, Maputo ou Dar-Es-Salam, aucun d'entre eux, hormis l'Angola lui-même, n'a utilisé le débouché angolais. La SADCC a cependant décidé d'affecter 700 000 dollars à la réhabilitation du port de Lobito et 28 millions de dollars au développement de celui de Luanda. Une liaison aérienne Luanda-Lusaka-Harare et une demi-douzaine de routes, dont un axe Angola-Zambie, sont également à l'étude.

La SADCC cherche aussi à relancer les échanges entre ses membres. Ceux-ci représentaient, en 1984, à peine 4,5 % de leur commerce extérieur cumulé. La tâche s'annonce d'autant plus rude que les structures économiques des pays associés sont peu diversifiées – voire fondées sur une monoproduction, – que leur complémentarité demeure malgré les apparences assez faible, et que la majorité d'entre eux manquent d'une capacité commerciale orientée vers la région. D'autres, enfin, comme les membres de l'Union douanière sud-africaine (3), peuvent difficilement trouver une solution de rechange au sein de la SADCC et renoncer aux recettes douanières qui alimentent leur budget à plus de 60 %.

Le dossier énergie

SUR le papier, la SADCC produit plus d'énergie qu'elle n'en consomme, grâce au charbon du Botswana et du Zimbabwe, aux ressources hydrauliques du Mozambique et au pétrole angolais. Dans la réalité, l'une des préoccupations majeures de l'organisation, tout au long de ces cinq premières années d'existence, a été de sortir de la dépendance pétrolière. Car, tandis que le pétrole angolais part pour les pays occidentaux – Etats-Unis en tête (56 % de ses exportations de brut), – l'or noir du Proche-Orient arrive chez ses voisins de la SADCC *via* l'Afrique du Sud et à moindres frais. L'Angola qui, en qualité de seul Etat producteur de brut, coordonne la commission énergie, n'a pu, malgré ses réserves, apporter de solution au problème. Son gaz, faute d'acheteur, s'accumule dans les stocks ou brûle dans les torchères.

L'Angola compte un seul client au sein de la SADCC : le Mozambique, à qui il a vendu à peine 3 % de sa production en 1984, pour un montant d'environ 6,4 millions de dollars. Les devises sont rares, et Luanda, lié financièrement mais aussi techniquement à d'autres partenaires, ne peut faire de cadeau. Bien que donnant trop de fuel et pas assez de diesel (très convoité dans la région), le pétrole procheoriental revient moins cher. Les raffineries du Mozambique, de Tanzanie et de Zambie ont d'ailleurs été conçues, par son traitement. Et lorsque la question de leur modernisation s'est posée, la SADCC avait proposé de saisir l'occasion pour augmenter la seule capacité de raffinage angolaise. Mozambicains, Tanzaniens et Zambiens ont alors réagi pour sauvegarder un des rares secteurs industriels de leurs économies : le projet a été abandonné. La SADCC a sagement reporté la résolution du casse-tête pétrolier et recommande désormais la recherche d'énergies de substitution.

Il faut réduire la consommation de pétrole, mais également économiser le charbon, destiné à remplacer le bois dont l'usage intensif provoque déjà une déforestation alarmante. L'électricité de demain sera donc générée par des centrales hydrauliques. Actuellement, la production plafonne à 5 069 mégawatts (MW) seulement, et certains pays, comme le Lesotho, dépendent, en la matière, totalement de l'Afrique du Sud. Même un grand producteur comme le Mozambique repose, pour un tiers de ses besoins, sur Pretoria. La SADCC espère atteindre l'autosuffisance électrique d'ici à 1990 grâce à sa capacité hydroélectrique potentielle de 34 000 MW, dont la moitié en Angola (15 500 MW contre 287 installés), et 30 % au Mozambique.

Concentrée dans les bassins du Kwanza (nord), du Catumbela (centre) et du Cunene (sud), la production d'électricité de l'Angola est déjà à 92 % hydraulique. Et la SADCC, qui voit loin, conserve dans ses cartons un projet de liaison des systèmes angolais et namibien, jadis amorcé par les Portugais et les Sud-Africains avec la construction interrompue en 1975 du barrage de Ruacana sur le modèle de Cabora-Bassa.

Autre volet très important pour la coopération, l'agriculture, qui emploie environ 80 % de la population active et représente en moyenne 28 % des recettes extérieures (jusqu'à 60 % pour les cinq pays dénués d'exportations minières dominantes). Après la sécheresse qui s'est prolongée de 1981 à 1984, la pire enregistrée en Afrique australe durant ces quinze dernières années, le retour des pluies, début 1985, a permis un redressement parfois notable (au Zimbabwe par exemple). Mais en 1986 l'Angola reste aux côtés du Botswana et du Mozambique parmi les six pays recensés par la FAO comme gravement déficitaires pour cause de sécheresse persistante ou... de guerre. L'agriculture angolaise se porte mal, et la SADCC lui consacre plusieurs projets dont l'installation d'une minoterie de maïs et de manioc (2,24 millions de dollars), la création d'une station expérimentale à Luanda (2,36 millions de dollars) et le développement du réseau d'irrigation de la vallée de la Bengo (14,12 millions de dollars).

Mais si la sécheresse a sévi, le voisinage musclé de l'Afrique du Sud aurait, lui, coûté à l'Angola 12 milliards de dollars en dix ans. La SADCC, de son côté, a chiffré les pertes et le manque à gagner enregistrés, essentiellement au Mozambique et en Angola, entre 1980 et 1985 : 10 milliards de dollars, soit un dixième des PNB cumulés des membres de la SADCC ou un tiers de leurs recettes d'exportation !

La SADCC ne dispose pas de la puissance de feu nécessaire pour répondre aux agressions militaire et économique de l'Afrique du Sud. Elle peut, tout au plus, résister et préparer l'avenir. Groupés, ses membres comptent sur le poids des pays industrialisés engagés dans une coopération avec eux. Et si tous ne supportent pas le poids de la guerre, ils savent d'expérience qu'il y a aussi un prix à payer pour toute résistance, même passive.

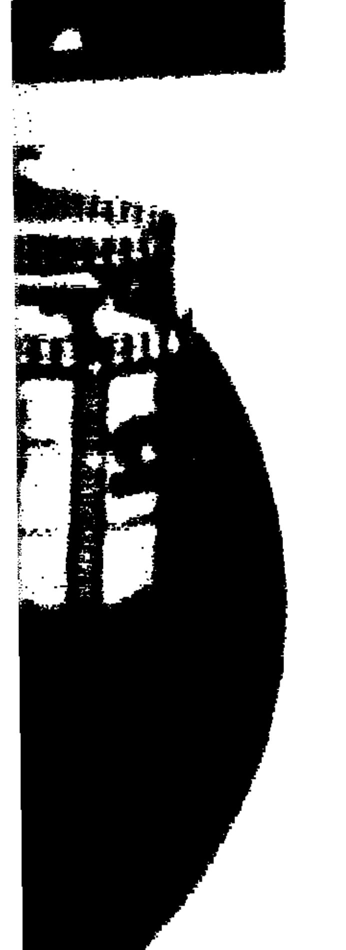
M. M.

(1) L'Angola, le Botswana, le Mozambique, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe constituent la ligne de front.

(2) Etats membres de la SADCC : Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe. La première conférence de l'organisation s'est tenue à Arusha (Tanzanie) en juillet 1979. Le siège de la SADCC se trouve à Gaborone (Botswana).

(3) Le Botswana, le Lesotho et le Swaziland sont membres de l'Union douanière sud-africaine (SACU).





Dans les revues...

■ Sous le titre « Defining Terrorism », c'est un article décapant que Christopher H. Pyle publie dans **FOREIGN POLICY**, où l'on trouvera aussi un excellent examen de la politique des Etats-Unis face à l'apartheid, par Pauline H. Baker, et un article de Jahangir Amuzegar sur les critiques adressées au FMI. **(Automne 1986, trimestriel, 5,25 dollars. – PO Box 984, Farmingdale, N.Y. 11737-9684, Etats-Unis.)**

■ Préparé avant les attentats de septembre, le numéro d'**ECHANGES** consacré au terrorisme apporte, sur ces problèmes, la réflexion qui trop souvent fait défaut : rôle des médias, terrorisme d'Etat, responsabilités de l'Eglise, etc. **(Août-septembre 1986, mensuel, 18 F. – Couvent Le Corbusier, BP 105, 69210 l'Arbresle.)**

■ Une guerre sans avenir : c'est ainsi que le général Claude Le Borgne définit la guerre Iran-Irak dans **STRATEGIQUE**. Yves Rabier fait une analyse détaillée de l'affaire du gazoduc sibérien qui, en 1982, créa entre l'Europe et les Etats-Unis les tensions que l'on sait. **(Automne 1986, trimestriel, 57 F. – Fondation pour les études de défense nationale, Hôtel national des Invalides, 75007 Paris.)**

■ Deux dossiers dans **ÉLÉMENTS**, revue de la nouvelle droite : comment sortir de Yalta, avec Alain de Benoist et le général Bastian, et « la religion du foot ». **(Eté 1986, bimestriel, 35 F. – 13, rue Charles-Lecoq, 75737 Paris Cedex 15.)**

■ L'article de tête de **NEW LEFT REVIEW** est consacré à « l'arme du dollar, de Nixon à Reagan ». A noter également un essai de Tony Benn et Eric Heffer sur la nécessité d'une politique cohérente du Parti travailliste en matière de défense et de sécurité nucléaires. **(N° 158, juillet-août 1986, bimestriel, 2,50 livres. – 15, Greek Street, Londres WIE 6 QZ.)**

■ **LE DÉBAT** consacre son dernier numéro à Michel Foucault. Pierre Nora y introduit neuf témoignages (Pierre Boulez, M. de Certeau, Hélène Cixous...), sept études, dont celle de Jürgen Habermas : Foucault ou « les sciences humaines démasquées par la critique de la raison », qui fait écho au grand texte de Foucault, inédit en français : « Omnes et singulatim. Vers une critique de la raison politique ». Conclusion : « La rationalité politique s'est développée et imposée au fil de l'histoire des sociétés occidentales. (...) La libération ne peut venir que de l'attaque (...) des racines mêmes de la rationalité politique. » **(Septembre-novembre, bimestriel, 66 F. – Gallimard, Paris.)**

■ La dernière livraison de la revue **POUR** est consacrée au thème de l'évaluation, dont Edgard Pisani écrit qu'elle constitue, en politique, « un acte démocratique ». Même si elle se révèle particulièrement difficile dans des domaines comme le travail social, le bénévolat, la politique et même la recherche, l'évaluation devient une condition *sine qua non* de la mise en route de financements ou même du maintien d'activités. POUR a récemment publié des séries d'articles sur « la révolution documentaire » et « les chantiers du développement local ». **(N° 107, juin - juillet-août 1986, 5 numéros par an, 60 F. – CREP, 13-15, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris.)**

■ Dans la **REVUE FRANÇAISE DE FINANCES PUBLIQUES**, sous le thème : « la famille et l'impôt », une série d'articles mettent en évidence les effets iniques et l'inadaptation du système fiscal français à l'évolution sociologique de la famille et aux objectifs démographiques. **(N° 14, trimestriel, 84 F. – 20, rue Soufflot, 75005 Paris.)**

■ Fonction sociale de l'école en France et nature de l'échec scolaire, les aléas de la politique scolaire entre 1981 et 1984, les interrogations du syndicalisme enseignant, etc., autant de sujets abordés par **MISE A JOUR** dans son numéro intitulé « l'Ecole dans la crise ». **(Supplément à Commune, N° 3, 50 F. – Boîte postale 162, 75463 Paris Cedex 10.)**

BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

Banque interaméricaine de développement.

● PROGRÈS ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EN AMÉRIQUE LATINE, RAPPORT 1986 ; SECTION SPÉCIALE ; DÉVELOPPEMENT AGRICOLE : l'étude montre que les agriculteurs latino-américains ont beaucoup plus contribué au développement qu'on ne le suppose en général. *(BID, Washington, 1986, 469 pages.)*

Banque mondiale.

● RAPPORT ANNUEL 1986 : le bilan des interventions de la Banque avec un niveau record des prêts à l'ajustement structurel et l'entrée en fonctionnement du Fonds spécial d'aide à l'Afrique subsaharienne. *(Banque mondiale, Washington, 1986, 238 pages.)*

Bureau international du travail.

● LES CADRES DANS UN MONDE EN MUTATION, par *Yves Delamotte* : une étude qui porte sur cinq pays : la RFA, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède. *(BIT, Genève, 1986, 112 pages, 17,50 francs suisses.)*

Fonds monétaire international.

● ANNUAL REPORT, 1986 *(Rapport annuel, 1986)* : le Fonds note en particulier que le ralentissement de l'expansion dans les pays industrialisés a été plus marqué que prévu, que les pressions protectionnistes se sont intensifiées et que les prix réels des produits primaires ont considérablement baissé. *(FMI, Washington, 1986, 177 pages.)*

Organisation de coopération et de développement économiques.

● LA PRODUCTIVITÉ DANS L'INDUSTRIE : recherche des moyens susceptibles de permettre un rétablissement des niveaux de productivité et la garantie de gains durables à l'avenir. *(OCDE, Paris, 1986, 118 pages, 70 F.)*

■ Un ensemble très complet d'études sur la pénurie d'emploi et la flexibilité du travail en France est publié dans **ECONOMIES ET SOCIETES**, cahiers de l'Institut de sciences mathématiques et économiques appliquées. **(Tome XX, n° 4, avril 1986, 150 F. – ISMEA, 11, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75005 Paris.)**

■ Dans **ÉTUDES**, J. Bruley aborde un aspect de l'emploi qu'on laisse volontiers dans l'ombre. En cette fin de siècle où la durée moyenne de vie s'est considérablement accrue, voici que surgit « la vieillesse à 45 ans ». L'âge où quiconque perd son emploi a peu de chances d'en retrouver un. Bref : la retraite-chômage. Heureusement, quand cet âge de la retraite ou du chômage aura rejoint l'entrée dans la vie active, qui a tendance à se faire tard, le problème sera résolu. **(Septembre, mensuel, 35 F. – 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)**

■ **ARTICLE 31** publie un passionnant florilège de déclarations de représentants de l'actuelle majorité : le libéralisme musclé à la sauce Léotard, Madelin, Malhuret, Pasqua et quelques autres. Deux autres articles sont consacrés à la nouvelle droite et à MM. Alain de Benoist et Yvan Blot. **(N° 22, septembre, mensuel, 15 F. – BP 423, 75527 Paris Cedex 11.)**

■ **TRAVAILLEUR PAYSAN** propose un dossier sur l'état de la France agricole et un article de Philippe Norel, « Dette du tiers-monde, dette des agriculteurs ». **(N° 53-54, juillet-août 1986, mensuel, 13 F. – 45, rue Sedaine, 75011 Paris.)**

■ **LE COURRIER DES PAYS DE L'EST** se demande si la Pologne « va sortir de l'impasse ». A relever également plusieurs notes de synthèse sur le commerce extérieur de l'URSS par produits en 1985, et sur l'économie chinoise en 1985. **(N° 308, juillet 1986, mensuel, 41 F. – La Documentation française, Paris.)**

■ Dans son numéro spécial consacré à l'URSS, **CRITIQUE COMMUNISTE** analyse les modifications récentes du climat social, leurs effets prévisibles, et propose une autre démarche dans l'approche des réalités soviétiques. **(N° 55, 1986, 40 F. – 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.)**

■ La série URSS de **PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX** consacre un numéro aux inégalités de revenus en Union soviétique et leur incidence sur la question de la « justice sociale ». **(N° 543, 19 septembre, bimensuel, 16 F. – La Documentation française, Paris.)**

Au sein de la Fondation pour les études de défense nationale, le Groupe de recherches sur la stratégie soviétique publie en cent cinquante pages une excellente synthèse de « la stratégie soviétique de crise », réalisée par Gérard Cuchêne, Jean-Christophe Romer et Jacques Rupnik. **(La Documentation française, 70 F. – 29-31, quai Voltaire, 75007 Paris.)**

■ **PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX** publie trois dossiers d'articles parus dans la presse spécialisée française et étrangère, et respectivement consacrés au développement de la Chine, à l'économie américaine et aux questions monétaires et financières. **(N° 1988, 1990 et 1991, 3 septembre, 17 septembre et 24 septembre respectivement, 7,50 F. – La Documentation française, Paris.)**

■ Au sommaire de **AUSTRALIAN FOREIGN AFFAIRS RECORD**, publié à Canberra par le ministère des affaires étrangères, le texte intégral du rapport Dibb préconisant une restructuration du dispositif de défense de l'Australie, et une étude sur l'industrie des télécommunications. **(N° 6, juin 1986, mensuel, pas d'indication de prix. – Department of Foreign Affairs, Canberra, ACT, 2600 Australie.)**

■ Après une interruption, la **REVUE DE LA PRESSE ÉGYPTIENNE** reprend ses parutions. Le dernier numéro est centré sur l'hebdomadaire d'opposition *Al Wafd*. **(N° 21, 4-85, trimestriel, 100 F. – CEDEJ, ambassade de France au Caire, valise diplomatique, 37, quai d'Orsay, 75007 Paris.)**

■ La **REVUE D'ÉTUDES PALESTINIENNES** consacre une étude détaillée aux structures de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP). Elle fait, d'autre part, le point sur les rapports entre Israël et l'Afrique du Sud. **(N° 21, automne 1986, trimestriel, 53 F. – Les Editions de Minuit, 7, rue Bernard-Palissy, 75006 Paris.)**

■ **JOURNAL OF PALESTINE STUDIES** s'ouvre avec deux interviews, l'une du président Assad, l'autre de Yasser Arafat. Une étude est consacrée à la situation économique des territoires occupés ; la revue publie aussi un important document de l'American Israel Public Affairs Comittee sur la « révolution » dans les relations israélo-américaines. **(N° 60, été 1986, trimestriel, abonnement un an : 18 dollars, plus 12 dollars en dehors des Etats-Unis. – PO Box 25697, Georgetown Station, Washington, DC 20007.)**

■ Le premier numéro de **TIKKUN**, nouvelle « revue trimestrielle critique de la politique, de la culture et de la société juives » vient de paraître aux Etats-Unis. D'orientation libérale et progressiste, TIKKUN rappelle qu'« il est impossible de rester fidèle à la tradition juive sans œuvrer à guérir, réparer et transformer la situation des Palestiniens ». Au sommaire de cette livraison, on remarquera notamment une attaque argumentée contre la droite américaine, les dangers, pour les juifs, d'une « politique de ressentiment » **(N° 1, volume 1, 1986, trimestriel, abonnement un an : 40 dollars. – Institute for Labor and Mental Health, 5100 Leona St., Oakland, CA 94619, Etats-Unis.)**

■ Robert Matthews, dans **NACLA**, analyse longuement « la guerre des Etats-Unis contre le Nicaragua », dont il explique la logique et les enjeux. **(Vol. XX, n° 4, juillet-août, 3,5 dollars. – 151, West, 19 th Street, New-York, N.-Y. 10011.)**

■ Le thème du « commerce internationa des services » est analysé dans trois article que publie **INTEGRACION LATINOAMERICANA**. On lira, en particulier, celui de Miguel Rodriguez Mendoza, qui étudie les incidences de cette question sur les échanges Etats-Unis, Amérique latine. **(N° 115, août, mensuel, prix non indiqué. – Esmeralda 130, 1035 Buenos-Aires, Argentina.)**

■ Un numéro spécial de **VIVANT UNIVERS** sur Haïti, dans lequel Georges E. Werleigh décrit en détail « une économie en péril ». **(N° 365, bimestriel, septembre-octobre, 110 francs belges. – Chaussée de Dinant 115, 5000 Namur, Belgique.)**

■ Une série d'articles sur l'Eglise des pauvres au Nicaragua, l'expérience de Camilo Torres, le syncrétisme religieux à Cuba, l'épiscopat et la réforme agraire au Brésil, etc., constituent l'apport le plus original de **LATINOAMERICA**, qui contient aussi une étude sur l'Amazonie péruvienne et un historique du coup d'Etat de Pinochet. **(Trimestriel, avril-septembre, numéro double, 7 000 lires. – 57, Via Salvini, Rome.)**

■ **CULTURE ET FOI** se penche sur les conflits d'Amérique centrale et publie plusieurs documents, dont un manifeste de responsables religieux des Etats-Unis contre l'aide accordée à la Contra. **(N° 112, septembre-octobre 1986, bimestriel, 20 F. – 5, rue Sainte-Hélène, 69000 Lyon.)**

■ **NICARAGUA AUJOURD'HUI**, publie un dossier sur le mur du silence qui a entouré l'assassinat de jeunes coopérants européens, dont le Français Joël Fieux, par la Contra au Nicaragua. M. Barth apporte quelques éclaircissements sur l'expulsion de Mgr Vega par les autorités sandinistes. **(N° 27-28, août-septembre, mensuel, 15 F. – CSN, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.)**

■ L'éditorial de **MENSAJE** est consacré au jugement insolite de la cour militaire chilienne dans l'affaire des deux jeunes brûlés vivants. Un autre article interroge : « Quelle est l'issue ? » à la dictature chilienne. **(N° 352, septembre, mensuel, 3,80 dollars. – Casilla 10445, Santiago, Chili.)**

■ L'Afrique « est en train d'émerger lentement, forgée par le courage et la ténacité de ceux qui ne se résignent pas à la misère ». Tel est le message d'espoir que lance **BRENNPUNKT DRETTWELT**. **(N° 69, septembre, mensuel, 45 F luxembourgeois. – 23, avenue Gaston-Dietricht, L-1420 Luxembourg.)**

■ **GENÈVE-AFRIQUE** s'intéresse à l'idéologie et à la praxis au Burkina, ainsi qu'à l'alimentation dans le continent noir. **(N° 1, semestriel, 15 F suisses. – 24, rue Rotschild, CH-1211 Genève 21.)**

■ « La médication proposée par la médecine monétariste paraît s'en prendre plus aux manifestations de la fièvre qu'à ses causes profondes » : telle est la conclusion de l'article consacré aux rapports entre l'Afrique et le FMI dans **AFRIQUE CONTEMPORAINE**. **(N° 139, juillet-août-septembre 1986, trimestriel, 32 F. – La Documentation française, Paris.)**

■ Les réfugiés, le droit d'asile, l'insertion sont au centre de la dernière livraison de **CIMADE INFORMATION**. **(N° 8/9, août-septembre 1986, 20 F. – 176, rue de Grenelle, 75007 Paris.)**

■ Publiés par l'UNICEF, **LES CARNETS DE L'ENFANCE** consacrent un gros numéro au thème : « La vaccination universelle des enfants d'ici 1990 ». Textes officiels, analyses globales et études de cas en font un remarquable instrument d'information et un précieux outil de travail. **(UNICEF, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse.)**

■ Dans **ÉTUDES RURALES**, un dossier très riche sur la transformation contemporaine des systèmes vivriers et sur diverses situations économiques et historiques concernant le problème alimentaire, en particulier en URSS, aux Etats-Unis, en Burkina et en Côte-d'Ivoire. **(N° 99-100, juillet-décembre 1985, trimestriel, 150 F. – Laboratoire d'anthropologie sociale, Collège de France, 52, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris.)**

■ **CROISSANCE DES JEUNES NATIONS** consacre un numéro spécial à « Douze propositions pour vaincre la faim ». **(N° 287, octobre 1986, mensuel, 25 F. – 167, boulevard Malesherbes, 75859 Paris Cedex 17.)**

SCIENCES ET TECHNIQUES publie une nouvelle édition de son numéro spécial « La révolution de l'intelligence ». Ce rapport, qui avait connu une grande diffusion, avait lancé le concept de « matière grise, matière stratégique » et de « révolution de l'intelligence », mettant l'accent sur la priorité des investissements immatériels par rapport aux investissements matériels. Depuis, le thème a été largement repris par des hommes politiques aussi différents que MM. Jean-Pierre Chevènement et Michel Poniatowski. Cette nouvelle édition, très enrichie, a maintenant le statut d'un véritable ouvrage de fond. **(Hors série, 50 F. – Sciences et techniques, 2, rue Béranger, 75003 Paris.)**

■ **CAHIERS SCIENCES TECHNOLOGIE SOCIÉTÉ** consacre un numéro spécial aux rapports entre l'éthique et la biologie. **(N° 11, 90 F. – Diffusion : la Documentation française, Paris.)**

■ Au sommaire de **CPE BULLETIN**, une fiche sur l'exploitation systématique des publications scientifiques ou autres, au Japon, qui constitue l'une des clés de la capacité d'innovation des industriels nippons, et un premier bilan de l'introduction du concept de capital risque en France. **(N° 30, septembre, dix numéros par an, abonnement un an : 780 F. – ADITECH, 41-43, rue des Martyrs, 75009 Paris.)**

■ Dans **MONTHLY REVIEW** : une série d'articles sur « Sciences, technologie et capitalisme ». A noter, en particulier, un article original sur « l'économie politique du maïs hybride » et un autre sur la montée de la micro-informatique. **(N° 3, volume 38, juillet-août 1986, mensuel, 5 dollars. – 155 West 23 rd Street, New-York, NY 10011.)**

■ « Les industries de la langue – Enjeux pour l'Europe » est le thème du dernier numéro d'**ENCRAGES**. On y fait le point sur les développements de l'informatique linguistique et sur les premières réalisations en matière de traitement automatique de la langue écrite, de synthèse et de reconnaissance de la parole. La question est posée : les ordinateurs parleront-ils « européen » ? **(N° 16, automne 1986, 90 F. – Encrages, département d'études des pays anglophones, Université Paris-VIII, 2, rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis, Cedex 02.)**

■ **CONSTRUIRE**, une nouvelle revue, se propose de traiter l'actualité et de servir de bulletin de liaison des régions Nord, Centre et Iles de la Nouvelle-Calédonie. **(N° 1, août 1986, bimestriel, 200 francs cfp. – BP 1671, Nouméa.)**

■ Les archives de la radio en France et dans le monde, tel est le thème central de la dernière livraison de **DOSSIERS DE L'AUDIOVISUEL**. Dans ce cadre, plusieurs études sont consacrées à l'INA à un moment où son existence est menacée par une réduction drastique de ses moyens. **(N° 9, septembre-octobre, bimestriel, 49,50 F. – La Documentation française, Paris.)**

CULTURE

■ Dans **ACTION POÉTIQUE** : un dossier sur le grand poète portugais Fernando Pessoa (1888-1935). **(N° 104, été 1986, 60 F. – Rue Jean-Mermoz, résidence la Fontaine-au-Bois, n° 2, 77210 Avon.)**

■ Le **MAGAZINE LITTÉRAIRE** consacre un numéro spécial au grand écrivain russo-américain Vladimir Nabokov à l'occasion de la parution, aux éditions Rivages, Paris, d'un inédit : « l'Enchanteur. » On y lira, en particulier, l'analyse de l'œuvre par Gilles Barbedette et les remarques à son propos du romancier américain John Updike. **(N° 233, septembre, mensuel, 22 F. – 40, rue des Saint-Pères, 75007 Paris.)**

■ Quatre réalisateurs français s'expriment, dans **POSITIF**, à propos de leurs derniers films : Alain Resnais (« Mélo »), Michel Deville (« le Paltoquet ») Bertrand Tavernier (« Autour de minuit ») et Eric Rohmer (« le Rayon vert »). **(N° 307, septembre, mensuel, 32 F. 1, quai Conti, 75006 Paris.)**

■ **HISTORY OF EUROPEAN IDEAS** publie un numéro spécial sur l'urbanisme étudié dans une perspective historique. **(N° 4, volume 7, 1986, trimestriel, abonnement un an 75 dollars. – Pergamon Journals, Headington Hill Hall, Oxford OX3 OBW, Royaume-Uni.)**

Les lecteurs occidentaux connaissent mal, dans l'ensemble, la littérature du Japon (1), hormis quelques grands romanciers comme Ryûnosuké Akutagawa (2), Yasunari Kawabata (prix Nobel en 1968), Junichiro Tanizaki et Yukio Mishima. *Aussi faut-il se réjouir de voir paraître enfin*, chez Gallimard, une remarquable *Anthologie de nouvelles japonaises contemporaines* (3) proposant une trentaine de récits d'autant d'écrivains du vingtième siècle.

Parmi ceux-ci figurent, bien entendu, les quatre auteurs classiques déjà cités, mais aussi d'autres talents à découvrir, comme Kafû Nagaï (4) et Tamiki Hara, *l'auteur de la* nouvelle que nous publions ci-dessous.

Né à Hiroshima en 1905 et diplômé de littérature anglaise, Tamiki Hara milita, au cours des années 30, dans divers mouvements politiques de gauche. Il publie un premier recueil de nouvelles, *Flammes* (1935), où les thèmes de la mort et de la solitude occupent une place centrale. En 1944, alors que la guerre fait rage, il perd sa femme et part chercher refuge dans sa ville natale. Il y sera témoin de l'explosion de la première bombe atomique, dont *Fleurs d'été* (1947) est le pathétique récit.

Cette expérience effroyable marque tous ses écrits postérieurs : *Ruines*, 1947 ; *le Jour du malheur*, 1948 ; *Requiem*, 1949 et *Instant fatal*, 1950. En novembre 1951, Tamiki Hara se suicide en se jetant sous un train.

I. R.

(1) Pour une bonne initiation lire : René Sieffert, *la Littérature japonaise* (nouvelle édition mise à jour par Katô Shuichi), Publications orientalistes de France, Paris, 1986, 248 pages, 90 F. On consultera également *Cahiers du Japon*, numéro spécial 1985, sur « La littérature dans le Japon d'après-guerre » (Nihon Faxon Co., 7-8-13 Nishi Shinjuku, Shinjuku, Tokyo 160).

(2) Auteur, entre autres, du célèbre *Rashomon*, dont une nouvelle édition paraît chez Gallimard, à Paris, ce mois d'octobre.

(3) *Anthologie de nouvelles japonaises contemporaines* (avant-propos de Yasushi Inoué), Gallimard, coll. « Du monde entier », Paris, 1986, 552 pages, 160 F.

(4) Cf. Kafû Nagaï, *Voitures de nuit* (nouvelles traduites par Roger Brylinski), Publications orientalistes de France, Paris, 1986, 208 pages, 120 F.

CE MATIN DU 6 AOUT 1945, A HIROSHIMA...

Fleurs d'été

JE sortis en ville et achetai des fleurs car j'avais décidé d'aller sur la tombe de ma femme. J'avais mis dans ma poche un paquet de bâtons d'encens pris à l'autel familial. Dans quelques jours c'était la fête des Morts, le premier 15 août depuis la mort de ma femme, et je n'étais plus du tout certain maintenant que ma ville natale restât intacte jusque-là. A cause des restrictions d'électricité on ne travaillait pas ce jour-là, et pourtant je ne vis aucun autre homme se promener en ville comme moi, dès le matin, un bouquet de fleurs à la main. Je ne connaissais pas le nom de mes fleurs, mais un certain charme champêtre se dégageait de leurs délicats pétales jaunes. Elles respiraient l'été.

J'aspergeai d'eau fraîche la tombe brûlante de soleil, partageai mon bouquet en deux, disposai les fleurs dans les deux vases qui étaient de chaque côté de la pierre tombale : celle-ci sembla se rafraîchir un peu. Je contemplai alors un moment la tombe et les fleurs. Il n'y avait pas seulement les cendres de ma femme mais aussi celles de mes parents. J'allumai les bâtons d'encens que j'avais apportés et m'inclinai dans une prière silencieuse, après quoi je bus un peu d'eau au puits d'à côté. Puis je rentrai en contournant le parc Nigitsu, et ce jour-là comme le lendemain, ma poche resta imprégnée d'une odeur d'encens. Le surlendemain, c'était la bombe atomique.

J'eus la vie sauve parce *que j'étais aux cabinets. Ce matin du* 6 août, je m'étais levé vers huit heures. La veille au soir il y avait eu deux alertes aériennes, mais il ne s'était rien passé. Un peu avant l'aube je m'étais déshabillé et, chose que je n'avais pas faite depuis longtemps, je m'étais couché et endormi en kimono de nuit. Je me levai et entrai dans les cabinets sans répondre à ma sœur qui, me voyant encore en caleçon, grommela que je me levais bien tard.

Quelques secondes plus tard, je ne sais plus exactement, il y eut un grand coup au-dessus de moi et un voile noir tomba devant mes yeux. Instinctivement je me mis à hurler et, prenant ma tête entre mes mains, je me levai. Je n'y voyais plus rien et n'avais conscience que du bruit : c'était comme si quelque chose comme une tornade s'était abattu sur nous. J'ouvris à tâtons la porte des cabinets et trouvai la véranda. J'entendais encore distinctement les hurlements que je venais de pousser au milieu d'un bruit de rafale, mais mes yeux ne voyaient plus et l'angoisse me saisit. Cependant, en avançant sur la véranda, les maisons détruites commencèrent peu à peu à m'apparaître dans une vague luminosité. Je repris mes esprits.

Cela ressemblait à un moment terrible d'un horrible cauchemar. Tout d'abord, à l'instant où avait retenti le choc au-dessus de ma tête et où j'avais été complètement aveuglé, j'avais compris que je n'étais pas mort. Mais j'avais eu un mouvement de colère à l'idée de la situation catastrophique dans laquelle je me trouvais. Le hurlement que j'avais poussé me semblait venir d'une autre personne ; je n'avais pu reconnaître ma propre voix. Puis lorsque, dans le vague, j'avais pu distinguer les environs, j'avais eu le sentiment d'être au cœur d'une terrible tragédie. J'avais déjà été témoin de ce genre de scène mais seulement au cinéma. Petit à petit des pans de ciel bleu apparurent, puis se multiplièrent, à travers la poussière qui obscurcissait tout. Des rayons de lumière pénétraient par les murs troués, venant de directions inattendues. Je m'avançai avec précaution sur le plancher : les tatami avaient été soufflés et projetés de tous côtés. Je vis alors ma sœur se précipiter vers moi : « Tu n'as rien ? Tu n'es pas blessé ? Ça va ? » cria-t-elle. « Tes yeux saignent, va vite te les laver », me dit-elle en m'apprenant qu'il y avait encore de l'eau à l'évier.

Me rendant compte que j'étais complètement nu, je me retournai et lui demandai si elle n'avait pas au moins quelque chose à me donner pour m'habiller. Elle réussit à tirer un caleçon d'un placard qui avait échappé au désastre. A ce moment-là, quelqu'un fit irruption avec des gestes étranges. L'homme avait le visage en sang et ne portait qu'une chemise. C'était quelqu'un de l'usine. En me voyant, il laissa échapper : « Vous avez de la chance, vous, vous n'avez rien », puis il marmonna quelque chose comme « Un téléphone, un téléphone, il faut que je téléphone... » *et partit comme s'il avait beaucoup à faire.*

Partout il y avait des fissures. Les cloisons et les tatami arrachés, on voyait à nu les piliers et l'armature des pièces de la maison. Pendant un moment il y eut un silence insolite. C'est le dernier souvenir que je garde de cette maison. Après, j'ai appris que dans ce quartier la plupart des habitations s'étaient effondrées et étaient détruites. Dans le cas de la nôtre, l'étage n'était pas tombé et le sol avait tenu bon. C'était vraiment de la bonne construction !... C'est mon père, homme très méticuleux, qui l'avait fait construire quarante ans auparavant.

Je traversai les pièces sur les tatami et les cloisons renversés en quête de quelque vêtement. Je trouvai rapidement une veste ; cherchant ensuite un pantalon, je pris brusquement conscience du désordre qui régnait. Le livre que je lisais la veille au soir était par terre, les pages tournées.

Le tableau accroché à l'étagère du haut était tombé et cachait le bas du *tokonoma** d'un air meurtrier. Bizarrement, je trouvai un bidon d'eau, venu d'on ne sait où, puis un chapeau. Ne voyant toujours pas de pantalon, je cherchai quelque chose à me mettre aux pieds.

C'est alors que K..., un employé des bureaux, apparut à la véranda du salon et me supplia d'une voix douloureuse :

« Oh... Oh... Aidez-moi, je suis blessé... », et il s'assit là comme pour ne plus bouger. Du sang coulait un peu de son front, il avait les yeux noyés de larmes.

Je lui demandai où il était blessé, et il me montra son genou en appuyant dessus, tandis que se tordait son visage blême et tout ridé. Je trouvai à côté de moi un bout de tissu que je lui tendis et moi j'enfilai deux paires de chaussettes.

« Oh ! ça fume ! Fuyons ! Emmenez-moi !... », me dit-il en me pressant *de partir. K..., plus âgé que moi, montrait toujours* beaucoup plus d'énergie, mais cette fois-ci il semblait vraiment bouleversé.

De la véranda, on voyait toute la masse des habitations effondrées, avec au loin, vaguement, comme seul point de repère, un bâtiment en béton armé. Dans le jardin, le long du mur de terre qui s'était renversé d'un bloc, était couché le tronc du grand érable, cassé net en son milieu, la cime abattue sur le petit bassin de pierre. Soudain K... alla s'accroupir dans l'abri antiaérien et eut ces mots bizarres : « Patientons là, non ? Nous avons même une petite réserve d'eau...

– Non, *non, lui répondis-*je, *allons à la rivière !* » *Mais il* poursuivit d'un air interrogateur comme s'il ne savait pas : « La rivière ? Mais comment fait-on, déjà, pour aller à la rivière ?... »

De toute façon nous n'étions pas encore prêts. Je tirai du placard un vêtement de nuit que je lui tendis, puis j'arrachai les doubles rideaux de la véranda. Je ramassai aussi des coussins. Je retournai un tatami et sortis de dessous un sac de secours contenant tout le nécessaire en cas de catastrophe. Rassuré, je me le mis à l'épaule. Quelques petites flammes rouges sortirent du hangar de l'usine de médicaments d'à côté.



(Jean Mineraud)

Il était grand temps de fuir ! Je passai par-dessus le tronc du grand érable cassé en deux et partis enfin. Ce grand érable, que j'avais toujours connu au fond du jardin, avait été pour moi, dans mon enfance, un objet de rêverie. Eh bien ! depuis ce printemps où j'étais revenu vivre dans mon pays natal, il m'avait semblé, je ne sais pourquoi, que je ne retrouverais plus dans cet arbre la silhouette pleine de charme qu'il avait autrefois. C'était vraiment très curieux. Etrange aussi que ce pays natal tout entier eût perdu sa douce atmosphère et qu'il y eût là pour moi comme une concentration de je ne sais quels éléments cruels et inorganiques. Chaque fois que j'entrais dans le salon donnant sur le jardin, me venait naturellement à l'esprit ce titre d'une nouvelle d'Edgar Poe : *la Chute de la maison Usher*.

K... et moi avancions sur de maisons effondrées, aplaties, évitant *les obstacles. Au début nous progressions très lentement*, puis nos pieds rencontrèrent un terrain plat : nous étions arrivés sur la route. Nous avons pu alors, en foulant la chaussée, accélérer l'allure. De derrière une construction détruite, une voix hurla soudain : « S'il vous plaît, monsieur !... » Tournant la tête, nous vîmes une femme venir vers nous, le visage en sang, pleurant : « Au secours, au secours !... », hurlait-elle, complètement affolée, et elle nous suivit désespérément. Un peu plus loin, sur la route, nous barrant le passage, une vieille femme sanglotait comme une enfant : « Ma maison, ma maison brûle !... » Brusquement nous fûmes entourés de flammes violentes qui ronflaient bruyamment. Nous nous mîmes à courir pour les dépasser. Aussitôt le chemin redevint plat et quelques instants plus tard nous étions arrivés au pied du pont Sakae. Là affluaient sans cesse des foules de rescapés. En haut du pont quelqu'un s'époumonait : « Que ceux qui sont encore valides prennent des seaux et éteignent le feu ! » Je me dirigeai vers le bois de bambous de la maison des Izumi, et c'est alors que je perdis K...

Le bois de bambous avait été fauché et, sous la violence des pas des fuyards, un chemin s'y était naturellement formé. Le célèbre jardin, chargé d'histoire, qui bordait la rivière était maintenant complètement défiguré : la plupart des arbres gigantesques avaient été coupés en plein ciel. Soudain, à côté d'un buisson, m'apparut le visage d'une femme d'entre deux âges dont le corps pourtant robuste était comme accroupi, jeté à terre, inerte. En regardant son visage dont tout souffle de vie avait été arraché, il me sembla y découvrir quelque chose qui évoquait une maladie contagieuse. C'était ma première rencontre avec un pareil visage, mais par la suite je n'allais pas tarder à en voir de plus terriblement étranges, innombrables.

* Dans une pièce, renfoncement destiné à recevoir des objets décoratifs.

Dans les buissons qui conduisaient à la rivière, je rencontrai un groupe de collégiennes réquisitionnées qui s'étaient enfuies de leur usine. Elles étaient toutes blessées, mais sans trop de gravité, semblait-il. Sans doute continuaient-elles à trembler à l'idée de ce qu'il y avait d'inconnu dans les événements du matin, mais elles avaient l'air plutôt gaies et parlaient avec animation. A ce moment-là arriva mon frère aîné. Il portait juste une chemise et avait une bouteille de bière à la main. A première vue, il n'avait rien. Sur l'autre rive, les bâtiments détruits s'étendaient à perte de vue, et, à part les poteaux électriques, le feu avait déjà fait son œuvre. Je m'assis sur l'étroit chemin qui longeait la rivière et songeai que, maintenant au *moins*, il n'y avait plus de danger. Ce qui depuis longtemps nous effrayait, ce qui finalement devait arriver, était bel et bien arrivé. L'esprit plus tranquille, je me dis que j'avais survécu. J'avais souvent pensé avoir autant de chances de mourir que de survivre, mais à cet instant-là le fait même de vivre et le sens même de la vie s'imposèrent brusquement à mon esprit.

« Je dois laisser tout ça par écrit », me dis-je en moi-même. Pourtant à ce moment-là je ne savais pratiquement rien encore du vrai visage de cette attaque aérienne.

LE brasier, sur la rive en face, s'intensifia. La chaleur arrivait jusqu'à nous. Je trempai alors mon coussin dans l'eau de la rivière remplie par la marée haute et m'en couvris la tête. Puis quelqu'un hurla : « Attention ! Un bombardement ! Que tous ceux qui ont des vêtements clairs se cachent sous les arbres ! » Les uns derrière les autres les gens rampèrent jusque dans les fourrés. Le soleil tombait d'aplomb et il me semblait bien que le feu avait pris au-delà des buissons. Je retins mon souffle un instant mais comme apparemment il ne se passait rien je retournai vers la rivière. Sur l'autre rive le feu *continuait de plus belle. Un souffle brûlant passa sur ma tête*, une fumée noire arriva comme projetée en avant jusqu'au milieu de l'eau. Le ciel venait subitement de s'assombrir quand une pluie terrible, aux gouttes énormes, s'abattit sur nous. La chaleur de l'incendie en fut un peu tempérée, mais peu après le ciel redevint clair, sans trace de nuage. Sur la rive opposée le brasier continuait. Du côté de la rivière où j'étais, j'avais déjà retrouvé mon frère aîné et ma jeune sœur, ainsi que deux ou trois voisins aux visages connus. Ainsi réunis, chacun raconta aux autres ce qui lui était arrivé le matin.

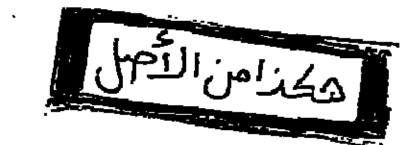
Mon frère, lui, était assis à son bureau dans la compagnie où il travaillait quand il avait vu une vive lumière traverser le fond du jardin. Il avait été projeté à plus de deux mètres, puis plaqué au sol sous le toit de la maison qui s'était effondrée. Pendant un court instant, il s'était débattu, mais avait bientôt aperçu un trou par où il était sorti en rampant. De l'usine, des collégiens criaient en appelant au secours. Mon frère les avait aidés à sortir au prix d'efforts désespérés. Ma sœur, elle, avait aperçu l'éclair de l'entrée de la maison. Elle était allée se blottir précipitamment sous l'escalier, ce qui l'avait plus ou moins protégée. D'abord chacun avait pensé que seule sa maison avait été bombardée, mais, quand les gens étaient sortis des décombres, ils avaient été très surpris de voir que c'était partout la même chose... Et il était étrange aussi de voir les maisons détruites sans aucun de ces trous que font habituellement les bombes. C'était peu après la fin de l'alerte aérienne. Il y avait eu un *brusque éclair accompagné d'un léger bruit comme le chuintement* d'une ampoule de flash, et, en un instant, tout s'était retrouvé sens dessus dessous. « On aurait dit de la sorcellerie », ajouta ma sœur en tremblant.

Sur l'autre rive, l'incendie s'apaisait. Une voix hurla que de notre *côté* les arbres du jardin *avaient pris feu. Une petite* fumée commença à s'élever dans le ciel, derrière les buissons. La rivière toujours haute n'avait pas l'air de vouloir redescendre. Je franchis avec peine la digue de rochers et me retrouvai au bord de l'eau. A mes pieds était arrivé en flottant un cageot en bois blanc. Il s'en échappait des oignons qui surnageaient tout autour. J'attrapai le cageot, pris les oignons et les jetai aux gens, sur le bord. Un wagon s'était renversé sur le pont de fer, un peu plus haut en amont, et ce cageot était arrivé jusqu'ici au fil de l'eau. Comme je ramassais ces oignons, j'entendis quelqu'un appeler au secours. C'était une petite fille qui, accrochée à un bout de bois, apparaissait et disparaissait au milieu des flots, emportée par le courant. Je cherchai un gros morceau de bois et me mis à nager en le poussant devant moi. Je n'avais pas nagé depuis longtemps, mais sauver quelqu'un ne me fut pas aussi difficile que je le pensais.

Sur l'autre rive, le feu, *un moment calmé*, avait repris. Maintenant, on voyait une fumée noirâtre s'élever au milieu du brasier rouge, et cette masse noire se développait, s'étendait furieusement. La chaleur de l'incendie augmentait à chaque instant. Mais ce feu sinistre, après avoir brûlé tout ce qu'il pouvait, se transforma finalement en un désert de décombres. C'est alors que, juste au milieu de la rivière, un peu plus bas, je vis se déplacer vers nous une énorme couche d'air, transparente, tout agitée d'oscillations. J'eus à peine le temps de penser à une tornade que déjà un vent d'une violence terrible passait au-dessus de ma tête. Toute la végétation alentour se mit à trembler, et, presque au même instant, la *plupart des arbres* furent arrachés du sol et emportés en l'air. Dans leur folle danse aérienne, ils allèrent se ficher comme des flèches dans le chaos ambiant. Je ne me souviens pas vraiment de la couleur du ciel à ce moment-là, mais je crois qu'il était voilé d'une lumière verte et lugubre, comme dans ce fameux rouleau qui représente l'enfer.

Après le passage de la tornade, à la couleur du ciel on devinait le soir. Mon autre frère, que l'on n'avait pas encore vu, arriva par hasard. Il avait des marques grises sur la figure, et sa chemise était déchirée dans le dos. Par endroits, la peau de son visage était légèrement brûlée. Ce bronzage se transforma par la suite en brûlures *purulentes* qu'on dut soigner pendant plusieurs mois, mais, à ce moment-là, mon frère était encore en assez bonne santé. C'est en rentrant chez lui où on l'avait appelé qu'il avait remarqué dans le ciel un petit avion, et tout de suite après trois éclairs bizarres. Il avait été alors projeté à presque deux mètres. Sous la maison aplatie se *débattaient* sa femme et leur bonne. Il les avait aidées à sortir et avait confié les deux enfants à la bonne qu'il avait fait partir en premier. Puis il avait aidé un vieillard qui habitait à côté, ce qui lui avait demandé encore quelque temps.





CE MATIN DU 6 AOUT 1945

A HIROSHIMA...

Fleurs d'été

Une nouvelle de Tamiki Hara

Et maintenant ma belle-sœur était très inquiète pour ses enfants. On entendit alors la voix de la bonne, de l'autre côté de la rivière. Elle disait qu'elle avait mal aux mains, qu'elle ne pouvait plus porter les enfants, que l'on vienne vite.

Les arbres de la maison des Izumi se consumaient peu à peu. Il ne fallait pas que l'incendie nous surprît de nuit là où nous étions, aussi voulions-nous traverser la rivière pendant qu'il faisait encore jour, mais il n'y avait aucun bateau nulle part. Mon frère aîné et sa femme décidèrent donc de faire le détour par le pont, mon second frère et moi nous remontâmes le long de la rivière à la recherche d'une embarcation. Comme nous avancions sur l'étroit chemin de pierre qui longe la rivière, je vis pour la première fois des grappes humaines défiant toute description. Le soleil était déjà bas sur l'horizon, le paysage environnant pâlissait. Sur la grève, sur le talus au-dessus de la grève, partout les mêmes hommes et les mêmes femmes dont les ombres se reflétaient dans l'eau. Mais quels hommes, quelles femmes !... Il était presque impossible de distinguer un homme d'une femme tant les visages étaient tuméfiés, fripés. Les yeux amincis comme des fils, les lèvres véritables plaies enflammées, le corps souffrant de partout, nus, tous respiraient d'une respiration d'insecte, étendus sur le sol, agonisant. A mesure que nous avancions, que nous passions devant eux, ces gens à l'aspect inexplicable quémandaient d'une petite voix douce : « De l'eau, s'il vous plaît, de l'eau... », ou encore nous suppliaient : « Faites quelque chose, sauvez-nous... » Presque partout ce n'était que plaintes.

Je fus arrêté par des voix aiguës et pitoyables : « Monsieur... monsieur... » Je regardai et vis, juste à côté de moi, dans l'eau de la rivière, le corps nu d'un jeune garçon immergé jusqu'à la tête, mort. Sur l'escalier de pierre, à un mètre à peine du cadavre, il y avait deux femmes accroupies. Leurs visages enflés, tordus, horribles à voir, avaient presque doublé de volume, et seuls leurs cheveux, emmêlés et brûlés, indiquaient qu'il s'agissait de femmes. Tout d'abord, plus que de la pitié, elles m'inspirèrent de l'horreur. L'une d'elles, voyant que je m'étais arrêté, me demanda en pleurant d'aller lui chercher le matelas, son matelas, qui était là-bas sous l'arbre. Je regardai vers l'arbre et, effectivement, il y avait bien quelque chose qui ressemblait à un matelas, mais, hélas ! comme on pouvait s'y attendre, un blessé, prostré, au bord de la mort, s'y était installé. Il n'y avait désormais plus rien à faire.

AYANT trouvé un petit radeau, je le détachai et ramai avec mon frère jusqu'à l'autre rive. Il faisait déjà sombre, et là aussi de nombreux blessés attendaient. Un soldat accroupi au bord de l'eau suppliait qu'on lui fît boire de l'eau chaude : je l'emmenai accroché à mon épaule. Il avait l'air de souffrir beaucoup en avançant, chancelant sur le terrain sablonneux ; puis soudain, comme s'il vomissait. il dit d'une petite voix : « J'aurais mieux fait de mourir... » Alors moi, découragé, je l'approuvai en silence et ne pus prononcer aucun mot. C'était comme si, face à la bêtise aveugle, une colère sans borne nous unissait. Je le laissai alors à mi-chemin car, de la digue où nous étions, j'avais aperçu, plus haut sur le talus, un point d'approvisionnement en eau chaude. Là, penchée au-dessus d'un bac d'où s'échappait de la vapeur, je vis une femme, crâne énorme et cheveux brûlés, qui tenait entre ses mains un bol et buvait lentement de l'eau chaude. Cette tête, boursouflée et étrange, était toute boutonneuse, comme parsemée de haricots noirs. Et les cheveux étaient rasés en ligne droite, juste au niveau de l'oreille. (Plus tard, à force de voir des blessées avec cette coupe si particulière, je compris que c'était la marque du chapeau en dessous duquel les cheveux avaient été brûlés.) J'attendis un moment, puis on me donna un bol que je retournai porter au soldat que j'avais laissé. Regardant par hasard vers la rivière, je vis plié en deux un soldat, mon soldat blessé, en train d'y boire désespérément tout ce qu'il pouvait d'eau.

Dans le crépuscule du soir, le ciel au-dessus de la maison des Izumi et les flammes des brasiers environnants brillaient d'un éclat extraordinaire ; sur la grève, des gens avaient fait du feu avec des bouts de bois et préparaient de quoi dîner. Depuis quelque temps déjà, une femme au visage boursouflé, enflé, était allongée par terre, à côté de moi. Elle demanda à boire et je m'aperçus alors que c'était la bonne de mon deuxième frère. Elle me raconta que c'était au moment de sortir de la cuisine avec le bébé dans les bras qu'elle avait rencontré l'éclair. Elle avait été brûlée au visage, à la poitrine, et à une main. Elle s'était enfuie la première, avant mon frère et sa femme, en emmenant avec elle la petite fille et le bébé. Sur le pont elle avait perdu la petite fille, et elle était arrivée là où nous étions, au bord de la rivière, avec seulement le bébé dans ses bras. Tout d'abord elle s'était protégée d'une main voulant arrêter l'éclair qui l'avait frappée en plein visage. C'était comme si on était en train de la lui arracher.

L'eau commençait de nouveau à monter, et nous quittâmes le bord de la rivière pour aller nous réfugier sur le talus. La nuit était tout à fait tombée. On pouvait entendre ici et là des voix affolées réclamer de l'eau. L'agitation bruyante et incessante des gens restés sur le bord allait croissant. En haut, sur le talus, il y avait du vent et il y faisait trop frais pour dormir. En face, on voyait le parc Nigitsu, maintenant plongé dans la nuit, et on distinguait à peine la silhouette de ses arbres brisés. Mes frères s'allongèrent dans un creux de terrain ; j'en cherchai un autre où je me glissai en rampant. A côté de moi, trois ou quatre collégiennes, blessées, étaient allongées.

On entendit quelqu'un se demander avec inquiétude s'il ne valait pas mieux fuir, car les arbres d'en face commençaient à brûler. Je sortis de mon trou et regardai. En effet, deux ou trois cents mètres plus loin, des arbres étaient en feu, mais il n'y avait aucun danger que l'incendie se propageât de notre côté.

Une des jeunes filles blessées me demanda alors si le feu pouvait venir jusqu'ici. Je lui répondis que non et lui dis de se rassurer. Puis elle s'inquiéta de l'heure, me demandant s'il n'était pas encore minuit.

A ce moment-là, il y eu une alerte, ce qui me fit penser qu'il restait quelque part une sirène qui n'avait pas été détruite. On l'entendait dans le lointain. La ville semblait encore brûler avec violence et on voyait une immense lumière en aval de la rivière. « Ah... Ah... Pourquoi est-ce que ce n'est pas encore le jour... », gémissait une des jeunes collégiennes. « ... Papa... Maman... », appelaient-elles, ensemble, d'une petite voix faible... « Est-ce que l'incendie vient vers nous ? », me demanda encore une fois la jeune fille blessée...

Du bord de la rivière, quelqu'un, un jeune sans doute, qu'on aurait pourtant dit en bonne santé, fit entendre une voix gémissante de mourant. Cette voix se propagea dans toute les directions. « De l'eau... de l'eau... à boire, s'il vous plaît... Oh... Oh... maman... ma grande sœur... mon petit Hikaru... » A ce cri pathétique se mêlait son souffle haletant, affaibli, et qui reprenait sans cesse, douloureusement. Dans mon enfance, il m'était arrivé, passant par cette digue, d'aller pêcher sur la grève, et le souvenir d'un jour de canicule reste étrangement présent à ma mémoire. Sur le sable, il y avait un grand panneau publicitaire pour le dentifrice Lion, et de temps en temps un train passait avec fracas sur le pont de fer. C'était aussi paisible que dans un rêve.

AVEC le jour, les gémissements de la nuit s'étaient tus, mais il me semblait encore entendre cette voix agonisante qui vous tordait les entrailles. Les alentours s'éclaircissaient et une brise matinale se levait. Mon frère aîné et ma jeune sœur retournèrent vers les restes incendiés de notre maison, et mon second frère se dirigea vers les champs de manœuvre de l'Est où il avait entendu dire qu'il y avait un centre de soins. Moi-même, je me préparais à y aller quand un soldat qui était à côté de moi me demanda s'il pouvait m'accompagner. Il devait être gravement blessé, ce grand soldat, qui même accroché à mon épaule avançait peureusement, un pied après l'autre, comme s'il transportait quelque chose de très fragile. Et sous nos pieds, des débris, des cadavres, fumaient encore. C'était atroce. Au pont Tokiwa, le soldat à bout de forces me dit de l'abandonner : il ne pouvait plus avancer. Je le laissai donc et poursuivis mon chemin en direction du parc Nigitsu. Ici et là restaient quelques maisons, détruites bien sûr, mais qui avaient échappé à l'incendie. Partout cependant l'éclair avait marqué son passage de son sceau. Des gens s'étaient rassemblés sur un terrain vague. C'était parce qu'un peu d'eau sortait d'une conduite crevée. Là, j'appris par hasard que ma nièce s'était réfugiée dans le temple Toshogu qui servait d'abri.

Je me hâtai vers l'enceinte du temple où je la trouvai avec sa mère. La veille, après avoir perdu sa bonne sur le pont, elle avait fui avec des gens qu'elle ne connaissait pas. Et maintenant, elle venait juste de retrouver sa mère et s'était mise à pleurer comme si elle n'en pouvait plus. Son cou n'était qu'une brûlure, plaie noire, qui semblait lui faire très mal.

Sous le grand portique du temple, on avait installé un centre de soins. Un agent de police passait et demandait à chacun son nom, son âge, son domicile et autres renseignements de ce genre, puis notait tout cela sur un bout de papier qu'il remettait ensuite à l'intéressé. Même muni de ce papier, on devait pourtant encore attendre plus d'une heure sous un soleil de plomb, dans la longue file des blessés. Ceux d'entre eux qui pouvaient se joindre à la file avaient relativement de la chance... On entendait sans cesse des appels et des pleurs déchirants : « Ho ! soldat... soldat... au secours ! » Une jeune fille brûlée de partout se tordait de douleur sur le bord de la route. Près d'elle, un homme en uniforme de la protection civile, couché par terre, la tête horriblement enflée par les brûlures et posée sur une pierre, la bouche noircie, grande ouverte, gémissait d'une voix faible et saccadée : « Quelqu'un... aidez-moi... Oh... une infirmière... Oh... un docteur ! » Mais personne ne se retournait. Les policiers, médecins et infirmières, tous venus en renfort d'autres villes, étaient, hélas ! en nombre limité.

J'attendais moi aussi dans la file, avec la bonne de mon frère. Celle-ci, dont les brûlures enflaient de plus en plus affreusement, était obligée par instant de s'accroupir par terre. Ce fut enfin notre tour et, après avoir reçu des soins, nous dûmes nous mettre en quête d'un endroit pour nous reposer. Partout dans l'enceinte du temple, ce n'était que gens blessés, prostrés, couchés par terre. Il n'y avait ni tente ni coin ombragé. Quelques morceaux de bois alignés contre un remblai pierreux nous servirent de toit, sous lequel il nous fallut passer tous les six plus de vingt-quatre heures.

Juste à côté de nous, il y avait un autre abri, presque identique au nôtre. Sur une natte de paille était installé un homme qui ne cessait de remuer. Il se mit à me parler. Il n'avait plus ni chemise ni veste. Son pantalon n'avait plus qu'une jambe, et encore déchirée en haut de la cuisse. Il avait été brûlé aux deux mains, aux deux jambes et au visage. Au moment de la bombe il se trouvait au sixième étage de l'immeuble Chugoku, mais même dans l'état presque désespéré où nous le voyions, il avait réussi à venir jusqu'ici en demandant des renseignements aux gens, en faisant avec autorité usage de la parole. C'était certainement quelqu'un de têtu et de volontaire. Un jeune homme couvert de sang, portant un ceinturon d'élève officier, pénétra dans son abri. L'homme, d'un air dur, se mit à gronder : « Hé... dis donc, toi... va-t-en... Tu ne vois pas dans quel état je suis ?... Si tu me touches, attention... Il y a de la place partout... Tu n'as pas besoin de venir justement ici, c'est tout petit... Allez va-t-en... vite... » Sans comprendre, hébété, le jeune homme tout ensanglanté se leva pour partir.

A environ deux mètres de nous, sous un cerisier qui n'avait presque pas de feuilles, deux jeunes collégiennes étaient couchées par terre. Avec leurs visages calcinés, leurs dos maigres exposés au soleil brûlant, elles gémissaient de douleur et réclamaient à boire. C'étaient des élèves de l'école féminine de commerce et elles avaient été envoyées à l'arrachage des pommes de terre. C'est là qu'elles avaient été victimes de la bombe. Une femme en pantalon de paysanne, le visage noir de fumée, arriva, posa son sac par terre et, à bout de forces, s'assit en allongeant ses jambes... Le jour commençait déjà à tomber. A la pensée que j'allais encore passer une nuit de plus ici, je me sentis étrangement triste et découragé.

UN peu avant l'aube, on entendit quelqu'un psalmodier sans fin une invocation bouddhique. Des gens mouraient à chaque instant, semblait-il. Le soleil était haut dans le ciel quand les deux jeunes filles de l'école de commerce moururent. Un policier, après avoir examiné leurs cadavres qui avaient roulé tête en avant dans le fossé, s'approcha de la femme en pantalon de paysanne. Affaissée, elle aussi avait rendu son dernier soupir. Le policier ouvrit son sac à main, y trouva son livret de banque et des bons d'un emprunt public. Il en conclut qu'elle avait été surprise par la bombe alors qu'elle partait en voyage.

Vers midi, il y eut une alerte aérienne et on entendit un bruit d'avion. J'avais beau maintenant être habitué à l'horreur et au tragique, la fatigue et la faim se faisaient cruellement sentir. Et nous étions toujours sans nouvelles du fils aîné et du cadet de mon second frère, dont l'école était au centre-ville. Les gens mouraient les uns après les autres : leurs cadavres restaient là sur place. Tous comprenaient bien qu'il n'y avait pas d'espoir et marchaient nerveusement. Et pourtant, on entendait du côté du champ de manœuvre une sonnerie de clairon, terriblement limpide.

Mes petites nièces, brûlées, pleuraient et criaient ; la bonne ne cessait de gémir et de réclamer à boire. Nous étions tous très fatigués. C'est alors que mon frère aîné revint. Il était allé la veille à Hatsukaichi où s'était réfugiée ma belle-sœur, et ce jour même il avait réussi à louer une carriole au village de Yawata. Nous partîmes tous dedans.

CETTE carriole nous conduisit, la famille de mon second frère, ma sœur et moi, du bas du temple Toshogu au parc Nigitsu. Et c'est vers le portail de la maison des Izumi, après Hakushima, que, dans un terain vague du côté du champ de manœuvre de l'Ouest, le regard de mon frère fut attiré par un cadavre dont les culottes courtes jaunes nous rappelaient quelque chose. Mon frère descendit de voiture. Ma belle-sœur et moi le suivîmes pour le rejoindre près du corps. En plus de ces culottes qui nous rappelaient quelque chose, il y avait un ceinturon qui, lui, ne laissait aucun doute. C'était mon neveu, Fumihiko. Il n'avait pas de veste. Au niveau de la poitrine, il avait une cloque grosse comme le poing d'où s'écoulait un liquide. La blancheur de ses dents ressortait délicatement dans son visage complètement noirci par les brûlures. Ses mains étaient étendues, ses doigts raidis et recroquevillés vers l'intérieur, les ongles incrustés dans la chair. A côté de lui le corps d'un autre lycéen et, un peu plus loin, celui d'une jeune fille. La mort les avait raidis tous les trois dans une ultime position. Mon frère arracha les ongles de Fumihiko, prit son ceinturon en souvenir et laissa une carte avec son nom sur le corps. Nous sommes alors repartis. Nous étions à bout de larmes.

NOTRE voiture prit la direction du temple Kokutaiji, passa le pont Sumiyoshi, puis se dirigea vers Koi. Je pus ainsi avoir une vue assez complète de ce qui avait brûlé dans le centre de la ville. Dans le vide argenté qui s'étendait sous le soleil brûlant et aveuglant, il y avait une route, une rivière, un pont, et ici et là des corps boursouflés, les chairs à vif. C'était sans aucun doute la matérialisation, grâce à des méthodes précises et très élaborées, d'une nouvelle forme d'enfer. Tout élément humain avait été exterminé. Ainsi, par exemple, l'expression humaine des cadavres avait fait place à une sorte de rictus mécanique de mannequin. Les corps, dans un ultime instant de lutte contre la souffrance, semblaient s'être raidis dans un rythme troublant. Les fils électriques tombés et emmêlés, les innombrables débris faisaient penser à un dessin convulsif tracé dans le vide. Les trains qui paraissaient s'être renversés comme un rien, les chevaux à terre qui avaient laissé tomber leurs immenses carcasses faisaient penser au monde de la peinture surréaliste. Les grands camphriers du temple Kokutaiji avaient été déracinés, les pierres tombales soufflées et éparpillées. La bibliothèque Asano, dont il ne restait que les murs, servait de morgue. Les routes fumaient encore par endroits. L'odeur de la mort emplissait l'atmosphère. Chaque fois que nous passions une rivière, je trouvais extraordinaire que le pont ne se fût pas effondré. Pour transcrire ce que je ressentis à la vue de ce paysage irréel, j'emploierai une forme particulière de l'écriture japonaise, les *katakana*.

Débris étincelants
Cendres claires
S'étirent en un vrai paysage.
Qui sont ces corps brûlés aux chairs à vif
Rythme étrange des corps d'hommes morts
Tout cela exista-t-il ?
Tout cela a-t-il pu exister ?
Un instant et reste un monde écorché vif.
A côté des trains renversés
Le gonflement des carcasses de chevaux
L'odeur des fils électriques qui peu à peu se consument en fumant...

(Traduction de Brigitte Allioux.)

(Extrait de *Anthologie de nouvelles japonaises contemporaines*, Gallimard, Paris, 1986.)

les livres

L'ÉMASCULATION DES CONSCIENCES

Un sourire hideux

***LA TERRORISTE*, de Doris Lessing, traduit de l'anglais par Marianne Véron. Albin Michel, Paris, 406 pages, 98 F.**

DORMENT-ILS contents, ceux qui viennent de faire exploser une bombe dans un grand magasin du centre de Londres ? Dorment-ils contents malgré le bruit des sirènes des ambulances qui emportent morts et blessés ? Dorment-ils contents quand ils ont, lâcheté supplémentaire, fait attribuer leur acte à l'IRA, sur coup de téléphone anonyme ? Eh bien oui !

Ils dorment on ne peut plus contents...

« Tendres meurtriers », *« honnêtes bandits »* (1), *« bons terroristes »* (2), ils offrent le sourire serein de ces anges remontés des enfers pavés de bonnes intentions. Alice, l'héroïne de ce roman de Doris Lessing, aime sa maman, les fleurs, la propreté et... le camarade Lénine. Elle se dévoue, telle Blanche-Neige, à sa communauté de « squatters » pour laquelle elle prépare des menus *« équilibrés »* (sa soupe aux légumes est fameuse...).

Contrairement aux espions aux mains sales d'un John Le Carré, qui accomplissent leurs tâches *« afin que les braves gens puissent dormir tranquilles dans leurs lits »*, la nouvelle engeance du terrorisme décrite par Doris Lessing veut faire basculer l'ordre du monde. Et la conscience émasculée de ces nouveaux « possédés » soumet l'univers à une folie ayant pour seul objet l'assouvissement de leurs pulsions meurtrières. Combien de fois au cours du récit Alice et sa bande n'ont-elles pas *« bouffé »* du flic et de la Thatcher, bien sûr, mais aussi de l'universitaire, du *« Tory au visage rose et blanc »*, et même du pacifiste *« paumé »* de Greenpeace.

Au début du roman, on éprouverait, tant est subtil l'art de Doris Lessing, une certaine sympathie pour ces jeunes en révolte. Le visage hideux d'un certain terrorisme, l'auteur ne le dévoile que très progressivement, comme si, après des siècles, la Joconde (Alice) ne laissait apparaître derrière son sourire que les dents, la mâchoire et les zones d'ombre de la mort.

Il n'est pas facile de dénuder un mal social avec autant de précision, surtout en évitant de se tromper dans le diagnostic. L'auteur a, paraît-il, puisé son inspiration dans des exemples authentiques. Doris Lessing a toujours su décrire avec cynisme et humour les problèmes sociopolitiques de son temps. Mais prendre pour sujet le terrorisme, même s'il s'agit ici d'un terrorisme de luxe perpétré par des blousons dorés, relève de la gageure.

On sait maintenant qu'il faut de nombreuses années pour qu'une littérature valable puisse naître de l'horreur. Les camps de concentration et le nazisme ont mutilé la mémoire du crime même (3), et la guerre du Vietnam, par exemple, a tellement traumatisé les écrivains américains que certains ont mis dix ans à écrire leurs romans...

Dans *la Terroriste*, Doris Lessing décrit non seulement le terreau sur lequel cette violence peut prendre : un vide de la conscience, un amalgame d'idéaux inapplicables. Mais aussi des êtres fragiles, désorientés par rapport aux « vrais » terroristes, qui agissent, eux, non pas pour le compte de leurs états d'âme, mais pour celui des Etats.

ON pourrait cependant faire deux reproches à l'auteur : celui d'attirer l'attention sur une forme de terrorisme qui, au Royaume-Uni du moins, a des allures tout à fait exceptionnelles. Elle risque de brouiller les cartes en faisant oublier que le « vrai » terrorisme provient plus souvent de la nécessité que du luxe.

Ensuite, la dissection psychologique de ce phénomène, appliquée à quelques malheureux « squatters », pourrait jeter le discrédit sur toute forme de marginalisation ou de « gauchisme ».

Aujourd'hui, on voudrait comprendre ce qui amène les terroristes à agir *« au mépris de la plus élémentaire humanité* (4) ».

MARIE-FRANÇOISE ALLAIN.

(1) Cf. Robert Browning, *Poèmes*.
(2) La traduction littérale du titre de l'ouvrage de Doris Lessing serait « la bonne terroriste ».
(3) Cf. Michel Pollak, « Le témoignage », *Actes de la recherche*, nos 62-62, Paris.
(4) Cf. *le Monde diplomatique*, février 1986.



HISTOIRE

CHRONIQUE D'INDOCHINE 1945-1947. – Amiral Thierry d'Argenlieu

★ Albin Michel, Paris, 1985, 470 pages, 150 francs.

Dans cette « chronique », l'amiral Thierry d'Argenlieu, que le général de Gaulle avait nommé, en août 1945, haut commissaire de France à Saigon, rend compte de la façon dont il s'est acquitté de sa mission. Il était chargé de rétablir la souveraineté française sur l'ensemble de l'Indochine, certes libérée de l'occupation japonaise, mais où le Vietnam, le Cambodge et le Laos venaient de proclamer leur indépendance.

L'amiral est mort en 1964, et il a fallu attendre vingt-deux ans pour que ses héritiers se décident à faire paraître ce qui, à leur avis, devait le justifier devant l'histoire. Ce texte est riche en importantes révélations : sur ses relations secrètes avec Hô Chi Minh et sur les circonstances dans lesquelles fut conclu l'accord du 6 mars 1946, sur la façon dont il envisageait d'édifier la Fédération indochinoise, sur ses rapports avec Leclerc et Sainteny, avec le gouvernement Gouin, avec le général de Gaulle. Il s'agit là d'une contribution capitale – et inédite – à l'histoire de la France de la Libération.

La seconde partie de l'ouvrage (mai 1946-février 1947), préparée par la famille de l'amiral et quelques amis, est composée de documents tirés des archives du haut commissaire (télégrammes, rapports et journal privé) qu'accompagnent, et que relient, de brefs commentaires. Ces chapitres, tout en rendant publics de nombreux textes pour la plupart inconnus, occultent totalement les conditions dans lesquelles fut envisagé un « changement de gouvernement » à Hanoï, puis mis en route le processus qui, après Haiphong, devait aboutir, fin décembre 1946, à la guerre. Le rôle qu'a joué alors l'amiral, du 10 novembre au 29 décembre 1946, demeure toujours aussi obscur.

De ce témoignage, qui prend place parmi les plus significatifs de l'histoire contemporaine de l'Indochine, l'amiral d'Argenlieu émerge comme un homme dont le profond patriotisme et le sens du devoir, la volonté et la clarté d'esprit ne s'accompagnaient malheureusement pas d'une connaissance adéquate de l'histoire des peuples de l'Indochine, d'une compréhension de leurs aspirations nationales, et surtout d'un sens politique aigu. L'amiral n'a ainsi, à aucun moment, été capable de prendre la mesure réelle du mouvement national vietnamien et notamment de sa composante communiste, dont Hô Chi Minh était le leader. Il a sous-estimé les uns, surestimé les autres, multiplié les erreurs de jugement. Il est désormais clair qu'à l'inverse de ce qu'allaient faire les Britanniques en Inde et en Birmanie, c'est-à-dire un compromis avec l'adversaire, d'Argenlieu a préféré la confrontation avec Hanoï, l'élimination de la RDVN, jugée marxiste, et l'installation au pouvoir d'« amis des Français ». Ce livre a le grand mérite de faire assez bien comprendre pourquoi a éclaté la guerre d'Indochine.

PHILIPPE DEVILLERS.

INTERVENTION. HOW AMERICA BECAME INVOLVED IN VIETNAM. – George McT. Kahin

★ Alfred A. Knopf, New-York, 1986, 550 pages, 24,95 dollars.

Encore un livre sur la guerre du Vietnam, œuvre d'un politologue américain, professeur d'études internationales à l'université de Cornell, spécialisé depuis de longues années dans les questions du Sud-Est asiatique. M. Kahin, qui servit comme consultant au département d'Etat en 1967-1968, a eu l'occasion de visiter plusieurs fois le Vietnam entre 1961 et 1972. A cette expérience directe s'ajoutent des documents inédits d'un très grand intérêt, obtenus grâce à la Freedom of Information Act, loi qui ouvre partiellement, mais de façon anticipée, les archives secrètes du gouvernement américain.

Il s'agit d'une histoire politique événementielle sur la manière dont les Etats-Unis se virent impliqués, comme successeurs de la France, dans une guerre qui, en s'éternisant, prit un caractère symbolique. La richesse de la documentation confirme d'une manière stupéfiante ce que d'autres auteurs avaient déjà soutenu : la légèreté d'une poignée d'hommes d'Etat américains s'engageant parfois à l'aveuglette dans une escalade meurtrière, et la marge de manœuvre considérable des régimes de Saigon mis en place par l'intervention même des Etats-Unis. Le grand mérite du livre de M. Kahin est de montrer un président Johnson plein de doutes sur la sagesse de ses décisions, peu sûr de leur efficacité et extrêmement vulnérable à l'influence de son entourage.

ARMANDO URIBE.

COMMUNICATION

LOCAL RADIO AND REGIONAL DEVELOPMENT. – Philip Crookes et Patrick Vittet-Philippe

★ Media Monograph n° 7, The European Institute for the Media, Manchester, 1986, 160 pages.

Cette étude s'efforce de faire le point sur un phénomène en pleine expansion, parfois anarchique, dont l'ampleur en France vient d'être dernièrement confirmée par un sondage indiquant la très large audience des radios locales privées, notamment celles des réseaux NRJ et Nostalgie, dans les grandes zones urbaines.

Les auteurs ont centré leur étude sur onze pays européens et ont rassemblé une information de base sur les structures, les modes de financement et les programmes des radios locales.

Lacunaire et parfois sujette à caution, cette enquête n'en fait pas moins apparaître des différences significatives.

Quatre études de cas approfondies éclairent les contextes dans lesquels s'organise ce nouveau mode de communication.

Entre la situation des radios locales dans le Bade-Wurtemberg, dans la région de Manchester, dans le Piémont et en Aquitaine, les contrastes sont saisissants mais toutes bénéficient d'un fort courant d'intérêt de la part du public.

Cet ouvrage, qui reste un peu discret sur la nature des rapports entre la multiplication des radios locales et le développement régional n'en constitue pas moins, au total, un précieux inventaire assorti de réflexions théoriques fort salutaires.

JEAN-CLAUDE SERGEANT.

REMONTÉE DE L'INDE PROFONDE

Une révolution intérieure

***LE PROFESSEUR D'ANGLAIS*, de R.K. Narayan, traduit de l'anglais par Anne-Cécile Badoux, Acropole, Paris, 1986, 233 pages, 95 F.**

EN 1945, l'Empire britannique des Indes n'en a plus que pour deux ans. C'est à cette date que R.K. Narayan, âgé alors de trente-sept ans, publie son troisième livre, *le Professeur d'anglais*, qui, sous couvert d'un récit intimiste, frémit des prémices de l'indépendance à venir : mais il s'agit là d'une déclaration d'indépendance individuelle. Le narrateur, Krishnan, tente d'inculquer des notions d'une littérature anglaise dont il paraît féru (il lit avec émotion *le Roi Lear*) aux élèves d'un collège qu'on devine plus proche d'une *public school* du Devonshire que de l'école tamoule de Madras (ville dont Narayan est originaire). Un collège qui concentre tous les parfums de l'Angleterre cultivée d'avant-guerre, éprise de bon langage (le directeur, M. Brown, incapable de dire *« le chat fait la chasse au rat »* dans une quelconque des deux cents langues indiennes, juge que la situation est grave lorsqu'un élève ne sait pas que *honours* s'écrit avec un *u*) et nourrie de Carlyle, Browning et Pater.

Le professeur d'anglais, qui ressemble bien sûr à l'auteur, en vient en toute quiétude à démissionner de ce collège et à entrer dans une école primaire indienne. Il a simplement pris conscience que la formation qu'il a reçue et qu'il continuerait de transmettre, s'il n'y prenait garde, *« avait fait de nous une nation de faibles d'esprit ; notre propre culture nous était étrangère, nous étions l'arrière-garde d'une autre culture, tirant notre substance de reliefs et de détritus »*. A la manière indienne, mesurée et intérieure, Narayan, en 1945, ne dit pas autre chose que ce que Frantz Fanon décrira plus tard, avec passion, dans *Peau noire et masque blanc*, un défi lancé à une culture coloniale.

Roman de l'intimité, *le Professeur d'anglais* nous fait également pénétrer chez une famille indienne, ce qui est suffisamment rare pour être relevé. Soumission à la volonté des parents et des beaux-parents. Respect de la jeune épouse qui vouvoie son mari. Glorification de l'enfant. Acceptation résignée de la maladie et de la mort. Influence quotidienne de l'astrologie. Ainsi, ce jeune couple n'est réuni que par la décision des familles, qui se fondent sur un horoscope pour décider du jour des retrouvailles. Narayan excelle à évoquer les détails de la vie domestique, où les personnages s'endormiraient si...

C'est ici que la troisième dimension, cette fois-ci mystique, du récit intervient : la jeune femme meurt, puis, en dehors de toute référence religieuse, et dans un processus qui rappelle le film le plus étrange de François Truffaut, *la Chambre verte*, commence à dialoguer avec Krishnan par le truchement de l'écriture automatique et l'amène, du royaume des morts, à se libérer de son carcan intellectuel factice.

C'EST un récit à la première personne. Narayan a lui-même été professeur d'anglais à Madras avant de devenir journaliste. On est en droit de se demander s'il a lui-même accompli la révolution intérieure qu'il impose à son héros. R.K. Narayan, considéré comme l'un des plus grands écrivains indiens de notre époque, n'écrit qu'en anglais. Son premier roman, *Swami et ses amis* (1), il l'avait adressé à Graham Greene, en le priant d'en jeter les feuillets à la Tamise s'il ne trouvait pas d'éditeur. Ce ne fut pas le cas. Agé aujourd'hui de près de quatre-vingts ans, il paraît très éloigné du drame que vit en ce moment une partie de son peuple, les Tamouls du Sri-Lanka. La critique française voit en lui le Pagnol des Indes, le Tchekov du sous-continent, ou encore le Dickens de la péninsule. S'il obtient un jour le prix Nobel (il en possède le profil), combien d'épithètes de ce genre lui seront-elles accolées ? Il vaudrait mieux qu'il fût seulement reconnu comme le grand écrivain de l'Inde moderne.

Celle qu'il évoque dans la petite ville imaginaire de Malgudi – le cadre de tous ses romans, – au bord de la lente rivière Sarayu, pas très loin de Madras. Une Inde qui n'achète pas de Mirage et de Mig, qui ne fait pas donner la troupe contre le sanctuaire sikh du Temple d'or, mais qui se débat avec des horoscopes contraires – le thème de plusieurs récits de Narayan, – avec des familles qui envoient encore des veuves au bûcher. Une Inde *vraie*, différente de celle que décrivent habituellement certains intellectuels occidentaux à la recherche de la « Mère ». Une Inde qui n'exhibe pas les stigmates de la misère : dans ce livre, on n'entend aucun cri de mendiant, aucune plainte d'affamé.

HUGUES DE KERRET.

(1) Acropole, Paris, 1983.

AFRIQUE

AFIN QUE NUL N'OUBLIE. – Gaston Donnat

★ L'Harmattan, Paris, 1986, 398 pages, 150 F.

Il est de bon ton, de nos jours, de réhabiliter la période coloniale, voire de louer les bienfaits de la « mission civilisatrice » de la France – ou d'autres puissances, – en particulier en Afrique. Le témoignage de l'auteur s'inscrit en faux contre cette campagne : la misère suinte partout dans cette Algérie des années 30, dans cette Afrique des années 40. L'état de l'enseignement – Gaston Donnat est instituteur – est illustré par ces anecdotes de chefs de région au Cameroun qui affectent à leur propre logement les fonds prévus pour l'école ou qui séquestrent, pendant une année, un enseignant afin que la classe ne puisse pas fonctionner.

Mais l'intérêt de l'ouvrage ne se limite pas à ce réquisitoire ; militant anticolonialiste, Gaston Donnat a participé à la création de l'Union des populations du Cameroun et à la guerre d'Algérie. Conseiller de l'Union française, il a côtoyé de nombreux dirigeants africains, dont ceux du puissant Rassemblement démocratique africain (RDA) – Gabriel d'Arboussier, Houphouët-Boigny, Sekou Touré, etc. Collaborateur de la section coloniale du PCF, il appporte sur cette douloureuse période une masse d'informations inédites.

ALAIN GRESH.

LE TOGO SOUS EYADEMA. – Comi M. Toulabor

★ Karthala, Paris, 1986, 332 pages, 90 F.

Nombreuses sont les dictatures en Afrique et fréquentes les dénonciations de leurs abus. Mais rares sont les livres qui tentent de démonter les mécanismes par lesquels les tyrans perdurent. Reprenant Weber, l'auteur note qu'il n'y a pas *« de domination acceptée sans mythes pour la soutenir, pour la légitimer et la faire respecter »*. Son travail sur le régime actuel au Togo tente, avec succès, d'élucider comment le général Eyadema *« a réussi dans son entreprise de légitimation du pouvoir en l'articulant autour des croyances religieuses et des comportements socio-culturels qui semblent lui donner une assise populaire »*.

Pourtant, et les troubles récents à Lomé l'illustrent bien, cette tâche n'est jamais achevée, et il arrive même, comme au Soudan, à Haïti et aux Philippines, que les dictatures finissent par s'effondrer.

A.G.



les livres du mois

QUAND LA BOULIMIE DE LA DEMANDE RENCONTRE SES LIMITES

Le modèle énergétique remis en question

LA concomitance du premier choc pétrolier et de la dépression économique qui s'est abattue sur le monde occidental a mis en évidence la dépendance étroite de l'économie mondiale à l'égard de ses sources d'énergie. S'agit-il d'un phénomène passager que le développement de nouvelles ressources viendra résorber ou, au contraire, d'une déstabilisation plus profonde des structures énergétiques, politiques et sociales des sociétés industrielles ?

Les auteurs de Servitudes de la puissance *(1) considèrent que les analyses actuelles de la crise ne sont pas satisfaisantes, qu'elles viennent des marxistes (qui ont envisagé seulement le rapport société-nature du point de vue économique) ou des écologistes qui, comme H. T. Odum, conçoivent les mécanismes sociaux en termes de flux énergétiques. Ces deux démarches, observent-ils, font d'*« un facteur, le capital, la marchandise ou l'énergie, la référence unique qui permet de rendre compte de la dynamique des sociétés. Toutes deux s'interdisent de comprendre cette dynamique complexe et contradictoire et, en conséquence, d'avoir prise sur elle ». *C'est pourquoi l'ouvrage passe d'abord en revue les structures énergétiques, de la préhistoire à l'Antiquité occidentale, de l'Europe médiévale et de la Chine impériale aux sociétés industrielles d'Europe et des Etats-Unis, avant d'aborder l'actualité : hauts et bas du marché pétrolier, effondrement des systèmes énergétiques du tiers-monde, contradictions de la filière nucléaire.*

Tout au long de leur promenade à travers l'espace et le temps, les auteurs montrent bien comment les sociétés, une fois maîtresses des systèmes énergétiques qu'elles ont engendrés, en deviennent les esclaves. Avec l'avènement du capitalisme européen, le primat des énergies biologiques fait place à celui des énergies fossiles. L'utilisation du charbon et du pétrole, l'invention de la machine à vapeur, constituent une véritable révolution, parachevée par l'invention de l'électricité puis par l'utilisation de l'énergie nucléaire.

DÈS lors commence une ère nouvelle : les systèmes énergétiques régionaux s'interconnectent et se centralisent, le modèle de production et de consommation occidental devient dominant, y compris dans les pays à économie planifiée. Fondé sur la croissance indéfinie de l'offre et sur la boulimie d'une demande artificiellement provoquée, ce système accapare les ressources énergétiques du tiers-monde sans réussir pour autant à assouvir les besoins des pays développés.

On se trouve donc bien devant la crise structurelle d'un modèle qui explose, victime de sa propre puissance, faute d'avoir reconnu et accepté l'existence des limites à la production et à la consommation de l'énergie. Parce qu'elles dérangent, les conclusions de ce livre passionnant et original soulèveront certainement bien des discussions.

JEAN-LOUP MOTCHANE.

(1) Jean-Claude Debeir, Jean-Paul Deléage, Daniel Hémery, *les Servitudes de la puissance. Une histoire de l'énergie*, Flammarion, Paris, 1986, 428 pages, 98 F.

Malraux, ou l'homme contre le destin

Par YVES FLORENNE

LE livre de Claude Tannery (1) est une biographie sans doute, mais une biographie intérieure. Même au temps où les héros de Malraux étaient des aventuriers et où lui-même en porta le masque, il n'y avait là que des signes à déchiffrer. Ce que Malraux a toujours vécu, avec passion, affronté à la souffrance dans sa quête de certitudes, c'est une aventure spirituelle. Claude Tannery s'est attaché à retracer et éclairer cet itinéraire où seule une vue superficielle ou aveugle a pu trouver la contradiction, voire le reniement. Démarche qui ne pouvait être maigrement rectiligne et qui décrit une spirale ininterrompue et constamment ascendante. Elle s'exprime tout au long d'un demi-siècle, pour peu qu'on prenne la peine de lire ce qui est écrit, depuis les fictions de la vingtième année jusqu'à *Lazare* et au dernier livre, qui est posthume. Dans cette œuvre, on a vu beaucoup de choses, et contradictoires, mais rarement ce qu'elle est tout entière et que pourtant Malraux a clairement déclaré : loin de tout système ou idéologie pétrifiée, elle « *traite essentiellement de l'homme et du destin* ». C'est tout simple.

Une aventure spirituelle, mais à l'écart des religions instituées que Malraux n'a certes pas ignorées, ce qui fait de lui, en toute connaissance de cause, « l'agnostique absolu » — en même temps qu'un croyant au « *mystère insolite de la vie* ». « *Ma relation avec la mort est loin d'être claire*, dit-il au cours de l'ultime dialogue avec de Gaulle, *mais l'idée de la mort, elle, m'inspire le vrai problème métaphysique, celui du sens de la vie.* »

Qui n'est en rien le sens de l'histoire. Ce Malraux profond, essentiel, les communistes étaient hors d'état de l'appréhender ; ils ne pouvaient que se tromper, et ils l'accusèrent violemment de les avoir trompés, eux, trahis. Alors qu'il avait tracé à distance son propre chemin, pour eux invisible. Le plus triste, c'est qu'en face, plongés, noyés dans les luttes du moment, les Mounier, les Béguin, les gens d'*Esprit* montrèrent une égale cécité, moins compréhensible.

Sur cet aventurier spirituel, on s'est encore trompé d'autre façon : en le croyant possédé par l'action. Alors que dans l'action, il a dénoncé cette « *intoxication individuelle* » — le terrorisme étant une de ses formes — qui « *tord* » les Occidentaux, et dont la contagion a plus ou moins gagné le reste du monde ; une intoxication qui a poussé les hommes à « *se déserter eux-mêmes* » : croyant, par elle, légitimer leur vie, ils « *écartent toute légitimation de la vie* ». Pour Malraux, l'action n'est qu'une expérimentation nécessaire, un creuset où se forme, s'approfondit la conscience. Elle est une « *exigence métaphysique* ».

Aussi, en Espagne, il vérifie, met à l'épreuve ce qu'il savait abstraitement : « l'illusion lyrique », la Révolution, n'est plus que la négation d'elle-même. En adoptant les moyens et les techniques mêmes de cela qu'on combat, on se ravale au même niveau. Dès lors, la révolution s'est détruite définitivement, car il ne lui sera plus possible de renoncer à ces techniques, à ces moyens. Il parle au futur, mais il y a un an au moins qu'il sait qu'il en va ainsi depuis bientôt trente ans. On ne vise à détruire un totalitarisme que pour en fonder un autre, étendre et mieux faire triompher le sien. Ainsi, dans ce siècle écoulé, s'est accomplie comme jamais « *l'organisation de l'asservissement* » dont le nazisme n'a été que l'efflorescence la plus monstrueuse — jusqu'à nouvel ordre. « *Traitez les hommes comme de la boue, ils deviennent réellement de la boue* » : c'est le premier commandement de la table de la loi nazie. De l'autre côté : annoncer qu'on va faire un « homme nouveau » dont la liberté ne sera pas une imposture ; et, pour ce faire, envoyer l'homme actuel au goulag ou à l'hôpital psychiatrique, après avoir enfermé tout le monde dans les barbelés d'Etat. Ainsi pense-t-on obtenir une autre sorte de boue, celle-là malléable et utilisable à merci.

Mais, dans le « monde libre », l'asservissement, s'il est plus doux, insidieux, n'est pas moins efficace. Certes, il n'affecte pas le physique, aussi ne le sent-on pas, mais il multiplie les atteintes psychiques. Malraux est hanté par l'énorme pression qu'exercent sur nous les techniques de communication, au service du marché et du pouvoir. Elles ont pour base « *le mépris de l'acheteur et du votant* ». L'« *avilissement* », l'« *abêtissement* », qu'on avait dénoncés dans les usines à produire, fonctionnent plus dangereusement dans ces « usines à rêves » que sont le cinéma, la télévision, le disque. C'est-à-dire *dans l'usage qu'on en fait*.

Quant à « l'illusion lyrique » révolutionnaire, Malraux la trouve à la source : dans la Révolution modèle, la grande, la nôtre. Elle avait proclamé de bonne foi les droits de l'homme, elle nous a laissé « *les droits des bourgeois* ». Et, depuis un siècle, ces droits priment et oppriment. La bourgeoisie, « *classe efficace, mais sans valeurs, réussit à faire prendre pour des valeurs ce qui n'est que des objets de désirs* ». Ce qui a conduit l'homme à changer « *les valeurs morales en obligations de marché* ».

Peu porté à respecter la « loi du marché », Malraux avait commencé d'en discerner une autre, d'essence assez différente. Après son « *retour sur terre* », après ce passage (dont *Lazare* garde la trace) où lui apparaît « *la face usée de la mort* », cet *Antidestin* longtemps cherché et qu'il avait cru trouver dans l'art, il le découvre enfin : *dans la Métamorphose*. Elle était d'ailleurs présente depuis longtemps, et il pourra dire : « *L'essentiel de ma pensée, c'est la métamorphose.* » Aussi, Claude Tannery peut écrire qu'« *il faut lire toute l'œuvre de Malraux à la lumière de* la Métamorphose *comme loi du monde* ». A la veille de sa mort, il parle de « *métamorphose spirituelle* ». C'est donc cette loi, ou cette foi, qui, dès le commencement, sans qu'il le sache encore, oriente sa démarche et désigne le but : refaire l'homme. Ou plutôt le ressusciter. Puisque le jeune Malraux, quand tout le monde ne parlait que de la mort de Dieu, avait proclamé « *la mort de l'homme* ». Faire naître l'homme nouveau, dressé contre le destin. Alors, il se retrouve enfin dans la fraternité perdue. Fraternité non seulement avec lui-même, mais avec le cosmos. Un franciscanisme, en somme.

ON conçoit que ce programme était peu propre à retenir l'attention des politiques, leurs partis et leurs congrès. Quant aux simples citoyens que fascinaient et inquiétaient à la fois ce génie farfelu, quand enfin ils l'avaient vu prendre pied, et du « bon côté », dans la politique, ils avaient respiré et applaudi. Ministre, quel destin ! En fait, il saisit le levier offert pour entreprendre la métamorphose de la culture. Une révolution culturelle qui n'aurait rien de la sanglante mascarade où Mao s'était englué. Mais refaire la culture, donc l'éducation, était la condition première et essentielle pour « *faire des hommes* » en lutte contre le destin.

A peine aurons-nous laissé entrevoir la richesse, la lucidité généreuse d'un livre qui est une exploration du Malraux le plus profond. Pour conclure, trois paroles simplement pragmatiques : « *Abolir l'humiliante condition dans laquelle une organisation économique périmée tient la plupart des travailleurs.* » « *Le capitalisme porte en lui-même les motifs d'une insatisfaction massive et perpétuelle.* » « *S'apprêter, bon gré, mal gré, à ouvrir les portes des bastilles. Car lorsque la lutte s'engage entre le peuple et la Bastille, c'est toujours la Bastille qui finit par avoir tort.* »

Ces sentences, ce n'est pas Malraux qui les a prononcées : c'est de Gaulle. Le capitalisme, le marché, les bastilles, l'humiliation et le reste, ni de Gaulle ni Malraux n'ont nourri l'illusion lyrique d'en venir à bout, à eux tout seuls et tout de suite. Du moins ont-ils fixé, tout de même par des actes, beaucoup par le verbe prophétique, ce que sera, inévitablement, l'avenir. Ou bien il ne sera rien.

(1) Claude Tannery, *Malraux l'agnostique absolu, ou la métamorphose comme loi du monde*, Gallimard, Paris, 1986, 416 pages, 131 F.

AMÉRIQUES

LES ÉTATS-UNIS A L'HORIZON DE LA TROISIÈME RÉVOLUTION INDUSTRIELLE. – Jean Rivière

★ Presses Universitaires de Nancy, Nancy, 1986, 207 pages, 86 F.

Rien d'un pamphlet : l'objectivité d'une analyse universitaire fondée sur quantité de données précises. Professeur de civilisation américaine à Paris-Dauphine, Jean Rivière met en évidence les profondes transformations socio-économiques qui sont en train de remodeler les Etats-Unis : celles-là mêmes qui, en la troisième révolution industrielle (de l'informatique, de l'électronique...), instaurent une société à deux vitesses, où l'écart se creuse dangereusement entre très riches et très pauvres, cependant qu'augmente un déficit budgétaire sans précédent.

La perte d'audience des partis, la désagrégation de la classe moyenne, l'effort d'armement que l'on tente de faire subventionner par les alliés occidentaux et finalement le déclin de la puissance que ne parvient guère à masquer le recours à une idéologie passéiste et simplificatrice. C'est tout cela qui est ici analysé, et qui conduit à d'assez sévères conclusions quant à l'avenir.

Une étude très dense qui eût mérité pourtant davantage d'ampleur. L'édition universitaire a, elle aussi, ses contraintes...

GEORGES-ALBERT ASTRE.

AMERICAN JEWISH ORGANIZATIONS AND ISRAEL. – Lee O'Brien

★ *Institute for Palestine Studies, Washington DC, 1986, 329 pages, 24,95 dollars.*

Cet ouvrage de référence correspond à un souci de caractériser les principales organisations de la communauté juive des Etats-Unis, une communauté de 5,5 millions de personnes dont l'ascension socio-économique, depuis plusieurs décennies, s'accompagne d'une évolution vers la droite du spectre politique. L'auteur offre une étude détaillée des activités de ces groupes et de leur influence.

Elle distingue plusieurs catégories : organisations sionistes (American Zionist Federation, Zionist Organization of America, par exemple) ; organisations communautaires (American Jewish Committee, très marqué à droite, American Jewish Congress, réputé plus « libéral », Anti-Defamation League, entre autres) ; organisations spécialisées dans la collecte de fonds (United Jewish Appeal, United Israel Appeal) ; groupes de pression (dont le plus efficace est sans doute l'American Israel Public Affairs Committee).

Lee O'Brien montre que — malgré la diversité de leurs orientations à propos des problèmes de la vie politique intérieure — ces institutions sont unanimes dans leur soutien quasi inconditionnel à l'Etat d'Israël, quels que soient les excès de sa politique.

SCHOFIELD CORYELL.

OLGA. – Fernando Morais

★ Editora Alfa-Omega, Sao-Paulo, 1985, 314 pages et illustrations hors texte, 120 cruzados.

Olga, dont cent cinquante mille exemplaires ont déjà été vendus au Brésil, relate un épisode mal connu de l'histoire du pays, la révolution communiste de 1935, et dessine le portrait chaleureux d'une femme : Olga Benario-Prestes.

Fille d'un avocat juif de Munich, Olga adhère à quinze ans aux Jeunesses communistes et devient rapidement une dirigeante de l'organisation internationale de la jeunesse. Elle subit aussi un entraînement militaire. En 1934, le capitaine Luis-Carlos Prestes, qui a conduit, de 1925 à 1928, la longue marche d'une colonne de soldats mutinés sur 25 000 km à travers le Brésil, sans subir aucune défaite de la part de l'armée régulière ou des *cangaceiros* lâchés à ses trousses, est lui aussi réfugié en URSS. Admis au Parti communiste brésilien, il se voit proposer de prendre la tête de la révolution imminente. Olga est désignée pour lui servir de garde du corps. Les faux époux jouent tellement bien le rôle du couple que, pris au jeu, ils se marient aux Etats-Unis...

A Sao-Paulo, puis à Rio, dans l'atmosphère euphorique de montée du mouvement démocratique inspiré par le PC, l'insurrection se prépare. La complicité de nombreux officiers et sous-officiers laisse prévoir le soulèvement de régiments dans tout le pays. Pourtant, le 23 novembre 1935, le mouvement est écrasé. Peu d'unités militaires ont suivi, le peuple n'a pas bougé. La répression commence. Les tortures, les exécutions même, sont courantes, surtout lorsqu'il s'agit d'étrangers. Le couple Prestes arrive à se cacher à Rio, mais sa retraite est découverte, et Olga, enceinte, est livrée à la police hitlérienne. Une campagne internationale pour sa libération aboutit seulement à celle de sa petite fille née en prison. Olga sera internée au camp de Ravensbrück, puis exécutée en 1942. Luis-Carlos Prestes apprendra sa mort en 1945 lors de sa libération.

Le livre de Fernando Morais, député de Sao-Paulo, a révélé à beaucoup de Brésiliens cet épisode occulté de leur histoire. Il nous en apprend beaucoup sur le courage, le sens de la solidarité des militants de l'Internationale communiste dans les années qui précédèrent la guerre mondiale. Il met aussi en évidence leur sectarisme et leur optimisme parfois inconscient, qui les conduira à des sacrifices coûteux.

FRANCIS RUMPF.

PARTICIPATION, SYNDICATS ET ÉTAT DANS LE CHILI CONTEMPORAIN. – Manuel Barrera, Helia Henriquez, Teresita Salamé

★ Institut de recherche des Nations unies pour le développement social, Genève, 1986, 186 pages, prix non indiqué.

Cet ouvrage, centré sur « *la négociation collective, instrument de participation populaire* », examine, comme le dit Alain Touraine dans son introduction, la tentative des militaires de mettre en place, au Chili, six ans après le coup d'Etat, un « syndicalisme de marché ». Les auteurs ont enquêté auprès des dirigeants issus des premières élections autorisées par le « plan du travail ». Ce qui ressort de ce travail doublement collectif — étant donnée la participation active des dirigeants syndicaux — c'est que du point de vue idéologique le régime du général Pinochet n'a pas réussi à imposer son modèle aux travailleurs organisés, même si le coût économique et social a été très élevé pour ceux-ci.

A. U.

CULTURE

ESSAIS DE CRITIQUE. – Günter Grass

★ Le Seuil, Paris, 192 pages, 79 F.

Quels rapports l'œuvre de Günter Grass, qui s'est identifiée, en 1945-1947, au renouveau de la littérature allemande, entretient-elle avec les œuvres classiques ? Que pense-t-il de Brecht, de Shakespeare, d'Arno Schmidt ou de Döblin ? Comment se situe-t-il par rapport aux théories littéraires du vingtième siècle ? Les courts essais rassemblés dans ce volume ne répondent pas à toutes ces questions mais éclairent assurément la genèse et la texture de son œuvre.

On sera particulièrement sensible au bel hommage qu'il rend à Alfred Döblin, l'auteur de *Berlin, place Alexander*, qu'il reconnaît comme son maître, et dont *le Tambour*, et tant d'autres romans, semblent prolonger le style épique et grimaçant. Quant à Franz Kafka et Bertolt Brecht, ils sont aussi des interlocuteurs privilégiés de Günter Grass. Entre la politique et la littérature, tous ces textes ne cessent de jeter des ponts.

JEAN-MICHEL PALMIER.

Prochains colloques

● Un colloque international sur le thème « 1936 ET LE MONDE ARABE » aura lieu à Paris les 4, 5 et 6 décembre 1986. Au centre des débats prévus, les rapports du gouvernement français de Front populaire avec le Maghreb, la Syrie et le Liban mais aussi le développement du mouvement national arabe en Egypte, en Irak, sans oublier la grande révolte de Palestine. *(Renseignements : Groupe de recherches sur le Maghreb et le Moyen-Orient, Laboratoire tiers-monde, université Paris-VII, 2, place Jussieu, 75005 Paris. – Tél. : (1) 43-36-25-25, poste 4701.)*

LE MONDE DIPLOMATIQUE

LA RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT MENACÉE

Retour au pré carré africain ?

Par CHRISTIAN DE BRIE

L'UNE des options les plus constantes et les moins contestées de la politique de la gauche au pouvoir avait été la priorité donnée à la recherche scientifique et technique. Celle-ci devait non seulement continuer à garantir l'indépendance nationale dans les secteurs stratégiques, mais encore devenir le moyen privilégié pour « sortir de la crise » et promouvoir le changement social que la révolution technologique ne manquerait pas de favoriser.

On aurait pu penser que, revenue aux affaires, la droite considérerait que de si bonnes intentions pouvaient aussi bien paver le paradis libéral que l'enfer socialiste. C'était compter sans la vigilance des gardiens de la foi nouvelle, pour lesquels rien n'est plus urgent que de purifier les temples scientifiques avant l'entrée des marchands.

La politique de recherche de la gauche a eu quelques mérites. D'abord celui d'un effort financier considérable, succédant à la lente érosion des crédits entre 1969 et 1980. Ensuite, une volonté constante de mobiliser les chercheurs et de sensibiliser l'opinion publique aux enjeux scientifiques et techniques. Enfin, une action coordonnée, s'inscrivant dans le cadre de la loi d'orientation et de programmation de juillet 1982, pour assurer le développement de filières technologiques privilégiées (électronique, biotechnologies, matériaux, etc.), la mise en place de recherches finalisées à caractère industriel, la promotion de « programmes mobilisateurs » associant administrations, organismes de recherche et entreprises. Une série de réformes institutionnelles complétait un ensemble qui, avec la nationalisation des principaux groupes industriels, donnait aux pouvoirs publics les moyens de poursuivre et de réaliser des objectifs à *moyen* et *long terme*, et de fixer les axes des coopérations internationales.

Confrontée aux impératifs de la rigueur, à l'inertie des structures traditionnelles, aux stratégies et intérêts souvent divergents des différents partenaires, tant nationaux qu'européens ou autres, cette démarche n'avait pas connu que des succès. Du moins avait-elle recréé les conditions d'une politique nationale concertée de la recherche scientifique et technique, dans un domaine où le laisser-faire, la rentabilité à court terme et l'épreuve du marché ne constituent pas les meilleures recettes. C'est pourtant ce qui risque d'être remis en question au vu de certaines orientations nouvelles. Celles qui concernent la recherche scientifique pour le développement et en coopération en fournissant la récente illustration.

Un dispositif imposant

LE dispositif français en la matière est imposant. Près de 2 milliards de francs de crédits, environ 5 000 personnes réparties entre plusieurs organismes : l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM), le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), les *Instituts Pasteur outre-mer*, ainsi que les équipes de recherche spécialisées de nombreux établissements : Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Institut national de la recherche agronomique (INRA), Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER), Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), notamment.

Entièrement voué à la recherche pour le développement, l'ORSTOM, – 1 400 personnes dont 700 chercheurs et 500 ingénieurs représentant plus de vingt disciplines, un budget de 700 millions de francs en 1986, – est au centre de ce dispositif. Traditionnellement tourné vers la recherche tropicale centrée sur l'Afrique, *l'ORSTOM a fait* l'objet d'une réforme importante en 1982 : accès au statut d'établissement public scientifique et technique (EPST) garantissant son autonomie, sous la tutelle principale du ministère de la recherche et de la technologie (la cotutelle étant assurée par le ministère de la coopération), ce qui affirmait la primauté d'une programmation scientifique à long terme et mondialisée.

Cette orientation d'une recherche non plus uniquement africaine ou tropicale, ni exclusivement appliquée aux difficultés du tiers-monde, mais se voulant tendue vers une autonomie accrue des diverses sociétés qui le composent, impliquait une coordination de toutes les parties prenantes. C'était la raison d'être d'un programme mobilisateur, intitulé : « Recherche scientifique et innovation technologique au service du développement », et où se retrouvaient les principaux partenaires publics et privés de la recherche sur – et avec – les pays en voie de développement. Dans un domaine où ministères, organismes, sociétés de développement, etc., conduisent chacun leur politique sans vraiment consulter le voisin, un tel programme mobilisateur constituait, de surcroît, un lieu de rencontre et d'information réciproque.

Dans ce cadre de décloisonnement, l'ORSTOM *avait réorganisé ses structures* (il les avait aussi démocratisées) et réorienté ses actions en privilégiant le long terme, la pluridisciplinarité et en amorçant un redéploiement géographique vers l'Amérique latine et l'Asie. C'est l'ensemble de cette politique qui est aujourd'hui combattue. Non pas au cours d'un débat ouvert, légitime en l'occurrence, mais dans le cadre d'une campagne qui obéit aux lois du genre.

Elle vise d'abord l'ORSTOM et ses responsables, accusés d'être politisés. Politisés, c'est-à-dire de gauche, car bien évidemment la droite est par définition apolitique. L'hebdomadaire de droite *Valeurs actuelles*, qui ne fait guère autorité en matière de recherche ou de développement, s'est chargé récemment de la besogne (1). Sans nuances. Dans le plus pur style ultra-conservateur, depuis longtemps peaufiné par les doctrinaires de la sécurité nationale et par les anciens stratèges de la CIA qui peuplent les « boîtes à penser » nord-américaines, et que l'on retrouve exposé à la (WACL) Ligue anticommuniste mondiale, comme à CAUSA, à Pretoria comme à Santiago-du-Chili.

En bref, à croire cette gazette, l'ORSTOM serait devenu un agent d'influence du mouvement communiste international. Les preuves ? Son directeur général est aussi président de la CIMADE (2), qui agit *« en parallèle avec le mouvement communiste international »*. L'ORSTOM a envoyé deux chercheurs au Chili, à la *« très progressiste »* Académie d'humanisme chrétien ; les deux chercheurs sont des Chiliens d'origine, naturalisés français ; l'un et l'autre sont hostiles au général Pinochet – qui ne l'est pas aujourd'hui, mis à part peut-être *Valeurs actuelles ?* L'ORSTOM a également des chercheurs au Nicaragua : un hydrologue, un agroclimatologue et un pédologue, chargés d'une étude d'écosystème sur le lac Managua, sujet éminemment révolutionnaire, comme ceux qui occupent de mystérieux départements « D » ou « H », consacrés en fait à l'urbanisation et aux sociosystèmes urbains pour l'un, à l'analyse des conditions d'un développement indépendant pour l'autre. Ils peuvent ainsi être amenés à conduire une étude de sociologie urbaine à Rio ou une recherche sur le devenir de l'identité créole aux Antilles.

Le tout sous la houlette d'anciens syndiqués CFDT et de proches du Parti socialiste. *Pour Valeurs actuelles*, cela suffit, la preuve est faite : l'ORSTOM est bien un foyer de subversion habilement camouflé. Beau travail ! Il en restera toujours quelque chose.

A un autre niveau se situe l'action de la nouvelle majorité et du gouvernement où s'activent partisans et responsables d'une autre politique de coopération. Jacques Decornoy a récemment révélé aux lecteurs du *Monde diplomatique* (3) l'essentiel des thèses de celui qui passe pour l'un des théoriciens du RPR en la matière. Egalement membre influent du cabinet du ministre de la coopération, M. Michel Guillou a fait sa religion sur la recherche au service du développement, et plus particulièrement sur l'ORSTOM, où l'ancien gouvernement *« a tout politisé et syndicalisé : le choix des responsables à tous les niveaux, la socialisation de la recherche scientifique, l'autogestion égalitaire accélérant la dégradation. Il faut dépolitiser au plus vite »* (5).

La « dérive tiers-mondiste »

DÈS le 17 juillet 1986, M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, demandait officiellement par une lettre de mission adressée à une personnalité de l'Académie nationale de médecine, un rapport sur l'ORSTOM devant notamment statuer aussi bien sur *« l'opportunité de lui conserver son statut actuel d'EPST que sur la validité de son organisation interne en départements et unités de recherche, qui ont facilité politisation, autogestion et déresponsabilisation »*. Voilà au moins un rapporteur qui – en toute indépendance scientifique – se voit clairement signifier, par avance, la teneur des conclusions qu'il devra tirer. Quatre semaines plus tard, l'article de *Valeurs actuelles* constitue déjà une contribution au chapitre « politisation, autogestion et déresponsabilisation ». On notera que l'autorité de tutelle principale de l'ORSTOM, M. Alain Devaquet, ministre délégué à la recherche et à l'enseignement supérieur – qui assure à l'organisme la totalité de son budget, – n'est pas cosignataire de cette demande d'audit. Doit-on en déduire que le ministre n'approuve pas une initiative qui empiète grossièrement sur ses prérogatives et témoigne à l'égard d'un organisme dont il a la charge d'une vision étroitement politicienne ?

La conférence de presse tenue par M. Aurillac le 16 septembre dernier (5) a dû, sans doute, confirmer cette impression. Le ministre de la coopération y a insisté simultanément sur la nécessité de *« repousser la tentation du repliement »*, tout en dénonçant pratiquement dans le même souffle *« la dérive tiers-mondiste et l'éparpillement mondialiste »*. L'incohérence de ces propos n'est qu'apparente. *« La dérive tiers-mondiste et l'éparpillement mondialiste »*, voilà pour la politique de mondialisation, à la place du *« tout Afrique »*.

Dans les faits, la nouvelle orientation qui semble vouloir être donnée à la recherche tropicale consiste donc à la recentrer, exclusivement, sur le pré carré africain, doté désormais d'un ministère à part entière, comme à la bonne époque de M. Jacques Foccart, qui, on le sait, a repris du service à Matignon. Et cela au mépris d'une démarche scientifique cohérente nécessitant une approche comparative. Par exemple, il est avéré que la sécheresse au Sahel n'apparaît pas *ex nihilo* en fonction d'un déterminisme local. Associé à de grands programmes internationaux de veille par satellite, l'ORSTOM s'est, dans ce domaine, attaché à l'étude des relations qui semblent établies entre l'irrégularité des phénomènes de remontée des courants marins froids annuels (mais qui, parfois, ne se reproduisent pas, dans le Pacifique équatorial), et des événements climatiques aigus concomitants : hivers rigoureux en Europe, sécheresse extrême dans le Nordeste brésilien et au Sahel.



(Pancho).

Voilà le type de recherche, au niveau mondial, qui risque de se trouver grandement compromis. Il n'est pas étonnant que la volonté de sectoriser géographiquement l'ORSTOM aille de pair avec celle de casser ses structures interdisciplinaires internes.

Une politique de coopération ne saurait avoir le caractère spectaculaire des grandes opérations d'aide auxquelles les médias ont habitué l'opinion. Il ne s'agit ni de prodiguer des secours d'urgence ni d'apporter des appuis au gré de la conjoncture ou des déplacements d'un ministre. La recherche en coopération ne peut pas être une recherche de substitution. Elle doit s'inscrire dans la durée et dans la continuité, avec des objectifs à moyen et à long terme, visant à la plus grande autonomie possible des pays du tiers-monde en matière de connaissance scientifique, particulièrement dans des domaines aussi cruciaux pour le décollage économique que l'alimentation, l'agriculture et la santé. Elle a surtout pour perspective de contribuer à créer ou à renforcer les communautés scientifiques locales, sur lesquelles reposent une part des atouts qui conditionnent le développement.

Les problèmes qui assaillent les sociétés du tiers-monde sont en effet sans commune mesure avec ceux auxquels ont à faire face les pays développés. Il n'est même pas assuré que la mobilisation de toutes leurs capacités parvienne à les résoudre. Tandis que commençait à s'élaborer, partiellement et non sans ambiguïtés, une approche nouvelle de la recherche pour le développement, les nouveaux responsables n'ont rien d'autre à proposer que le retour à la case départ et le vieux dosage assistance-profit, suivant la recette du pâté d'alouette. Depuis longtemps, il garantit le maintien des dominations dans les rapports Nord-Sud et vise à les verrouiller davantage dans les relations entre la France et l'Afrique. Parce que l'enjeu est bien évidemment politique, la fonction des nouveaux libéraux est de fournir une justification idéologique rénovée à la pérennité des modes d'exploitation.

(1) « Les étranges missions de l'ORSTOM », *Valeurs actuelles*, 18-24 août 1986.

(2) Service œcuménique d'entraide des Eglises protestantes, la CIMADE est une association qui s'occupe des réfugiés.

(3) Jacques Decornoy : « Pour en finir avec le tiers-mondisme : le théoricien libéral d'une nouvelle coopération », *le Monde diplomatique*, septembre 1986.

(4) Michel Guillou, *Une politique africaine pour la France* (p. 98), collection « Club 89 », Albatros, Paris, 1986.

(5) Voir *le Monde* du 18 septembre 1986.

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois de septembre 1986 a été tiré à 137500 exemplaires.

